TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 450 | 44 PAGES | — MARDI 5 SEPTEMBRE 1978

A Marseille

LES OUVRIERS DU GROUPE TERRIN ONT REJETÉ DÉFINITIVEMENT LE PLAN FOURNIER

LIRE PAGE 39



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 12 sch. ; Belgique, 13 fr. ; Canada, $ 0,75 ; Danemark, 3,75 kr. ; Espagne, 40 pes. ; Grande-Bretagne, 25 p. ; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 400 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 24 esc. ; Suède, 2,80 kr. ; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-23 Paris

Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

La rencontre de Camp David

• M. Begin s'emploie à réduire la portée de l'événement

• M. Sadate est reçu à l'Élysée

Sur la route de Camp David, où il commencera mercredi ses entretiens avec MM. Begin et Carter, le président Sadate arrive ce lundi après-midi 4 septembre à Paris. Il sera l'hôte à dîner de M. Giscard d'Estaing, qu'il informera des perspectives de la négociation, et prendra mardi l'avion pour Washington. Pour sa part, M. Begin s'est employé samedi à réduire la portée de la conférence.

Damas a annoncé que les pays du « front de la fermeté » *vont tenir un* sommet *dans la seconde quinzaine de septembre pour riposter à la rencontre de Camp David.*

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Begin affirme depuis deux semaines que la rencontre de Camp David, si importante soit-elle, ne sera pas décisive. Il ajoute que *« l'avenir du peuple d'Israël ne peut se jouer en une seule réunion »*.

Quelques heures avant son départ pour les États-Unis, le premier ministre a encore déclaré le samedi 2 septembre à ses concitoyens, dans un discours radiotélévisée, qu'il ne fallait pas s'attendre à des développements spectaculaires et immédiats. Il a rappelé que les négociations entre les Etats-Unis et Panama, achevées récemment, avaient duré quatorze ans et qu'il avait fallu quatre ans de pourparlers avant de mettre fin à la guerre du Vietnam. Contrairement à ses interlocuteurs, M. Begin a tout intérêt à dédramatiser l'événement. A condition qu'il ne soit pas définitif, un échec des prochains entretiens signifierait le maintien d'un *statu quo* qui est loin d'être, pour l'instant, défavorable à Israël. Depuis des mois, M. Begin cherche à éviter les « pressions » américaines, et l'organisation de cette rencontre en est une. Il sait que l'on attend de lui des concessions. Aussi cherche-t-il à gagner du temps.

Le premier ministre revient à la table des négociations avec les mêmes propositions qu'il avait faites il y a huit mois. Son plan de paix en deux chapitres : l'un sur la Cisjordanie et Gaza, l'autre sur le Sinaï, est inchangé depuis qu'il l'a présenté à la Knesset le 28 décembre 1977. M. Begin estime que ce document est toujours *« juste et bon »* et qu'il *« tient compte de l'intérêt de toutes les parties en cause »*. Ce qui concerne directement les relations israélo-égyptiennes n'est pas le principal problème, puisque le plan prévoit la restitution totale du Sinaï à l'Egypte, à condition que la partie de ce territoire actuellement occupée par Israël soit démilitarisée.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

Un scepticisme général

Rarement rencontre diplomatique aura été précédée d'autant de commentaires désabusés et pessimistes que celle de Camp David. Au cours de sa brève escale à Paris ce lundi, le président Sadate a sans doute quelque peine à faire partager à ses interlocuteurs français, et d'abord à M. Giscard d'Estaing, l'espoir tenace qui le conduira à nouveau mercredi à s'asseoir à une table de négociation auprès de M. Begin. Son seul argument est que les Etats-Unis se sont déclarés « partenaires à part entière » dans la négociation, que le président Carter y met en jeu un crédit déjà largement ébranlé et, en fin de compte, que le chef de la plus grande puissance mondiale doit être crédité d'assez de bon sens pour ne s'être pas embarqué sans biscuit.

Comme le déclarait récemment le ministre d'Etat aux affaires étrangères du Caire, la négociation que M. Sadate a engagée avec éclat en se rendant à Jérusalem ne peut désormais que boucler la boucle ou prendre un nouveau départ ». Choisissant la première hypothèse, les Palestiniens et les pays arabes du front de la fermeté proclament l'inévitable fiasco avant même la rencontre. Dans le second cas, il faudrait supposer que de fortes pressions américaines vont amener Israël à des concessions que jusqu'à présent M. Begin a catégoriquement refusées.

Sur les deux points où achoppe la négociation — avenir des Palestiniens et restitution des territoires occupés, — le président Sadate saisirait volontiers toute satisfaction, même très partielle. Il lui permettrait de ne pas perdre la face en étalant aux yeux du monde l'échec de son « initiative de paix ». Une « déclaration de principes », si vague fût-elle, serait la bienvenue au Caire.

De son côté, le gouvernement israélien a laissé entrevoir qu'il n'exclut pas une évolution de son « plan en vingt-six points ». Il envisage la possibilité de reconsidérer, après cinq ans d'application de son projet d'« autonomie administrative », l'avenir de la Cisjordanie. Après l'échec de la conférence de Leeds, en juillet dernier, M. Moshe Dayan avait grandement surpris en admettant que son pays pourrait « rediscuter » du problème de la souveraineté sur ce territoire. Quelques semaines plus tôt, Israël avait répondu négativement sur ce point au « questionnaire » transmis par les Etats-Unis.

Même si elle peut sembler mince, cette concession israélienne écornerait bel et bien le dogme, cher à M. Begin, de l'appartenance de droit de la Judée-Samarie (*Cisjordanie*) au Grand Israël. Si les propos de M. Dayan reflètent bien la pensée du chef du gouvernement, il n'est pas inconcevable qu'un compromis soit trouvé à Camp David sur une « déclaration de principes ». Mais M. Begin, tout en ne paraissant pas tout à fait hostile à une telle déclaration, a refusé jusqu'à présent de s'engager à un retrait, fût-il partiel, de Cisjordanie. La seule perspective de reparler du problème dans quelques années n'est évidemment pas de nature à débloquer la négociation.

Etrange négociation, à vrai dire, où les Etats-Unis, jurant mettre tout leur poids dans la balance, ne sont nullement assurés d'en faire dévier le fléau d'un millimètre, en raison de l'obstination d'un petit État qui est à leur entière discrétion. Singulière rencontre, dont les Palestiniens, intéressés au premier chef, et les Soviétiques, indispensables à un règlement d'ensemble au Proche-Orient, récusent d'avance les résultats. Etrange conférence, enfin, où il faudrait un coup de théâtre pour que trois partenaires qui souhaitent également la paix parviennent à en rapprocher la venue...

L'évolution de la gauche

• L'élection du Pas-de-Calais confirme les difficultés du P.C.F.

• « L'Humanité » amorce une autocritique sur le XXe congrès du parti de l'U.R.S.S.

La troisième des *cinq élections législatives partielles* rendues nécessaires par les décisions d'invalidation du Conseil constitutionnel s'est déroulée dimanche 3 septembre dans la quatrième circonscription du Pas-de-Calais.

M. Claude Wilquin, P.S., qui semble fort bien placé pour conserver son siège, bénéficie par rapport au scrutin de mars 1978 d'une très forte progression qui contraste avec le net recul du P.C.F.

L'intense polémique à laquelle communistes et socialistes ont consacré le meilleur de leur temps depuis leur insuccès électoral commun des 12 et 19 mars, le persistant spectacle de division qu'offre la majorité (ce lundi encore, *la Lettre de la Nation* ironise sur le « conclave » de Rambouillet d'où ne seraient sorties que *« quelques solides vérités premières sur la difficulté des temps que nous vivons »*), ne pouvaient engendrer dans l'opinion que scepticisme et morosité.

Telles sont, en effet, les premières indications qui ressortent du sondage le *Point-IFOP* réalisé du 24 au 29 août sur un échantillon de 1 464 personnes représentatif de la population. 44 % d'entre elles désapprouvent la politique économique du gouvernement Barre contre 28 % qui sont d'un avis contraire ; 44 % également — contre 31 % — estiment que le président de la République n'est point parvenu à améliorer ses relations personnelles avec les leaders de l'opposition de gauche, le pourcentage s'élevant à 55 s'agissant des rapports entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac.

43 % (30 % des socialistes) se prononcent pour une entente entre les socialistes et les giscardiens, 30 % (39 % des socialistes) seulement étant favorables à un maintien de l'accord P.C.-P.S. ; il n'y en a que 42 % et 34 %, respectivement, pour considérer que le maintien de M. Mitterrand à la tête du P.S. et de M. Marchais à la direction du P.C. serait « une bonne chose ». Mais 63 % des socialistes restent favorables à M. Mitterrand et 74 % des communistes à M. Marchais. Peut-on en conclure, comme le fait le commentateur de l'hebdomadaire que *« si rien ne vient... Giscard continuera de régner sur une France triste, rêveuse et agacée »* ?

L'élection législative dont le premier tour s'est déroulé dimanche 3 septembre dans la quatrième circonscription du Pas-de-Calais ne permet cependant de conclure ni à un marasme général des formations politiques ni à une désaffection de l'opinion qui les atteindrait toutes indifféremment.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 11.)

La préparation du budget

• Limitation de l'abattement de 10 % pour les « gros contribuables »

• Réduction des déductions spéciales pour quatre-vingt-neuf professions

L'examen de conscience auquel se sont livrés, à Rambouillet, les membres du gouvernement, n'a pas modifié les mesures fiscales — désagréables pour les revenus élevés — contenues dans le projet de budget pour 1978 qui sera soumis au conseil des ministres, le mercredi 6 septembre, et qu'examineront les députés à partir d'octobre.

Le chef de l'Etat et le premier ministre ayant décidé — pour participer à la relance des économies occidentales — de présenter un budget déficitaire, le « bouclage » des comptes de l'Etat pour 1979 n'a pas été difficile. L'essence, l'alcool, le tabac, les cigarettes, la carte grise et la vignette fourniront au gouvernement — avec l'alourdissement des tranches supérieures du barème de l'impôt sur le revenu — les quelque 6 milliards de francs de recettes supplémentaires nécessaires pour limiter le déficit à 15 milliards de francs l'an prochain, chiffre que M. Giscard d'Estaing a demandé de ne pas dépasser. Les mesures fiscales concerneront notamment la réduction sensible des abattements spéciaux dont bénéficient quatre-vingt-neuf professions et la limitation du jeu de l'abattement de 10 % pour frais professionnels.

Dans le domaine de l'emploi, le conseil des ministres ne devrait prendre aucune mesure d'envergure. Bien que le ministre du travail puisse encore apporter quelques retouches à son projet, celui-ci proposerait seulement de créer une quatrième équipe et demie (au lieu de quatre) dans le secteur du travail posté, de pénaliser les heures supplémentaires, de réviser timidement le système des équivalences et peut-être de diminuer la durée maximale du travail, la réflexion sur des projets plus importants de réforme étant confiée à des commissions ad hoc.

Avant d'être reçu, lundi, par le président de la République, M. Robert Fabre a déclaré qu'il ne devait pas y avoir de chômage et qu'il existait « un certain nombre de moyens pour donner à tout le monde le travail que chacun souhaite. J'apporterai un certain nombre de propositions, le gouvernement disposera ».

Autant sont sans imagination ni surprise les mesures destinées à limiter le déficit budgétaire de 1979 à 15 milliards de francs (relèvement des prix de l'essence, de l'alcool, du tabac, de la carte grise, des droits d'enregistrement, alourdissement de la pression fiscale pour les hautes tranches du barème de l'impôt sur le revenu), autant les dispositions « moralisatrices » voulues par M. Barre feront l'effet d'une douche froide sur certains contribuables.

Les salariés aisés — parfois même très aisés — qui seront touchés auront beau jeu de critiquer non pas le principe d'une réduction des inégalités fiscales, mais les voies empruntées par une politique qui fait supporter depuis des années aux salariés les plus gros sacrifices. L'argument pour être ancien n'en est pas moins fondé : les revenus des salariés, parce qu'ils sont assez bien connus du fisc (grâce aux déclarations faites par les employeurs), supportent en permanence l'essentiel des efforts demandés par la puissance publique, soit pour couvrir les dépenses de l'Etat, soit pour réduire les inégalités de revenus.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 41.)

Quelles perspectives pour la gauche française ?

par LOUIS MERMAZ (*)

Le résultat des élections de 1978 a été profondément illogique, le parti communiste ayant décidé d'empêcher l'arrivée de la gauche au pouvoir. Qu'ont voulu les communistes en agissant ainsi ? Pourquoi persévèrent-ils aujourd'hui ? Que peuvent faire les socialistes pour ramener leurs partenaires à l'union ? Que l'union soit un combat, passe encore, mais si le combat devient combat contre l'union, quelles perspectives reste-t-il de voir les choses changer en France ?

L'étrange consultation de mars 1978 a donné à la vie politique française un aspect lunaire qui est loin de correspondre aux conditions économiques et sociales existant dans le pays. Le premier ministre se comporte comme s'il avait gagné les élections, alors que c'est la direction du parti communiste qui a choisi de les faire perdre à toute la gauche. Le fait extraordinaire, c'est que, malgré le tohu-bohu organisé en son sein, l'union de la gauche désunie ait obtenu 49 % des suffrages. Le résultat des dernières élections partielles prouve que l'union de la gauche est un sentiment populaire durable et indéfectible qui correspond à une réalité historique. Aucun état-major ne doit l'oublier.

Le président de la République, miraculé en mars dernier, poursuit précisément la mise en œuvre d'une stratégie de dissuasion fondée sur le postulat suivant : la France veut être gouvernée au centre. Il vise ainsi au rassemblement politique des classes moyennes selon un processus qui a cours aux Etats-Unis. Il s'adresse à tous ceux qui, socialement ou psychologiquement, croient se reconnaître dans le tiers-parti, à l'exclusion de quelques millions de déshérités qui relèveraient essentiellement de l'électorat communiste et de la fraction archaïque et cocardière de la droite. Le président de la République s'érige dans le même temps en monarque qui se situerait au-dessus de la mêlée. Le roi-président, selon la mode anglo-saxonne, consulte les leaders de l'opposition. Mais la ressemblance s'arrête là : M. Giscard d'Estaing n'envisage pas de rendre au Parlement ses prérogatives ni d'accepter la naissance de contre-pouvoirs réels au niveau des collectivités locales.

(Lire la suite page 7.)

(*) Secrétaire national du parti socialiste, député de l'Isère.

DÉTENTION ET PERMISSIONS DE SORTIR

(Lire page 14 l'article de Philippe Boucher.)

EMPLOI : AUCUNE MESURE D'ENVERGURE N'EST ENVISAGÉE

(Lire page 41 l'article de Jean-Pierre DUMONT.)

AU JOUR LE JOUR

Figure de poupe

M. Robert Fabre doit maintenant se faire une idée plus claire de la mission que le président de la République souhaite lui confier. En effet, on lui demande d'explorer les perspectives de l'emploi la semaine même où le gouvernement s'apprête à approuver le plan de M. Boulin contre le chômage et le budget qui devrait permettre sa mise en œuvre.

Normalement, la vigie qui scrute les horizons lointains pour y voir monter les étoiles nouvelles est tournée vers l'avant du navire. A la limite même, c'est une figure de proue.

Ce ne sera pas la moins hardie des innovations du régime qu'il ait inventé pour l'opposant assagi la fonction honorifique, certes, mais quelque peu rétrospective, de figure de poupe.

ROBERT ESCARPIT.

DU « YÉ-YÉ » AU « DISCO »

Un délire bien ordonné

Le succès de « Saturday night fever » *n'a pas seulement imposé* à Hollywood une nouvelle mode des films musicaux. Les trente millions d'albums de la bande originale du film vendus dans le monde occidental ont définitivement lancé une vague « disco » qui s'était développée progressivement dans les discothèques européennes puis au début des années 70 dans les clubs de danse américains qui se multipliaient alors.

Le « disco », qui peut se définir par un rythme carré, une mélodie facile à retenir et un emploi généralisé du synthétiseur faisait, à l'encontre du « slow », doubler le chiffre d'affaires des consommations dans ce que les gens du show-business appellent les clubs « shampooing », c'est-à-dire les discothèques populaires où le samedi soir viennent — notamment — danser les jeunes coiffeuses. Débordant la vie nocturne des boîtes de nuit pour envahir les salles de cinéma et les radios — qui, exceptionnellement, n'ont fait que suivre le succès d'un style sans l'avoir soutenu à l'origine, — le « disco » et son délire de sons bien ordonné, sa spontanéité apparente et son efficacité directe est devenu un phénomène international et une nouvelle manne pour une industrie du disque rendue un peu *inquiète par une musique rock dont les voies, actuellement empruntées, n'aboutissent pas forcément à de grands remous.*

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 16.)

PROCHE-ORIENT

Veilleur, où est la nuit ?

par BERNARD AUDIGIER (*)

ON constate dans l'histoire de ce monde oriental un fait qui ne manque pas d'impressionner, voire de troubler, à savoir l'impossibilité radicale pour les minorités raciales et religieuses de pouvoir vivre librement. Il semble qu'il y ait comme une fatalité qui les voue les unes après les autres à l'extinction. En se restreignant à la courte période qui a suivi la première guerre mondiale, on observe, en ne mentionnant que les cas les plus marquants que, au moment où les nations victorieuses se partageaient les dépouilles de l'empire ottoman, les Assyriens reçurent la promesse d'un Etat indépendant. Bien que consignée dans les traités qui mirent fin aux hostilités, elle fut oubliée. Ces mêmes traités furent témoins d'une promesse analogue faite aux Arméniens. Ceux qui ont survécu le massacre de plus d'un million et demi d'entre eux, en Anatolie, alors que les flottes françaises et Britanniques croisaient à proximité, ont été dispersés. Mustapha Kemal, le général qui présida à cette opération, devait recevoir le titre d'Ataturk, « Père de la Turquie ». L'existence des Kurdes comme entité politique est arrivée tout récemment à son terme, lorsque leur leader, le mulla Mustapha El Barzani, dut s'enfuir d'Irak au moment où le shah d'Iran interrompit le soutien qu'il avait jusque-là accordé à la cause kurde.

Tout cela n'est nullement l'effet du hasard. On peut y trouver tout au contraire une raison très profonde, puisqu'elle est théologique. Dans la cité musulmane, suivant les conceptions coraniques, le non-musulman n'a et ne peut avoir qualité de citoyen. Il est un résident de seconde catégorie. Cette situation avait donné, dans le passé, naissance à l'un des traités dont l'efficacité et la durée ont peu de correspondants dans l'histoire : les capitulations passées entre François Ier et Soliman le Magnifique au début du seizième siècle.

Par ce traité, abrogé seulement après 1914-1918, au traité de Versailles, la France était protectrice des chrétiens en Proche-Orient, lesquels n'étaient pas considérés comme sujets du sultan, mais représentés auprès de la Sublime Porte par leurs différents patriarches. Cet état de choses, qui valait au plan des personnes, s'est toujours retrouvé au plan des communautés. Les minorités apparaissent toujours au sein d'un monde unifié par une religion, et, pour une large part, une même langue, comme des réalités d'exception qui survivent tant bien que mal, on dirait presque des réalités contre nature que l'on se résout tant bien que mal à tolérer.

Contrairement à ce que l'on serait en droit d'attendre, les régimes dits « progressistes » ou « laïques » ne sont pas plus tendres pour les minorités. Pour ne citer qu'un exemple, rappelons que la Turquie d'Ataturk s'était proclamée laïque. Il se fait pourtant que le patriarche de Constantinople — premier entre égaux des patriarches grecs orthodoxes — étendait sa juridiction sur un million et demi de fidèles à l'époque de la première guerre mondiale. Maintenant, le successeur d'Athenagoras est le pasteur de sept mille chrétiens victimes d'injustices, de discriminations et d'humiliations de toutes sortes.

Les deux seuls groupes qui eurent assez d'énergie et d'ingéniosité pour faire reconnaître leurs droits, furent, en premier lieu, les maronites du Liban, dont le patriarche Yozbek obtint, en 1919, de la conférence de la paix, de déléguer la France comme puissance mandataire. Nous sommes témoins aujourd'hui des difficultés insurmontables rencontrées par ce pays pour sauvegarder ne serait-ce qu'une apparence d'indépendance. Ce furent, en second lieu, les juifs, qui, ayant obtenu du gouvernement britannique la déclaration Balfour, en 1917, la virent introduite dans les traités qui mirent fin à la première guerre mondiale.

On ne peut pas ne pas être frappé par l'inéluctabilité de cette courbe historique qui marque la destinée des minorités au Proche-Orient. Il serait vain de se la dissimuler. Les difficultés incessantes et croissantes de la seule nation minoritaire qui ait pu acquérir et sauvegarder son indépendance, Israël, n'ont pas commencé avec les séquelles de la de la guerre de six jours, lorsque l'attention se porta exclusivement sur la question des territoires annexés, ainsi que les formules souvent répétées, « *des territoires en échange de la paix* » ou *l'échange du tangible pour l'intangible* », le laisseraient entendre. Elles ont commencé dès le jour de sa naissance, lorsque les armées de sept pays arabes envahirent le minuscule territoire que l'ONU venait de concéder aux soixante mille sionistes vivant alors en Palestine. Ici le problème n'est pas quantitatif, il est qualitatif. Il s'agit d'un principe.

Une tragédie ? Non ! Une histoire

Le mot de tragédie vient à l'esprit, lorsque l'on contemple ce processus historique inexorable, d'autant plus que son mouvement semble prendre une intensité redoublée face à cet ultime cas. Laissons un Israélien, le romancier Yoram Kaniouk, en parler : « *Nous avons vécu deux mille ans essayant d'être bons dans un monde mauvais qui nous faisait souffrir et nous tuait. Nous avions la conviction que, finalement, notre souffrance serait justifiée par le triomphe de notre bonté, que nous serions une mission dans ce monde mauvais, un exemple de la société la plus morale de l'histoire. C'était un drame. Mais voici qu'il y a trente ans, avec la fondation de l'Etat, nous avons commencé de connaître une tragédie — deux droits s'opposant l'un à l'autre. Nous avions un droit à cette terre, et les Arabes avaient un droit égal. Ce n'est plus de l'histoire hébraïque, c'est de la tragédie grecque.* »

Ce mot de tragédie est redoutable ici, car la tragédie est absente du monde judéo-chrétien, où il ne peut y avoir de situation sans issue. Ce n'est pas le monde d'Antigone qui n'a pas d'autre issue que le suicide, ou d'Œdipe dont le destin est lié par l'oracle qui prédisait son futur. On a l'impression d'avancer dans une nuit sur laquelle ne se lèvera pas le jour. Mais non, il n'y a pas de destin. L'histoire n'est pas un cercle fermé où le destin se répète aveuglément. Le peuple de la Bible a trouvé un sens à l'histoire. Malheureusement, après sa dispersion, survenue après la destruction du Temple en 70, le peuple juif cessa d'écrire l'histoire. Il commence alors à souffrir de l'histoire.

Israël célèbre cette année son trentième anniversaire, réalisation d'un rêve qui dura deux mille ans. Au dix-huitième siècle, Jean-Jacques Rousseau disait : « Lorsque les juifs auront leurs écoles et leurs universités, ils auront quelque chose à dire au monde. » Ils les ont aujourd'hui.

Cette année est aussi le quarantième anniversaire de deux tristes événements. Des délégués de trente-deux nations vinrent à Evian en juillet 1938 pour voir ce qu'ils pourraient faire en faveur des juifs, au moment où la nuit s'étendait sur l'Europe et où s'engageait contre eux la plus terrible persécution de l'histoire, dans laquelle devaient périr six millions des leurs. Ces délégués décidèrent de ne rien faire. Haim Weizmann, président de l'Organisation sioniste mondiale et de l'Agence juive, ne fut pas autorisé à prendre la parole. Une jeune femme nommée Golda Meyerson (Meïr) avait été envoyée par les sionistes de Palestine ; elle ne fut pas davantage autorisée à parler. Elle écrivit plus tard : « *Après la conférence d'Evian-les-Bains, il devint tristement clair que le peuple juif était laissé, entièrement à lui-même* ».

La nuit du 9 au 10 novembre, ce fut la « *Kristallnacht* » en Allemagne et en Autriche. (Le nom de « Nuit de cristal » s'explique par les débris de vitres des maisons et des établissements juifs dont les rues étaient parsemées. Cette nuit-là deux cent soixante-sept synagogues et locaux de réunion furent rasés, sept mille cinq cents boutiques juives endommagées. Près de trente mille jeunes gens de seize à dix-huit ans furent arrêtés et envoyés en camp de concentration. Le dictateur nazi écrivit alors : « *Nous allons résoudre le problème juif dans le futur immédiat... Les juifs vont disparaître.* »

Il est bien évident qu'un « *Empire pour mille ans* », basé sur la race et le sang, avec cette haine des choses de l'esprit qui lui était si caractéristique, se devait de haïr les juifs. Ils en étaient l'antithèse, et rappelaient par leur simple présence que l'espoir du monde était ailleurs. Il est bien vrai que si la conscience universelle se doit de reconnaître que la contribution de ce petit peuple à l'histoire humaine et à la civilisation est incomparable, la conscience occidentale, marquée par tout son héritage spirituel, pressent à juste titre que ce peuple est comme surnaturellement étranger au monde, en vertu d'une vocation inamissible.

On ne résout pas le problème juif. Cela est réservé à ce peuple. Vouloir trouver une solution immédiate à la question juive, c'est chercher à arrêter le mouvement du monde, mais déclarer qu'au problème juif il n'y a pas de solution, c'est entrer dans un conflit. Il y a deux manières de le faire : une manière animale, celle des nazis, visant à l'extermination, puis une autre, spirituelle, qui respectueusement attentive de ce qui fait la nature profonde de ce peuple, est prête à sympathiser avec le dynamisme qui l'anime.

Les juifs durent porter l'étoile jaune, signe d'infamie pour leurs oppresseurs, mais pour eux l'étoile de David était le signe de l'obsession du retour à sa cité. « *Si je t'oublie, ô Jérusalem !* »

Israël fait face maintenant à de grands choix, pour cette paix qui semble insaisissable, cette paix qu'il est un précepte pour un juif non seulement de rechercher mais de poursuivre avec un zèle intense. On ne peut se dissimuler que c'est un peu la nature même du sionisme qui est en cause dans la réponse donnée ; mais il est vrai que ce mouvement fut toujours un peu une praxis qui s'accommodait de bien d'improvisations, face aux actes concrets à poser en vue d'une fin dont il ne se départit jamais. Ces choix territoriaux, puisqu'il faut les appeler par leur nom, ont quelque chose de pathétique pour un petit peuple qui s'est toujours senti menacé, et pour un pays aussi exigu dont les problèmes de sécurité ont été le pain quotidien depuis sa fondation.

Face aux risques, l'esprit se libère difficilement des souvenirs dont la mémoire est peuplée. Les juifs n'oublient jamais rien. Ils ont des raisons à cela, spécialement quand ils se posent la question de leur prophète Isaïe : « Veilleur, où en est la nuit ? » Il est significatif que leur Livre sacré est un livre d'histoire, c'est peut-être la raison pour laquelle l'histoire de ce peuple semble si magique, irréelle, improbable à tous, sauf à lui-même.

(*) Religieux.

L'ennemi élu

par JACQUES MADAULE

BIENTOT, à Camp David, une fois de plus, Sadate et Begin vont pouvoir se dévisager. Je doute qu'ils en tirent grand profit et que la paix sorte renforcée de ce face-à-face, qui ne sera d'ailleurs pas un tête-à-tête, puisque le président Carter est décidé à y jouer activement le rôle de marieur. Mais j'en doute surtout parce que n'existe pas entre Begin et Sadate cette parfaite symétrie d'où jaillit la haine, mais aussi parfois la compréhension réciproque.

Rien ne ressemble davantage à un ennemi inexpiable que précisément cet unique que l'on s'est choisi comme on se choisit un ami : l'ennemi à votre mesure. Israël et l'Egypte sont de trop antiques connaissances pour que rien de bien neuf entre eux puisse surgir. A travers les siècles, leurs relations ont suivi cette courbe ondulante que nous voyons à présent se reproduire. Il y a seulement une complication supplémentaire : cette fois-ci l'Egypte se veut la représentante du monde arabe ; elle ne parle pas en son nom seulement, mais pour d'autres, même s'ils la désavouent, et cela ne simplifie rien.

Mais si Israël faisait la paix avec l'Egypte, et puis, de proche en proche, avec les autres Etats voisins, il n'y aurait encore rien de fait, car il resterait les principaux intéressés, les Palestiniens. M. Begin a soutenu en novembre dernier qu'il n'existait pas de mot en hébreu pour dire Palestinien. Dans l'hébreu moderne peut-être. Mais dans l'hébreu biblique, on disait tout simplement les Philistins et c'était exactement le même mot.

Le voilà, cet ennemi choisi, cet ennemi élu, qu'il faudrait regarder en face, si l'on voulait vraiment établir une paix qui ne fût pas une simple trêve. Que de découvertes chacun ne ferait-il pas sur ce visage de l'autre, tant méconnu ! Peut-être s'y reconnaîtrait-il lui-même. Car personne ne ressemble autant à un ennemi mortel que cet autre, qui lui fait face. C'est son double. Ils sont parfaitement symétriques. Ils ont déteint l'un sur l'autre d'étrange façon, à la manière de ces vieux couples dont on dit qu'ils finissent pas se ressembler. La haine rapproche presque autant que l'amour.

Je m'étonne que les Israéliens ne se reconnaissent pas davantage dans ces Palestiniens qui leur font face de tant de manières et, le plus souvent, de très désagréables. Ils y retrouveraient bien des traits des juifs qu'ils furent autrefois. Comme eux, au lendemain de la destruction du Temple et surtout de la répression d'Adrien en 135, les Palestiniens sont en très grand nombre chassés de leur patrie, dispersés parmi les nations. On en trouve, certes, et le plus grand nombre, en pays arabes ; mais on en trouve aussi partout ailleurs, et notamment en Amérique, dans les deux Amériques. Et parfois les Israéliens s'étonnent qu'ils ne veuillent pas se faire une autre patrie ; ils imaginent qu'on les influence pour qu'ils ne détournent pas leur regard de la Palestine perdue. Comment des juifs peuvent-ils ne pas comprendre ?

L'incompréhension est d'ailleurs réciproque. Encore un trait de ressemblance, mais bien fâcheux. Car les Palestiniens ne comprennent pas davantage que, à travers les siècles, les juifs soient demeurés fidèlement attachés à leur patrie perdue. L'obstination, la passion que mettent les uns et les autres à se disputer cette terre unique n'est-elle pas la preuve sinon de leur fraternité, du moins de leur similitude ? Le propre de ces deux ennemis absolus, c'est de ne pas vouloir se connaître, de se nier furieusement l'un l'autre. Y a-t-il meilleur moyen de se méconnaître que de se tourner obstinément le dos ?

Le face-à-face dont je rêve au moment où va se tenir celui de Camp David, c'est un face-à-face israélo-palestinien. Et non pas entre des Israéliens et des Palestiniens plus ou moins ouverts à l'autre. Ça se trouve ; tout se trouve en cherchant bien. Mais entre les plus fermés. M. Begin, du côté israélien, serait un interlocuteur idéal. Alors, s'ils osaient se regarder bien en face ; s'ils avaient déposé au vestiaire les arguments polémiques dont ils ne sont que trop bien fournis, je ne doute pas qu'ils ne se reconnussent. A partir de là, tout devient possible.

Je souhaite que ceux-là du moins pour qui la Terre sainte représente autre chose qu'une médiocre bande de terre entre la mer et le désert : juifs du monde entier, chrétiens et musulmans, travaillent ensemble à rendre possible ce face-à-face entre frères ennemis et semblables, symétriques. Non seulement parce qu'il pourrait en résulter une paix véritable, mais parce que ce serait un exemple pour le monde entier.

Cela dit, ai-je besoin d'ajouter que je souhaite quand même bonne chance aux négociateurs de Camp David ?

La Cisjordanie palestinienne

par JACQUES ELLUL (*)

LE MONDE du 10 août publiait un admirable article d'André Fontaine « Surmonter la malédiction », faisant le point comme aucun autre de la situation tragique du Moyen-Orient, expliquant les conflits fratricides du Liban et entre Palestiniens. Tout s'éclaire à la lumière de cette analyse profonde et solide. Mais cet article s'achève par un dilemme. Comment donc cette situation pourrait-elle évoluer positivement ? demande M. Fontaine. Ou bien les grandes puissances tombent d'accord entre elles pour imposer une solution — et ceci est tout à fait improbable — ou bien les Israéliens acceptent de reconnaître la constitution d'un Etat palestinien — et « *toutes les données du problème du Proche-Orient se trouveraient du jour au lendemain changées* ». Ainsi, c'est Israël qui détient à lui seul la clé de tous les drames du Proche-Orient. Réciproquement, si les massacres continuent, si l'Irak poursuit ses attentats, si les Syriens continuent à écraser le Liban, ce sera la faute d'Israël. Israël une fois de plus seul responsable, bouc émissaire. On est un peu déçu après une si belle et humaine compréhension d'en arriver là.

Mais on est encore plus déçu de ce que, alors que le reste de l'article est fouillé, précis, on nous laisse devant cet Etat palestinien à constituer — sans plus. Or il faudrait être aussi précis et concret ici qu'ailleurs et ne pas avoir l'air de considérer la chose comme toute simple et la décision facile à prendre. Il y a deux questions : où créer cet Etat ? Dans la Cisjordanie, évidemment.

Mais alors il y a un problème : concentrer deux millions d'habitants sur un petit territoire n'ayant que très, très peu de ressources agricoles ou industrielles : ils ne vivront pas aisément ! D'autant moins que s'ils ont quelque chose à exporter, ils ne pourraient le faire qu'en traversant des nations qui ne leur laisseraient pas forcément un passage libre, la Jordanie, Israël...

Une solution a été proposée : donner à la Cisjordanie un passage à la mer par un couloir ! Mais c'est partager Israël, déjà si petit, en deux tronçons, et c'est condamner le Nord à disparaître très rapidement. Il faut d'ailleurs tenir compte de ce que chaque fois que l'on a créé des « couloirs » de cet ordre, cela a produit des désastres et a été la cause de guerres (le couloir de Dantzig au profit des Polonais). L'Etat palestinien en Cisjordanie ne changera rien parce que ce sera une nation très pauvre entourée par un voisin « riche », et surtout ayant su mettre en valeur toutes les possibilités du pays. Nous aurons une multiplication des incidents de frontières et des revendications, le développement d'une haine bien plus considérable que celle des actuels voisins d'Israël.

Mais cette situation paraît aggravée si l'on pose la seconde question : qui va venir dans cet Etat palestinien ? Bien sûr les Palestiniens, répondra-t-on ! Alors il faut considérer ce qu'ils sont, ne disons pas « un ramassis d'assassins », mais pas davantage un bon peuple équilibré et pacifique ! Depuis une génération, le Palestiniens sont devenus exclus[i]vement des guerriers, des combat[t]ants, tout entiers voués aussi bie[n] aux attentats héroïques qu'au[x] batailles rangées... Ils n'ont plu[s] fait que cela — uniquement cel[a]. Il n'est pas question de les accu[s]er, ce n'est pas leur faute, ma[is] c'est ainsi. Et l'on croit qu'un[e] population totalement vouée à l[a] guerre, qui ne sait rien d'autr[e] va se muer en quelques mois e[n] une population paisible d'agri[]culteurs et d'ouvriers n'ayan[t] rien d'autre en tête qu'un trava[il] productif ? Ceci est parfaitemen[t] idéaliste. C'est du rêve.

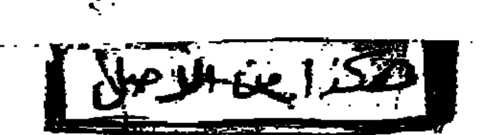
Ils ne pourront rien créer d'autr[e] qu'un Etat militaire, constammen[t] agressif et guerrier. Or ils auron[t] toutes les raisons et justification[s] pour poursuivre leurs attentat[s] contre Israël, d'autant plus qu'il[s] seront moins aptes à une activit[é] économique intensive et produc[]trice. Que les Palestiniens, pa[r] petits groupes, soient incorporé[s] dans diverses nations déjà exis[]tantes, ayant leur activité écono[]mique où ils prendraient plac[e], ceci est concevable raisonnabl[e]ment. Mais leur demander d[e] constituer à partir de rien un Eta[t], une économie, une société, es[t] strictement utopique. Envisage[r] la formation d'un Etat palestinie[n] en Cisjordanie, c'est vouloir, quan[d] on regarde les choses concrète[]ment, créer une occasion d[e] conflit encore plus grave que cell[e] qui existe actuellement, c'est pro[]bablement donner le dernier atou[t] pour guerre généralisée. Le refu[s] de cette constitution ne repos[e] pas sur l'entêtement stupide d[e] Begin ni sur la hargne capita[]liste d'Israël, mais sur la com[]préhension réaliste et concrète d[e] la situation. C'est peu satisfaisan[t] aux yeux de l'idéalisme et de[s] bons sentiments, mais c'es[t] comme ça, malheureusement.

La réponse d'André Fontaine

DE quelque façon qu'on retourn[e] le problème du Proche-Orient on est conduit à admettre qu[e] celui des Palestiniens en est la clé. Comment, s'il n'est pas résolu, pour[]raient être évités de nouveau[x] affrontement, puisque, aussi bien aucune hégémonie n'est pour l'ins[]tant en mesure d'imposer « sa » paix à des peuples, voire à des tribus qu[i] n'ont d'autre loi que la survie ? S[i] deux millions de Palestiniens étaien[t] devenus « exclusivement des guer[]riers », comme l'écrit Jacques Ellul cette constatation n'en serait qu[e] plus évidente : il faut qu'une cause soit singulièrement vitale pour qu'o[n] s'y donne à ce point. Mais en fait parmi les Palestiniens, il n'y a pas que des guerriers : il y a la masse des réfugiés, rejetés par tous, ballot[]tés d'un exil à un autre, exposés fréquemment aux raids de représail[]les, il y a aussi les très nombreux ingénieurs, médecins, intellectuels sortis des écoles de l'organisation des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (U.N.W.R.A.) faisant de la nation palestinienne en fin de compte l'une des plus éduquées du monde arabe.

Tout peuple a droit à un territoire. Seule aujourd'hui une minorité conteste ce droit à Israël. Ce qu'on lui demande seulement sans en faire le moins du monde un « bouc émissaire », c'est de comprendre le désespoir du peuple qui a pris sa succession sur les chemins de l'errance. Quant à déterminer les frontières exactes du futur Etat palestinien, on admet communément qu'il devrait contrôler la Cisjordanie et Gaza, mais c'est là une question à régler par les négociateurs du traité qui l'instituera, et l'on n'a jamais vu des pourparlers ne s'engager que lorsque tous les problèmes sont résolus. Ceux que pose Jacques Ellul sont sérieux, mais ils ne sont pas sans précédent, et, de toute façon, il est difficile de concevoir une entité palestinienne qui ne vivrait pas dans une large mesure en symbiose économique avec ces autres Palestiniens que sont, comme M. Begin le rappelle à l'occasion, les Israéliens.

Si Jacques Ellul a d'autres solutions à proposer, les colonnes du *Monde* lui sont — il peut en être assuré — largement ouvertes. En attendant, il nous permettra de nous étonner un peu que ce soit un chrétien comme lui qui ironise sur l'« idéalisme » et les « bons sentiments ». C'est Churchill, homme politique des plus réalistes, qui disait que dans toute guerre doit venir le moment de la magnanimité. Celle-ci ne serait-elle pas en fin de compte l'attitude la plus « réaliste » aujourd'hui pour Israël ? Le réalisme ne consiste-t-il pas de toute façon à encourager dans l'autre camp les partisans de la conciliation contre ceux qui poussent jusqu'au meurtre le refus de cette conciliation ?



Le Monde

étranger

LA RENCONTRE DE CAMP DAVID

LE CAIRE : l'espoir fragile mais intense des Égyptiens

De notre correspondant

Le Caire. — Dans les rues des villes d'Egypte, de nombreux jeunes gens arborent des tricots de coton blanc frappés en grandes lettres latines des mots : « *Sadate-Carter 1978* ». Le nom de M. Begin est absent — et pour cause. A la veille du sommet de Camp David, il est pour tous les Egyptiens synonyme de cauchemar. Du ministre au portefaix, tous voudraient oublier l'existence du premier ministre d'Israël, dont ils redoutent que l' « *éternel refus* » ne fasse capoter la réunion.

Les dirigeants oscillent entre un mélange d'optimisme et de scepticisme et un profond pessimisme. Un membre du cabinet, exagérant sans doute l'importance du problème proche-oriental dans l'opinion publique américaine, se rassérénait en nous disant : « *Carter ne peut pas laisser échouer Camp David, sinon il ne pourra pas se représenter à l'élection présidentielle.* » Puis, après réflexion, il ajoutait, désabusé : « *Camp David sera un match entre Carter et Begin, dont nous serons les spectateurs impuissants. Begin veut la peau de Carter comme ses prédécesseurs ont eu celle de Nixon. A Camp David, Begin, aidé par les omnipotents groupes de pression juifs d'Amérique, fera tout pour qu'il y ait échec et que Carter paraisse en être le responsable.* »

Les voisins, les fournisseurs des journalistes étrangers du Caire, les interrogent avec une anxiété inhabituelle : « *Dites-nous, monsieur, s'il y a une chance pour qu'ils s'entendent à Camp David, et, s'ils n'y parviennent pas, que se passera-t-il pour nous ?* » Certaines publications égyptiennes écrivent noir sur blanc la question que beaucoup ici se posent en eux-mêmes : « *La guerre d'octobre 1973 a-t-elle bien été la dernière ?* »

L'homme de la rue a de nouveau oublié les soucis sans nombre de sa vie quotidienne et la flambée des prix du mois de ramadan qui s'achève. Tout le pays, suspendant son souffle, serre une fois de plus les rangs derrière un raïs à l'air sombre, porteur des espoirs, fragiles mais intenses, de quarante millions d'Egyptiens. A tous les niveaux, l'Egypte a retrouvé dans une bonne mesure l'atmosphère d'attente fiévreuse qui fut celle de la visite d'Anouar El Sadate à Jérusalem en novembre 1977. « *Camp David sera aussi important que Jérusalem* », nous avait d'ailleurs déclaré M. Boutros-ghali (*le Monde* du 3-4 septembre).

Une « réunion pratique »

Lors de la réunion du conseil national égyptien de sécurité, le 30 août, à Ismaïlia, dans ce climat émotionel, le raïs a estimé que, si Jérusalem avait été le « *voyage du sentiment* », Camp David devrait être une « *réunion pratique* ». Les responsables égyptiens voient bien que, au cours des dix mois écoulés, M. Begin, loin de desserrer son intransigeance, a, au contraire, accentué son ardeur colonisatrice dans les territoires occupés. Ils constatent, avec également beaucoup d'amertume, qu'Israël dénie aux Etats-Unis le droit d'être vraiment un partenaire à part entière dans les pourparlers sur le Proche-Orient. Ils n'en affirment pas moins que le président Carter parviendra, ou a en tout cas les moyens de parvenir, à arracher à M. Begin cette fameuse « *déclaration de principe* », sans cesse réclamée par le raïs depuis novembre 1977, qui reconnaîtrait, sans autre engagement pour l'instant de la part d'Israël, la « *souveraineté arabe sur les territoires occupés en 1967* », et si possible aussi le « *droit des Palestiniens à s'autodéterminer* ».

Le Caire, qui a progressivement renoncé à son exigence irréaliste d'« *évacuation immédiate des territoires occupés* », juge qu'une fois signée la déclaration de principe il pourrait se retourner vers les autres capitales arabes et vers les Palestiniens et leur dire : « *Voyez, non seulement nous n'avons rien abandonné d'essentiel, mais encore nous venons d'obtenir d'Israël la reconnaissance au moins théorique du caractère provisoire de sa présence dans les territoires occupés.* »

Un tel pas franchi par Israël permettrait, on en est sûr ici, d'engager pour de bon une négociation qui, ajoutent *in petto* certaines personnalités gouvernementales, « *durerait en tout cas dix ans et ne pourrait sans doute aboutir qu'en cas de départ de M. Begin* ». Si les Israéliens refusent à Camp David, comme nombre d'indices peuvent le laisser prévoir, de reconnaître que les Arabes sont les propriétaires légitimes des territoires occupés et partant que les Palestiniens pourront y établir un jour l'entité de leur choix, sera-ce la fin de l'initiative de paix de l'Egypte ? Pour se rassurer, les responsables du Caire font valoir, et l'argument peut paraître assez convaincant, que « *si Carter a organisé Camp David, alors qu'il pouvait encore obtenir de nous et d'Israël plusieurs conférences inutiles du type de celle de Leeds, c'est que, cette fois, il est fermement décidé à obtenir des Israéliens la déclaration de principe sans laquelle chacun sait, au Proche-Orient, que la marche vers la paix restera bloquée* ».

Aussi bien, la presse cairote répète-t-elle à l'envi que « *Camp David sera la réunion de la dernière chance* ». Toutefois, elle utilise ce ton catastrophique à la veille de chaque rencontre israélo-égyptienne depuis le début de l'année. En réalité, le raïs, qui a examiné des « *stratégies de rechange* » lors du conseil regroupant à Ismaïlia les principaux responsables civils et militaires de son régime, pourra tout aussi bien, si la conférence de Camp David tourne court, prolonger encore son initiative de paix ou changer radicalement de politique. Nul doute que c'est cette dernière solution qui lui coûterait le plus. Il est symptomatique que les journaux officieux du Caire aient mis en bonne place la déclaration, publiée le 28 août par le ministère israélien des affaires étrangères, selon laquelle le processus vers la paix et la poursuite des négociations « *ne seraient pas nécessairement freinés par un échec à Camp David* ». Cependant, ce que l'Egypte décidera dans un sens ou dans un autre appartient encore à ce que l'on appelle ici le « *secret du raïs* ». Un secret toujours bien gardé !

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

De Shangri-La à Camp David

Isolé dans les contreforts des Appalaches, au flanc des monts Catoctin, à 80 kilomètres environ au nord-ouest de Washington, dans l'Etat du Maryland, Camp David n'est plus le site de campement public que découvrit Franklin D. Roosevelt dans les années 30. Il en fit, à partir de 1942, un lieu de retraite et de repos qu'il baptisa Shangri-La. A l'origine constitué de quelques baraquements sommaires, le domaine est, aujourd'hui, malgré son aspect rustique, pourvu de tout le confort moderne. Considéré par les hommes de la sécurité du président comme plus sûr que la Maison Blanche, Camp David est entouré d'une clôture et d'armes électroniques. Des « marines » et des chiens policiers patrouillent en permanence aux alentours. Une douzaine de chalets à l'américaine, enfouis dans la verdure, composent le hâvre de paix où le président vient souvent refaire ses forces et réfléchir posément en compagnie de quelques-uns de ses conseillers.

Cette demeure, rebaptisée Camp David par le président Eisenhower en l'honneur de son petit-fils, a reçu nombre de célébrités au cours des quarante dernières années. Sir Winston Churchill y discuta avec le président Roosevelt, durant la seconde guerre mondiale, de stratégie militaire. Les entretiens historiques Eisenhower-Khrouchtchev s'y déroulèrent en septembre 1959. Ce qu'on appela l' « esprit de Camp David » fut le signe avant-coureur de la détente Est-Ouest. Charles de Gaulle et Georges Pompidou séjournèrent dans cette « résidence verte ». Leonid Brejnev, l'actuel dirigeant de l'Union Soviétique y eut plusieurs entretiens avec le président Nixon.

Bien que des rencontres et des colloques de Camp David, rien de définitif n'ai jamais accouché, c'est à la fois un honrien de définitif n'ait jamais tachent à cette enclave verdoyant.

JÉRUSALEM : réduire la portée de l'événement

(*Suite de la première page.*)

La seule difficulté importante réside à ce propos dans la négociation du maintien des implantations israéliennes, notamment dans le secteur de la bande de Gaza.

Au sujet de la Cisjordanie et du territoire même de Gaza, le fossé entre les positions égyptienne et israélienne paraît en revanche infranchissable.

En Israël, des voix de plus en plus nombreuses se font toutefois entendre, assurant que Camp David est peut-être la « *réunion de la dernière chance* ». L'opposition travailliste affirme qu'il faut la saisir. Le mouvement « La paix maintenant », en organisant samedi soir une grande manifestation à Tel-Aviv, a adressé au gouvernement la même invitation, avec plus de force encore. Cependant, cette manifestation n'a pas été aussi imposante que l'auraient souhaité les organisateurs. Ces derniers attendaient près de cent mille personnes. Il y en avait environ la moitié. Ce chiffre est certes très important dans un pays qui ne compte que 3 millions et demi d'habitants, mais il ne semble pas suffisant pour influencer l'attitude d'un gouvernement qui n'ignore pas que les milieux politiques et l'opinion publique restent partagés dès qu'il s'agit d'envisager les modalités précises d'un accord de paix.

En déclarant qu'il veut une paix « *sûre* », M. Begin a beau jeu de laisser entendre que son gouvernement ne peut se permettre de signer n'importe quel accord et que la « *sécurité d'Israël* » est une préoccupation primordiale à propos de laquelle il n'est pas permis de transiger. Pour tout Israélien la sécurité est, en effet, un souci presque quotidien. Le mot a une valeur quasi sacrée. Il est le leitmotiv dans tout discours politique. Dès qu'il est prononcé, les Israéliens ont pour réflexe de resserrer les rangs. « *Nous sommes seuls juges de nos besoins de sécurité*, a répété il y a quelques jours M. Begin, *personne ne peut l'être à notre place* ». Le premier ministre connaît la valeur de cet argument. Les Israéliens font toujours preuve de beaucoup de réticence pour critiquer ouvertement leur gouvernement — quel qu'il soit — à propos de politique étrangèree, car cela risque d'affaiblir encore la position d'un pays déjà très isolé sur la scène internationale. M. Begin apprécie cette réaction et, comme ses prédécesseurs, il sait en tenir compte. Enfin on entend souvent en Israël la remarque : « *Voilà trente ans que nous attendons la paix. Nous avons toujours vécu sous la menace de nos voisins et nous y sommes, hélas ! habitués...* ».

L'une des dernières précautions prises par M. Begin avant de se rendre à Camp David a été de rencontrer le chef de l'opposition, M. Shimon Peres. A l'issue de l'entretien, le premier ministre n'a pas manqué de souligner fortement les nombreux points d'accord qui existent entre la position du gouvernement et celle du Front travailliste : refus absolu de permettre l'établissement d'un Etat palestitien en Cisjordanie et à Gaza, impossibilité de revenir aux frontières de 1967 ; Jérusalem doit rester la capitale « réunifiée » de l'Etat d'Israël, l'armée israélienne doit garder une ligne de défense le long du Jourdain et maintenir une présence en Cisjordanie. M. Begin, après ce constat, a pu dire qu'il parlerait à Camp David au nom d'une très large majorité des membres du Parlement. Mais il a évité de faire remarquer la principale divergence qui le sépare de l'opposition : la coalition travailliste est prête à accepter, *a priori*, le principe d'un retrait israélien en Cisjordanie, point essentiel qui sera encore une fois au centre des prochaines négociations.

Les Travaillistes défendent l'idée d'un compromis territorial et adoptent ainsi une position proche de celle des Etats-Unis quant à l'interprétation de la résolution 242 du Conseil de sécurité qui, depuis 1967, fait l'objet d'un incessant débat. Pour les dirigeants du Marakh (coalition travailliste), comme pour le gouvernement de Washington, Israël doit évacuer la majeure partie des territoires occupés après la guerre des six jours, alors que l'Egypte et tous les pays arabes attendent un retrait de « tous » les territoires. En arrivant au pouvoir en 1977, M. Begin et le Likoud avaient introduit une nouvelle interprétation, selon laquelle la résolution 242 ne s'appliquait pas obligatoirement à la Cisjordanie.

D'autre part, les travaillistes désapprouvent le plan de paix de M. Begin prévoyant « *l'autonomie administrative* » de la Cisjordanie. M. Begin veut laisser « *en suspens* » la question de la « *souveraineté* » de cette partie du « *Grand Israël* » — invoquant pour cela les « *droits historiques* » du peuple juif sur la région, — tandis que les travaillistes sont favorables à une restitution de ce territoire à la Jordanie.

La position de M. Weizman

A sein de la majorité gouvernementale, les divergences existent également, mais elles sont moins grandes depuis que le parti Dash (Mouvement démocratique pour le changement) a disparu et s'est scindé en deux groupes (*le Monde* du 25 août). L'ancien président du mouvement, M. Ygaël Yadin, vice-premier ministre, reste au gouvernement, mais il ne fait pas partie de la délégation de Camp David. Dénonçant l'intransigeance de M. Begin, le Dash avait tenté de jouer un rôle modérateur et s'était notamment opposé, ces derniers mois, à la poursuite des implantations israéliennes dans les territoires occupés.

La coalition au pouvoir a certainement retrouvé une plus grande cohésion avec la scission du Dash. Mais quelques personnalités demeurent convaincues que le gouvernement doit faire preuve d'une plus grande souplesse, et c'est le cas notamment de M. Ezer Weizman qui, lui, participera aux pourparlers de Camp David. Si M. Weizman ne s'oppose plus à certains de ses collègues aussi ouvertement qu'il l'a fait au mois de juin, il n'a pas changé d'opinion, et celle-ci a toujours été appréciée à Washington. M. Weizman, qui a été le principal négociateur avec l'Egypte et a su nouer de solides amitiés avant l'arrêt des pourparlers directs au début de l'année continue de penser qu'Israël doit encore faire un certain nombre de concessions. En privé, ces derniers jours, il aurait fait part à ses proches de son profond pessimisme quant aux chances d'aboutir à un compromis à Camp David. Et, à ce propos, il aurait autant fait allusion au manque de souplesse du gouvernement égyptien, qu'à celui de son propre gouvernement.

Par ailleurs, plusieurs commentateurs de la presse israélienne ont récemment dénoncé le manque de « *coordination* » au sein du cabinet lors des préparatifs de la rencontre, notamment entre MM. Begin et Dayan, d'une part, et M. Weizman, d'autre part.

Bien que les principaux obstacles demeurent et paraissent toujours aussi insurmontables, la plupart des milieux politiques israéliens se refusent à envisager un « *échec retentissant* » de la conférence et considèrent que finalement chacune des parties à ce sommet a intérêt à gagner du temps. La majorité des observateurs à Jérusalem estiment, en effet, que le président Sadate n'est pas en mesure de menacer de rompre définitivement toute discussion avec Israël. M. Abba Eban, ancien ministre des affaires étrangères (travailliste), a récemment résumé l'impression d'un grand nombre de ses collègues à la Knesset en estimant qu'il n'y aura ni échec ni succès au terme du sommet de Camp David et que le résultat des pourparlers aboutira seulement à la conclusion d'un simple accord permettant la poursuite des négociations.

FRANCIS CORNU.

DAMAS : un échec certain

De notre correspondant

Beyrouth. — Inlassablement, les dirigeants syriens et leur presse dénoncent chaque jour le « *complot* » et le « *piège* » de Camp David. En rejetant à l'avance tous les résultats, ainsi que le soulignait à maintes reprises depuis l'annonce de cette conférence le ministre syrien des affaires étrangères, M. Khaddam.

Leur thèse est que le président Sadate prépare une paix séparée avec Israël et qu'il est prêt, pour l'obtenir, à « *brader les intérêts arabes* » et, en particulier, palestiniens, pourvu seulement qu'Israël lui fournisse une couverture politique minimum sous forme d'une vague déclaration de principe. Mercredi 5 septembre, le ministre syrien de la défense, le général Tlass, assurait encore que « *les présidents Carter et Sadate ne sont pas habilités à représenter les Palestiniens* ».

En réalité, la Syrie ne croit pas plus à un accord à Camp David que M. Arafat. Elle craint plutôt de devoir affronter une situation périlleuse au Liban, quels que soient les résultats de Camp David. Une « *manœuvre de diversion* » lui paraît, en effet, aussi plausible en cas d'échec qu'en cas de succès.

Damas sait, en effet, que sa présence au Liban l'expose considérablement. Aussi, prenant les devants, la Syrie annonce-t-elle quotidiennement qu'Israël cherche à la provoquer par l'intermédiaire des milices de la droite chrétienne libanaise, qui, selon elle, auraient reçu l'appui de « *centaines d'experts israéliens* ».

Le sommet de camp David étant sur le point de se tenir sans que l'explosion annoncée et redoutée se soit produite au Liban, l'échéance paraît donc reportée à la phase postérieure à la conférence. Le président Assad a déclaré qu'il ne se déroberait pas à une guerre que lui imposerait Israël au Liban. On pense néanmoins à Damas qu'à ce stade les relations soviéto-américaines devraient entrer en jeu pour réduire la liberté de manœuvre d'Israël et maintenir l'éventuelle conflagration dans son contexte libanais, même si Israël devrait se livrer à quelques démonstrations de force. — L. G.

● *M. Lucien Bitterlin* a été élu samedi 2 septembre président de l'association de solidarité franco-arabe (ASFA), en remplacement de M. Louis Terrenoire, démissionnaire. Le conseil d'administration de l'association a d'autre part élu M. Terrenoire président d'honneur à l'unanimité.

M. Bitterlin, ancien secrétaire général de l'ASFA, sera assisté dans ses fonctions de deux vice-présidents délégués : Me Maurice Buttin, avocat à la cour d'appel de Paris, et M. Pierre Andreu, journaliste, ancien directeur de l'O.R.T.F.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● LE GOUVERNEMENT ALGERIEN a rejeté, samedi 2 septembre, une note de protestation marocaine concernant l'incident frontalier de Sidi-Amara (province de Tata), annonce-t-on officiellement à Rabat (*le Monde* des 31 août, 1er et 2 septembre).

Le chargé d'affaires des Emirats arabes unis au Maroc, responsable des intérêts algériens depuis la rupture des relations diplomatiques algéro-marocaines en 1975, a transmis la réponse d'Alger « *niant purement et simplement les faits et contestant jusqu'à l'existence de l'opération* ». — — (*A.F.P.*)

Angola

● ECHANGE DE PRISONNIERS AVEC L'AFRIQUE DU SUD. — Trois soldats cubains détenus en Afrique du Sud et huit militaires sud-africains prisonniers en Angola ont été échangés samedi matin 2 septembre à N'Giwa, sur le territoire angolais, sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge, annonce le C.I.C.R. à Genève (*le Monde* du 1er septembre).

Ce premier échange de prisonniers de guerre entre l'Afrique du Sud et un autre Etat africain s'est déroulé en présence de deux délégués du C.I.C.R. Les onze prisonniers échangés avaient été capturés au début de 1976, a ucours du conflit angolais.

Dans son communiqué, le C.I.C.R. souligne que, « *par cet acte, les deux parties ont exprimé leur détermination de respecter l'esprit et la lettre de la troisième convention de Genève du 12 août 1947 traitant des prisonniers de guerre* ». — (*A.F.P.*)

Espagne

● DEUX PERSONNES ONT ETE BLESSEES par des balles en caoutchouc et quatre autres arrêtées, samedi 2 septembre à Barcelone, lorsque la police a dispersé les piquets de grève des pompistes de la ville. La grève, qui a commencé vendredi à minuit et qui est interdite, est soutenue par la C.N.T. (anarchiste), qui nous a fait parvenir un communiqué affirmant que 75 à 80 % des stations-service de Barcelone étaient fermées et que des mouvements de solidarité avaient lieu chez les pompistes de Madrid, Valence, Burgos et Séville.

Iran

● « *NOUS DONNONS DEUX OU TROIS MOIS AU NOUVEAU GOUVERNEMENT IRANIEN pour qu'il accède à nos demandes. Dans le cas contraire, il tombre* », a déclaré, samedi 2 septembre, à Qom (à 200 kilomètres au sud de Téhéran), l'ayatollah Shariat Madari, chef des chiites iraniens. « *Des élections libres doivent être organisées par un gouvernement qui à la confiance du peuple* », a-t-il ajouté. — (*A.F.P.*)

Italie

● MM. BETTINO CRAXI, secrétaire général du parti socialiste italien, et François Mitterrand, se sont rencontrés le 2 septembre pendant 1 h. 30 à Cortona, ville jumelée avec Château-Chinon. Ils ont notamment envisagé des initiatives communes en vue des futures élections européennes. — (*A.F.P.*)

● « UNE REPRISE DES RELATIONS ENTRE LE P.C.I. ET LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS SERAIT UTILE ET NORMALE », a déclaré M. Giancarlo Pajetta, de la direction du P.C.I., dans une interview à l'hebdomadaire *Epoca*. Il a ajouté que cela ne signifierait pas une prise de distance à l'égard de Moscou, et a qualifié de « *dangereux pour l'avenir* » l'antagonisme entre Pékin et Moscou. — (*Corresp.*)

Liban

● M. MICHEL EL KHOURY a été nommé mercredi 30 août gouverneur de la Banque centrale du Liban.

Ce poste était vacant depuis l'élection de son titulaire, M. Elias Sarkis, le 6 mai 1976, à la présidence de la République. — (*A.F.P.*)

Tunisie

● LE PRESIDENT BOURGUIBA, qui était rentré jeudi dernier en Tunisie après un séjour prolongé à Paris pour raisons de santé, a présidé dimanche 3 septembre en sa ville natale de Monastir (160 kilomètres au sud de Tunis) les festivités organisées à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire. — (*A.F.P.*)

ASIE

L'OFFENSIVE DIPLOMATIQUE DES SUCCESSEURS DE MAO

PÉKIN : rompre l'encerclement par l'Union soviétique

Pékin. — Les Soviétiques ont contribué à donner le maximum de retentissement au voyage du président Hua Kuo-feng dans les Balkans et en Iran. Eût-on montré un peu plus de flegme à Moscou, les paroles et les déplacements du numéro un chinois auraient fait moins de bruit. Pourquoi une telle irritation ?

Sur le plan bilatéral, les accords de coopération technique ou culturelle ne changent pas sensiblement les relations de la Chine avec les pays visités. Ni le maréchal Tito, ni M. Ceausescu ne se sont visiblement rapprochés des thèses chinoises dans leurs déclarations. Par rapport aux discours prononcés lors de leurs propres visites à Pékin.

L'un des sujets sur lesquels on est le moins informé est celui des relations entre partis. Les partis yougoslave et roumain entretiennent d'excellentes relations avec divers P.C. occidentaux que Moscou — en dépit de divergences de plus en plus marquées — tend à considérer comme chasse gardée. Mais la Chine n'a donné jusqu'à présent aucun signe d'un désir de dialogue avec des partis qu'elle prétend encore qualifier de « *révisionnistes* » et l'on a peine à croire qu'un changement radical ait pu

De notre correspondant

intervenir dans ce domaine. Encore que la « normalisation » désormais consacrée dans les relations entre le P.C. chinois et la Ligue des communistes yougoslaves ouvre peut-être la porte à des développements nouveaux. L'essentiel, cependant, n'est pas là. Le voyage de M. Hua a symbolisé — sans doute est-ce là l'explication de la nervosité soviétique — une transformation profonde dans la politique extérieure chinoise. Certes, depuis dix ans, de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement se sont succédé ici. Le fait nouveau est que Pékin abandonne une stratégie de forteresse pour nouer des contacts tous azimuts et rompre l'encerclement dans lequel elle accuse l'U.R.S.S. de vouloir l'enfermer.

Il faut ici tenir compte d'autres événements intervenus cet été, du traité sino-japonais signé en août, bien sûr, mais aussi des voyages de dirigeants chinois dans divers pays d'Asie, en Afrique et aux Caraïbes. L'Europe toutefois étant, dans l'analyse chinoise, « *le point-clé de la rivalité entre les superpuissances* », c'est au président Hua qu'il appartenait d'y manifester sa présence. Tout se passe comme si la République populaire passait d'une position défensive à une contre-offensive d'envergure, très au-delà de son propre territoire et des marches qui l'entourent.

Conséquence de cette sortie vers le monde extérieur sans précédent dans l'histoire de la Chine impériale aussi bien que révolutionnaire, la diplomatie chinoise se met à l'unisson du concert des nations. En août 1977, recevant à Pékin le président Tito, M. Hua affirmait que la lutte entre les superpuissances « *aboutirait un jour ou l'autre à une guerre mondiale* », l'action des peuples permettant tout au plus de « *retarder l'arrivée de la guerre* ». C'est, à quelques nuances près, ce qu'il disait encore en mai devant M. Ceausescu.

Le président tient aujourd'hui un langage différent : « *Les fauteurs de guerre*, a-t-il dit à Belgrade, *peuvent certainement être vaincus.* » A Téhéran, s'il a évoqué « *les politiques d'agression et d'expansion* » des grandes puissances, il insiste d'abord sur la nécessité pour la Chine de jouir « *d'un environnement international pacifique pour une durée prolongée* ». Nulle part il n'a été question de « *l'inévitabilité de la guerre* ». L'heure est à une « *coexistence pacifique* » — suivant les principes énoncés par Chou En-lai — dont on peut se demander si elle ne pourrait pas ressembler un jour à cette politique de détente d'où la diplomatie soviétique a su, en son temps, tirer de solides dividendes.

Dans le contexte de la politique intérieure chinoise, enfin, le voyage du président du P.C.C. a innové. M. Hua, pur produit de l'appareil communiste, n'avait jamais quitté son pays, à l'exception d'un voyage à Pyongyang. Le voici à Bucarest, visiblement heureux de vivre ; sous les ors des palais de Téhéran, évoquant les souvenirs de la « route de la soie » en offrant au chah la statuette antique d'un de ces chameaux qui parcoururent longtemps les pistes de l'Asie centrale ; à Brioni, sur le yacht de Tito.

La télévision chinoise, des pages entières de photographies dans *le Quotidien du peuple*, ont fait découvrir au public chinois un homme à son aise dans un milieu étranger. Chou En-lai excellait à ce genre d'exercice. M. Teng Hsiao-ping s'est fait à son tour une spécialité de cette épreuve.

La preuve a été administrée que l'ancien premier secrétaire du Hounan n'a rien à redouter de cette « exposition » au vent du large et y gagne en stature. Personne, à l'extérieur, ne lui conteste l'autorité voulue pour parler au nom de la Chine. Une telle expérience, réussie, peut peser lourd dans les débats intérieurs qui se poursuivront à Pékin.

ALAIN JACOB.

TIRANA : le voyage de M. Hua Kuo-feng est une provocation contre l'Albanie.

L'Albanie vient de condamner en termes très violents le récent voyage de M. Hua Kuo-feng dans les Balkans et en Iran. Le quotidien *Zeri i Popullit* écrit, dimanche 3 septembre, que cette tournée constitue une « *provocation contre l'Albanie* » et que le président chinois est venu dans cette région pour « *essayer d'étendre sa domination sur les peuples de la région et les pousser à la guerre, comme l'avaient fait avant lui Khrouchtchev, Brejnev, Nixon et bien d'autres* ». Il ajoute : « *Le premier but de la politique chinoise est de s'allier avec l'impérialisme américain afin d'ériger une barrière contre les ambitions expansionnistes de l'U.R.S.S. et pouvoir ainsi prendre sa place.* »

Le quotidien albanais dénonce le traité sino-japonais, qui sera « *peut-être à l'origine d'une guerre mondiale* », la visite de M. Hua à Téhéran, « *grave insulte au peuple iranien* », et la politique de Pékin en Asie du Sud-Est, « *instigatrice d'un conflit sanglant entre le Cambodge et le Vietnam, deux peuples voisins et frères* ». Tirana, qui a envoyé un message de soutien à Hanoï à l'occasion de la fête nationale vietnamienne, réitère ses attaques contre Moscou : « *L'Albanie socialiste*, écrit *Zeri i Popullit*, *a prouvé et prouvera à tout moment qu'elle est un ennemi irréconciliable du social-impérialisme soviétique* ». — *(Reuter, A.F.P.)*

MOSCOU : réagir aux succès chinois au Japon et dans les Balkans

Moscou. — Tout laisse à penser que la polémique antichinoise, qui a connu ces derniers mois un regain de vigueur en U.R.S.S., va se poursuivre. C'est pour l'instant le seul moyen que les Soviétiques aient trouvé pour riposter à l'offensive diplomatique des successeurs de Mao. Mais cette méthode ayant été insuffisante pour dissuader des alliés directs de Moscou de répondre aux avances chinoises, on voit mal comment elle permettrait d'atténuer les effets des deux échecs — certains disent même deux défaites — que l'Union soviétique a subi en un mois dans sa politique asiatique, avec la signature du traité sino-japonais et la tournée de M. Hua Kuo-feng dans les Balkans.

Malgré la violence de la polémique, la réponse soviétique reste relativement modérée. Pour le Kremlin, la présence du numéro un chinois en Roumanie et en Yougoslavie est plus qu'un affront ; c'est un véritable défi.

La Chine, pour Moscou, n'est pas un Etat quelconque avec lequel l'Union soviétique a des désaccords « normaux ». C'est l'ennemi public numéro un, qui

De notre correspondant

non seulement souhaite mais prépare le troisième conflit mondial pour asseoir sa domination sur la planète. Les dirigeants chinois sont souvent comparés à Hitler par la presse soviétique, et on parle beaucoup ces jours-ci en U.R.S.S. du quarantième anniversaire de la « *trahison de Munich* ». Le regard fixé sur Pékin, les commentateurs soulignent que, au nom de l'antisoviétisme, Londres et Paris ont trahi leurs alliés (la Tchécoslovaquie et la Pologne), et que les marchands de canons français et britanniques ont accepté d'armer l'Allemagne nazie. « *On connaît*, écrit l'hebdomadaire *Za Roubiejom*, *la fin de ces projets et de ces efforts antisoviétiques.* »

Face à la Chine, les Soviétiques ne tolèrent ni neutralité ni tiédeur. L'attitude par rapport à Pékin est devenue pour eux la pierre de touche de la politique internationale. Ils attendent de leurs alliés et de leur amis qu'ils épousent totalement leur querelle. Il ne leur suffit donc pas que, en présence de M. Hua Kuo-feng, les Roumains ou les Yougoslaves aient réitéré leur refus de s'engager dans le conflit sino-soviétique. Ils n'auraient, tout simplement, pas dû offrir aux dirigeants chinois l'occasion de s'exprimer à un jet de pierre de la frontière soviétique.

Malgré la stratégie de Moscou, non seulement la Chine ne se trouve pas de plus en plus isolée, mais elle vient d'accomplir une percée spectaculaire dans la zone d'influence de l'U.R.S.S. Avec le Japon, elle a réussi ce que les Soviétiques ont manqué depuis longtemps. Intransigeants sur la question des îles Kouriles revendiquées par Tokyo, les dirigeants soviétiques n'ont pas peu contribué au rapprochement sino-japonais. Croyant en outre entrevoir dans l'entourage du président Carter des velléités de « *jouer la carte chinoise* », l'Union soviétique perçoit une menace d'encerclement, ce qui explique dans une grande mesure les accents obsessionnels de la campagne menée contre Pékin.

Une triple offensive

Selon le Kremlin, cette menace revêt un triple aspect : création en Asie d'un axe Washington-Tokyo-Pékin ; présence des Chinois dans les Balkans pour brouiller les cartes ; influence chinoise sur le mouvement des non-alignés. Cet aspect a été mis en évidence par les commentaires soviétiques sur la visite de M. Hua Kuo-feng en Yougoslavie.

Ayant largement perdu l'initiative, que peut faire Moscou ? Poursuivre la polémique ? Nier l'évidence, comme vient de le faire la *Pravda* en célébrant les résultats des rencontres de Crimée entre M. Leonid Brejnev et les dirigeants des partis frères ? « *La discussion en commun aide les pays socialistes à définir, par des efforts conjugés, la ligne commune à suivre dans la politique internationale* », écrit le journal du P.C. soviétique, alors que l'un de ces pays socialistes vient de recevoir le chef d'un Etat que tous les autres abreuvent d'injures. N'est-il pas un peu dérisoire de parler de « *ligne commune* » ?

En fait, avec le Japon comme avec la Roumanie et la Yougoslavie, Moscou cherche à ne pas envenimer les relations, mais au contraire à limiter les dégâts. Sans doute l'U.R.S.S. dispose-t-elle en principe de moyens de pression (économiques, voire militaires), mais si vis-à-vis du Japon elle annonce qu'elle prendra « *les mesures jugées nécessaires pour faire face à une situation nouvelle* », rien n'indique actuellement que cette menace soit plus qu'une clause de style. Avec Belgrade et Bucarest, aussi, elle a intérêt, tout en faisant connaître son mécontentement, à ne pas claquer la porte.

L'U.R.S.S. paraît d'autre part avoir adopté une politique offensive en Asie du Sud-Est par l'intermédiaire du Vietnam. Elle courtise également les pays de l'ASEAN pour couper l'herbe sous le pied de la diplomatie chinoise. « *Tout porte à croire*, écrit l'agence Tass, *qu'à Bangkok comme dans les autres capitales d'Asie du Sud-Est, on comprend ce que recèlent les manœuvres de Pékin et ses déclarations d'amitié à l'égard de la Thaïlande.* » Il s'agit pour Moscou d'amener les pays de cette région à prendre position dans le conflit sino-soviétique. Une tâche difficile.

DANIEL VERNET.

● *La Roumanie a répliqué*, dimanche 3 septembre, aux critiques que Moscou et d'autres pays socialistes lui avaien adressées à la suite de la visite à Bucarest du président Hua Kuo-feng. Elle n'était dirigée contre personne, note *Scinteia*, l'organe du P.C. roumain, qui comprend qu'il y ait eu des « *interprétations malveillantes* » dans « *certains journaux occidentaux en mal de sensations* ». Mais, poursuit-il, « *il est incompréhensible que la presse de certains pays socialistes n'ait pas fait sienne l'analyse réaliste et objective de cette visite, laissant la place, en revanche, à des considérations fausses et tendancieuses* ». — *(A.F.P.)*

● *Le président Carter* enverra en mission secrète à Moscou, la semaine prochaine, le chef de la délégation américaine aux pourparlers sur la limitation des armements stratégiques (SALT), M. Paul Warnke, affirme, ce lundi 4 septembre, le magazine *Newsweek*. M. Warnke aura pour mission de préparer une nouvelle série d'entretiens entre le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Andrei Gromyko. — *(Reuter.)*

EN VISITANT PLUSIEURS CAPITALES D'ASIE DU SUD-EST

M. Pham Van Dong veut rassurer les pays de la région et obtenir leur soutien dans le conflit sino-vietnamien

Une importante délégation cambodgienne — la seconde en moins d'un mois, — est arrivée samedi 2 septembre à Pékin ; elle est conduite par M. Nuon Chea, président de l'Assemblée nationale et secrétaire-adjoint du P.C. khmer.

D'autre part, le chef de la délégation chinoise aux pourparlers avec le Vietnam est revenu ce lundi à Hanoï après deux semaines d'absence. De son côté, M. Pham Van Dong, premier ministre du Vietnam, va visiter plusieurs pays du Sud-Est asiatique dont il espère obtenir le soutien dans la querelle qui oppose Hanoï à Pékin.

De notre correspondant

Bangkok. — En proie à des difficultés croissantes, au premier rang desquelles la guerre avec le Cambodge et la querelle avec la Chine, les dirigeants du Vietnam n'ont cessé, depuis le début de l'année, d'infléchir leur politique étrangère à l'égard de leurs voisins anti-communistes du Sud-Est asiatique, et plus récemment vis-à-vis des Etats-Unis.

La visite que M. Pham Van Dong commence à Bangkok le 6 septembre et qui devrait se prolonger dans d'autres pays de l'ASEAN (1) illustre une volonté d'ouverture dictée par la nécessité de trouver d'urgence de nouveaux « *alliés* » afin d'éviter l'isolement, voire le rejet dans la seule orbite soviétique.

Le changement de cap est net. Les propos tenus en septembre 1976 après le sommet des pays non alignés à Colombo par un vice-ministre des affaires étrangères de Hanoï — « *décidément, nous ne tolérons aucune tentative de ressusciter ce passé peu brillant de l'ASEAN ou de vendre la politique démodée et en faillite de cette organisation* » — ne sont plus de mise. Il y a encore un an, le Vietnam et les pays du bloc socialiste soviétique boycottaient la séance inaugurale de la conférence au sommet de l'ASEAN à Kuala-Lumpur. La radio de Hanoï, celle de Vientiane et, plus discrètement, la presse soviétique dénonçaient les « *noirs desseins* » de cette association, également suspectée de vouloir prendre la relève de la défunte organisation militaire de l'OTASE. Sans répit étaient dénoncées les bases américaines aux Philippines, les manœuvres des militaires thaïlandais et malaisiens contre les guérillas, les escales de navires de la VII[e] flotte dans les ports de la région.

Ces activités se poursuivent et l'ASEAN n'a pas changé de nature en 1978. Cependant l'U.R.S.S. aujourd'hui, par le biais de l'agence Novosti, la juge « *positive* », à condition qu'elle s'élargisse (c'est, semble-t-il, faire son deuil du pacte de sécurité collective cher à M. Brejnev). Du côté de Hanoï, la politique de renforcement de l'amitié et de la coopération a remplacé les invectives. Sans doute la multiplication des contacts bilatéraux a-t-elle présidé à l'établissement de meilleurs rapports, et le changement politique intervenu en Thaïlande après le coup d'Etat d'octobre 1977 a-t-il joué un rôle non négligeable dans la détente. Mais le catalyseur de l'évolution de l'attitude vietnamienne a d'abord été l'entrée en lice de la Chine, son soutien à l'ASEAN, son opposition de plus en plus marquée aux initiatives de Hanoï. Ces divergences ont abouti à l'arrêt de toute aide chinoise.

Comme par réflexe, les Vietnamiens n'auraient-ils pas cherché un appui renforcé auprès de l'U.R.S.S., tout en mesurant les risques encourus par une telle politique ? D'où, faute d'autres options, la tentative de rééquilibrage par ASEAN interposée. M. Pham Van Dong parviendra-t-il, mieux que ses ambassadeurs, à convaincre l'Association de la justesse de la position de son pays et du danger à long terme de l'hégémonie chinoise ?

L'avenir du régime cambodgien

M. Ngo Dien — ministre adjoint des affaires étrangères de Hanoï — déclarait dernièrement que la paix au Vietnam est essentielle à la paix dans le Sud-Est asiatique. Jouant habilement de craintes tenaces dans les pays de la région, qui abritent chez eux d'importantes communautés de Chinois d'outre-mer et ont parfois des litiges de souveraineté à propos d'îles situées en mer de Chine méridionale, le ministre adjoint, qui s'adressait à des journalistes thaïlandais, a dénoncé une fois de plus les manipulations de la communauté sino-vietnamienne par Pékin et la politique chinoise d'agression armée contre le Vietnam (celui du général Thieu à l'époque) dans l'affaire des îles Paracels.

En dépit de tels arguments, il est douteux, dans la phase actuelle, où prévalent trop d'inconnues, que les pays de l'ASEAN s'engagent plus avant dans le renforcement de liens formels avec Hanoï. On prête à M. Dong l'intention de proposer le principe d'une « *zone de paix, d'indépendance et de neutralité* ». Dans l'attente d'une clarification des positions vietnamiennes, les membres de l'ASEAN s'en tiennent à leurs principes fondateurs qui stipulent la création d'une « *zone de paix, de liberté et de neutralité* ». On est déjà d'accord sur deux termes. Reste à savoir pour le troisième celui qui l'emportera, de l'« *indépendance* » des Vietnamiens et de la « *liberté* » des cinq autres, à laquelle Hanoï, dit-on, trouve un relent désagréable de « *monde libre* ». Cela promet en tout cas de belles empoignades sémantiques.

Le plus probable dans l'immédiat est que les pays de l'ASEAN s'en tiendront à une politique peu compromettante de « *wait and see* ». Ils attendront de pouvoir juger des résultats de la visite de M. Teng Hsiao-ping en Thaïlande, en octobre.

Ils attendent surtout de voir ce qui va se passer au Cambodge. Il est évident ici qu'une chute du régime soutenu par Pékin, s'il était remplacé par une équipe favorable à « *la ligne de solidarité avec le Vietnam* », donnerait corps au spectre de la « *fédération indochinoise* » et gèlerait, à tout le moins, les tentatives de rapprochement.

Le Vietnam n'ignore pas les appréhensions de l'ASEAN, mais il semble que chaque jour l'enfonce un peu plus dans l'engrenage des hostilités. Ce n'est pas sans inquiétude que l'on a relevé, parmi les slogans diffusés à la veille de la fête nationale du 2 septembre, que Hanoï était décidé « *à combattre résolument pour remporter la victoire dans la guerre à la frontière sud-ouest* » (avec le Cambodge) et à « *se tenir prêt à combattre et à vaincre une guerre d'agression sur une grande échelle* » (référence à la Chine) (2).

La Thaïlande a, dans ces conflits, une « *position de stricte neutralité* » et entend se maintenir à équidistance de l'influence des grandes puissances. Mais il est peut-être révélateur que le quotidien pro-gouvernemental de langue anglaise, le *Bangkok Post*, ait choisi, à la veille de la visite de M. Pham Van Dong, d'intituler son éditorial : « *Il est temps que les pays de l'ASEAN se rapprochent de la Chine.* »

R.-P. PARINGAUX.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est comprenant l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

(2) A cette occasion, M. Pham Van Dong a annoncé, officiellement en quelque sorte, l'existence de mouvements de libération khmers à l'intérieur du Cambodge.

AMÉRIQUES

Brésil

Les deux candidats à la présidence s'efforcent surtout de séduire l'armée

Rio-de-Janeiro. — La campagne pour l'élection présidentielle d'octobre se radicalise rapidement au Brésil. Beaucoup trop rapidement d'ailleurs, aux yeux de ceux qu'inquiète la tension qu'elle provoque dans les milieux politiques et militaires.

Rien de plus paradoxal apparemment que la situation actuelle : deux candidats à la présidence, militaires à la retraite, se lancent dans un campagne électorale effrénée, multipliant les voyages à l'intérieur du pays, les bains de foule et les entrevues avec la presse. Tout cela en vue d'une élection indirecte dont la population sera totalement exclue, et dont le résultat est connu d'avance. Comment nier que la campagne en cours n'aura guère d'influence sur le collège électoral de cinq cent quatre-vingt-douze membres (congressistes et représentants des Etats) qui élira, dans un mois et demi, le nouveau chef de l'Etat et où le parti gouvernemental Arena dispose d'une confortable majorité de cent vingt-neuf voix ?

Ce paradoxe peut s'expliquer : c'est en pensant aux élections législatives de novembre, qui seront beaucoup plus disputées, que le général Joao Baptista Figueiredo,

De notre correspondant

candidat officiel désigné par le président Geisel, et le général Euler Bentes, candidat du parti d'opposition, le Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.), se lancent dans la campagne, mais la racine du problème se trouve, de toute évidence, ailleurs. Le « grand électeur » que les deux candidats cherchent aujourd'hui à atteindre, ce n'est guère le collège électoral ni même, sans doute, la masse des votants du mois de novembre, mais bien plutôt l'élément qui pèsera d'un poids déterminant, les forces armées.

Une insistance suspecte

« Le général Euler Bentes dispose de l'appui d'environ deux pour cent des officiers », affirmait il y a quelques jours le général Figueiredo. *« Le général Euler Bentes pourrait compter dans cette région sur l'appui de quatre-vingts pour cent des officiers »*, répliquait à Récife le colonel Tarcisio Ferreira, partisan déclaré de longue date de l'opposition. La première affirmation est sans doute plus proche de la réalité que la seconde. Mais le débat en soi est significatif : c'est en termes de popularité auprès des militaires que les deux candidats apprécient aujourd'hui leurs chances électorales. Si le M.D.B., qui présente pour la première fois depuis sa création un candidat à l'élection présidentielle, a choisi précisément un militaire, c'est qu'il reconnaît qu'il s'agit là du terrain déterminant.

Cette stratégie n'est pas sans risque pour l'opposition. Les forces armées ne réagiront-elles pas de manière imprévisible à ce qu'elles pourraient considérer comme une tentative de division en leur sein ? Ces derniers temps, dans une véritable avalanche de discours, les principaux responsables militaires du pays ont souligné l'« homogénéité » de l'institution. C'est là une insistance qui parait suspecte.

Les milieux d'opposition, partisans du général Bentes, invoquent en privé le réalisme : en l'absence d'organisation populaire structurée, le chemin du pouvoir, à court terme, passe de toute manière par les casernes. Mais d'autres secteurs hésitent devant l'aventure. La partie est-elle égale ? Le candidat du M.D.B. n'a-t-il pas recours surtout au « bluff » politique lorsqu'il affirme se faire l'écho d'un secteur représentatif de ses anciens camarades d'armes ? Son appui ne se limite-t-il pas à un groupe d'officiers à la retraite ? Quant aux manifestes dont la presse marginale annonce périodiquement la distribution dans les casernes, ce n'est guère un phénomène nouveau, et son importance ne parait pas avoir augmenté significativement.

Nombreux sont ceux qui craignent de voir l'opposition, avec le M.D.B., se perdre dans une querelle de palais. Ce n'est guère par ses convictions démocratiques que s'est jusqu'ici distingué l'entourage militaire du général Bentes. Il est plutôt formé d'officiers que réunit avant tout une hostilité commune au général Figueiredo, et plus encore au principal promoteur de sa candidature, le général Golbery, chef de la maison civile de la présidence. Est-ce donc une lutte de factions plutôt que de convictions ? Le général Bentes vient de recevoir l'appui de M. Roberto Medici, longtemps collaborateur de son père, l'ancien chef d'Etat, le général Emilio Medici, qui passe difficilement pour un libéral.

En attendant, la radicalisation de la campagne a déjà eu une conséquence : elle provoque le retour des forces armées sur le devant de la scène politique. C'est là une inversion de la tendance qui se dessinait ses derniers mois. En personnalisant le processus de décision, notamment pour la succession présidentielle, le président Geisel avait au moins réussi à en écarter quelque peu l'institution militaire. C'était là, selon lui un préalable à une redémocratisation du pays. Aujourd'hui, ce sont les forces armées qui viennent apporter leur caution au général Figueiredo face à son adversaire. Ce n'est là qu'un paradoxe de plus : censée favoriser le retour des militaires aux casernes, la candidature du général Euler Bentes est en train de provoquer l'effet contraire.

THIERRY MALINIAK.

Nicaragua

Calme précaire à Managua

Un calme relatif règne au Nicaragua après les affrontements de la semaine dernière. La garde nationale du président Somoza avait repris entièrement vendredi 1er septembre, le contrôle de Matagalpa, la troisième ville du pays, tenue pendant trois jours par de jeunes insurgés équipés d'un armement de fortune.

Après avoir tenté samedi de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies de la situation au Nicaragua, le Venezuela a renoncé à cette initiative, se contentant de demander la convocation d'une réunion ministérielle de l'Organisation des Etats américains.

De notre envoyé spécial

Managua. — Dans la capitale, rien n'indique au premier regard la gravité de la situation. Les patrouilles militaires sont discrètes et les joueurs de base-ball s'entraînent dans les jardins publics, indifférents à la chaleur écrasante de la saison des pluies. La grève générale dure toujours et reste largement suivie dans l'ensemble du pays. Elle s'étend désormais à la distribution des produits alimentaires et de l'essence.

L'opposition modérée estime que la grève suffira à entraîner le départ du général Somoza et a reçu l'appui des chambre de commerce et de l'institut nicaraguayen de développement. Mais, pour les sandinistes, le pouvoir ne peut être pris sans recourir à la lutte armée, et ce qui est pour d'autres une « grève d'action civique » est pour eux une « grève insurrectionnelle ». La population, qui sympathise largement avec les opposants au régime, ne paraît pas prête cependant à une mobilisation générale et semble attendre la prochaine étape de l'épreuve de force engagée entre le clan Somoza et ses adversaires déclarés.

Le général Somoza a souhaité « bonne chance » aux grévistes au début de la grève et affecte de s'en désintéresser. Il parait s'inquiéter davantage de la position du gouvernement américain, qui ne lui a pas encore accordé le soutien qu'il attendait. Désormais, il accuse ce dernier d'être *« dominé par des gauchistes »*, et le met à peu près sur le même pied que Cuba...

La loi martiale et l'état d'urgence, abolis en 1977 à la suite de pressions américaines, n'ont pas été remis en vigueur, mais les chaînes de radio et de télévision sont sévèrement contrôlées et il leur est interdit de rendre compte des engagements sporadiques qui ont lieu à travers le pays entre des groupes armés et les forces de la garde nationale. Du coup, les rumeurs se multiplient, et plus d'un journaliste étranger a couru derrière des fantômes de fusillades, nées parfois de l'imagination d'un chauffeur de taxi. La nuit par contre feur de taxi. La nuit, par contre, appartient aux poseurs de bombes, qui sont pour la plupart de fabrication artisanale. On compte environ cinq ou six explosions chaque nuit.

ALAIN-MARIE CARRON.

EUROPE

Grande-Bretagne

Le cent dixième congrès des trade-unions appuyera politiquement M. Callaghan, mais refusera les restrictions salariales

Londres. — Le 110e congrès annuel de la grande confédération syndicale du TUC (Trade Union Congress) s'est ouvert ce lundi matin 4 septembre à Brighton, mais sur le point essentiel à l'ordre du jour le débat peut être considéré comme pratiquement clos. En effet, les dirigeants d'une vingtaine de syndicats, dont les plus importants réunis samedi pour l'ultime mise au point des discussions, se sont mis d'accord sur un projet de résolution rejetant entièrement la politique gouvernementale des salaires, et notamment la limite de 5 % aux augmentations de salaires recommandée par le gouvernement pour la quatrième phase du contrat social se terminant en juin 1979.

Mais la veille le congrès fera sûrement un accueil triomphal au premier ministre, M. Callaghan, et votera à la quasi-unanimité une motion félicitant le gouvernement travailliste pour ce qu'il a accompli depuis 1974.

Ainsi le congrès du TUC s'achèvera une fois de plus dans une ambiguïté calculée, répondant aussi bien aux préoccupations des dirigeants syndicalistes que du gouvernement. La hiérarchie syndicale, sévèrement contestée par de larges secteurs d'une « base » qui supporte mal les limitations aux augmentations de salaires, pourra faire état de sa fermeté. En fait, le renforcement des modérés au sein du TUC, par suite du remplacement de MM. Jones et Scanlon (jadis appelés les « *fumeaux terribles* »), qui avaient atteint l'âge de la retraite, par MM. Evans et Duffy à la tête des syndicats des transporteurs et des métallurgistes, se traduit par un durcissement sur le front des salaires.

Quant au gouvernement, il pourra se féliciter du fait que l'hostilité déclarée du TUC à sa politique n'empêchera nullement le mouvement syndical de lui redonner son appui, d'autant que

De notre correspondant

les syndicats sont pratiquement les banquiers de la campagne électorale travailliste. M. Callaghan peut espérer que le TUC évitera tout affrontement avec le gouvernement pas seulement avant mais aussi après les élections. Aussi bien M. Healey, chancelier de l'Echiquier, a tout de suite noté que l'an dernier le congrès du TUC s'était prononcé contre la limite de 10 % d'augmentation recommandée par le gouvernement, mais que les syndicats en avaient tenu compte ultérieurement dans leurs négociations salariales.

La motion des grands syndicats, qui est en fait un compromis (les mineurs suggéraient un texte rejetant définitivement le concept même d'un *« contrat social avec le gouvernement »*), l'emportera aisément sur celle présentée par le syndicat des employés municipaux, appuyé par une partie des cheminots et des postiers. La seconde motion recommande une action « concertée » des patrons, des syndicats et du gouvernement pour la mise au point d'une politique des salaires.

Un Livre blanc, publié en juillet dernier, évoquait la nécessité de *« fonder une libre négociation des salaires sur un accord annuel entre les trois parties (syndicats, patronat et gouvernement) établissant un niveau maximum de revenus compatible avec un contrôle de l'inflation pour les douze prochains mois »*. Apparemment une telle action concertée est rejetée dans la motion des grands syndicats, rédigée en termes vigoureux et qui affirme *« l'opposition totale du TUC à l'intervention du gouvernement et à toute mesure restrictive »*, enjoint au TUC de s'opposer à toute *« limitation arbitraire »* et insiste pour un retour à une négociation collective normale et responsable.

Sur bien des points ce texte rejoint la position des conservateurs, également hostiles à toute intervention du gouvernement, à toute politique permanente des revenus, et qui souhaitent une libre négociation collective. Les autres revendications contenues dans la motion (réduction à trente-cinq heures de la semaine de travail, mesures en faveur des travailleurs les moins payés, rétablissement de la hiérarchie des salaires) réduiraient pratiquement à néant le plafond de 5 % souhaité par le gouvernement.

HENRI PIERRE.

Allemagne fédérale

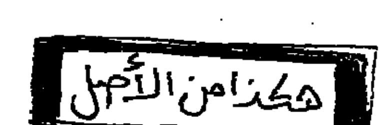
LE PARQUET POURSUIT LES RESPONSABLES DES FUITES SUR L'AFFAIRE D'ESPIONNAGE

Bonn *(A.F.P.)*. — Le procureur général de la République fédérale a ordonné l'ouverture d'une information contre X... pour *« communication illégale d'informations secrètes et violation du secret professionnel »*, à la suite de la publication par la presse d'informations du parquet sur la nouvelle affaire d'espionnage.

La presse ouest-allemande n'en continue pas moins la publication de « révélations ». Ainsi l'hebdomadaire *Bild am Sonntag* (du groupe Springer) affirme que quatre femmes sont impliquées et que les services de sécurité ont rassemblé des indices « écrasants » contre M. Uwe Holtz, le parlementaire dont l'immunité vient d'être levée. Le quotidien *Bild Zeitung* affirme que le personnage-clé de l'affaire est M. Constantin Dennta, attaché économique à l'ambassade de Roumanie, qui a disparu depuis huit jours. Selon l'hebdomadaire de Munich *Quick*, des membres du contre-espionnage ouest-allemand auraient assisté aux Etats-Unis aux interrogations de M. Ion Pacepa, ancien dirigeant des services secrets roumains.

Le département d'Etat a d'autre part fait savoir au gouvernement fédéral qu'il *« ne possède, de quelle que source que ce soit, ni documents ni aucune preuve selon lesquels M. Egon Bahr aurait proposé que la République fédérale d'Allemagne quitte l'OTAN en échange d'une réunification de l'Allemagne et d'une garantie de non-agression soviétiqu »*.





EUROPE

Espagne

Le prochain voyage du roi Juan Carlos en Argentine suscite une polémique entre le gouvernement et le parti socialiste

Madrid. — La polémique dure depuis quinze jours. Le roi Juan Carlos peut-il visiter l'Argentine — comme l'annonce en a été faite — sans nuire à son prestige de monarque démocratique et sans apporter un renfort inespéré à la dictature du général Videla ? La gauche et le parti gouvernemental ont rompu la paix estivale pour se livrer, sur ce thème, une guerre de communiqués et d'articles de presse. Les dirigeants socialistes ont qualifié le voyage d'« *erreur grave* » et accusé le gouvernement d'avoir mis Juan Carlos dans une situation impossible. Ils ont demandé des explications au ministre des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, qui a comparu le lundi 28 août devant la commission permanente du Congrès.

Après un vif débat, la motion socialiste demandant l'ajournement de la visite royale a été repoussée, la droite et l'Union du centre démocratique (parti gouvernemental) étant majoritaires dans la commission. La controverse a amené la presse de gauche, pour la première fois depuis les élections du 15 juin 1977, à émettre quelques critiques — il est vrai très légères — à l'encontre de Juan Carlos. Elle lui reproche de se déplacer trop souvent, sans faire de discrimination et sans consultation préalable avec le Parlement. L'hebdomadaire *Triunfo* compare même l'activité « nomade » du souverain à celle des autres monarques européens qui ne se déplacent que rarement et toujours en s'expliquant soigneusement à l'avance.

Juan Carlos doit se rendre en novembre prochain au Mexique, au Pérou et en Argentine. Il a déjà visité huit autres pays d'Amérique latine et il a l'intention de les visiter tous « *sans discrimination aucune* ». Telle est l'une des raisons du voyage, selon le ministre des affaires étrangères,

De notre correspondant

qui a insisté sur les liens spéciaux existant entre les deux pays : plus d'un million d'Espagnols vivent en Argentine, qui est le cinquième fournisseur et le cinquième client de l'Espagne. Ses achats d'équipement ont doublé l'an dernier. Le séjour de Juan Carlos peut ouvrir d'autres perspectives, surtout dans le domaine de la pêche. En outre, le roi voyage « *pour projeter l'image de l'Espagne à l'étranger* ». Sa présence ne signifie pas qu'il appuie tel ou tel régime. Il visite « *des peuples* », non des régimes. Il ira à Buenos-Aires comme il est allé à Pékin. Enfin, il est urgent que l'Occident ait une politique à l'égard de l'Amérique latine : « *Le reste, ce sont des mots* », a conclu le ministre.

Une pilule amère pour la gauche

Les socialistes ont inversé certains des arguments utilisés par M. Marcelino Oreja : c'est pour sauvegarder le « *prestige des institutions démocratiques espagnoles et la figure du chef de l'Etat dans une monarchie parlementaire* », que le voyage doit être ajourné, ont-ils dit dans leur motion. Ils ont rappelé que, jusqu'à présent, seuls les généraux Pinochet et Banzer — ses « congénères » — avaient rendu visite au général Videla. Ils estiment que celui-ci va se servir du séjour de Juan Carlos pour légitimer sa dictature, et c'est bien ce qui différencie un déplacement à Buenos-Aires d'un séjour à Pékin.

Les exilés argentins — ils sont nombreux en Espagne — et les nostalgiques de l' « hispanidad » chère à Franco ont pris une part active à la polémique. Lettres de lecteurs et éditoriaux ont rappelé que, le jour même où le voyage du roi était annoncé, un dirigeant syndicaliste argentin disparaissait, et que trente-cinq Espagnols font partie des milliers de personnes disparues en Argentine depuis mars 1976. La pilule est d'autant plus amère pour la gauche espagnole qu'il y a quelques semaines le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Tomas de Liniers, avait fait un éloge vibrant du régime argentin, lors d'un séjour à Buenos-Aires, au cours duquel il avait décoré le général Videla.

Certains journaux se demandent si le gouvernement n'a pas « planifié » l'escale argentine de Juan Carlos pour contrebalancer le voyage que le président Suarez fera en septembre à Cuba. D'autres avancent même l'hypothèse de manœuvres conjointes Madrid-Washington, pour faire de Juan Carlos l' « ambassadeur européen » du régime argentin, que les Américains ont intérêt à rendre « présentable » et à distinguer de celui du général Pinochet.

Une donnée a souvent été rappelée au cours du débat : la position particulière de l'Espagne (la « mère patrie ») dans l'ensemble hispano-américain. Le général Franco a toujours maintenu des relations actives avec la révolution castriste, à laquelle tout l'opposait : il n'a pas hésité à enfreindre l'embargo commercial décrété par Washington, pourtant son principal protecteur, car il estimait que les intérêts de l'Espagne à Cuba comme ailleurs en Amérique latine transcendaient les idéologies et les régimes politiques.

« *Nous n'aurions rien à faire en Amérique si nous placions la politique avant l'histoire* », écrivait récemment dans *El Pais* M. Emilio Romero, journaliste qui eut son heure de gloire sous le franquisme.

CHARLES VANHECKE

AFRIQUE

LE CONFLIT RHODÉSIEN

La révélation d'une rencontre secrète entre MM. Smith et Nkomo ébranle la solidarité des nationalistes

Nairobi. — Le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, a confirmé, le samedi 2 septembre, qu'il avait eu un entretien secret avec M. Nkomo, co-président du Front patriotique, « *dans un but purement exploratoire* ». Tenue en présence d'un ministre nigérian, la rencontre a eu lieu le 19 août à Lusaka. Elle jette une lueur assez déroutante sur les efforts entrepris, ces dernières semaines, pour relancer la négociation rhodésienne.

S'expliquant, samedi, sur les raisons de cette entrevue, le chef de la ZAPU a déclaré qu'elle s'était déroulée à l'initiative de M. Smith, qu'il ne s'agissait que d'un tour d'horizon et que, « *afin que personne n'ait le moindre doute sur ce qui s'est passé* », il avait réclamé la présence du général Garba, alors commissaire (ministre) nigérian aux affaires extérieures. Le co-président du Front patriotique a également affirmé qu'il n'aurait « *jamais discuté au fond* » avec le premier ministre rhodésien en l'absence de l'autre président du Front, M. Mugabe, secrétaire général de la ZANU, lequel se trouvait alors lui aussi dans la capitale zambienne mais n'a pas assisté aux entretiens.

M. Nkomo avait auparavant rencontré à Londres un autre membre du Conseil exécutif de Salisbury, le chef Chirau. Ses « consultations » avec M. Smith, lesquelles ont visiblement reçu l'aval du président Kaunda de Zambie, illustrent de nouveau la fragilité de l'alliance formée par la ZANU et la ZAPU au sein du Front patriotique. Elles semblent également expliquer l'absence d'un communiqué à l'issue du sommet qui a réuni, samedi, à Lusaka, les présidents Neto, d'Angola ; Khama, du Botswana ; Machel, du Mozambique ; Nyerere, de Tanzanie, et Kaunda, de Zambie. Les initiatives de M. Nkomo et du président

De notre correspondant en Afrique orientale

Kaunda tendent, en effet, à saper l'unité encore affichée par les cinq Etats africains de la « ligne de front » dans le conflit rhodésien.

Le président zambien, qui avait reçu M. Smith à Lusaka le 25 septembre 1977 — à l'insu de ses collègues de la « ligne de front », — est de plus en plus pressé d'aboutir à un règlement lui permettant de désenclaver son économie et, ainsi, de calmer un mécontentement assez général à deux mois des élections présidentielles zambiennes. Quant à M. Nkomo, dont la guérilla est entraînée en grande partie en Zambie, il a déjà négocié seul avec M. Smith (décembre 1976-mars 1977), sans succès il est vrai. Mais un acord direct avec le premier ministre rhodésien ne lui ferait sans doute pas peur, surtout s'il lui permettait à la fois de prendre le pas sur la ZANU de M. Mugabe et de discréditer deux rivaux, l'évêque Muzorewa et le révérend Sithole, qui sont les partenaires actuels de M. Smith au sein du Conseil exécutif de Salisbury.

Ces contatcts avec Salisbury n'ont fait qu'irriter les présidents de la « ligne de front » et M. Mugabe, lequel se sent un peu « en perte de vitesse », selon la formule d'un ministre occidental. On comprend mieux pourquoi, en juin, le président Nyerere a ordonné aux dix-neuf filiales de la multinationale Lonhro, opérant en Tanzanie, de plier bagages. M. Rowland, P.-D.G. de Lonhro — un groupe minier et commercial ayant de puissants intérêts en Afrique, y compris en Rhodésie, — avait, en effet, arrangé la rencontre du 25 septembre entre MM. Kaunda et Smith, initiative qui n'avait guère été appréciée, à l'époque, par le Foreign Office. Justifiant cette expulsion dans un délai de trois mois, le gouvernement tanzanien avait alors accusé Lonhro de « *mener la subversion au sein de la lutte de libération en Afrique australe* ».

On saisit également mieux pourquoi M. Mugabe, lors d'un passage à Dar-Es-Salaam le 29 août, a lancé une attaque indirecte contre M. Nkomo en accusant les Etats-Unis et la Grande-Bretagne de « *manœuvres secrètes* » pour inclure le chef de la ZAPU dans « *un autre règlement interne en collaboration avec M. Smith* ». Sans cacher sa préférence pour M. Nkomo, qu'il a encore récemment manifestée publiquement, M. David Owen a démenti toute implication dans la rencontre du 29 août. M. Andrew Young, ambassadeur américain aux Nations unies, s'est montré encore plus réservé lors d'une conférence de presse réunie vendredi à Nairobi.

La rupture de la solidarité du Front patriotique et des cinq Etats africains de la « ligne de front » semble, en tout cas, de nature à renvoyer, au moins provisoirement, le projet anglo-américain d'une nouvelle conférence de Genève. Tout dépendra, bien entendu, des suites données à l'entrevue de Lusaka. L'évêque Muzorewa et, surtout le révérend Sithole ont déjà réagi vertement à une initiative que M. Smith a prise en se gardant de les en informer. On en saura peut-être davantage le week-end prochain, puisque les cinq Etats de la « ligne de front » doivent de nouveau se réunir en Zambie à l'occasion du congrès du parti unique de ce pays, convoqué afin de désigner un candidat à l'élection présidentielle.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Tchad

DES COMBATS AURAIENT OPPOSÉ DES TENDANCES RIVALES DU FROLINAT

N'Djamena (A.F.P.). — De nouveaux affrontements auraient opposé, le 27 août à Faya-Largeau, préfecture du Borkou-Ennedi-Tibesti (Bet), différents groupes rivaux de la tendance Goukouni Oueddei, au sein du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat).

Selon plusieurs témoignages recueillis à N'Djamena auprès de personnes ayant quitté les régions occupées par les troupes du Frolinat, au nord du pays, ces affrontements auraient fait de nombreuses victimes. De violents combats auraient opposé, au sein du mouvement, les Goranes du Bet et les Arabes originaires du centre et de l'est du Tchad. Ces deux groupes seraient, semble-t-il, opposés sur l'opportunité de poursuivre la lutte qui les oppose au gouvernement central.

Toujours selon ces témoignages, des éléments de l'armée libyenne stationnés à Faya-Largeau, auraient pris part aux combats aux côtés des Arabes, craignant un ralliement massif des Goranes au gouvernement d'union nationale formé par M. Hissène Habré.

Ces nouveaux affrontements, s'ils devaient se confirmer, viendraient à l'appui des informations circulant depuis plus d'un mois dans la capitale tchadienne, selon lesquelles de sérieuses divergences divisent actuellement les troupes de Goukouni à la suite du grave revers qu'a subi le Frolinat à Ati et à Djedaa, dans le centre du pays, en mai et juin derniers.

La « Voix du peuple tchadien en lutte », émission du Frolinat diffusée quotidiennement sur les antennes de la radio libyenne n'a fait jusqu'à présent, aucun commentaire sur la formation du nouveau gouvernement tchadien.

Le conflit du Sahara occidental

LE POLISARIO VA PRÉSENTER A LA PRESSE QUATRE PRISONNIERS MAROCAINS

(De notre correspondant.)

Alger. — Le Polisario tient à la disposition des observateurs de la presse internationale les quatre militaires marocains capturés le 27 août à Tizgui-Remz, dans la province marocaine de Tata, à la suite d'une embuscade tendue par les troupes de l'A.P.L.S. (Armée populaire de libération sahraouie), a annoncé M. Omar Hadrami, membre du comité exécutif du Polisario, au cours d'une conférence de presse tenue le samedi 2 août au siège de la représentation du Front à Alger.

« *Ces prisonniers*, a-t-il ajouté, *pourront être interrogés par les journalistes. Ils témoigneront bien que ce sont les troupes sahraouies qui ont mené l'opération de Tizgui-Remz.* »

M. Hadrami a confirmé qu'une « offensive » était en cours contre les troupes marocaines, alors que, a-t-il observé, sur le « front sud » (Mauritanie), le cessez-le-feu décrété unilatéralement par le Polisario est « *scrupuleusement respecté* ».

A la question de savoir si l'opération de Tizgui-Remz représentait une « escalade » dans les opérations du Polisario contre les troupes marocaines, M. Hadrami a répondu : « *Il s'agit d'une opération normale comme nous en avons déjà mené plusieurs en profondeur en territoire marocain depuis le début de notre guerre de libération.* »

Selon le bilan militaire du mois d'août, présenté par le dirigeant sahraoui, les troupes marocaines auraient perdu « 350 tués, 250 blessés et 38 prisonniers ».

(Intérim.)

● *Le ministre mauritanien des affaires étrangères*, M. Cheikhna Ould Mohamed Laghdaf, de retour de Madrid, s'est déclaré « *satisfait d'avoir constaté que les autorités espagnoles souhaitent le rétablissement de la paix au Sahara occidental* ». Par ailleurs, M. Alioune Blondin Beye, ministre malien des affaires étrangères et de la coopération, s'est rendu samedi à Rabat, apprend-on à Bamako. Il vient de s'entretenir à Alger, avec le président Houari Boumediène et les responsables sahraouis et s'est rendu également à Nouakchott. — *Reuter.)*

● *Le conflit d'Erythrée.* — Les forces armées éthiopiennes, engagées dans le nord de l'Erythrée, ont repris la ville de Seberdat à la frontière soudanaise et deux villages proches de la ville de Keren, a annoncé, samedi 2 septembre, à Addis-Abeba, un communiqué militaire éthiopien. Le même jour, le Front de libération de l'Erythrée (FLE) a assuré, dans un communiqué publié à Rome, que ses forces ont repoussé plusieurs offensives éthiopiennes dans le nord-oues et le sud de l'Erythrée au cours des derniers jours. — *(A.F.P.)*

Le Monde

politique

Quelles perspectives pour la gauche française ?

(Suite de la première page.)

Or ce dessein s'accommode fort bien d'un partage d'influence avec le parti communiste, qui prétend lui exprimer les aspirations de la France pauvre et rêve d'apparaître comme la seule force d'opposition authentique. Le pouvoir sait que, dans la mesure où le parti communiste a fermé pour le moment la voie à toute issue politique globale, il a besoin d'obtenir sur le terrain des luttes quotidiennes quelques résultats. Sur ce plan, M. Giscard d'Estaing ne *croit* pas au déclin du parti communiste comme incarnation d'une opposition acceptant d'être pour longtemps minoritaire.

L'union de la gauche menacerait directement l'ordre établi. Le parti communiste, en s'isolant volontairement, ne fait pas le poids, même s'il tend ici où là la main à certaines forces conservatrices au nom de la stratégie dite d'union du peuple de France, union autour du seul parti communiste.

Mais, ce qui importera le plus à l'avenir pour le président de la République, du moment où le parti socialiste continuera de se situer sans ambiguïté dans une opposition résolue, ce sera de l'affaiblir au maximum. Ses attaques, bien que d'un style différent, seront de plus en plus symétriques de celles du parti communiste. Le pouvoir sait que le parti socialiste est l'adversaire principal, celui qui veut et qui peut recréer les conditions d'une victoire de la gauche tout entière.

Persistance de la crise

Cependant, les médecins qui se penchent au chevet de la gauche et annoncent le pire devraient regarder au-delà de la pièce dans laquelle ils se confinent. La crise économique et sociale est profonde, le pouvoir y fait face sans énergie ni imagination. La situation de notre pays s'aggrave sous le coup de diagnostics erronés : rien n'est entrepris pour relancer des économies régionales défaillantes comme celles du Midi ou de l'Est de la France, ni pour enrayer l'inflation. Des pans entiers du secteur industriel s'effondrent : le textile, la chaussure, les chantiers navals, la sidérurgie (des milliers de licenciements risquent d'intervenir dans la seule Lorraine). Si la relance de notre commerce extérieur se rétablit, c'est que désormais nous achetons moins à l'étranger, notre expansion économique étant tombée.

La nouvelle idée à la mode, faute d'une volonté planificatrice et d'une meilleure répartition de nos investissements, tend à développer en priorité les industries de pointe tournées vers l'exportation avec, comme corollaire, l'abandon progressif des industries traditionnelles. Cela conduit à une destruction du tissu industriel français.

Le plein emploi est depuis longtemps un objectif abandonné. M. Barre invoque la « mondialisation » de la crise, la répartition du travail sur le plan international ou encore la nécessité d'intégrer la France au marché mondial, pour s'installer dans le chômage. Celui-ci frappe de plein fouet les jeunes, auxquels des palliatifs sont proposés, comme les contrats-*formation*, mais la plus grande supercherie ne consiste-t-elle pas à les vouer à un travail sous-qualifié lorsqu'ils ont fait l'effort d'acquérir une véritable qualification ?

En contrepartie, la société de consommation giscardienne propose à la jeunesse, en l'absence de tout dessein économique ou politique, des perspectives strictement individualistes. Est-ce que les amortisseurs sociaux mis en place par le pouvoir pour contenir le découragement ou la colère de un million cinq cent mille chômeurs, le seuil réputé jadis comme critique étant depuis longtemps dépassé, fonctionneront éternellement ? Le pays n'est-il pas condamné à terme à une crise sociale très grave, même si le gouvernement a évité un troisième tour social après les élections de mars ?

La situation de ceux qui, devant la montée des périls, continueront de s'opposer à l'union de la gauche risque de devenir intenable. Les communistes pourront-ils longtemps apporter plus d'acharnement à tenter de détruire le parti socialiste qu'à combattre efficacement la droite et le capitalisme ?

Mais il est évident que la possibilité d'un changement politique en France tiendra pour une large part à la capacité du parti socialiste de continuer d'aller de l'avant. Ce parti réussira-t-il à devenir un grand parti de masse, à s'insérer davantage dans le monde du travail et à reconstruire à partir d'un sentiment populaire tenace une solide alliance des forces de gauche ?

Le projet socialiste

Dans la mesure où le parti socialiste est implanté dans tous les secteurs de l'opinion, y compris de plus en plus largement dans la classe ouvrière, il porte en lui une puissance de changement social, donc de changement politique. Il lui reste à développer une certaine pratique des relations syndicales, qui le mette plus complètement à l'écoute des aspirations ouvrières.

L'ancrage à gauche, nécessité absolue, n'est pas exclusif, précisément, d'une approche nouvelle et dynamique des problèmes de la société française, qui fasse du parti socialiste un grand parti de rassemblement et de propositions. Au cours des dernières années, le parti socialiste, plus sensible que d'autres aux valeurs nouvelles de la société, a beaucoup inventé, ou emprunté, à des *organisations* proches de la C.F.D.T. ou aux mouvements issus du surgissement de mai 1968. La droite et le parti communiste, chacun pour leur compte, ont essayé de récupérer nombre de ces idées : le pouvoir accentue les inégalités sociales dans le pays, mais promouvoit en même temps, en acceptant une certaine libéralisation des mœurs, un type de société permissive. Les communistes, tout en se gardant de rompre avec une conception bureaucratique et centralisatrice des choses, intègrent à leur bagage l'autogestion, la régionalisation, la lutte contre certaines hiérarchies.

Le parti socialiste est sur son terrain naturel lorsqu'il enrichit sa stratégie d'union par des thèmes tels que la dimension écologique, la défense du cadre de vie, la reconnaissance du caractère spécifique des luttes *féminines*. Sur le plan de l'invention et du dynamisme, le parti communiste ne connaît-il pas, par contre, un essoufflement avec la révolte de ses intellectuels, le déclin du modèle soviétique, la division des partis communistes occidentaux, l'affaiblissement de son appréhension internationaliste des problèmes mondiaux ? Au moment où ce parti s'enferme dans une vision parfois poujadiste et protectionniste de la vie nationale, qu'attend le parti socialiste pour poser, par exemple, le problème de l'élargissement de la Communauté économique européenne à l'ensemble des forces de gauche de l'Europe méditerranéenne ? L'heure doit être aujourd'hui pour les socialistes à l'invention et à l'initiative.

Le projet socialiste, qui tend à proposer aux Français un type de *société* et un modèle de développement nouveaux, sera élaboré d'ici à l'année prochaine. Il devrait agir comme un révélateur. Il devrait traduire la volonté d'unité de ce parti, atout essentiel, sa résolution de rester fidèle aux acquis du programme socialiste de 1972 et du programme commun de gouvernement, mais aussi sa faculté d'imaginer et de durcir ses propositions en réponse au durcissement du pouvoir.

Le parti socialiste se doit en effet d'intensifier sa lutte contre le grand capital, maître des leviers de commandes économiques et politiques. Il rappellera la nécessité de réformes de structures fondamentales, comme l'appropriation sociale des grands moyens de production, car « là où est la propriété, là est le pouvoir ». Il ne peut y avoir non plus de planification sans extension du secteur public. Cette planification doit encadrer le fonctionnement du marché sans jamais lui être subordonné. C'est à partir de ces transformations révolutionnaires que le socialisme autogestionnaire, qui se fonde sur la libération des hommes et leur prise de responsabilité à tous les échelons de la société civile et politique, se développera réellement. Il faut souhaiter ainsi que dans les mois prochains les socialistes se dégagent du terrain stérile de la polémique pour renforcer leur capacité d'action et de proposition.

Les communistes devant un nouveau parti socialiste

Depuis le schisme de 1920, les périodes de division au sein du mouvement ouvrier ont été plus longues que les phases d'union. Nous avions connu cependant, depuis 1965 et jusqu'en 1977 (malgré la coupure de 1968-1971, qui a correspondu à l'affaiblissement et à la dispersion des forces socialistes), le développement d'une phase unitaire d'une durée sans précédent qui avait permis à la gauche de marquer des points décisifs.

La création du nouveau parti socialiste offrait à son partenaire les plus grandes garanties quant à l'orientation à gauche, mais de ce fait même, il devenait un concurrent redoutable quant au leadership de l'union.

Parmi toutes les motivations recherchées pour trouver une cause à la décision de rupture du parti communiste, n'en est-il pas une qui soit fondamentale et qui tienne à ce que les communistes pensent être la nature profonde de leur parti ? Celui-ci, faute de cesser d'être lui-même, ne peut renoncer, semblent-ils croire encore, à être un parti dirigeant et d'avant-garde. Cela le parti socialiste ne peut l'accepter, sauf à trahir sa propre vocation historique. C'est dire l'âpreté de la compétition qui s'est engagée, mais qui, par-delà les pires déchirements, ne devrait pas faire perdre de vue aux communistes les intérêts supérieurs de l'union.

Ce sont les faits qui trancheront. Si, par impossible, le parti socialiste devait composer avec le pouvoir établi, le problème serait historiquement réglé à l'avantage du seul parti communiste. Sinon, celui-ci sera obligé tôt ou tard de reconnaître la réalité : c'est bien un parti nouveau qui s'est créé lors du congrès d'unification en 1971 à Epinay. Ce parti n'est pas la branche cadette du mouvement ouvrier. Ce parti est fondé à parler aux communistes. Les communistes ne pourront alors, sans dommage grave pour leur organisation, continuer d'ignorer le nouvel équilibre institué au sein des forces de gauche.

Cette stratégie est une stratégie de longue haleine. Elle est la seule qui permette de venir à bout du pouvoir de droite dont la force toute relative et provisoire ne tient qu'à la désunion entretenue par les communistes.

LOUIS MERMAZ.





DIRECTEUR D'AGENCE — 250.000 F

Arabie Saoudite — Une importante société industrielle française (CA voisin d'un milliard de francs) recherche le Directeur de son agence de RIYADH. Représentant permanent de la société en Arabie Saoudite, il sera responsable des relations avec les autorités locales, de la gestion administrative et comptable de l'agence ainsi que de la recherche d'affaires nouvelles. Il sera secondé par deux adjoints résidents, l'un affecté aux questions administratives et l'autre aux questions commerciales. Il sera en outre assisté directement par le siège de la société à Paris pour les questions techniques (entreprise générale). Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, rompu aux relations internationales, et possédant si possible de bonnes connaissances de base en entreprise générale. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 250.000 francs. Il s'y ajoute le logement à RIYADH, une voiture et les avantages liés à l'expatriation. Les informations complémentaires seront fournies lors d'un entretien strictement confidentiel. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2721M

DIRECTEUR TECHNIQUE — 200.000 F

Cette société française de taille moyenne (chiffre d'affaires : 40 millions de francs dont 40 % à l'export) est spécialisée dans la production et le négoce d'appareils et d'accessoires pour l'équipement et l'exploitation des réseaux et installations électriques. Leader européen de son domaine, elle possède une excellente notoriété mondiale. Son Président-Directeur Général recherche un Directeur Technique de haut niveau pour lui confier l'ensemble des responsabilités techniques de la société : conception et évolution des produits, achats et sous-traitance, stocks, fabrications très diversifiées et de petites séries (mise en œuvre de pièces de fonderie de métaux non ferreux et de pièces plastiques), relations extérieures (grands utilisateurs, homologations, assistance technique...). Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 38 ans. Une large expérience industrielle est indispensable pour assumer dans tous leurs aspects, les responsabilités de la fonction. Associé à la Direction, il aura à jouer un rôle important d'organisation; son tempérament d'homme de fabrication doit lui permettre de garder un contact étroit avec les problèmes quotidiens de la production qui sont prépondérants. Une expérience en gestion informatique serait appréciée. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 200.000 francs. Le poste est à pourvoir en proche banlieue Sud de Paris. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2698BM

DIRECTION DU PERSONNEL — 170.000 F

Région Nord — Une importante unité industrielle fabriquant des biens d'équipement pour le secteur automobile recherche son responsable du Personnel et des Méthodes Industrielles. Rendant compte au Directeur de l'Usine dont il sera le conseiller permanent sur le plan des activités humaines et sociales, il animera et coordonnera l'ensemble des services de gestion et d'administration du personnel ainsi que le département des méthodes industrielles. Dans le cadre d'une politique des relations humaines et sociales du groupe, il aura à mettre en place en les adaptant au contexte local tous les systèmes, procédures et décisions en matière de personnel, et devra assurer les négociations salariales et sociales. Ce poste clé ne peut convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'études supérieures et pouvant justifier d'une solide expérience de la gestion du personnel et des méthodes industrielles (étude des temps...) acquise au sein d'une société internationale. La pratique courante de l'anglais est impérative et seule une forte personnalité rompue aux négociations et possédant un jugement sûr et rapide peut réussir à ce poste. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 170.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2684BM

RESPONSABLE VPC — 140.000 F

Vente par correspondance — Une importante entreprise de l'Est, très solidement implantée, structurée en trois départements aux activités différentes, recherche son responsable VPC, assurant, en dehors du réseau ventes directes, la distribution des produits de deux des départements. Ce responsable sera chargé de concevoir une véritable politique produits, de maîtriser l'outil VPC (conception du catalogue, choix des messages...), et de conduire l'action commerciale proprement dite (étude des marchés, choix des cibles...). Ce poste conviendrait à un candidat ou une candidate, diplômé(e) de l'enseignement supérieur, disposant d'une réelle expérience VPC au niveau de la conception et de la direction. La rémunération, de l'ordre de 140.000 francs, sera fonction de l'expérience. Le poste est situé dans une ville universitaire de l'Est. Écrire à J.-A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2718M

DIRECTEUR DÉPARTEMENT INFORMATIQUE — 130.000 F

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes-du-Nord recherche le Directeur de son département informatique. Ce poste s'adresse à une personnalité désirant dépasser la technique informatique, car, membre du Comité de Direction, il participera à l'élaboration de la politique générale en proposant et appliquant un plan informatique adapté aux grands axes de développement de la Caisse ainsi qu'aux besoins immédiats et futurs des départements. Il animera et coordonnera les différents services de son département (une soixantaine de personnes) et assurera les relations tant auprès des utilisateurs que vis-à-vis de l'extérieur. Ce poste, basé dans une région agréable en bordure de mer, conviendrait à un candidat âgé de 33 ans minimum, de formation supérieure, ayant une expérience confirmée dans l'animation d'une équipe et dans la gestion d'un grand système (type CII-HB 6000, IBM 370-145, CDC 3500, UNIVAC 1100, etc...) non nécessairement acquise en milieu bancaire. Une évolution rapide est envisagée et pour cela un plan de formation systématique sera proposé dès l'entrée en fonction. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 130.000 francs, pourra être supérieur si l'expérience le justifie. Écrire à G. MINS à Nantes. Réf. A/1012M

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL — 120.000 F

La filiale française d'un puissant groupe industriel européen (115.000 personnes), incontestablement leader sur son marché, employant une cinquantaine de personnes, réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 33 millions de francs hors taxes, crée le poste de Chef des Services Administratif et du Personnel. Dépendant directement du Président-Directeur Général, il devra créer de toutes pièces le service de la comptabilité qui était jusqu'alors assurée par le Groupe. Il aura à sa disposition un mini-ordinateur Nixdorf. Il aura également le rôle de Chef du Personnel, responsable de l'embauche et de la gestion du personnel. Ce poste conviendrait, soit à un jeune candidat diplômé de l'enseignement supérieur, soit à un bon autodidacte, disposant d'une réelle expérience comptable, informatique et de gestion du personnel. La connaissance de l'allemand ou de l'anglais, sans être indispensable, serait appréciée. La rémunération proposée est essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Le poste est situé en banlieue Ouest. Écrire à J.-A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2715M

INGÉNIEUR MÉTHODES — 100.000 F

Région Ouest — L'une des unités de production d'un important groupe industriel français, spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements de télécommunications recherche un Ingénieur Méthodes pour plusieurs ateliers (usinage, outillage, galvanisation, peinture...). En qualité d'adjoint au responsable des Méthodes d'un sous-ensemble de fabrications, il aura pour mission première la réorganisation des procédures actuelles et leur évolution, dans un souci constant de rentabilité et d'amélioration de la productivité. Il devra, en liaison avec le service Études, développer une véritable politique des investissements. Ce poste s'adresse à un candidat, âgé de 30 ans minimum, de formation ingénieur (AM, Centrale, ENSI...) possédant une expérience effective d'au moins cinq années des méthodes et de l'organisation du travail en fabrications mécaniques de moyennes et grandes séries. Ce sera impérativement un spécialiste de l'analyse de la valeur, rigoureux et gestionnaire. Le salaire annuel de départ, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 100.000 francs. La réussite dans ce poste ouvrira de réelles perspectives d'évolution à moyen terme. Écrire à G. MINS à Nantes. Réf. A/1011M

DIRECTEUR COMMERCIAL — 250.000 F

Équipements lourds — Un important groupe industriel recherche avec résidence à Paris le Directeur Commercial d'un département représentant 200 millions de francs de chiffre d'affaires. Dépendant du Président-Directeur Général et membre du Comité de Direction, il sera chargé de définir et de mettre en œuvre une stratégie commerciale permettant de diversifier et de développer les ventes en France mais surtout à l'étranger. Il dirigera une équipe d'une trentaine de personnes (commerciaux itinérants et sédentaires, bureau d'études, avant-projets, cotations, gestion des contrats) travaillant essentiellement en liaison avec les grands engineerings internationaux. Ce poste conviendrait à un ingénieur de grande école (ou de niveau équivalent), âgé d'au moins 35 ans, justifiant d'une expérience confirmée du commerce international dans les biens d'équipements lourds et introduit auprès des sociétés internationales d'engineering. La pratique de l'anglais (et de l'américain) est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 250.000 francs, sera liée à l'expérience du candidat. Des informations complémentaires seront données au cours d'un entretien strictement confidentiel. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2720M

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER — Paris

Une société allemande en pleine expansion, fabriquant des biens de consommation réputés, recherche pour sa filiale de vente française située à Paris (effectif : 100 personnes) son Directeur Administratif et Financier qui représentera le gérant. Il aura la responsabilité de l'informatique, de la gestion comptable, administrative et financière de cette société. Il interviendra également pour les questions relatives au personnel, à l'organisation du travail et au service après-vente. Ce poste conviendrait à un candidat de forte personnalité, de formation supérieure. Agé d'au moins 35 ans, il aura acquis une solide expérience de l'administration et de la gestion d'une entreprise et de ses hommes (bilans, planning, budgets, financements) à un niveau international. Il devra posséder de solides connaissances en fiscalité, droit social et du travail. La pratique de la langue anglaise et/ou allemande est nécessaire. Le niveau de rémunération de ce poste, qui offre de réelles possibilités de carrière, sera fonction de la personnalité et de l'expérience du candidat retenu. Écrire à PA MANAGEMENT CONSULTANTS GmbH — Graf-Recke-Strasse 17 — 4000 Düsseldorf (RFA) — Tél. 0211/686681. Réf. DM 653 M

DIRECTEUR FILIALE — 150.000 F

Un groupe international, spécialisé dans la diffusion d'équipements pour le contrôle de fluides (électrovannes, vannes plastiques et métalliques...), recherche le Directeur de sa filiale française, située dans la proche banlieue Ouest de Paris. Rendant compte à la Direction Générale de la Société Mère, il se verra confier la responsabilité de la politique commerciale et de la gestion de cette filiale: études des marchés et de la concurrence, définition des objectifs, élaboration des budgets, gestion financière, développement du réseau de vente, contacts clientèle importants, animation d'une petite équipe... Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant une solide formation technique ou commerciale, et pouvant justifier d'une expérience confirmée du marketing et des ventes, si possible dans le domaine du contrôle des fluides. Le candidat retenu devra, en outre, être doté d'excellentes qualités d'animateur et de gestionnaire. De bonnes connaissances en allemand sont nécessaires; la pratique de l'anglais serait appréciée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Voiture fournie. Écrire à J.-P. ROUGIER à Paris. Réf. A/2713M

RESPONSABLE RÉSEAU FRANCHISE — 140.000 F

Une société française, spécialisée dans la fabrication et la distribution d'articles ménagers, réalisant un chiffre d'affaires de 100 millions de francs hors taxes, leader sur le plan national, souhaite créer, sous sa marque, un réseau de magasins en franchise, dans toute la France, et en recherche le responsable. Dépendant directement de la Direction Générale, il aura à concevoir et mettre au point la charte de franchise, à la négocier avec les futurs franchisés, à suivre les problèmes d'agencement et d'implantation des magasins, puis à contrôler et animer ce nouveau réseau. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement commercial supérieur, disposant de préférence d'une expérience de la distribution soit par franchisés, soit par concessionnaires, soit par groupements ou centrales d'achats. L'anglais serait apprécié. La rémunération de départ, de l'ordre de 140.000 francs, sera fonction de l'expérience. Le poste est à Paris. Écrire à J.-A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2714M

DIRECTEUR INTERNATIONAL DES VENTES — 130.000 F

Hôtellerie - Voyages — Un important groupe international offrant un service de première catégorie dans tous les pays d'Europe, recherche un Directeur International des Ventes. Basé à Paris et rendant compte au Directeur Général, il sera chargé de diriger, d'animer et de coordonner l'action commerciale des responsables de vente européens dans le cadre de la stratégie générale du groupe. Il aura lui-même un rôle de développement commercial auprès des professionnels du voyage, des compagnies aériennes et de la clientèle industrielle. Il sera responsable du bon fonctionnement des systèmes de réservation et de vente des hôtels du groupe. Il participera à l'élaboration et au suivi des budgets et des plans de vente. Ce poste intéresse un candidat âgé de 35 ans minimum, possédant une bonne formation de base, ayant à son actif une expérience réussie de la commercialisation de services hôteliers, de tourisme ou de voyage, acquise de préférence dans un contexte international. Un excellent niveau d'anglais écrit et parlé est exigé. Le critère de nationalité est indifférent. Le poste implique de fréquents déplacements. Le salaire annuel de départ ne sera pas inférieur à 130.000 francs. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2719M

CONTROLEUR DE GESTION — 110.000 F

Paris — L'une des toutes premières sociétés internationales de services informatiques, en rapide expansion, tant en France qu'à l'étranger, recherche pour l'une de ses filiales parisiennes, un Contrôleur de Gestion. Sous l'autorité du Directeur de la filiale et en coordination avec la Direction Financière du siège, il aura l'entière responsabilité de la comptabilité générale et fiscale ainsi que la comptabilité analytique et budgétaire de la filiale et d'assurer le contrôle de gestion (budgets, plans à trois ans, mesures des performances...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28 ans minimum, si possible de formation comptable et financière supérieure, justifiant d'une bonne pratique du contrôle de gestion. Une expérience de quelques années acquise dans un cabinet d'audit anglo-saxon serait appréciée. La connaissance de l'anglais est souhaitée. La rémunération annuelle de départ, fonction de l'expérience du candidat, sera de l'ordre de 110.000 francs. Dans le cadre de la politique de décentralisation de ce groupe à vocation internationale, de réelles perspectives d'évolution sont possibles. Écrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2717M

RESPONSABLE UNITÉ MONTAGE — 100.000 F

Biens de consommation — Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle structure décentralisée, une importante société française crée le poste de Responsable de l'une de ses chaînes de montage pour son usine située en métropole Nord. Rendant compte au Chef de Production, il dirigera une unité de 350 personnes environ. Doté d'une large autonomie et titulaire d'une délégation étendue, il aura en charge les aspects techniques et administratifs nécessaires au fonctionnement et à la gestion de cette unité. Ce poste convient particulièrement à un ingénieur (Centrale, IDN, Arts et Métiers) ayant acquis une expérience industrielle d'au moins quatre ans dans un service production de série et désireux d'élargir ses responsabilités. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 100.000 francs. De larges perspectives d'évolution sont envisageables. Écrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4421M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

P A Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63
19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25
1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

POLITIQUE

Le P.C.F. cherche à donner à ses militants une « vision actuelle » de l'Union soviétique

« L'Humanité » du 4 septembre publie en « bonnes feuilles » la préface rédigée par M. Francis Cohen, directeur de « la Nouvelle Critique », d'un ouvrage à paraître aux Editions sociales et intitulé « l'U.R.S.S. et nous ». Ce livre est signé par cinq intellectuels membres du P.C.F. Outre M. Cohen, il s'agit de MM. Alexandre Adler, Maurice Decaillot, Claude Frioux et Léon Robel. Cette publication s'accompagne d'une déclaration du bureau politique du P.C.F. qui félicite les auteurs. Les dirigeants communistes soulignent en particulier que les responsables de l'ouvrage « ont tenté de renouveler la façon même d'étudier et de considérer l'Union soviétique ». « Ils l'ont fait dans un esprit scientifique, sans complaisance et sans animosité, avec lucidité, en bref avec sérieux », ajoute le bureau politique. « Et c'est dans le même esprit qu'ils abordent l'analyse des attitudes du parti communiste français à l'égard de l'U.R.S.S.. »

L'imprimatur officiel ainsi accordé à cette œuvre collective se situe dans la ligne d'une évolution engagée depuis plusieurs années et symbolisée notamment par les ouvrages de l'historien Jean Elleinstein. Déjà, en janvier 1977, Georges Cogniot et Pierre Doize, qui faisaient partie de la délégation du P.C.F. au XXe congrès du P.C. d'U.R.S.S., reconnaissaient que Maurice Thorez avait eu connaissance du « rapport Khrouchtchev ».

En avril dernier, dans son rapport au comité central du P.C.F., M. Georges Marchais admettait que son parti avait pris du retard en 1956 sans pourtant préciser la nature de ce retard.

L'ouvrage « l'U.R.S.S. et nous » va plus loin puisque les options prises à l'époque par la direction du P.C.F., et en particulier par son secrétaire général, Maurice Thorez, sont remises en cause. L'autocritique des communistes français s'arrête à ce stade. Il est vrai qu'il n'entrait pas dans le projet des auteurs d'analyser comment ces erreurs ont pu triompher au sein du P.C.F. Pour avoir poussé la réflexion plus avant et s'être interrogé en conséquence sur le fonctionnement interne de son parti, M. Jean Elleinstein s'est trouvé progressivement rejeté parmi les contestataires.

Le réexamen de la politique du P.C.F. est admis à condition de ne l'effectuer qu'au rythme souhaité par la direction du parti. — T. P.

Dans sa préface, M. Francis Cohen écrit notamment : « *Les communistes français ont besoin d'une vision actuelle de l'Union soviétique (...). Aucune réflexion sur l'état du monde et la situation de la France, et à plus forte raison sur leur avenir, ne peut faire abstraction de l'Union soviétique. A cause du poids de l'Etat issu de la révolution d'octobre 1917 et de la place qu'il occupe dans le monde contemporain.* »

Après avoir rappelé que « *l'influence de l'U.R.S.S. sur le P.C.F. comme sur les autres partis communistes, et plus que sur certains autres, a été considérable* », l'auteur constate que « *la réalité soviétique apparaît de moins en moins aux masses populaires françaises comme un modèle à suivre* ». Il revient ensuite sur l'histoire des relations entre le P.C.F. et l'U.R.S.S. et note : « *Nous n'avons pas toujours su éviter la tendance à assimiler la première expérience socialiste à un modèle universel. (...)*

» *Nous nous sommes déclarés staliniens. Parce que, à la suite de l'U.R.S.S. elle-même et, il faut le dire, de ses ennemis dans le monde, nous incarnions en la personne du secrétaire général du parti soviétique tous les traits spécifiques du nouveau régime. Cette personnalisation est banale dans l'histoire, même contemporaine, mais l'extrême centralisation soviétique faisait intervenir Staline dans tous les aspects de la vie publique et privée de l'U.R.S.S. Le sens que nous lui donnions était, là encore, non d'allégeance, mais d'adhésion à ce qui semblait être une méthode idéologique et politique génératrice de grands succès.* »

M. Cohen relève également qu'une certaine tendance s'est manifestée en France favorisant « *l'adoption des simplifications finalement assez grossières du marxisme de l'époque stalinienne* ».

Il s'interroge, en outre, sur le sens de la formule « marxisme-léninisme » et se demande si l'usage de cette expression est encore bon à une époque où « *les pratiques politiques et les théories les plus diverses, voire les plus opposées* », s'en réclament. Il souligne qui ni Marx ni Lénine ne sont infaillibles.

En ce qui concerne « *les crimes et les déviations politico-idéologiques de Staline et du système qu'il dirigeait* », M. Francis Cohen déplore que le P.C.F. ait rejeté totalement les idées et l'œuvre de Trotski et de Boukharine, qu'il n'ait pas su reconnaître l'importance de Rosa Luxemburg et de Gramsci. Puis il évoque le vingtième congrès du P.C. d'Union soviétique et le rapport de Nikita Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline. Il écrit : « « *Seuls, quelques chefs de délégation des partis communistes étrangers au vingtième congrès, dont Maurice Thorez, qui était alors secrétaire général du P.C.F., eurent connaissance du rapport, dans des conditions d'ailleurs assez rocambolesques. (...)*

» *Cependant, le contenu du rapport ne fut pas porté à la connaissance du parti français, et, surtout, ne suscita pas d'emblée, semble-t-il, des réflexions d'une aussi grande portée que dans d'autres partis, l'italien par exemple. Lors des comptes rendus du congrès aux militants communistes, les rapporteurs faisaient, par exemple, acclamer le nom de Staline, répondant par là, il faut le dire, à l'attente générale.*

» *Une raison de cette attitude est sans doute le manque de confiance dans la nouvelle direction du P.C.U.S. Les révélations faites paraissaient en contradiction non seulement avec ce qu'avaient été les apparences, mais avec plusieurs aspects de ce qu'avait été l'expérience de la collaboration entre les deux partis et avec Staline lui-même. Même si l'essentiel semblait vrai et recoupait d'autres aspects de cette collaboration, l'exposé parut excessif, décousu, peu convaincant. La direction du P.C.F. décida de demander d'abord des explications, pour comprendre comment les choses décrites avaient pu se passer, mais aussi peut-être pour en avoir confirmation.*

» *Plus profondément, les remises en cause idéologiques, théoriques et politiques portant sur une longue période ne mettaient-elles pas gravement en question des principes de pensée et d'action qui semblaient encore essentiels et indiscutables très majoritairement au parti et à sa direction ?* »

L'auteur rappelle aussi le contexte français (guerre d'Algérie, gouvernement socialiste, expédition de Suez) et note :

« *Dans ces conditions, il n'est pas interdit de penser que Maurice Thorez et la direction du parti ont hésité devant des révélations qu'ils pensaient susceptibles de créer le désarroi chez les militants et de porter atteinte au prestige de l'Union soviétique. N'était-ce pas en un sens manquer de confiance dans l'aptitude du parti à faire face à cette situation, et aussi dans la force de la vérité dite aux masses par le parti ? Est-ce que ce refus d'entreprendre les révisions nécessaires n'a pas entravé la compréhension des possibilités nouvelles et gêné l'élaboration de la politique de rassemblement populaire et de pratique démocratique que l'avènement de De Gaulle deux ans plus tard allait mettre à l'ordre du jour ?*

» *Avec l'écroulement du dogme de l'infaillibilité stalinienne et l'évidence de désaccords graves à la direction du P.C.U.S., toute une conception du fonctionnement d'un parti communiste, conception qui avait été plus ou moins adoptée par le nôtre, se trouvait remise en cause. L'U.R.S.S. ne pouvait plus être le modèle, son expérience perdait sa valeur universelle, ce qui en provenait dans notre théorie et notre pratique devait être passé au feu de la critique.*

» *Nous avons certes récusé l'explication soviétique réduisant les choses aux méfaits du « culte de » la personnalité ». Mais nous avons accepté la fiction de la « tumeur sur un corps sain » et nous avons tardé à rechercher, dans les contradictions inévitables du socialisme existant lui-même, les causes de ses difficultés. Cela nous a sans doute empêchés d'apercevoir et de reconnaître les divergences de fond qui existent entre nos partis et, par conséquent, d'avancer assez vite vers la définition et la pratique de notre propre voie démocratique.*

» *C'est probablement une des raisons pour lesquelles nous avons été insuffisamment préparés à saisir tuotes les composantes antimonopolistes et démocratiques de mai-juin 1968.* »

M. Cohen voit dans l'intervention militaire en Tchécoslovaquie le facteur qui a accéléré la prise de conscience du P.C.F.

● *Le bureau de l'Union des jeunes pour le progrès* (jeunes gaullistes), à l'issue d'un séminaire réuni à Perpignan, s'est déclaré, dimanche 3 septembre, « *prêt à dialoguer non seulement avec le pouvoir mais aussi avec les dirigeants politiques de toutes tendances, dont M. Robert Fabre, et avec les syndicats* ». M. Manuel Diaz, maire M.R.G. de Millau, assistait à la séance de clôture de ce séminaire qu'animait M. Bernard Fournier, président de l'U.J.P.





POLITIQUE

AU SÉMINAIRE DE RAMBOUILLET

Confirmation du « tournant » libéral et de l'ouverture politique de la majorité

Le séminaire qui a rassemblé vendredi 1er et samedi 2 septembre au château de Rambouillet les membres du gouvernement a été essentiellement consacré à des réflexions sur trois thèmes : le développement économique, l'emploi et la sécurité des Français. Le président de la République a défini dans ces trois domaines les orientations qui doivent guider l'action du gouvernement, et qui s'ordonnent, en matière économique, autour de deux principes : la liberté et la concurrence.

Ce « tournant » libéral est rendu possible par la conjoncture politique : selon les propres termes du chef de l'Etat, l'opposition ayant été battue en mars 1978, « *le terrain est maintenant dégagé pour une action à long terme* ». A cet égard, la politique économique et sociale mise en œuvre par le gouvernement de M. Barre est, aux yeux de M. Giscard d'Estaing, la « seule possible ». Une telle affirmation, qui a conforté les participants dans l'idée que le gouvernement est en place pour longtemps, limite la portée de la politique d'ouverture que les ministres ont été invités à poursuivre. M. Giscard d'Estaing s'en est expliqué vendredi soir devant les ministres, seuls présents lors de la première journée, en insistant sur le fait que M. Robert Fabre, s'il a accepté une mission au profit de la collectivité, reste un homme d'opposition. Fort de cet exemple, le président de la République a incité les membres du gouvernement à « rechercher, chaque fois que c'est possible, un consensus sur les grands problèmes d'intérêt national ».

La méthode choisie pour la première journée de ce séminaire, à savoir une discussion libre, sans dossiers ni fonctionnaires (hormis l'exposé fait par M. Michel Albert, commissaire au Plan), a permis, au dire des participants, de surmonter les réticences, voire même les dissensions entre tel et tel ministre. En effet, l'objet de ce rassemblement était également de renforcer la solidarité de l'équipe gouvernementale. Aussi M. Giscard d'Estaing a-t-il souligné qu'il appartient à chacun de défendre la politique gouvernementale comme un tout.

Enfin les discussions les plus nourries ont porté sur l'emploi, bien que M. Hunt ait tenu à préciser que ce séminaire ne pouvait se confondre avec les travaux de l'appareil gouvernemental. Des décisions seront prises dans ce domaine lors du prochain conseil des ministres, mercredi 6 septembre, qui débattra également du budget et de l'adaptation du VIIe Plan.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Pierre Hunt a rendu compte samedi 2 septembre des résultats des travaux du « *séminaire* » de Rambouillet. Le président de la République a, selon le porte-parole de l'Elysée, indiqué que le gouvernement doit amplifier son action dans trois directions : le développement économique, l'emploi, la sécurité des Français. Des propos rapportés par M. Hunt, il ressort que les débats se sont déroulés de la façon suivante :

• LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

M. René Monory a souligné que le degré de dépendance de l'économie française vis-à-vis de l'extérieur impose à la France de rester compétitive. Le ministre de l'industrie a rappelé que la politique actuelle est guidée par deux principes, la liberté et la concurrence, qui doivent s'appliquer à tous les agents économiques. M. Monory a indiqué que les entreprises bénéficient désormais d'une « *monnaie forte* », et que l'on enregistre une légère reprise des investissements. Il a précisé que l'objectif reste pour le gouvernement de contenir la hausse des prix « *au-dessous de 10 %* ». Il a noté que, abstraction faite de la remise en ordre des tarifs publics, la « *tendance profonde* » est à une hausse de 7,5 % à 8 % par an. Tirant les conclusions du débat qui a suivi l'exposé du ministre de l'industrie, M. Giscard d'Estaing a noté que la production agricole devrait augmenter de 5 %, puis il a indiqué que, pour les régions faibles, il faut trouver un second souffle pour les années 1978 et 1979. Le chef de l'Etat a souligné que la politique de libéralisation des prix est une étape indispensable pour le maintien de la France dans la compétition internationale.

• L'EMPLOI

M. Robert Boulin, ministre du travail, a souligné, toujours selon M. Hunt, qu'il faut nuancer les statistiques et que, face au nombre des demandeurs d'emplois, il y a également de nombreuses offres non satisfaites. Le président de la République a appuyé cette analyse en citant l'importance de la rubrique « *offres d'emploi* » dans les journaux de province, comme *la Nouvelle République du Centre-Ouest*.

Le ministre du travail et ses secrétaires d'Etat vont entreprendre un « tour de France » pour constater l'application du pacte national pour l'emploi et en dresser le bilan. M. Boulin présentera au prochain conseil des ministres un programme d'action contre le chômage, qui visera notamment à apporter aux zones touchées par la conversion économique les moyens nécessaires pour sauvegarder l'emploi. Le président de la République a souligné qu'on ne peut pas encore se prononcer sur les effets, dans le domaine de l'emploi, de la phase de croissance modérée que traverse l'économie française. Il a indiqué qu'il faut amortir le surinvestissement de l'économie française et trouver des solutions pour les secteurs qui ne sont plus compétitifs ou qui, mal gérés, doivent céder la place. M. Giscard d'Estaing s'est également déclaré favorable à l'envoi de jeunes Français à l'étranger.

(Lire nos autres informations page 39.)

• LA SECURITE

M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, a fait remarquer que, face à la montée du terrorisme, la France est plutôt moins touchée que ses voisins européens. Il a lancé un appel à la solidarité, afin que la société tout entière puisse se défendre efficacement.

M. Alain Peyrefitte a évoqué la nécessité de revoir le régime des permissions accordées aux détenus ainsi que les règlements pénitentiaires.

Pour M. Giscard d'Estaing, ces questions de sécurité doivent retenir toute l'attention du gouvernement. Le chef de l'Etat a estimé que la mansuétude ne doit pas s'appliquer à toutes es délinquances.

Selon M. Hunt, le premier ministre a ensuite tiré une première conclusion des débats. M. Raymond Barre a notamment estimé que la France traverse un passage difficile, alors que ses principaux partenaires économiques n'ont guère de perspectives positives. Il a souligné que l'effort fait par le gouvernement vise à une utilisation optimale des ressources du pays, ce qui implique « *des choix et de la rigueur* ».

Tirant la philosophie de ce « *séminaire* », le président de la République a dit en substance, selon M. Hunt « *que, de même que la guerre d'octobre 1973 a marqué la fin d'une période de croissance forte, les élections de mars 1978 ont marqué la fin d'une période, car l'hypothèque de l'arrivée au pouvoir d'une opposition marquée par une bureaucratie marxisante a été levée* ». M. Giscard d'Estaing a ajouté que « *le terrain est maintenant dégagé pour une action à long terme. En matière de politique générale, le cap reste à l'ouverture. Le gouvernement doit poursuivre la politique d'ouverture et rechercher, chaque fois que c'est possible, un consensus sur les grands problèmes d'intérêt national* ».

Après avoir indiqué qu'il n'y a pas d'autre politique possible que celle qui est menée par le gouvernement, il a demandé qu'il soit fait face aux difficultés actuelles par des mesures concrètes et adaptées, telles que celles qui ont été mise sen œuvre dans les Vosges. Le chef de l'Etat a conclu : « *Nous devons préparer politiquement, économiquement et socialement la France de l'an 2000, dans une Europe que nous contribuerons à organiser* ».

(Lire l'article de PHILIPPE BOUCHER *p. 14.)*

M. GISCARD D'ESTAING SOUHAITE LE DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE

M. Giscard d'Estaing a inauguré dimanche 3 septembre à Chanonat (Puy-de-Dôme) le local d'un « Mille clubs ». (L'opération « Mille clubs » consiste pour l'Etat à offrir les éléments préfabriqués d'un local destiné à la vie associative, les dépenses d'implantation et d'équipement revenant aux communes intéressées.) A cette occasion, le président de la République a souhaité le développement de la vie associative, qu'il a qualifiée de « *forme moderne d'organisation de la société* », et de « *l'une des directions d'avenir de notre pays* ». Il a également souhaité que les Français « *prennent une part plus grande à la gestion de leurs propres affaires, dans le cadre national approprié de la commune* ».

M. Chirac énumère les domaines où le R.P.R. ne peut accepter « aucun compromis »

De notre correspondant

Tulle. — M. Jacques Chirac a choisi son département d'élection pour définir une nouvelle fois les conceptions du R.P.R., notamment en matière économique, sans toutefois jamais critiquer directement le président de la République.

C'est dimanche après midi 3 septembre, à Tulle, devant plusieurs milliers de participants à la fête champêtre départementale du R.P.R. de la Corrèze, que le maire de Paris a fait en quelque sorte sa rentrée politique, après une semaine de vacances passée dans son château de Bitty. D'un ton ferme et décidé, fréquemment applaudi, le député de la Corrèze a déclaré notamment : « *Il ne peut y avoir aucun compromis sur le maintien de nos institutions, aucun compromis sur une modification de la loi électorale, notamment sur le retour au scrutin proportionnel. Pas de compromis non plus sur le principe de l'indépendance nationale, la politique de défense et la poursuite du programme de dissuasion nucléaire.* »

Il a poursuivi : « *Nous demandons avec insistance une renégociation sur la question des élections au suffrage universel au Parlement européen, sur les problèmes économiques, sociaux et agricoles.* » Le chef du R.P.R. a demandé la création d'un secrétariat d'Etat à la participation, avec des moyens réels, et insisté sur la nécessité d'une nouvelle politique économique.

« *Il y a*, a dit M. Chirac, *nécessité d'une nouvelle politique économique. Le plein emploi et le travail sont indispensables à la dignité de l'homme. Le chômage de plus est inflationniste. Le libéralisme ne veut pas dire la liberté de faire n'importe quoi. Il faut que l'on sache en ce domaine où l'on veut aller. Il faut aussi revenir à la notion de planification démocratique et à une véritable politique de l'énergie pour les industries de base et de pointe.* »

Il a aussi réclamé une relance immédiate des investissements dans les secteurs économiques en danger, et un développement de la consommation familiale. Pour l'agriculture, il a également demandé une politique d'investissements qui donne un sens réel au projet d'orientation en faveur de ce secteur. Parlant des rapports du R.P.R. avec le reste de la majorité, M. Chirac a estimé que « *son mouvement* — fort actuellement de six cent mille adhérents — *atteindrait prochainement un million d'adhérents et devait parfois jouer des coudes pour se faire entendre de ses partenaires* ». Le délégué régional du R.P.R. pour le Limousin, qui était intervenu avant le président national, avait en quelque sorte donné le ton en reprochant à M. Barre « *son optimisme béat* ».

La préparation des élections européennes

LES GAULLISTES DE PROGRÈS SOUHAITENT SE RAPPROCHER DU R.P.R.

Le conseil national de l'Union des gaullistes de progrès, qui a siégé dimanche 3 septembre, a adopté à l'unanimité une déclaration dans laquelle on peut lire notamment :

« *Les gaullistes de progrès refusent de rester enfermés dans ce qui n'est plus qu'une routine sans aucun rapport avec la réalité : nous prenons acte que les querelles perpétuelles des états-majors de la gauche ont tué l'union de la gauche et l'espoir immense dont elle était porteuse.*

» *Aujourd'hui, pour tous ceux qui restent fidèles à la pensée et à l'action du général de Gaulle, la priorité est de combattre le processus de liquidation de la nation engagé par le pouvoir giscardien avec la complaisance de certains hommes qui se prétendent de gauche. Ce processus touche non seulement l'indépendance politique de la France par les perspectives de supranationalité, mais aussi notre indépendance économique largement bradée aux multinationales contre l'intérêt du peuple français.*

» *Nous sommes prêts à participer, pour les élections européennes, à une liste dans la perspective gaulliste, contre l'Europe germano-américaine et la supranationalité, pour une Europe européenne.* »

M. Dominique Gallet, secrétaire général de l'U.G.P., a pris contact avec les dirigeants du R.P.R.

Le premier tour de l'élection législative partielle du Pas-de-Calais

Les difficultés du parti communiste

(Suite de la première page.)

Le pourcentage des abstentions (19,38 % est tout à fait raisonnable pour une consultation partielle, et les résultats ne confirment pas entièrement toutes les données du sondage précité.

Alors que, selon ce sondage, le R.P.R. aurait un plus grand avenir que l'U.D.F. (32 % contre 25 %), M. Deprez, U.D.F.-P.R., améliore légèrement son score par rapport au 12 mars (30,08 % des suffrages exprimés au lieu de 29,86 %), tandis que le R.P.R. recule sensiblement (de 22,05 % à 14,35 %). La progression de l'U.D.F. est néanmoins peu de chose au regard de celle du P.S. Ce dernier, en dépit de sa querelle avec le P.C.F. et de ses difficultés internes, ne semble pas avoir perdu son image de « parti attrape *tout* » qui s'était dessinée lors des cantonales de mars 1976 et renforcée à l'occasion des municipales de mars 1977.

M. Claude Wilquin, invalidé, a, en effet, manqué de très peu sa réélection dès le premier tour en recueillant 49,16 % des suffrages exprimés au lieu de 32 % le 12 mars.

Contrairement à ce qui s'était passé le 16 juillet dans la 9ᵉ circonscription de la Seine-Saint-Denis et le 20 août dans la 2ᵉ circonscription du Gers, le P.S. et le P.C.F. étaient face à face dans le Pas-de-Calais, et le contraste est saisissant entre la progression du premier et la régression du second. Alors que M. Wilquin gagne plus de 17 points, Mme Monteux en perd près de 7 ne recueillant plus que 6,38 % des suffrages exprimés.

Depuis six mois, le P.C.F. et le P.S. ont eu le tort commun de se renvoyer la totale responsabilité de l'échec de la gauche aux législatives de mars mais il semble bien que l'opinion ne fasse grief d'une telle attitude qu'au parti communiste.

Le P.C.F. est en posture difficile. Le fait que son bureau politique approuve et cautionne la publication d'une étude officialisant une certaine autocritique (voir page 9) suffira-t-il à redresser quelque peu un courant qui lui est nettement défavorable ? Les auteurs y soulignent que le parti a tardé à tirer les leçons du vingtième congrès du P.C. de l'U.D.S.S. « sur les exactions et les erreurs politiques commises par Staline ».

On pourra en juger, notamment à la lunmière des réusltats des deux dernières élections législatives partielles qui se déruoleront le 17 septembre dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle et le 24 dans la seizième de Paris.

RAYMOND BARRILLON.

• M. Wilquin (P.S.) obtient 49,16 % des suffrages
• Le P.C. perd plus de la moitié de ses voix

Il s'en est fallu de 429 voix sur 51 549 suffrages exprimés, pour que M. Claude Wilquin (P.S.) ne soit élu — ou confirmé — dès le premier tour, député de la quatrième circonscription du Pas-de-Calais (Montreuil). Avec 49,16 % des suffrages exprimés, il réalise un meilleur score que celui obtenu par l'ensemble des candidats de gauche au premier tour de mars 1978 qui était de 47,08 %. Toutefois, son résultat en voix — du fait d'une participation moindre — est inférieur : 25 346 contre 26 694. M. Wilquin creuse nettement l'écart avec son principal concurrent, M. Léonce Deprez (U.D.F.), qu'il avait battu de 122 voix seulement le 19 mars dernier. Comme l'ont montré les résultats dans la Seine-Saint-Denis et le Gers où des élections législatives partielles se sont soldées par le succès des députés invalidés, l'électorat semble mal admettre que son premier choix soit remis en cause par le Conseil constitutionnel. Ce dernier s'était appuyé, pour annuler le scrutin de mars dans cette circonscription, sur la diffusion tardive d'un tract affirmant, à tort, que tous les gaullistes de gauche soutenaient le candidat socialiste. Il avait aussi mis en doute la régularité de certains votes émis par des vieillards et des handicapés de l'hospice de Neuville-sous-Montreuil.

Il y a six mois, M. Wilquin devançait de 1 216 voix M. Deprez. Dimanche 3 septembre, cette avance est passée à 9 836 voix. Alors qu'en mars, M. Deprez abordait le second tour avec un potentiel théorique de près de 53 % des voix, en additionnant aux siens les suffrages qui s'étaient portés sur MM. Marcel Béraud, député sortant R.P.R., Ferdinand Dhont, Front national et Dominique Chaboche, Union pour la nouvelle majorité présidentielle, cette fois il ne peut espérer récupérer dimanche prochain que les voix du R.P.R. Christian Tuaillon, soit au total 44,43 %.

Si le P.S. peut se prévaloir d'une belle performance, en revanche le P.C. a enregistré un net recul. Sa candidate, Mme Alberte Monteux, adjointe au maire de Berck, M. Wilquin, qu'était venu soutenir M. Roland Leroy, ne totalise plus que 6,38 % des suffrages exprimés contre 13,19 % en mars. Le quotidien communiste régional *Liberté* avait appelé dans son édition du 3 septembre « *à donner un avertissement au P.S. responsable de la rupture de l'union de la gauche* ». Cet appel ne semble guère avoir été entendu.

Au lendemain de ce scrutin, M. Claude Estier, au nom du secrétariat national du parti socialiste, a relevé que les résultats « *constituent un spectaculaire démenti à tous ceux qui parlent un peu légèrement du déclin de la gauche en général et du P.S. en particulier* ». Il a ajouté : « *La remarquable progression de Claude Wilquin à côté de la perte de suffrages que subit le P.C.F. montre que c'est bien au P.S. que les électeurs font d'abord confiance pour combattre la majorité réactionnaire dont les deux candidats subissent un échec cinglant. Après celles de la Seine-Saint-Denis en juillet et du Gers en août, cette élection du Pas-de-Calais apporte également un désaveu au Conseil constitutionnel qui avait cru devoir annuler l'élection de Claude Wilquin pour des motifs peu sérieux.* »

Dans la majorité, la « primaire » entre l'U.D.F. et le R.P.R. (qui détenait le siège dans les précédentes législatures) a tourné à l'avantage, comme il y a six mois, du maire du Touquet qui se présentait comme « *le candidat du président de la République* ». M. Deprez progresse de 0,22 point par rapport à mars. Si la formation de M. Jacques Chirac régresse de 22,05 % à 14,35 % des suffrages exprimés, c'est, semble-t-il, en raison du peu de notoriété de son jeune candidat, M. Christian Tuaillon. A Campagne-lès-Hesdin, où il est adjoint du maire R.P.R., M. Tuaillon obtient 32,69 % des suffrages, alors que M. Béraud n'en avait recueilli que 23,76 %. Cette progression, qui se fait, dans cette commune qui compte un peu moins de mille électeurs inscrits, aux dépens de M. Deprez (dont le score passe de 18,47 % à 10,02 %), n'empêche pas M. Wilquin de progresser (53,93 % contre 45,17 %).

Ce dernier gagne la majorité à Berck dont il est maire depuis 1977 : 60,87 % contre 38,94 % en mars. Il gagne également près de 10 points en pourcentage au Touquet où le maire, M. Duprez, progresse de trois points (55,42 % contre 52,57 %).

Dans l'ensemble, la gauche, qui n'était majoritaire en mars dernier que dans deux cantons (Campagne et Montreuil), l'est désormais dans deux autres cantons à Etaples et à Hesdin. La majorité ne conserve plus l'avantage que dans les cantons de Fruges et d'Hucquelier où le total des voix de MM. Deprez et Tuaillon, représentent respectivement 50,27 % et 54,02 % contre 52,73 % et 61,97 % en mars. — A. Ch.

CANDIDATS ET PARTIS	3 septembre 1978 — Inscrits : 64 764 — Suf. exp. : 51 549 — Abst. : 19,38 %		19 mars 1978 — Inscrits : 64 734 — Suf. expr. : 57 950 — Abst. : 8,88 %		12 mars 1978 — Inscrits : 64 732 — Suf. expr. : 56 698 — Abst. : 10,78 %		11 mars 1973 — Inscrits : 55 229 — Suf. expr. : 47 176 — Abst. : 12,03 %		4 mars 1973 — Inscrits : 55 232 — Suf. expr. : 46 922 — Abst. : 12,90 %		23 juin 1968 — Inscrits : 51 933 — Suf. expr. : 43 945 — Abst. : 13,77 %	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
MM. WILQUIN (P.S.)	25 346	49,16	29 036	50,10	18 144	32,00	23 480 (1)	49,77	11 262 (1)	24,00	11 424 (1)	25,99
DEPREZ (U.D.F.-P.R.)	15 510	30,08	28 914	49,89	16 928	29,86			10 493 (2)	22,36	2 948 (2)	6,70
TUAILLON (R.P.R.)	7 400	14,35			12 505 (3)	22,05	23 696 (3)	50,22	11 933 (3)	25,43	23 733 (3)	54,00
Mme MONTEUX (P.C.)	3 293	6,38			7 478	13,19			7 365 (4)	15,67	5 840 (4)	13,29
L. O. (a)					1 072 (5)	1,89						
U.N.M.P. (a)					322 (6)	0,56						
F. N. (a)					248 (7)	0,44						
Divers									5 869 (8)	12,50		

(1) M. Bertrand Akar, candidat F.G.D.S.-rad. en 1968, U.G.S.D.-M.R.G. en 1973 ; (2) M. Léonce Deprez, sans étiquette en 1973 ; M. Mirval Carliez, R.I. en 1968 ; (3) M. Marcel Béraud, U.D.R. en 1968 et 1973, R.P.R. en 1978 ; (4) M. Paul Dumont en 1968 et 1973 ; (5) Mme Eliane Moustrou ; (6) M. Ferdinand Dhont ; (7) M. Dominique Chaboche ; (8) MM. Guy Malgouzou, réf.-Cent. dém., Jacques Callens, div. droite majorité, Mirval Carliez, maj. respectivement 4 685, 832 et 352 voix, soit 9,98 %, 1,77 % et 0,75 %.

(a) L. O. : Lutte ouvrière (trotskiste) ; U.N.M.P. : Union pour la nouvelle majorité présidentielle ; F.N. : Front national.

L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU P.R.

« Fidéliser » les sympathisants...

De notre envoyé spécial

Nice. — Deux cent cinquante militants et cadres giscardiens participent depuis le samedi 2 septembre à la troisième université politique d'été du parti républicain, au Centre universitaire méditerranéen de Nice.

Ouverte par Mme Christiane Scrivener, secrétaire général adjoint du P.R., en présence de M. Jacques Médecin, maire de Nice et député (P.R.) des Alpes-Maritimes, cette manifestation est placée cette année sous le signe de la « *démocratie française* » (*le Monde* des 3 et 4 septembre). Bannière plus que thème central, puisque, durant huit jours, les participants se formeront à un ensemble hétérogène de « disciplines » : les cantonales, l'économie, la stratégie électorale, l'emploi, la justice et les Français, les libertés, l'Europe et la liberté, etc. Chaque journée de cette université politique d'été sera partagée entre des forums, auxquels participeront plusieurs ministres et personnalités de la majorité, et les cours pratiques destinés à des militants appelés à prendre des responsabilités locales au sein du P.R. et à permettre le renforcement de l'implantation des fédérations départementales de ce parti.

La première originalité de cette université politique d'été, installée cette année sur la promenade des Anglais, est de permettre aux militants d'approcher les personnalités de leur parti sans que prévalent les rapports hiérarchiques habituels et de plus près que lors des meetings électoraux. A Nice, sont venus, en cet été 1978, Mme Simone Veil, MM. Jacques Dominati, Roger Chinaud, Lionel Stoléru, Jean-Pierre Soisson, Jean-François Deniau, René Lenoir, Jacques Blanc, Michel Poniatowski, etc.

Autre originalité de la version 1978 de l'université politique : pour la première fois depuis sa création, en 1976, elle n'est pas chargée de préparer à la hâte les candidats à une élection. Cette semaine pédagogique doit permettre d'enrichir les arguments politiques, les thèmes de réflexion, dans un climat plus serein, et de parfaire l'organisation régionale du parti. Malgré une représentation nationale accrue, le P.R. demeure un parti « élastique » qui, quelques mois avant une élection, se gonfle d'adhérents venus pour la plupart par crainte d'une victoire de la gauche, puis se vide une fois la menace passée. Même lors des élections législatives de mars 1978, le P.R. n'est pas parvenu à maintenir dans l'action militante la majorité de ceux qui étaient venus se mettre à sa disposition durant la campagne. A l'échelon moyen des fédérations, la vie du parti républicain demeure soumise à la victoire ou à la défaite du candidat. « *Il arrive encore qu'une fédération s'écroule avec l'échec de son président aux élections* », note M. Jean-Pierre Raffarin, délégué national à l'animation. « *Nous avons été longtemps un parti centralisateur, élitiste, composé de personnalités nationales qui savaient s'entourer le moment venu de sympathisants.* » L'université d'été doit permettre, selon ses organisateurs, de « fidéliser » les adhérents, de renforcer les structures permanentes du P.R., en donnant durant huit jours, à certains militants, les moyens politiques et pratiques d'accéder à de nouvelles responsabilités.

PHILIPPE BOGGIO.

Dans les grandes villes

LES MAIRES DE LA MAJORITÉ NE SONT PAS FAVORABLES A LA PROPORTIONNELLE

La revue *Vie publique* publie, dans son numéro de septembre, les résultats d'une enquête faite auprès des maires des deux cent vingt et une villes de plus de trente mille habitants sur le projet, avancé par M. Giscard d'Estaing, d'instaurer le scrutin proportionnel dans leurs communes. Sur les soixantes réponses obtenues, il apparaît que les élus de gauche, communistes et socialistes, approuvent très largement cette réforme, alors que ceux de la majorité — même ceux du parti républicain et du C.D.S. — sont généralement hostiles à ce projet. Significative est, par exemple, la réponse du maire centriste de Metz, M. Jean-Marie Rausch, sénateur, qui déclare :

« *Le fait de vouloir introduire des conseillers municipaux de la majorité actuelle dans des conseils municipaux de gauche ne donnerait qu'un avantage symbolique. Car la présence de membres du P.C. qui, dans des grandes villes, seraient de véritables agents permanents et appointés par le parti, constituerait un danger nettement plus important que les quelques bénévoles de l'opposition non structurée dans les conseils municipaux P.C.-P.S.* »

Edité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXᵉ

1977

Commission paritaire des journaux et publications : nᵒ 57437.

PARIS : quinze candidats dans la seizième circonscription (XIVᵉ arrondissement).

Quinze candidats se présentent à l'élection législative partielle organisée le 24 septembre dans la seizième circonscription de Paris (XIVᵉ arrondissement, partie Plaisance) à la suite de l'invalidation prononcée par le Conseil constitutionnel à l'encontre de M. Christian de La Malène (R.P.R.). Outre le député invalidé, se présentent à ce scrutin Mmes Edwige Avice (P.S.), Rolande Perlican (P.C.), sénateur de Paris, Jeanine Duprat (Front national), Marion Decoudun (Parti des forces nouvelles) et MM. André Dupont (dit Aguigui Mouna), Pascal Lacrampe (Union de la gauche française), Guy Perrin (P.S.U.), Henri Fabre-Luce (écologiste), Guy Freyche (Ligue communiste révolutionnaire), Jean-Marie Beyzlat (écologiste indépendant), Raymond Roussel (radical démocrate), Francis Szpiner (M.R.G.), Philippe Wargny (légitime défense et maintien de la peine de mort) et René Albaret (Rassemblement des usagers et des contribuables).

● *L'Union des jeunes pour le progrès* (mouvement des jeunes gaullistes) a décidé de soutenir M. Christian Parra, candidat à l'élection législative partielle de la première circonscription de Meurthe-et-Moselle. Réunis samedi 2 septembre à Perpignan, les dirigeants de l'U.J.P. ont approuvé la position de M. Parra qui considère que son exclusion du R.P.R. « *au profit d'une opération de raccolage douteuse est un élément de plus qui permet de constater que le R.P.R. de Jacques Chirac devient un stérile parti de droite* ». Le R.P.R. soutient dans cette circonscription M. Claude Huriet, vice-président de la fédération départementale du P.R., qui est considéré par les instances du P.R. comme s'étant lui-même placé en dehors du parti.

Le Monde

société

LA MESSE D'INVESTITURE DE JEAN PAUL Ier

Un retour aux sources

De notre correspondant

Cité du Vatican. — « Le faste aboli, il reste la solennité. » Cette boutade d'un commentateur italien résume parfaitement la cérémonie religieuse du dimanche 3 septembre qui a officiellement ouvert le pontificat de Jean Paul Ier. On avait supprimé la tiare, le trône, la « sedia », les gardes nobles, et tout ce qui pouvait évoquer un pouvoir temporel du Saint-Siège. Il n'empêche : cette « simple messe » accompagnée de chants grégoriens gardait la majesté des grandes cérémonies parfaitement réglées dont l'Eglise catholique a le secret. Le faste a disparu, mais il y a de beaux restes.

La présence de plusieurs têtes couronnées (Belgique, Espagne, Luxembourg), de chefs d'Etat (Argentine, Autriche, Irlande, Liban, Panama), de chefs de gouvernement (Allemagne fédérale, Canada, France, Pays-Bas), et de nombreuses autres délégations — plus d'une centaine — n'autorisait qu'une simplicité relative. Le protocole du Vatican est à cheval entre deux époques : il tente de concilier le dépouillement de l'Eglise et l'activité de sa diplomatie, son caractère spirituel et sa « présence au monde ». C'est un style qui se cherche encore et abonde en contradictions.

De manière significative, on insiste à Rome sur le fait que Jean Paul Ier est dans le droit-fil de la tradition. En ne voulant qu'une simple messe d'investiture, il ne faisait que revenir aux sources, sans rompre pour autant avec ses prédécesseurs immédiats. Il ne brade pas l'héritage de l'Eglise, il l'enrichit, commente l'*Osservatore Romano*.

« *Le pape, c'est lequel ?* », ne cessaient d'interroger des enfants présents avec quelque deux cent mille personnes sur la place Saint-Pierre. Peu de chose, en effet, le distinguait des quatre cardinaux concélébrants : sa mitre était dorée, celle des autres, blanche. Ici, il n'était que le premier des évêques. Simplicité que M. Philip Potter, secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises, qui était aux côtés de Mgr Meliton, délégué du patriarche de Constantinople, a dû noter avec satisfaction.

Lorsque les cardinaux se sont succédé pour faire acte d'obédience au nouveau pape, celui-ci a eu pour chacun un mot amical, s'efforçant d'apparaître comme leur égal, malgré les génuflexions et les baise-main. La chorale chantait en latin : « *Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise.* »

En recevant les cardinaux quelques jours plus tôt, le successeur de Paul VI ne s'était-il pas senti gêné de leur donner sa bénédiction apostolique (*le Monde* du 1er septembre) ? On ne devient pas pape en un jour. Cela n'a pas empêché Jean Paul Ier, dans son homélie du 3 septembre, de citer une phrase que saint Ephrem faisait dire par le Christ à Pierre : « *Tu es la source d'où l'on puise ma doctrine ; tu es le chef de mes apôtres.* » Le nouveau pape cherche, lui aussi, son style. Il ne l'a pas encore trouvé, malgré son sourire déjà devenu historique qui l'a rendu immédiatement populaire. Ses orientations elles-mêmes restent vagues ; il n'en a rien révélé dans l'homélie du 3 septembre, ce n'était sans doute ni le lieu ni le moment adéquat.

Jean Paul Ier est apparu sur la place en mitre et avec la croix pastorale. Il a fait le tour de l'autel et salué la foule qui applaudissait. Le cardinal Felici, proto-diacre, s'est ensuite approché pour lui imposer le *pallium*, cette bande de laine blanche qui symbolise l'unité de l'Eglise.

Une brève prière a été prononcée : « *Béni soit Dieu qui t'a choisi comme pasteur de toute l'Eglise et t'a confié le ministère apostolique. Puisses-tu rayonner glorieusement durant de longues années de vie terrestre jusqu'à ce que, appelé par ton Seigneur, tu sois revêtu d'immortalité en entrant dans le règne céleste.* »

Dans un ordre parfait, deux cents prêtres devaient distribuer l'eucharistie. Le pape, pour sa part, n'a pas fait communier des grands de ce monde. Seuls, des inconnus ont eu le privilège de recevoir l'hostie de ses mains : ses proches parents et les fidèles venus des diocèses de Belluno, Vittorio, Venetto et Venise.

Trois semaines plus tôt, sur cette même place Saint-Pierre, un modeste cercueil était posé sur le sol. La même table recouverte du même voile blanc servait d'autel, et la disposition des assistants était identique : à gauche une tache violette (les évêques) et à droite une grosse tache noire (les personnalités civiles). Mais la cérémonie du 3 septembre n'a pas eu la sobriété des obsèques de Paul VI. Tout y était plus grand, plus clinquant, un peu plus froid.

Le seul événement imprévu de ce dimanche aura été un lâcher de ballons contre lequel les milliers de policiers mobilisés ne pouvaient rien. Au milieu des nuages, on a vu se détacher deux mots sur une banderole, bientôt emportée par le vent : « *Videla, bourreau* ». Impassible dans son uniforme blanc, le dictateur argentin était assis à côté de Mgr Casaroli, chef de la diplomatie vaticane et devant M. Barre.

Pendant toute la cérémonie, la foule donnait l'impression de se retenir. Ce n'est qu'à la fin de la messe qu'elle s'est enfin libérée, applaudissant à tout rompre — son seul moyen d'expression — et criant « *Viva il papa !* ».

Les réverbères à sept boules étaient allumés, il faisait déjà nuit. Jean Paul Ier a jeté un dernier regard à l'assistance, lui a offert un dernier sourire, puis il a baisé l'autel, salué les ecclésiastiques (à sa droite) et les délégations étrangères (à sa gauche). Lentement, de sa démarche voûtée, il s'est acheminé vers la chapelle de la Pieta, à l'intérieur de la basilique.

ROBERT SOLÉ.

« FESTINA LENTE »

De notre envoyé spécial

Cité du Vatican. — *Hâte-toi lentement* (Festina lente). *Telle pourrait être la devise de Jean Paul Ier et celle de ses deux prédécesseurs — Jean XXIII et Paul VI — pour qualifier leurs efforts d'*aggiornamento. *Chacun, par une politique des « petits pas », a cherché à libérer un peu plus la papauté du carcan historique qui a transformé Pierre le pêcheur en monarque absolu.*

Jean XXIII, qui se plaignait d'être habillé comme « un satrape persan », a démythifié le personnage du pape par sa bonne humeur et sa simplicité. Malgré son insistance cependant il n'a pas réussi à obtenir de l'Osservatore romano *qu'il renonce aux formules de politesse au sujet du pape, telles que* « augustes lèvres », « illuminé par la grâce », etc. « Le pape est un prisonnier dans ses palais. Voici mes gardiens de prison », *disait-il en désignant le maître de chambre, le préfet des cérémonies et le commandant de la gendarmerie pontificale.*

Paul VI, de manière moins pittoresque mais plus rigoureuse, a continué l'œuvre de simplification. Il a dissous le corps des gardes nobles, ne maintenant à son service que la garde suisse, et a vendu sa tiare au profit des pauvres. Très conscient cependant de l'héritage qu'il avait reçu, il ne voulait rien faire sur le plan doctrinal — le contrôle des naissances, par exemple — ou sur le plan disciplinaire — le célibat sacerdotal ou sa propre démission — qui puisse lier son successeur de quelque façon que ce soit.

Le renard change de peau

Jean Paul Ier, enfin, semble décidé à bouleverser le protocole une fois pour toutes. Il préfère les paroles improvisées aux discours officiels ; il remplace souvent le « nous » de majesté par un « je » plus familier et il donne l'impression de vouloir aller encore plus loin. Non seulement il a refusé d'être couronné ou intronisé, ayant choisi une simple messe pour inaugurer son pontificat — sans sedia gestatoria *ni plumes d'autruches, sans* cappa magna *ni rite du* « sic transit gloria mundi », — *mais il a aussi indiqué sa volonté de vivre aussi pauvrement qu'auparavant par un dicton populaire, qu'il a cité en apprenant la nouvelle de son élection à sa famille par téléphone :* « Le renard change de peau mais il garde ses vieilles habitudes. »

Cela peut paraître folklorique, mais en fait la signification théologique est profonde. Si la papauté veut jouer un rôle œcuménique, c'est-à-dire remplir une fonction d'unité au sein d'une chrétienté assemblée à nouveau, il faudra qu'elle retrouve ses racines évangéliques pour redevenir un ministère de service plutôt que de domination. Les premiers gestes de Jean Paul Ier n'ont pas d'autre but.

ALAIN WOODROW.

« Nous sommes heureux, moins de présider que de servir »

Voici des extraits de l'homélie prononcée par Jean Paul Ier :

Après avoir salué « *tous les membres du peuple de Dieu* », sans oublier « *ceux qui nous regardent et nous écoutent grâce aux moyens modernes de communication* », et aussi « *tous les hommes du monde, que nous considérons et aimons comme nos frères* », le pape a expliqué : « *Nous avons voulu commencer notre homélie en latin, parce que c'est la langue officielle de l'Eglise, dont elle exprime, d'une manière claire et efficace l'universalité et l'unité.* »

Poursuivant, en italien, le pape a déclaré :

« Tu es Pierre, et sur cette pierre, je bâtirai mon Eglise » : *telles sont les paroles pleines de gravité, de grandeur et de solennité que Jésus, à Césarée-de-Philippe, adresse à Simon, fils de Jean, après sa profession de foi, qui n'était nullement le produit de la logique humaine du pêcheur de Bethsaïde, ou l'expression d'une perspicacité particulière de sa part, ou l'effet d'une motion psychologique, mais le fruit mystérieux et singulier d'une authentique révélation du Père céleste.*

» *Et Jésus change le nom de Simon en celui de Pierre, marquant ainsi la mission spéciale qu'il lui confère. Il lui promet de bâtir sur lui son Eglise, qui ne sera pas ébranlée par les forces du mal ou de la mort. Il lui remet les clés du royaume de Dieu, le nommant ainsi responsable suprême de son Eglise, et il lui donne le pouvoir d'interpréter authentiquement la loi divine.* »

Citant les paroles du pape Léon le Grand, « *nous sommes heureux, moins de présider que de servir* », Jean Paul Ier poursuivait, cette fois, en français :

« *Oui, notre présidence dans la charité est un service et, en l'affirmant, nous pensons non seulement à nos frères et fils catholiques, mais à tous ceux qui essaient aussi d'être disciples de Jésus-Christ, d'honorer Dieu, de travailler au bien de l'humanité. En ce sens, nous adressons un salut affectueux et reconnaissant aux délégations des autres Eglises et communautés ecclésiales qui sont ici présentes. Frères non encore en pleine communion, nous nous tournons ensemble vers le Christ sauveur, progressant les uns et les autres dans la sainteté où il nous veut, et ensemble dans l'amour mutuel sans lequel il n'y a pas de christianisme, préparant les voies de l'unité dans la foi, dans le respect de sa vérité et du ministère qu'il a confié pour son Eglise, et ses apôtres et à leurs successeurs.* »

Le pape a salué les chefs d'Etat présents à la cérémonie et les a remercié de « *l'estime et de la confiance que vous portez au Saint-Siège et à l'Eglise, humble messagère de l'Evangile à tous les peuples de la terre, pour aider à créer un climat de justice, de fraternité, de solidarité et d'espérance sans lequel le monde ne saurait vivre.* »

Le pape a terminé en italien en invoquant la Vierge « *salut du peuple romain* » et « *mère de l'Eglise* ».

En présence de l'évêque de Blois

LE PATRIARCHE MAXIMOS V A CÉLÉBRÉ UNE MESSE SELON LE RITE BYZANTIN

(*De notre correspondant.*)

Blois. — A l'occasion de la réunion à Blois des chevaliers de l'Ordre hospitalier de Saint-Lazare de Jérusalem, deux cérémonies ont été présidées par leur protecteur Maximos V, patriarche grec catholique d'Antioche, d'Alexandrie et de Jérusalem.

Au cours d'un service œcuménique, les représentants de vingt pays sont intervenus en priant dans leur langue. Le patriarche Maximos V y a exhorté tous les chrétiens à regarder plutôt ce qui les unit que ce qui les sépare.

Mais il a surtout très vivement retenu l'attention, lorsqu'il a prononcé son homélie en célébrant dimanche en la cathédrale de Blois, en présence de Mgr Goupy, évêque du diocèse, une messe selon le rite byzantin. Rendant hommage à la mémoire de Paul VI, il a indiqué combien il avait été sensible au fait que dans son testament le pape défunt ait demandé à son successeur de ne pas abandonner l'œcuménisme.

Puis parlant du Liban, il a demandé à la très nombreuse assistance de partager ses souffrances à propos du drame qui s'y déroule : « *Après une accalmie, une guerre incompréhensible et folle se maintient et se développe* », a-t-il dit. — A. J.

A l'occasion de la fin du Ramadan

LE CARDINAL PIGNEDOLI ENVOIE UN MESSAGE AU MONDE MUSULMAN

Le jeûne du Ramadan prend fin ce lundi 4 septembre. Dans un communiqué publié par la mosquée de Paris, la commission cultuelle de l'Institut musulman informe les fidèles que : « *le mois de Shawal de l'année 1398 débute le 3 septembre 1978, correspondant au jour de la fête de l'Aïd el Fitr* ». La commission cultuelle ajoute qu'elle souhaite aux fidèles « *une excellente fête après cette rude pénitence, témoignage de foi, de sacrifice et de reconnaissance envers Dieu* ».

D'autre part, le secrétariat romain pour les non-chrétiens a envoyé un message au monde musulman, signé par son président, le cardinal Sergio Pignedoli. Celui-ci se félicite des rencontres entre chrétiens et musulmans qui se multiplient, et ajoute que leur foi en Dieu « *pourrait jouer un rôle décisif dans la vie du monde entier* ».

● *Le rassemblement annuel protestant du Musée du désert*, au mas Soubeyran, à Mialet (Gard), a regroupé, dimanche 3 septembre, treize mille protestants, qui ont commémoré le trois cent cinquantième anniversaire de la prise de La Rochelle.

● *Une bombe à retardement de forte puissance* a explosé dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 septembre à l'entrée du palais du Latran, résidence du pape en tant qu'évêque de Rome, où habite le cardinal Ugo Poletti, vicaire de Rome. Cet attentat a été commis quatre heures après la fin de la messe d'inauguration de Jean Paul Ier.

L'explosion a creusé un grand trou dans la porte principale et elle a fait voler en éclats des vitres du palais de la Renaissance, qui jouxte la basilique Saint-Jean-de-Latran. Celle-ci se trouve à 5 kilomètres environ de la Cité du Vatican. Non encore revendiqué, l'attentat ferait partie des manifestations contre la présence au Vatican du général Videla.

CORRESPONDANCE

La fidélité est-elle une loi ou une grâce ?

A la suite de notre article sur l'attitude de l'Eglise romaine devant le divorce et de l'analyse de l'étude sur le remariage des divorcés, de Paul Bourgy, Louis Dingemans, Pierre Hayoit et Joseph Natalis, publiée par les éditions du Cerf (le Monde du *21 juillet*), *nous avons reçu la lettre suivante du pasteur Claude Schwab, de l'Eglise réformée de France (Marseille)* :

Cet article est significatif. On s'attaque aux conséquences d'un problème mal posé et l'on ne peut aller jusqu'à la racine du malaise : en prenant l'Evangile comme une loi, les hommes et les Eglises (et pas seulement l'Eglise romaine !) ne peuvent trouver que des accomodements avec le ciel, tenant compte de l' « *infirmitas* » humaine.

Pourquoi ne veut-on pas voir que l'appel de Jésus à la fidélité du couple est grâce et non loi ? Pourquoi continuer à échafauder des prescriptions légalistes, avec le cercle vicieux des sanctions et des exceptions ? Pourquoi être amené à imaginer des notions aussi ridicules que celle de « consommation morale » du mariage ? Une modification des pratiques, telle que proposée par les théologiens belges, serait certes bienvenue, mais elle n'échappe pas au système : elle n'est pas une attitude vraiment *nouvelle* de l'Eglise.

POINT DE VUE

Jean Paul, François, Videla... et les autres

par ANDRÉ MANDOUZE

A peine élu, le nouveau pape est mis à l'épreuve. Et c'est normal. Autant il est prématuré de conclure de telle petite phrase, voire de tel discours, qu'il va aller dans le sens de Jean ou de Paul, autant il est naturel que ses moindres gestes prêtent à *réfléchir*. En tout cas, c'est là un droit inaliénable de ces membres du « peuple chrétien » qui — s'il n'a pas été consulté pour cette élection — cherche à savoir avec qui — selon une notion fondamentale depuis l'origine de l'Eglise — il est « en communion ».

Aussi bien n'est-il pas négligeable que pour sa « présentation » — au peuple chrétien, précisément — Jean Paul ait troqué la tiare contre le pallium. Cependant, outre que l'habit ne fait pas plus le pape que le moine, il y avait, en cette circonstance, quelque chose de bien plus essentiel à faire, c'est-à-dire à éviter. Hélas !

Je dis tout net que d'avoir toléré la présence à cette cérémonie du général Videla est un acte qui me révolte.

Un acte, oui. Le nouveau responsable de l'Eglise catholique ne s'est-il pas empressé de préciser, devant les diplomates, qu'il tenait énormément à une institution sur laquelle il y aurait beaucoup à dire : celle qui consiste à faire, dans les Etats, représenter l'Eglise par des *nonces* ? C'était donc l'occasion ou jamais de faire savoir, immédiatement et discrètement, au *général-président* qu'un tortionnaire était pour le coup *persona non grata* au Vatican, même si, dans son pays, il s'octroyait personnellement un certificat permanent de bonne conduite chrétienne.

Oui, un acte. Car, si Jean Paul s'est abstenu, c'est sans doute au nom des intérêts *dits* chrétiens dans le pays. Triste *refrain* que les opprimés entendent depuis près de deux mille ans. Comme si le sort des populations et des personnes avait jamais été amélioré par un évangile oublié pour le rayonnement d'écoles si peu libres !

Et cet acte, oui, me révolte. Dieu sait si on a crié sur les toits que, au conclave, la majorité des cardinaux n'était plus *européenne* et qu'enfin on allait pouvoir, mieux qu'avant, entendre la voix du tiers-monde. Et voilà que, à la première occasion solennelle qui se présente, c'est un mélange d'insulte et d'indifférence qui est *signifié* aux peuples du tiers-monde.

On se serait tout naturellement attendu à ce qu'en la circonstance la collégialité manifeste ses avantages puisqu'on nous dit que ce pape sera essentiellement un évêque à l'écoute des autres évêques. N'aurait-il pas pu consulter à ce propos *notre* François, je veux dire le cardinal Marty qui, il n'y a pas si longtemps, avait su refuser l'organisation à Paris d'une *cérémonie* politico-religieuse téléguidée par Videla et ses services ?

***

Enfin et surtout on aurait espéré de la part de Jean Paul un de ces gestes prophétiques posant de manière décisive qu'on ne compose pas plus avec César qu'avec Mammon. Tout comme saint Ambroise et saint Augustin, le cardinal Luciani a su à l'occasion braver des *bien-pensants* en vendant des joyaux ecclésiastiques au bénéfice des pauvres. Que ne s'est-il souvenu, pour la cérémonie de sa « *présentation* » à l'univers chrétien et non chrétien, de ce que le grand évêque de Milan avait écrit à l'empereur Théodose, après que celui-ci eut fait massacre par ses soldats sept mille personnes : « *Je n'oserais offrir le sacrifice* [de la messe] *si vous voulez y assister. Ce qu'il m'est interdit de faire en présence d'un homme qui a versé le sang d'un seul innocent sera-t-il permis devant celui qui a répandu le sang d'un grand nombre d'innocents ? Je ne le pense pas.* »

La seule place acceptable du général Videla au Vatican était celle à laquelle l'empereur Théodose dut consentir pour « rentrer en communion » : celle du pécheur public qui vient implorer le pardon de ses crimes.

● *Les religieux et religieuses français à l'étranger*. — Selon la revue catholique *Amitiés catholiques françaises*, 14 683 religieux et religieuses figuraient au 1er janvier 1978 parmi les 973 000 Français à l'étranger immatriculés dans nos consulats.

Les religieux étaient au nombre de 6 119 dont 1 343 enseignants, et les religieuses au nombre de 8 564 dont 2 085 enseignantes. Six mille sept cent vingt-cinq de ces religieux et religieuses, soit près de la moitié du nombre total, se trouvaient en Afrique : 893 au Cameroun, 785 à Madagascar, 716 en Côte-d'Ivoire, 632 en Algérie, 485 en Haute-Volta, 423 au Sénégal, 300 au Maroc, 275 au Congo, 270 en Egypte, 257 au Tchad, 246 en Tunisie, 228 au Bénin, 221 au Gabon ; 994 étaient répartis dans vingt-cinq pays africains.

On estime à environ 250 000 le nombre des Français non immatriculés dans nos consulats.

TÉMOIGNAGE

LA PRÉPARATION D'UN « LIVRE BLANC »

La révolte d'une personne seule

De notre correspondant

Brest. — Les personnes seules sont environ six millions cinq cent mille en France, soit le huitième de la population : célibataires de plus de vingt-cinq ans, veufs et veuves sans enfants, divorcés. Ces personnes seules ont le sentiment de constituer la catégorie sociale dont les pouvoirs publics se préoccupent le moins. Pourtant, le fisc, par exemple, leur manifeste un intérêt tout particulier : il tire argument de leur condition pour imposer les célibataires bien plus que les autres contribuables.

Pour faire le point sur l'ensemble de ces problèmes, une Brestoise, Mlle Renée Labat (1), a entrepris de recueillir des témoignages, afin de publier à la fin de l'année un Livre blanc sur les personnes seules.

« *Nous sommes taillables et corvéables à merci*, assure Mlle Labat. *Sait-on que sur les 51 % de Français qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu, près du tiers sont des personnes seules ? Nous sommes pressés comme des citrons. Les personnes seules paient en moyenne des impôts qui correspondent à deux mois de salaire, contre un mois seulement pour les autres contribuables. C'est profondément injuste. La condition de célibataire ne résulte pas, bien souvent, d'un choix, mais d'un concours de circonstances* », ajoute Mlle Labat.

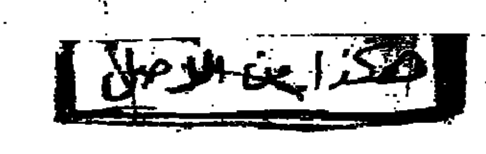
Dans son Livre blanc, Mlle Labat exposera la situation réelle des personnes seules : « *Nous avons les mêmes problèmes que les autres catégories socio-professionnelles, mais ils sont accentués par la solitude.* »

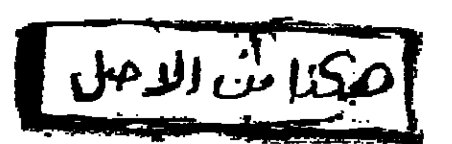
Changer la mentalité de l'opinion et des pouvoirs publics à l'égard des personnes seules est l'un de ses objectifs.

« *Nous sommes des oubliés. Personne ne parle en notre nom, ne pense à nous. Crée-t-on une commission pour étudier telle ou telle question de la vie courante ? Il ne viendra à l'idée à aucun responsable, à aucun élu, de consulter des personnes seules sur des projets d'intérêt général. En veut-on un exemple ? La municipalité de gauche d'une ville bretonne a créé une commission extra-municipale sur les impôts à laquelle elle a omis de convier les personnes célibataires. La société ne reconnaît pas nos problèmes : on a créé des maisons de jeunes, pourquoi ne ferait-on pas la même chose pour les personnes seules.* »

JEAN DE ROSIÈRE.

(1) Mlle Renée Labat, B.P. 131, 29269 Brest Cedex.





ÉDUCATION

LA RÉFORME DU STATUT DES ASSISTANTS D'UNIVERSITÉ

La crainte de licenciements pèse sur le dialogue entre Mme Saunier-Seïté et les syndicats

Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, continue cette semaine les consultations sur son projet de réforme de l'assistanat. Ce projet a été, avec la situation des enseignants vacataires, un des principaux sujets abordés par le ministre lors de ses entretiens avec la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur, le 17 août, puis avec la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), le 18 août (« le Monde » daté 20-21 août). Mme Saunier-Seïté recueillera, le 6 septembre, l'avis de l'assemblée des doyens de droit et sciences économiques et, le 7 septembre, celui du bureau de la conférence des présidents d'université ainsi que celui du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.).

L'argumentation du ministère des universités peut se résumer ainsi : *il y a actuellement trop d'assistants non titulaires qui semblent s'installer dans leur condition*, alors que celle-ci devrait être transitoire. Leur proportion dans le corps enseignant est trop importante, notamment en droit et sciences économiques. Cela nuit à la fois à la recherche, à l'enseignement et aux étudiants les plus doués, qui ne peuvent pas obtenir un poste d'assistant.

Le ministère cite quelques chiffres à l'appui de cette argumentation : en droit, sciences politiques, sciences économiques et gestion, 62 % des 2 053 assistants auront plus de six ans d'ancienneté au 1er octobre prochain ; 15 % seulement auront obtenu leur doctorat ; 7 % à peine figureront sur les listes d'aptitude à la fonction de maître-assistant (LAFMA).

Le problème n'est pas nouveau. Il avait notamment été analysé voici quatre ans, dans le rapport de M. Francis de Baecque, sur les carrières de personnels de l'enseignement supérieur (*le Monde* du 3 octobre 1974). Depuis 1968, la place accrue donnée aux travaux dirigés par rapport aux cours magistraux en droit et sciences économiques a entraîné une multiplication et une « professionnalisation » des assistants. Or, celle-ci n'est actuellement reconnue, par le jeu des titularisations, qu'aux assistants des disciplines scientifiques et pharmaceutiques pour lesquelles l'importance des travaux pratiques est nettement plus ancienne.

Faut-il étendre cette reconnaissance aux autres catégories d'assistants ? Le ministre ne le souhaite pas ; il préconise, au contraire, la création d'un « vivier » d'assistants non titulaires où l'on puiserait des maîtres assistants et envisage même de pourvoir à l'avenir les postes vacants d'assistants titulaires de science ou de pharmacie par des non titulaires. Dans le projet de réforme de Mme Saunier-Seïté, les assistants non titulaires porteraient le nom d'« attachés » et seraient recrutés au niveau du diplôme d'études approfondies par un jury composé en majorité d'enseignants de rang magistral. Après une année probatoire, le président de l'université déciderait, sur proposition du jury, d'un maintien pendant deux années supplémentaires qui pourraient, à titre exceptionnel être prolongées par une quatrième, voire une cinquième année. Après quoi seuls les « attachés » inscrits sur la LAFMA conserveraient leur emploi, les autres étant invités à se convertir ailleurs.

Une augmentation des travaux dirigés

Le ministère ne souhaite pas remettre en cause trop brutalement la situation des assistants non titulaires actuellement en poste, même lorsqu'ils ont six années d'activité sans être inscrits sur la LAFMA. M. Jean-Pierre Soisson leur avait, en effet, donné des garanties il y a trois ans, lorsqu'il était secrétaire d'État aux universités. Il a d'abord été envisagé de les maintenir en fonction en augmentant nettement leur nombre d'heures de travaux dirigés (qui pourraient passer de cent cinquante par an à trois cent soixante-quinze). « *Puisqu'ils ne font pas de la recherche avec des résultats visibles, autant qu'ils ne fassent que de l'enseignement* », pense-t-on au ministère.

Mais il est possible que le ministre modifie son projet : il pourrait exiger de ces assistants qu'ils obtiennent leur doctorat dans un délai limité faute de quoi ils devraient quitter l'Université.

De leur côté, les principaux syndicats d'enseignants intéressés, l'Association nationale des assistants en sciences économiques, juridiques, politiques et de gestion ; l'Association nationale des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur, le SGEN-C.F.D.T. et le SNE-Sup viennent, dans un communiqué, d'appeler les enseignants à « se mobiliser » face à « *des propositions qui, dans leur état actuel, remettent en cause la garantie d'emploi des assistants en les soumettant au renouvellement annuel par les universités, tout en aggravant leurs conditions de travail et de recherche par l'augmentation de 150 % de leur service d'enseignement* ».

Le SNE-Sup propose d'autres solutions : un pré-recrutement et une formation initiale scientifique et pédagogique des enseignants chercheurs dans des « instituts de préparation à la recherche et à l'enseignement supérieur », débouchant, après inscription sur la LAFMA, sur un recrutement au niveau de maître-assistant. D'autre part, le projet de corps unique SGEN-C.F.D.T. prévoit une formation à l'enseignement supérieur dans des « instituts universitaires de pédagogie », qui comporterait plusieurs sorties possibles : titularisation dans l'enseignement supérieur ou dans un autre cycle d'enseignement, passage à la recherche, intégration dans un corps administratif ou recyclage.

Les deux syndicats sont partisans, à terme, de la disparition du corps des assistants, qu'ils estiment sous-payé (environ 3 000 francs par mois pour un non-titulaire), par intégration de la quasi-totalité d'entre eux sur des postes de maîtres assistants. Le ministre estime, au contraire, souhaitable de faire participer à l'enseignement, pendant qu'ils préparent leur thèse, des étudiants dont une partie seulement seront par la suite des enseignants.

La situation actuelle n'est pas saine : les pouvoirs publics et les syndicats s'accordent à le reconnaître, mais l'état du marché du travail rend le dialogue difficile. Pour les syndicats, il n'est plus possible d'envisager la situation des assistants comme provisoire, comme c'était le cas lorsque ceux-ci parvenaient aisément à trouver un emploi en dehors de l'Université. Ils ne seront prêts à discuter, dans ces conditions, que s'ils obtiennent des garanties de maintien des emplois. Mme Saunier-Seïté acceptera-t-elle un tel préalable ou se résignera-t-elle à reporter son projet ? Près de quinze mille assistants attendent la réponse.

MICHEL SIDHOM.

SCIENCES

Partis sur Soyouz-31

LES COSMONAUTES SOVIÉTIQUE ET EST-ALLEMAND ONT REGAGNÉ LA TERRE SUR SOYOUZ-29

Le Soviétique Valery Bykovski et l'Allemand de l'Est Sigmund Jähn, qui avaient rejoint, dimanche 27 août, la station orbitale Saliout-6, dans laquelle se trouvaient Vladimir Kovalenok et Alexandre Ivantchenkov (*le Monde* du 29 août), ont regagné la Terre, dimanche 3 septembre. Ils se sont posés « *à l'endroit prévu* », dans le Kazakhstan.

Comme cela avait été le cas en janvier dernier, lors de la précédente mission à bord de Saliout-6, Bykovski et Jähn ne sont par revenus à bord du vaisseau spatial qui les avait amenés, le Soyouz-31, mais à bord de Soyouz-29, dans lequel Kovalenok et Ivantchenkov avaient été lancés le 15 juin dernier.

Selon des informations diffusées au cours de la semaine dernière par l'agence de presse est-allemande A.D.N., ceux-ci pourraient prochainement réaliser une manœuvre délicate : il s'agirait de détacher Soyouz-31 de Saliout-6 pour le faire s'arrimer à l'autre extrémité de la station orbitale. Cela pour libérer le collier d'amarrage où pourrait venir se fixer un nouveau vaisseau inhabité de ravitaillement de la série Progress.

Si cela se confirme, les deux Soviétiques, qui ont maintenant passé plus de quatre-vingts jours dans l'espace, auraient toutes les chances de battre le record de durée dans le cosmos (quatre-vingt-seize jours) détenu depuis mars dernier par le précédent équipage de Saliout-6.

LE JAPON ANNONCE LA MISE AU POINT D'UN PROCÉDÉ DE RETRAITEMENT NUCLÉAIRE LIMITANT LES RISQUES DE PROLIFÉRATION.

Tokyo (*A.F.P.*). — Le Japon a mis au point un procédé de retraitement des combustibles nucléaires irradiés qui permet de réduire les risques de prolifération, a annoncé, samedi 2 septembre, la société d'État Power Reactor and Nuclear Development Corporation.

Ce procédé permettrait la fabrication directe de combustible à l'uranium et au plutonium pour surrégénérateurs, sans qu'il soit nécessaire, à la fin du retraitement, de séparer ces deux corps.

[À la fin du mois de février dernier, la Grande-Bretagne et les États-Unis avaient présenté un procédé de retraitement dit Civex, qui présenterait les mêmes avantages (« le Monde » du 2 mars).]



DÉFENSE

M. YVON BOURGES : la France a besoin d'unités d'interventions extérieures.

Le ministre de la défense, qui présidait, dimanche 3 septembre, les cérémonies commémoratives des combats de Bazeilles — qui mirent aux prises, en 1870, dans les Ardennes, les troupes de l'infanterie de marine et le premier corps bavarois — a souligné que *« la possession de l'arme nucléaire, élément essentiel de notre défense, ne conduit nullement à un repli pacifique sur un sanctuaire inviolable. La France ne saurait méconnaître ni sa position géographique, et les intérêts auxquels elle a part en Europe, ni ses obligations au sein de la communauté internationale, et, notamment, à l'égard des pays auxquels elle est liée par un attachement séculaire ou par des accords et relations privilégiés »*.

Certaines unités, et, notamment, les troupes de marine qui relèvent de l'armée de terre, estime M. Yvon Bourges, doivent être orientées plus spécialement vers des missions extérieures. « *Si toutes les forces doivent pouvoir participer à toutes missions y compris extérieures,* a précisé le ministre en présence du général Jean Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, *certaines unités doivent plus spécialement être orientées vers de telles opérations, soit par les qualités propres de mobilité que leur vaut l'emploi d'un matériel approprié, soit par une composition comportant une proportion de personnel sous contrat leur assurant à la fois permanence et mobilité immédiate.* »

Ces qualités sont réunies dans la 9e division d'infanterie de marine reconstituée en 1976, dans l'ouest de la France, et forte de 9.500 hommes, estime le ministre de la défense.

Les troupes de marine, qui représentent environ le dixième de l'armée française, groupent des fantassins, des parachutistes, des cavaliers, des artilleurs et des transmetteurs. Onze des vingt régiments qu'elles comptent en métropole sont répartis entre la 9e DIMa et la 11e division parachutiste dans le Sud-Ouest. Elles participent à la présence outre-mer par l'envoi d'unités en séjours de plusieurs mois. Certaines ont été envoyées au Liban et au Tchad.

L'ARMÉE DE TERRE MOBILISE PRÈS DE QUATRE MILLE QUATRE CENTS RÉSERVISTES LORS D'UN EXERCICE DANS LE CENTRE ET DANS LE SUD-OUEST.

Accompagné du général Jean Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, assistera le vendredi 8 septembre, dans la région de Sarlat (Dodogne), à une importante manœuvre de mobilisation de près de 4 400 réservistes, qui commence ce lundi 4 septembre et doit s'achever à la fin de la semaine. C'est la première fois qu'est organisé un exercice de cette envergure, destiné à mettre à l'épreuve le nouveau plan de mobilisation.

Si ce premier test est jugé satisfaisant, l'état-major de l'armée de terre prévoit de convoquer, en 1979, deux divisions sur le même modèle et, à partir de 1980, trois divisions chaque année.

Baptisée Sarigue par ses organisateurs, cette manœuvre sera l'occasion de constituer, dans un premier temps, des unités de réservistes dans les camps d'entraînement de La Courtine, Souges et Caylus dans le Sud-Ouest de la France, et, dans un second temps, de les instruire dans des exercices tactiques au niveau de la section et de la compagnie pour former une division qui manœuvrera dans la région de Sarlat.

C'est ainsi que la 15e division d'active, dont le P.C. est à Limoges, doit rassembler, du 4 au 9 septembre, les 114e, 100e et 15e régiments d'infanterie qui seront issus, respectivement, des 57e (Souges), 126e régiments d'infanterie (Brive) et du 22e régiment d'infanterie de marine (Albi). Le 9e régiment de chasseurs sera issu du 5e régiment de chasseurs (Périgueux) et la 166e compagnie du génie de la 65e compagnie du génie (Castelsarrasin). Seules les unités de commandement et de soutien ne seront pas représentées en totalité. La 151e division d'infanterie de réserve, ainsi créée à partir de la 15e division d'active, comprendra environ 4 400 hommes qui serviront 570 véhicules divers.

Le nouveau plan de mobilisation de l'armée de terre *(le Monde* du 5 mai) devrait aboutir, en son principe, à doubler, en moins d'une semaine, les effectifs de l'armée de terre et les porter à environ six cent mille hommes. Il est fondé sur la conception de la « dérivation », opération par laquelle une division d'active, jouant le rôle d'un centre mobilisateur, qui gère dès le temps de paix les matériels et les effectifs de réserve, crée à la demande du gouvernement une division de rappelés sur son propre modèle.

JUSTICE

DÉTENTION ET PERMISSIONS DE SORTIR

L'iceberg

par PHILIPPE BOUCHER

Faut-il s'inquiéter, faut-il se réjouir ? Faut-il craindre que toutes les permissions de sortir des détenus soient bientôt supprimées ? Faut-il applaudir parce que les détenus ne connaîtraient désormais, au long de leur peine, nulle rémission ? Faut-il penser que le président de la République à Rambouillet a donné le coup d'envoi d'une politique du tour de vis ?

Mieux vaut distinguer d'abord ce qui dans les propos publics du président est contingent et ce qui ne l'est pas. Ce qui à l'évidence ressortit à l'apaisement ce sont les mots eux-mêmes, dans leur sens premier : à l'émotion née d'une information sur un fait violent répond, comme un *antidote, une autre information* pour condamner cette violence et annoncer qu'on va tenter de l'enrayer ou d'empêcher sa *répétition*. Ce n'est pas et ce ne saurait être, l'expression d'une politique, c'est de l'action quotidienne. Elle est rendue inévitable, ou nécessaire, par la toile de fond immuable de la vie contemporaine ; sa marque essentielle peut être : l'information. A l'image doit répondre l'image, à l'événement la parole. Restent les faits, qui eux ne peuvent relever de l'antidote, des faits qui se traduisent notamment en chiffres qu'on ne se lassera pas de répéter.

Quelque quinze mille permissions de sortir sont accordées chaque année, ce qui représente à peu près 12 % de l'ensemble des personnes qui passent en prison dans le même temps. On est donc loin du flou, du raz de marée, du laisser-faire sinon de la démission soulignés par certains. Ce pourcentage, il est vrai, doit être *grosso modo* doublé si on le rapporte au nombre des détenus définitivement condamnés, qui représentent, selon les moments, 50 à 60 % de l'effectif carcéral.

Car il faut souligner ce paradoxe que les prévenus, réputés par la loi, dans les pays de légalité, innocents, sont exclus de cette mesure libérale que sont les permissions de sortir. Pour eux, qui ne sont convaincus de rien, qui, pour certains d'entre eux, même si le fait est rare (les magistrats ne sont pas les laxistes que l'on dit) seront finalement relaxés ou aquittés, ou encore bénéficieront d'un sursis ; pour ces prévenus, le traitement est plus rude que pour leurs compagnons de détention définitivement jugés coupables. Cette iniquité, en tout cas ce paradoxe, est d'autant plus frappante que l'on connaît les excès qui sont trop souvent commis en matière de détention provisoire, avant tout jugement, qui est une mesure de sûreté, sans doute, mais aussi une facilité à laquelle les juges d'instruction ne se refusent pas toujours... Le bon usage de la « mansuétude » doit aussi en tenir compte.

L'attention de l'opinion, terme imprécis et facile, comme on sait, est naturellement attirée par les échecs. Parmi eux, seuls peuvent être honnêtement décomptés ceux dont la population a été victime. Il n'y a pas réellement de victime quand le détenu est rentré en retard, mais de son propre gré, cas le plus fréquent, ou encore lorsqu'il est repris sans avoir commis d'autre faute que de n'être pas rentré. C'est ainsi que sur ces quinze mille permissions, 0,03 % seulement aboutissent à des échecs graves. Est-ce le désastre qu'on pourrait croire à lire ou écouter certains ? Certes, un seul serait encore trop, mais...

Mesure-t-on, d'autre part, le *profit* qui est tiré de ces permissions ? On n'évalue pas, bien sûr, ce qui ne s'est pas produit ; on peut y réfléchir. Or combien de drames ont pu être évités parce qu'un détenu avait bénéficié de cette soupape ? N'y a-t-il pas lieu de réfléchir au fait que les drames en milieu pénitentiaire sont presque uniquement le fait de prisonniers qui ne voient dans leur avenir possible aucune, absolument aucune, possibilité de retrouvailles, fussent-elles brèves avec le monde ordinaire ? Les deux détenus qui, à la centrale de Clairvaux, le 28 janvier dernier, prirent en otage trois membres du personnel, et furent tués par les forces de l'ordre, n'étaient-ils pas précisément, l'un et l'autre, condamnés à perpétuité ?

Mais cette « soupape de sûreté », au moins nécessaire comme espoir, comme Graal pénitentiaire, n'a pas pour bénéficiaires les seuls délinquants. Si les surveillants de prison n'ont jamais, bien au contraire, demandé la suppression de ces permissions, c'est qu'ils en sont, eux aussi, les bénéficiaires, encore qu'on le publie moins.

Dans une conférence qu'il donnait le 17 juin devant la vénérable Société des prisons, M. Xavier Micaux, vice-président au tribunal de Caen, signalait ainsi que « *les juges de l'application des peines se trouvent soumis à des pressions pour accorder des permissions, à la fois de la part des détenus, qui aspirent à sortir le plus tôt possible, et des chefs d'établissement, pour lesquels un certain volume de permissions constitue une soupape de sûreté* ». M. Micaux ajoutait : « *S'ils peuvent apparaître à une certaine opinion publique comme des distributeurs de permissions de sortir prodigues et irresponsables, ils jouent dans la réalité et bien souvent un rôle de freins.* » C'est pourquoi le magistrat concluait : « *Les risques de l'institution devraient être mieux compris sinon acceptés si celle-ci était ordonnée à une véritable politique de réinsertion sociale au lieu d'apparaître trop souvent comme une soupape de sûreté de l'institution pénitentiaire.* »

Ainsi se trouvait posé, une fois encore, dans son entier, le problème de la prison, et non la seule partie visible de l'iceberg. Or il ne faut pas rêver : la prison est à la fois un monde clos, isolé, et profondément dépendant de l'extérieur. On ne peut imaginer une société ordinaire qui évoluerait chaque jour davantage vers la « *société permissive* », alors que dans le même temps, derrière les barreaux, on ressusciterait le bagne. Les prisons sont aussi une image de nous-mêmes, qu'on ne peut pas plus supprimer qu'on n'efface son ombre. Les délits de permissionnaires, quel que soit le bruit particulier fait autour d'eux, sont une partie microscopique de la délinquance en général. Etre un peu plus sévère ici, un peu plus attentif là, sera une réponse à l'opinion, non une réponse à la violence pour laquelle il est heureusement prévu autre chose.

Aurait-on brisé la partie visible de l'iceberg qui causa sa perte, qu'on n'aurait pas empêché le *Titanic* de sombrer. Pour empêcher ce naufrage, il eût fallu à ce grand navire un autre capitaine. Le navire de la justice, heureusement, ne subit jusqu'à présent que de simples voies d'eau.

MÉDECINE

RÉIMPLANTATION D'UNE JAMBE SECTIONNÉE AU C.H.U. DE CAEN

Une tentative de réimplantation de jambe a été tentée au centre hospitalier universitaire de Caen sur un enfant de onze ans victime d'un accident de cyclomoteur. Le jeune garçon avait eu la jambe sectionnée au niveau de la partie inférieure de la cuisse par une automobile. Grâce à une infirmière présente sur les lieux, le membre détaché avait été placé dans la glace, et un garrot avait arrêté l'hémorragie. L'intervention s'est déroulée dans le service du professeur Courtier, sans problèmes techniques majeurs.

[La microchirurgie, qui permet la réparation de très petits vaisseaux et de nerfs, autorise aujourd'hui de tenter ces délicates réimplantations de membres sectionnés avec des succès fréquents. En particulier, les reconstructions de mains ou de pieds, après accident du travail, sont maintenant réalisées par de nombreuses équipes, dans la plupart des grandes villes universitaires. Le fait d'avoir fait « hiberner » le membre sectionné en l'entourant de glace accroît les chances de réussite d'une telle intervention, dont le résultat doit être jugé de manière fonctionnelle, c'est-à-dire à plusieurs mois de distance.]

● *Le chef du laboratoire de recherches sur la variole de l'université de Birmingham,* où vient d'être décelé un cas de variole, a tenté de se suicider vendredi 1er septembre.

Le professeur Henry Bedson a été hospitalisé dans un état très grave après s'être sectionné une veine. — *(A.F.P.)*

FAITS DIVERS

● *M. Chirac victime d'une fausse alerte à la bombe.* — Les deux trains rapides Capitole Paris-Toulouse et Toulouse-Paris ont été immobilisés pendant trois quarts d'heure, dimanche soir 3 septembre, après qu'un coup de téléphone anonyme eut annoncé qu'une bombe avait été déposée dans l'un d'eux. M. Chirac se trouvait dans le T.E.E en provenance de Toulouse, à bord duquel il était monté à Brive. La fouille n'a donné aucun résultat.

● *Un Viscount de la compagnie Air Rhodesia* a disparu le dimanche 3 septembre à 15 h. 30 GMT avec 56 passagers à son bord. Le quadrimoteur venait de décoller de l'aéroport de Kariba, près de la frontière zambienne, à destination de Salisbury. Six minutes seulement après le décollage, le Viscount lançait un message de détresse, signalant une panne des deux moteurs de droite. Les recherches n'ont, jusqu'ici, donné aucun résultat. — *(A.F.P.)*

● *Attentats en Corse.* — Un attentat à l'explosif a été commis le dimanche 3 septembre à Pietranera, à la sortie nord de Bastia. Une charge, évaluée à plusieurs dizaines de kilos de dynamite, a pulvérisé le rez-de-chaussée d'une villa située en bordure de mer appartenant à M. Gérard Boshouwers, pharmacien à Pietranera. Le propriétaire et sa famille se trouvaient actuellement en vacances hors de Corse.

Par ailleurs, un engin explosif de forte puissance a presque totalement détruit le lundi matin 4 septembre, les locaux de la mairie de Sorbo-Ocagnano dans l'arrondissement de Bastia, situés au 1er étage d'un immeuble. Les maisons environnantes ont également été endommagées.

● *Collision dans le Jura : trois morts, vingt-cinq blessés.* — Trois personnes domiciliées en Allemagne fédédale ont été tuées et vingt-cinq autres blessées dans une collision entre un car de tourisme et deux automobiles qui a eu lieu le samedi matin 2 septembre près d'Audelange (Jura).

Faits et jugements

Me Christiane Giletti quitte le barreau.

Me Christiane Giletti, l'ancien avocat de Jacques Mesrine, a annoncé qu'elle avait définitivement quitté le barreau depuis le 31 juillet dernier. Me Giletti, qui se trouvait dans le parloir de la prison de la Santé au moment de l'évasion de Mesrine le 8 mai dernier, avait été soupçonnée d'avoir facilité la fuite de son client. Elle avait été entendue pendant quarante-huit heures par les policiers, mais elle n'a jamais été inculpée *(le Monde* des 10 et 11 mai). « *Ma décision d'abandonner la profession d'avocat était prise depuis longtemps. Ma garde à vue et ses conséquences n'ont fait que la hâter* », nous a-t-elle déclaré.

Me Giletti a, d'autre part, précisé que Jacques Mesrine avait pris contact avec elle quelque temps après son évasion pour « *s'excuser des ennuis causés par les conditions de son évasion* ». Me Giletti se refuse à préciser si elle l'a effectivement rencontré.

Rivalité et racisme : un mort à Niort.

Un jeune homme âgé de dix-sept ans, Bernard Azgad, Français d'origine nord-algérienne, a été tué dans la nuit du 1er au 2 septembre, vers 2 h. 30, à la sortie de Niort (Deux-Sèvres) sur la route de La Rochelle, au cours d'une poursuite en voitures entre deux bandes rivales. Deux véhicules roulaient de front à vive allure lorsqu'un coup de feu fut tiré à bout portant d'une des voitures, une Porsche. Bernard Azgad succomba immédiatement à ses blessures. La gendarmerie recherche pour l'instant M. Christian Delperier, âgé de vingt-huit ans, propriétaire présumé de la voiture de sport, qu'elle voudrait entendre. Les deux bandes s'opposaient depuis longtemps et les bagarres étaient fréquentes, la rivalité étant encore exacerbée par la question raciale.

● *Deux ouvriers algériens, pris à partie par des danseurs* du bal des anciens combattants de Moliens (Oise), ont été blessés à coups de tessons de bouteilles alors qu'ils tentaient d'échapper à leurs agresseurs à bord d'une voiture. Dans leur précipitation, ils avaient heurté deux piétons et avaient été rejoints par une quinzaine d'agresseurs, qui ont grièvement blessé le conducteur. Celui-ci a dû être placé en service de réanimation à l'hôpital de Beauvais. Son passager, plus légèrement atteint, a été confronté sans résultat, dimanche après-midi, avec des témoins de cette scène de lynchage. Dans ce même secteur du nord-ouest de l'Oise, une autre bagarre, opposant des jeunes Nord-Africains à des habitants de la région, s'est déroulée, samedi soir également, dans la petite commune de Canny-sur-Thérain. Selon différentes déclarations, les maires du canton de Formerie où se trouvent ces deux communes, envisageraient d'entreprendre une action contre les « *exactions des Nord-Africains* ». — *(Corresp.)*

● *La mère de M. Olivier Quinqueton, ce jeune cambrioleur,* âgé de vingt-trois ans, tué dans la nuit du 29 au 30 août d'une balle en plein cœur, à Verrières-le-Buisson, dans l'Essonne, a porté plainte pour homicide volontaire, vendredi 1er septembre *(nos dernières éditions)*. M. Marcel Hucleux, l'ingénieur chimiste auteur du coup de feu, a en effet été remis en liberté jeudi 31 août sur instruction du parquet d'Evry.

● *La fusillade du boulevard Voltaire.* — Les deux repris de justice, Jean-Michel Adnot, vingt-quatre ans, et Marcel Le Menn, vingt-huit ans, qui ont blessé le 28 août un jeune commissaire stagiaire âgé de trente ans et un inspecteur de police, boulevard Voltaire, à Paris (10e arrondissement) *(le Monde* du 31 août), ont été inculpés vendredi 1er septembre de tentative d'homicide volontaire sur un magistrat de l'ordre administratif et sur un agent de la force publique, vol qualifié et infraction à la législation sur les armes et les munitions par M. Guy Joly, juge d'instruction au tribunal de Paris.



M. Francis Roussilhe est libéré.

Condamné, en janvier 1971, à vingt ans de détention criminelle pour espionnage au profit de la Roumanie, M. Francis Roussilhe a quitté, ce lundi matin 4 septembre, la maison centrale de Melun après avoir bénéficié d'une mesure de libération conditionnelle. Fonctionnaire au secrétariat international de l'OTAN, à Bruxelles, M. Roussilhe avait été arrêté en 1969 par les services du contre-espionnage belge, puis transféré en France, où il devait comparaître devant la Cour de sûreté de l'Etat. Il était accusé d'avoir transmis quelque douze mille documents à un agent des services de renseignements roumains, M. Mihai Caraman, officiellement conseiller à l'ambassade de Roumanie à Paris.

CATASTROPHES

INONDATIONS EN INDE : QUINZE MILLE MORTS

Calcutta *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*. — Une quinzaine de milliers de personnes auraient péri dans les inondations qui se sont produites ces jours derniers dans l'Etat indien du Bengale-Occidental, à la suite de pluies de mousson diluviennes. C'est le district de Midnapur, le plus méridional de l'Etat, qui semble être le plus éprouvé : plusieurs milliers de villages détruits ou coupés du monde, cinq cent mille personnes isolées dont plusieurs milliers n'ont trouvé qu'un refuge précaire sur les toits ou dans les arbres. Les dégâts aux récoltes et aux constructions atteindraient la somme de 100 millions de roupies (50 millions de francs).

La région de Delhi est, elle aussi, menacée par des inondations d'« une ampleur extraordinaire ». Après avoir dévasté une partie des Etats d'Haryana (où est enclavée Delhi) et d'Uttar Pradesh (de l'Himalaya à la plaine du Gange), les eaux du fleuve Yamuna (qui passe à Delhi) menacent de nombreuses localités.

En Allemagne fédérale

UN SÉISME A CAUSÉ D'IMPORTANTS DÉGATS DANS LA RÉGION DE TUBINGEN

Tübingen (Allemagne fédérale) *(A.F.P., A.P., Reuter)*. — Un violent tremblement de terre s'est produit le 3 septembre, vers 6 h. 10 (7 h. 10, heure française), dans le Jura souabe. C'est la région de Tübingen, Hechingen et Ebingen (Land de Bade-Wurtemberg), située à une cinquantaine de kilomètres au sud de Stuttgart, qui a été la plus touchée.

Dix-neuf personnes, blessés ou choquées, ont été hospitalisées. Les dégâts matériels (murs fissurés, cloisons intérieures effondrées, cheminées détruites, toits endommagés) atteindraient plusieurs millions de marks. Le château fort de Hohtenzollern, qui domine la cible d'Hechingen et qui a été reconstruit en 1850-1857 (seule, la chapelle est du quinzième siècle), a subi des dégâts tels qu'il devra probablement être fermé au public pendant plusieurs mois.

Le séisme a été ressenti dans une vaste région allant de l'Alsace et même Nancy jusqu'à Erfurt (Allemagne de l'Est), en Suisse et en Autriche.

[Le séisme du dimanche 3 septembre semble être parmi les plus violents qui se soient produits sur le territoire de l'actuelle Allemagne fédérale. La magnitude serait comprise, en effet, entre 5,25 et 5,5, alors que la magnitude du tremblement de terre, survenu le 16 novembre 1911 dans la même région est estimée à 5,4 - 5,7.

L'épicentre du séisme du 3 septembre serait situé par 48,28e de latitude nord et 9,03e de longitude est, c'est-à-dire qu'il serait tout proche d'Hechingen. La profondeur du foyer étant probablement de l'ordre d'une quinzaine de kilomètres explique que le séisme n'ait pas été plus catastrophique.

Cette région du Jura souabe est connue pour être sismique. Outre la secousse de 1911, des séismes plus ou moins forts se sont produits dans cette même zone en 1943, en 1969, en 1970, en 1971, en 1972, en 1974.

Par une coïncidence curieuse, la commission sismologique européenne, qui réunit actuellement à Strasbourg deux cents sismologues venus d'Europe et aussi du Japon, de Chine et des Etats-Unis, avait entendu la semaine dernière une communication du professeur Schneider (de Stuttgart) sur le séisme du 16 novembre 1911. Selon le professeur Schneider, dont l'opinion est partagée par les spécialistes de la sismo-tectonique européenne, les tremblements de terre du Jura souabe seraient dus aux contraintes nées du plissement alpin (qui se poursuit de nos jours)].

culture

Cinéma

Libres opinions

Pour un cinéma européen

par GABRIEL PERONNET (*)

LE cinéma français, comme l'ensemble de celui des pays européens, est en crise.

Au cours d'un récent colloque tenu à Lisbonne à l'initiative du Conseil de l'Europe, il est apparu aux yeux de tous que le cinéma européen s'enfonce presque volontairement dans la crise faute d'une volonté politique et économique de considérer et de régler ses véritables problèmes.

La première constatation est que, malgré les erreurs commises dans tous les pays d'Europe depuis vingt ans, le potentiel cinématographique du vieux continent demeure le premier du monde, bien avant celui des Etats-Unis, tant au niveau de la clientèle que des moyens de production, des capitaux et de l'initiative créatrice. Or, petit à petit ce potentiel est transféré en des mains étrangères, essentiellement américaines, qui l'utilisent uniquement en complément de leur politique nationale. Et cela avec le consentement coupable mais tacite des pays concernés.

A force de vouloir considérer l'évolution du cinéma sous les seuls angles de la concurrence entre la salle des spectacles et l'écran de télévision et de l'aménagement des marchés nationaux, les Etats européens, autorités publiques et partenaires économiques confondus, tuent progressivement un secteur d'activité culturelle qui devrait être en pleine expansion.

Ce n'est pas en obligeant le téléspectateur à fermer son poste que l'on remplira les salles. Tous les sondages enregistrent un phénomène de saturation de la « consommation de télévision » ; cela ne provoque pas un retour massif des clients vers les salles obscures. L'avenir du cinéma et donc de la politique qui doit le garantir repose sur une autre conception qui ne considère les aspects commerciaux que comme la conséquence — et non l'objet — des réformes à entreprendre.

Cette conception peut se définir en trois grands principes :

— Complémentarité et non concourrence des mass media ;

— Priorité à l'organisation industrielle et l'expression des talents ;

— Communauté européenné du développement cinématographique.

La complémentarité signifie qu'il ne s'agit pas de se partager une clientèle mais de satisfaire par tous les moyens possibles toutes les aspirations des individus, de la distraction la plus banale à la recherche esthétique la plus élevée. Dès lors, les domaines du cinéma et de la télévision se définiront d'eux-mêmes, l'un étant sans doute l'avant-garde de l'autre. Le niveau de fréquentation des deux médias trouvera alors naturellement son équilibre.

La priorité donnée à l'organisation met l'accent sur le problème fondamental de l'art cinématographique et télévisuel où la liberté d'expression totale ne peut être assurée que par une utilisation rationnelle de moyens industriels de coût élevé. Dans cette condition, toute aide doit donc être concentrée sur la production pour faciliter la recherche artistique et la modernisation de l'appareil technique, en associant les efforts des autorités publiques et des partenaires économiques.

Enfin, chaque Etat européen doit prendre conscience qu'il ne peut seul, isolément, trouver une solution durable au problème dans un cadre national. Pour résister à la concurrence culturelle et commerciale des géants du cinéma et de la télévision, d'aujourd'hui et de demain, il est indispensable et urgent de créer un cinéma européen. Cela ne touchera en rien à la liberté de création mais implique, au niveau des structures techniques et commerciales, une révolution dans les habitudes, des sacrifices, une meilleure répartition du travail, un dynamisme commercial renouvelé.

La mise en place d'un marché commun du cinéma élaborant une politique de rénovation de l'ensemble du secteur, disposant des moyens financiers de cette politique, est aujourd'hui nécessaire. Ce marché doit, dès maintenant, s'élargir au-delà des neuf membres de la Communauté et comprendre tous les pays d'Europe intéressés.

Il ne sera pas seulement la marque d'un nouveau pas en avant dans l'unité européenne, mais celle de la volonté des Européens de maintenir une culture menacée à court terme de disparition. L'essor du cinéma européen est une des conditions de la survie de l'Europe comme réalité spirituelle.

(*) Ancien ministre, député radical de l'Allier.

■ Une vingtaine de films provenant de quatorze pays seront présentés au Festival du film musical et chorégraphique organisé à Besançon du 9 au 12 septembre par le Festival international de musique. Deux prix seront décernés, l'un par un jury de spécialistes, l'autre par le public.

« Mon premier amour », d'Élie Chouraqui

« *J'ai envie d'acheter un chat et de l'appeler Leucémie.* » C'est ainsi que Jane, qui est encore jeune et belle, révèle à son fils le mal dont elle est atteinte. Ce fils a une vingtaine d'années. Jusque-là, il aimait sa mère d'un amour distrait. Peut-être même ignorait-il qu'il l'aimait. Or voilà que, du jour au lendemain, plus rien ne compte à ses yeux que cette femme qui va mourir. Il la prend en charge, se comportant avec elle moins comme un enfant attentif que comme un amant passionné, déchiré, soucieux de lui rendre le plus gai, le plus doux possible son dernier voyage. Et elle, la condamnée, rétive à tout sentiment de pitié, accepte de jouer le jeu, de s'abandonner à cette tendresse exacerbée qui la calme et la grise comme un euphorisant. A condition, dit-elle, que, le moment venu, son fils ne la laisse pas souffrir, devenir laide, qu'il lui facilite le passage final. Ce qu'il fait.

C'est à cette brusque mutation des rapports entre la mère et le fils, à cette flambée d'amour qui les unit comme ils ne l'ont jamais été, que le film d'Elie Chouraqui doit son intérêt et son originalité. Au bras de son chevalier servant, l'approche de la mort devient pour Jane une sorte de fête. Fête que la vitalité, l'exubérance garçonnière de Richard Berry, l'intacte beauté, la séduction d'Anouk Aimée, rendent plausible jusqu'au moment où, le scénario faiblissant (la séquence de la chambre d'hôtel, le voyage en Italie), nous en découvrons le caractère factice et irréel.

Faut-il le dire, en effet ? La maladie inexorable d'un être cher, ce n'est pas seulement cette comédie dont nous cherchons à l'étourdir, ces moments de bonheur que nous lui offrons pour viatique, c'est aussi la stupeur et l'incompréhension qui nous saisissent devant ceux qui nous quittent, c'est notre difficulté à communiquer avec eux, ce sont nos bévues, nos impatiences, parfois même nos lâchetés devant la mort qu'ils représentent... A tout cela Elie Chouraqui ne fait guère plus d'allusions qu'à la progression du mal chez son héroïne. Pudeur ou parti pris, il escamote le versant noir de son récit pour n'en garder que la face lumineuse et rassurante.

Grâce à ce subterfuge, l'émotion que provoque la « *love story* » de Jane reste légère, diffuse, proche en somme de la mélancolie qui accompagne les séparations ordinaires. Comme le titre l'indique, *Mon premier amour* est ce qu'on pourrait appeler un mélodrame rose. Décors luxueux, paysages superbes, musique (de Michel Legrand) délicatement nostalgique. Il est clair ue, en bon disciple de Claude Lelouch dont il fut l'assistant, Chouraqui cherche avant tout à séduire. Une mise en scène rapide, élégante, efficace, et surtout une parfaite direction d'acteurs lui permettent d'atteindre son but. Malgré un maquillage pâle, Anouk Aimée rayonne littéralement. Quant à Richard Berry, il semble bien parti pour devenir notre Dustin Hoffman.

C'est à son romantisme que ce joli film devra son succès. La réalité, elle, est hélas moins aimable.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Voir les films nouveaux.

PALMARÈS DU FESTIVAL DE MONTRÉAL

Le Festival de Montréal, dit « Festival des films du monde », où soixante-cinq longs métrages et une trentaine de courts métrages étaient présentés, s'est terminé dimanche 3 septembre. Le Grand Prix des Amériques a été décerné à *Ligabue*, film du réalisateur Salvatore Nocita (Italie). Le prix de la presse internationale a été attribué à *Tyler* de Ralph Thomas (Canada), film hors compétition ; le prix spécial du jury à la *Cuitat Cremada* d'Antoni Ribas (Espagne) ; le Grand Prix du jury au film de Janos Zsombolyai (Hongrie), *Il est dangereux de se pencher au-dehors*.

Glenda Jackson a obtenu le prix d'interprétation féminine pour le film *Stevie* (Grande-Bretagne) ; le prix d'interprétation masculine a été attribué à Flavio Pucci, interprète de *Ligabue*.

Parmi les courts métrages, *Après la vie* (Canada) a obtenu le Grand Prix de Montréal, et le *Phénomène*, du réalisateur français Paul Dopff, le prix du jury.

Musées

Nouvelle bataille pour Guernica

Quand le *Guernica* de Picasso, en dépôt au musée d'art moderne de New-York depuis 1938, sera-t-il envoyé en Espagne ? Les milieux madrilènes réclament le tableau. Des démarches ont été faites auprès de sénateurs américains. Accusé de retarder l'échéance, le musée new-yorkais reste imperturbable. Il garde son chef-d'œuvre en attendant qu'une demande formelle soit présentée par la famille (puisque *Guernica* fait partie de l'héritage Picasso), et par Mᵉ Roland Dumas, l'avocat auquel le peintre avait confié, par écrit, la mission de veiller sur le sort de ce tableau que le gouvernement de Madrid voulait acquérir dès 1969, mais que Picasso a préféré « *donner au peuple espagnol* », en précisant bien qu'il en prendra possession seulement le jour où « *les libertés républicaines seront rétablies* ». Le document signé par Picasso en 1973, trois ans avant sa mort, devant son épouse Jacqueline, avait été confié à Mᵉ Roland Dumas.

Pour l'avocat, la situation en Espagne n'est pas au point où l'on peut se departir de la prudence. De plus, le tableau étant très fragile, la décision de transfert ne devra être prise que lorsque le musée qui recevra *Guernica* sera formellement désigné et une salle prête pour l'accueillir. Mᵉ Dumas et M. William Rubin, directeur du département des peintures et des sculptures du musée d'art moderne de New-York, doivent se rencontrer prochainement pour mettre au point le processus à suivre.

En attendant, plusieurs musées espagnols sont candidats pour recevoir *Guernica* : le musée d'art moderne récemment construit à Madrid et le musée Picasso à Barcelone. La petite ville de Guernica elle-même, qui se contente, pour l'instant, d'une symbolique reproduction photographique, désire recevoir le tableau qui a symbolisé son martyr.

Et à Madrid on ne s'oppose pas à ce que le chef-d'œuvre de Picasso aille au Prado puisque, au moment de la première demande du gouvernement espagnol, il y a neuf ans, une place lui était offerte à proximité des Zurbarran et des Goya.

Bien que le musée d'art moderne de New-York ne consente qu'à regret à laisser partir ce tableau, son porte-parole a maintes fois déclaré que *Guernica* quittera le continent américain, le moment venu, selon les désirs exprimés par Picasso.

Mais quand ? Dans un an ? Dans deux ans ? Auparavant, le musée envisagerait une grande exposition d'œuvres de Picasso, dont les collections américaines, tant publiques que privées, sont particulièrement riches. *Guernica* et la suite de quatre-vingts peintures et dessins préparatoires feront partie de cet ultime hommage d'un musée à un de ses tableaux vedettes, qui a, pendant quarante ans, attiré tant de monde dans ses salles, comme la Joconde au Louvre.

Par la suite, c'est donc un musée espagnol qui récupérera les pouvoirs attractifs de cette image mythifiée. Et ce sera, semble-t-il, le Prado, comme le peintre en avait manifesté le désir de son vivant, nous précise Mᵉ Dumas.

Au terme de l'affaire, Picasso sera donc le seul artiste contemporain au Prado. A côté de son tableau et de ses travaux préparatoires, figurera une autre œuvre vengeresse : *Songes et mensonges de Franco*, ensemble de gravures qui fait obligatoirement partie de l'héritage Picasso pour *Guernica*.

JACQUES MICHEL.

Variétés

Du « yé-yé » au « disco »

(Suite de la première page.)

L'originalité du « disco » ne vient pas de la musique. Dans les années 60, James Brown prônait déjà l'intensité du chant et de la rythmique et, avec un chœur, les Famous Flames, chantait en dansant. Otis Redding et d'autres avec lui comme Rufus et Carla Thomas, Sam and Dave, Booker T., popularisaient le son franc, direct et sans complication des studios Stax de Memphis. Mais dans le « soul », de James Brown comme celui d'Otis Redding, il y avait une sincérité, une conviction, un sentiment ethnique. Dans le « disco », qu'il soit chanté par la chanteuse noire américaine Donna Summer, par Sheila ou par Patrick Juvet, il n'y a qu'un univers de sons synthétisés, neutres où le « break » est interdit.

Le « disco » a connu son grand engouement il y a quelques mois. La plupart des chanteuses et des groupes — les Rolling Stones y compris, — se sont crus obligés d'enregistrer un titre « disco » et tout musicien qui faisaient un succès avec un thème dansant — le guitariste George Benson, par exemple, — était aussitôt classé sous l'étiquette « disco ».

Curieusement, le « disco » est fabriqué essentiellement par les Américains et les Français. En France, Claude Carrière, le manager de Sheila, a transformé l'ancienne fille spirituelle de Jean Nohain, en une sorte d'emblème français du disco à l'étranger : 3 500 000 45 tours de « Singin'in the rain » ont été vendus en Europe et dans certains pays du continent américains. Patrick Juvet a réussi une percée dans le marché américain et d'innombrables groupes comme Boney M. ont surgi, réalisé des chiffres de vente record et donné, un temps, l'illusion de faire partie d'une vague un peu comparable à celle du « yé-yé », au début des années 60.

CLAUDE FLÉOUTER.

Le Fonds international pour la promotion de la culture veut encourager les musiques non européennes

Plus de 4 millions de dollars de contributions reçues et quinze projets financés : tel est le bilan récent du Fonds international pour la promotion de la culture, créé sous l'égide de l'UNESCO en mars 1976 (le Monde *du 13 février 1976*).

L'essentiel des contributions du Fonds provient de dons de gouvernements (Venezuela, Iran, Arabie Saoudite) et de fondations privées (Gulbenkian, Lee, Agnelli, etc.). Les quinze opérations approuvées représentent un total de 4 00 000 dollars. Sur la centaine de projets qui leur ont été soumis, les administrateurs du Fonds se sont efforcés de choisir d'abord des opérations couvrant toutes les régions du globe (et dans des pays industrialisés comme dans des pays sous-développés) et, autant que possible, mettant en œuvre une coopération internationale.

Les uns sont destinés à la formation des spécialistes : « designers », en Inde (où sera créé un institut national), et interprètes de spectacles pour toute l'Afrique et les pays américains touchés par des influences africaines, à Dakar (avec l'aide de Maurice Béjart), création d'un atelier-école de télévision à Caracas (Venezuela), formation d'animateurs culturels pour la préservation de la médina de Fès (Maroc) par ses habitants. D'autres projets concourent à la préservation d'héritages culturels (recherche des traces des cultures précoloniales en mer des Célèbes) ou du cadre de vie (aide à des associations françaises et suisses qui veulent mener une campagne d'animation sur ce thème dans le Jura).

Le Fonds va aider, d'autre part, à la création artistique elle-même, en fondant un prix du court métrage pour les élèves de l'Institut africain d'éducation cinématographique d'Ouagadougou, en soutenant un enseignement des musiques non européennes à la Fondation Cini de Venise, et un centre d'expérimentation artistique de la Fondation Civitas au Chili. Il s'intéresse aussi à la « production » culturelle : il va étudier le lancement d'une société d'économie mixte pour l'édition de livres, disques, cassettes en Colombie, et d'une société internationale de production dans les Caraïbes. Il va aussi financer l'étude d'un centre pour le développement de l'artisanat et de l'art populaire au Portugal.

Enfin, le Fonds va organiser deux réunions d'études sur le financement du développement culturel, l'une portant sur le rôle des banques et l'autre sur le cas des pays arabes. — G. H.

Notes

Disques

Un dernier boogie pour Raschaan-Roland Kirk

Il y a quelques mois, Raschaan-Roland Kirk mourait à l'âge de quarante et un ans des suites d'une hémiplégie qui lui avait paralysé le côté droit depuis 1975. Enregistré quelques mois avant sa disparition, l'album « Boogie woogie string along for real » sort aujourd'hui ; on y retrouve ce goût qu'avait le musicien pour le blues, le gospel, tout ce sur quoi repose ce qu'il appelait la musique classique noire, plutôt que jazz. Raschaan y a écrit des arrangements pour grand orchestre à cordes, entre autres, et il joue du saxophone d'une seule main. A la suite de son accident, il avait appris à jouer d'instruments spécialement conçus pour lui, comme cette flûte traversière recourbée lui permettant de la tenir verticalement, les doigts actionnant les touches.

Ce dernier enregistrement exemplaire est là pour prouver que rien n'aura pu arrêter sa détermination, sa rage de créer. Raschaan-Roland Kirk n'était pas seulement ce personnage extravagant qui parlait dans sa flûte, jouait de trois saxophones à la fois et portait autour de son cou mille et un ustensiles, du manzalo à la flûte à nez. Non content d'être le plus swingant des flûtistes de l'histoire du jazz, il s'est voulu polyinstrumentiste et s'est exprimé dans toutes les formes du jazz. La devise : « Ancient to the future » (« Du passé au futur ») que brandissent aujourd'hui les musiciens de Chicago, comme ceux de l'Art Ensemble, Kirk l'avait fait sienne depuis longtemps, et c'est en ce sens qu'il a été un précurseur.

PAUL-ÉTIENNE RAZOU.

★ *Boogie woogie string along for real* (Atlantic), distribution WEA. Tous autres disques chez Atlantic et Warner Bros.

SPECTACLES

théâtres

Comédie Caumartin, 21 h. : Boeing-Boeing.

Daunou, 21 h. : les Bâtards.

Essaïon, 18 h. 30 : les Lettres de la religieuse portugaise ; 22 h. : L'empereur s'appelle Dromadaire.

Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.

Le Lucernaire, 18 h. 30 : Théâtre de chambre ; 20 h. 30 : Punk et punk et colegram ; 22 h. : C'est pas moi qui ai commencé. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : le Fauteuil ; 20 h. 30 : Lady Pénélope ; 22 h. : la Musica.

Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi, Céline.

Saint-Georges, 20 h. 45 : Patate.

Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Il était la Belgique... une fois.

Théâtre Marie-Stuart, 21 h. : Je suis longtemps resté sur les remparts de Chypre...

Les concerts

Lucernaire, 21 h. : J.-C. Dalzon, flûte ; P. Grapeloupe-Salicetti, piano ; F. Lieutaud, harpe, et A. Bartelloni, mezzo-soprano (Mozart, Bach, Roussel, Ibert, Sciortino, Gaubert, Gony).

Lundi 4 septembre

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Y a du va-et-vient dans l'ouverture.

Deux-Anes, 21 h. : Le con t'es bon.

Jazz, pop', rock et folk

Caveau de la Huchette, 21 h. : Gérard Badini.

Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : Didier Lockwood et François Faton-Cahen ; 22 h. : Azuquita.

Théâtre Campagne-Première, 18 h. 30 : Mozama ; 20 h. 30 : Sugar Blue's Band ; 22 h. 30 : Sugar Blue.

Théâtre Marie-Stuart, 18 h. 30 : Guest et Synchro Rythmic.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot, relâche.

Beaubourg, Les burlesques, les comiques et les comédies (écoles française et américaine), 15 h. : les Fiancés en folie, de Buster Keaton ; 17 h. : les Joies du mariage ; 19 h. : Million Dollar Legs, d'E. Cline.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE Mr GOODBAR (A., v.o.) (**) : Balzac, 8e (359-72-70)

ANNIE HALL (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).

L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

AROUND THE STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e

LE BOIS DE BOULEAUX (Pol. v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82)

BRIGADE MONDAINE (Fr.) (**) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Mistral, 14e (539-52-43)

CAPRICORNE ONE (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70)

LE CONTINENT FANTASTIQUE (Esp., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LE CANDIDAT AU POIL (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70), La Royale, 8e (265-82-66), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

LE CONVOI (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Murat, 16e (288-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33)

DAMIEN, LA MALEDICTION II (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40), Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Athéna, 12e (343-07-48), Fauvette, 13e (331-56-86), Wepler, 18e (387-50-70)

DRIVER (A., v.o.) (*) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25), Secrétan, 19e (206-71-33)

EXHIBITION II (Fr.) (**) Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03)

LA FEMME LIBRE (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32)

LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A., v.o.) (**) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Maxéville, 9e (770-72-86) Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02)

GOODBYE, EMMANUELLE (Fr.) (**) Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34).

LES GUERRIERS DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rotonde, 6e (633-08-22)

HITLER, UN FILM D'ALLEMAGNE (All., v.o.), 4 parties : La Pagode, 7e (705-12-15).

ILS SONT FOUS CES SORCIERS (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36) ; Balzac, 8e (359-52-70).

L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86)

INTERIEUR D'UN COUVENT (It., v.o.) (**) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).

Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80)

JULIA (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).

LAST WALTZ (A., v.o.) : Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Le Broadway, 16e (527-41-16).

LES MAINS DANS LES POCHES (A., v.o.) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : ABC, 2e (236-55-54) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

LE MATAMORE (It., v.o.) Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Le Parnassien, 14e (329-83-11).

MERCREDI APRES-MIDI (A., v.f.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43)

LE MERDIER (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90)

MESDAMES ET MESSIEURS, BONSOIR (It., v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62)

MŒURS CACHEES DE LA BOURGEOISIE (It., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Tourelles, 20e (636-51-98) (sf mardi)

NOS HEROS REUSSIRONT-ILS... ? (It., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).

LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

LA PETITE (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23).

Les films nouveaux

MOLIERE, film français d'Ariane Mnouchkine : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

DOSSIER 51, film français de Michel Deville : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Cambronne, 15e (734-42-96)

L'ORDRE ET LA SECURITE DU MONDE, film américain de Claude d'Anna, v.o. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Napoléon, 17e (380-41-46)

MON PREMIER AMOUR, film français d'Elie Chouraqui : Richelieu, 2e (233-56-70), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)

MELODIE POUR UN TUEUR, film américain de James Toback (**) v.o. : Médicis, 5e (633-25-97) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)

DIEU MERCI, C'EST VENDREDI, film américain de Robert Klane, v.o. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Murat, 16e (288-99-75) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

TROCADERO, CITRON BLEU, film français de Michaël Schock : Quintette, 5e (033-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LE TRIANGLE DE VENUS, film américain de H. Frank (**) v.o. : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17)

DIALOGUE DE FEU, film américain de Lamont Johnson, v.f. : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Calypso, 17e (754-10-68) ; Images, 18e (522-47-94)

JESUS DE NAZARETH (It., v.f.), 2 parties : Madeleine, 8e (073-56-03)

LE JEU DE LA MORT (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

LE JEU DE LA POMME (Tch., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)

JEUNE ET INNOCENT (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81)

JE SUIS TIMIDE, MAIS JE ME SOIGNE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ;

LA PETITE FILLE EN VELOURS BLEU (Fr.) Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Mistral, 14e (539-52-43), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Murat, 16e (288-99-75), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

PORTRAIT D'ENFANCE (Ang., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42)

PROMENADE AU PAYS DE LA VIEILLESSE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86)

RETOUR (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42)

REVE DE SINGE (It., v. ang.) (**) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82)

ROBERT ET ROBERT (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Parnassien, 14e (329-83-11).

LES ROUTES DU SUD (Fr.) Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90)

SOLEIL DES HYENES (Tun., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).

LE SOURIRE AUX LARMES (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marignan, 8e (359-92-82), Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), France-Elysées, 8e (723-71-11) Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

UNE NUIT TRES MORALE (Hong., v.o.) (*) : Bonaparte, 6e (326-12-12), Marbeuf, 8e (225-47-19)

VAS-Y MAMAN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Impérial, 2e (742-72-52), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bosquet, 7e (551-44-11), Colisée, 8e (359-29-46), George-V, 8e (225-41-46), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

VIOLETTE NOZIERE (Fr.) (*) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).

XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), Studio Raspail, 14e (320-38-98)

LES YEUX BANDES (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), Olympic, 14e (542-67-42)

AFFREUX, SALES ET MECHANTS (It., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78) ; Le Parnassien, 14e (329-83-11).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76).

LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

LE COUTEAU DANS L'EAU (Pol., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04)

LE DECAMERON (It., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60)

LA DERNIERE CORVEE (A., v.o.) : Théâtre-Présent, 19e (203-02-55)

2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Madeleine, 8e (073-56-03)

LA GRANDE BOUFFE (It., v.o.) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).

J'AI LE DROIT DE VIVRE (A., v.f.) : Palais des Glaces, 10e (607-49-93), J et L.

JONATHAN LIVINGSTON LE GOELAND (A., v.o.) : Studio Dominique, 7e (705-04-55), mat.

LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).

MAMA ROMA (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34)

MEAN STREETS (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-39-19).

NOUS SOMMES TOUS DES VOLEURS (A., v.o.) : Palais des Glaces, 10e V et Ma

ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Omnia, 2e (233-39-36) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Cambronne, 15e (734-42-96)

PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e.

PARADE (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (544-46-85)

LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00)

LES PETITES MARGUERITES (Tch., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).

PHARAON (Pol., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23)

PLUMES DE CHEVAL (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; New-Yorker, 9e (770-63-40)

LE POINT DE NON RETOUR (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77)

LE RETOUR DE L'ABOMINABLE DOCTEUR PHIBES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

ROCKY HORROR PICTURE SHOW (Ang., v.o.) : Acacias, 17e (754-97-83).

ROMEO ET JULIETTE (Ang.-It., v.o.) : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29)

LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40).

SILENT RUNNING (A., v.o.) : Studio Bertrand 7e

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) Luxembourg, 6e.

LE TROISIEME HOMME (A., v.o.) : Kinopanorama 15e (306-50-50).

L'ULTIME RAZZIA (A., v.o.) : Palais des Glaces, 10e Me et Sam

UN ETE 42 (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).

VENEZ DONC PRENDRE LE CAFE CHEZ NOUS (It., v.o.) : Le Parnassien 14e (329-83-11)

LA VENGEANCE AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

LE VIEUX FUSIL (Fr.) : Eldorado, 10e (208-18-78).

Les festivals

M. MONROE (v.o.), Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93). 15 h. : Marilyn ; 16 h. 45 : la Pêche au trésor ; 18 h. 30 : la Rivière sans retour ; 20 h. 15 : Niagara ; 22 h. : Misfits

CLASSIQUES DU CINEMA FRANÇAIS, La Pagode, 7e (705-12-15) : la Règle du jeu.

C. SAURA (v.o.), Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Anna et les loups.

DAUMESNIL (v.o.), 12e (343-52-97), 16 h., 21 h. : Monty Python ; 17 h. 30 : Dr Folamour ; 19 h. : Nos plus belles années ; 22 h. 30 : El Topo.

FILMS OUBLIES DES GRANDS METTEURS EN SCENE (v.o.), Action République, 11e (805-51-33) : Model Shop.

J. FORD (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : L'aigle vole au soleil.

M. BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Une nuit à l'Opéra.

I. BERGMAN (v.o.), Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25) : le Visage.

AMERICAINES STORY (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : African Queen.

J. TATI, Champollion, 5e (033-51-60) : Jour de fête.

AMOUR, EROTISME ET SEXUALITE (v.o.), Le Seine (325-95-99), I : 12 h. 30, Je, tu, il, elle ; 14 h. : Anatomie d'un rapport ; 16 h. : Dehors, dedans ; 18 h. : Cet obscur objet du désir ; 20 h. : Une petite culotte pour l'été ; 22 h. : le Casanova de Fellini. — II. 14 h. 30 : le Regard ; 16 h. 20 : Bilitis ; 18 h. 20 : Malicia ; 20 h. 20 : Vices privés, vertus publiques ; 22 h. : Valentino.

BOITE A FILMS (v.o.), 17e (754-51-50), I : 13 h. 10 : les Diables ; 15 h. 10 : le Dernier Tango à Paris ; 17 h. 15 : Valentino ; 19 h. 30 : le Tournant de la vie ; 21 h. 30 : Salo. — II. 13 h. : Easy Rider ; 14 h. 35 : Frankenstein Junior ; 16 h. 20 : Panique à Needle-Park ; 18 h. 15 : Cabaret ; 20 h. 10 : Mort à Venise ; 22 h. 15 : Delivrance.

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) (*) : Luxembourg, 6e (633-97-77) 10 h., 12 h., 24 h., Dominique, 7e (705-04-55), 20 h., 22 h.

L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

DERSOU OUZALA (Sov., v.f.) : Tourelles, 20e (636-51-98), mardi, 21 h.

EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 12 h., 23 h. 45.

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h., 24 h.

INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 20.

LE KNACK (A., v.o.) : Lucernaire, 6e, 12 h., 23 h. 50.

LE MILLION (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15), 14 h.

NE VOUS RETOURNEZ PAS (Ang., v.o.) : Olympic, 14e, 18 h.

PARIS VU PAR... (Fr.) : Olympic, 14e, 18 h.

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h., 24 h.

LA SALAMANDRE (Suis.) : Olympic, 14e, 18 h.

THE NICKEL RIDE (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mardi 21 h.

TROMPE L'ŒIL (A., v.o.) : Olympic, 14e, 18 h.



RADIO-TÉLÉVISION

VU

Guy Béart de toutes les couleurs

Si Geneviève Dormann n'avait pas été là pour brouiller les cartes, Guy Béart dans le rôle de « L'homme en question » aurait probablement joué un jeu unique, sans risques et sans éclats. Ses envolées morales gentiment entretenues par Jean-Louis Barrault (toujours passionné et philosophant) et Georges Suffert (toujours matois et patelin) se seraient enroulées en délicates volutes au-dessus d'une émission ronronnante et contente.

Mais on a échappé au Café du Commerce de la bonne pensée, de la bonne camaderie et du bon sentiment. Car attaqué sur sa « pédanterie », sur l'intellectualisme de ses nouvelles chansons, Guy Béart a su esquiver les coups, révélant par là même une malice vaguement agressive qu'il ne souhaitait peut-être pas laisser entrevoir. Car il s'est montré très habile, intelligent comme on l'attendait, n'a pas voulu d'autoportrait, n'a pas parlé de sa vie. Il s'est surtout caché derrière des professions de foi et d'amour, préférant « être les autres », et s'effacer.

Wolinski, qui n'a pas demandé grand-chose, car, disait-il, « je n'ai pas de questions à poser aux gens que j'aime », a quand même eu un reproche (Guy Béart aime tout le monde) et une réflexion appropriée. Pour lui, ce qui compte dans ce genre de portrait, ce n'est pas ce qu'on dit, mais l'impression qu'on donne : « Bidon ou pas bidon ? » La réponse pour Guy Béart est comme le personnage : complexe, de toutes les couleurs. On s'agace un peu qu'il parle tant de fraternité, de bonté, on ne sait pas si on le croit.

Mais on aime qu'il soit discret, qu'il se dérobe. Et puis la sincérité du chanteur, c'est chanter la gaieté sur scène en oubliant qu'on est lourd d'une journée. Ce qui importait dans l'émission, c'était ce qu'il explique : « J'ai voulu tout dire en chansons » — et qu'il sache les taire. On comprend qu'il veuille des refrains sans auteur, repris par le public et dans la rue, on ne lui en voudra pas de cette fierté-là.

CLAIRE DEVARRIEUX.

● *Une délégation de la radio-télévision chinoise en France.* — Une délégation de la radio-télévision chinoise est arrivée vendredi 1er septembre à Paris pour une visite en France qui durera jusqu'au 13 septembre. La délégation, conduite par MM. Li Lien-ching, directeur adjoint de l'administration générale de radiodiffusion de Chine, et Li Yuan-ju, vice-ministre chargé de la radio et de la télévision, est l'invitée — pour les sociétés françaises de l'audiovisuel — de M. Guillaud, président-directeur général de TF 1, et également celle de M. Esper, délégué ministériel aux techniques audiovisuelles. Elle s'informera des possibilités de coopération sur le plan technique et d'échanges en ce qui concerne les programmes.

Régis Debray et le film sur Cuba

Nous recevons de M. Régis Debray la mise au point suivante, au sujet de sa participation au film de Frank Cassenti, sur le Festival de la jeunesse à Cuba, qu'Antenne 2 a décidé, le 30 août, de ne pas diffuser :

Stupéfait de me voir promu au fil des jours auteur de cinéma, me voici à la fin forcé de rétablir l'humble vérité des faits.

1) Je ne suis et n'ai jamais été l'auteur du commentaire, car je n'ai pas l'habitude de témoigner d'événements auxquels je n'ai pas assisté. Un empêchement personnel ne m'ayant pas permis, à la dernière minute, de me rendre à La Havane au moment voulu, ma collaboration dans ce domaine s'est limitée à traduire en français deux admirables citations du Che et de Fidel Castro présentes dans la bande-son.

2) Il avait été entendu, lorsque Frank Cassenti m'avait présenté à Jean-Pierre Elkabbach à la fin juillet, que je devais lui faciliter le travail sur place dans la mesure de mes contacts et de mes moyens. Si mon effacement involontaire a pu déjouer les attentes d'Antenne 2 en restreignant ma participation, l'auteur du film n'en porte nullement la responsabilité, mais moi seul.

3) Cassenti a filmé ce qu'il a vu : non l'histoire d'une révolution, mais le déroulement d'un festival. On peut trouver la première plus intéressante que le second, mais on ne peut pas récuser les images d'un festival simplement parce qu'on n'aime pas la réalité d'une révolution. Que la révolution cubaine puisse s'exprimer aussi par la musique, la danse et la joie, c'est déjà en soi une information politique. C'est donc bien un acte politique que d'en priver les téléspectateurs. Comme est politique ma solidarité, sur le fond de l'affaire, avec Cassenti, dont le beau film se défend fort bien tout seul.

LUNDI 4 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

18 h. 15, Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe du commandant Cousteau (L'énigme du « Britannic »).

Le commandant Cousteau est parti à la recherche de l'épave du Britannic, *coulé mystérieusement en 1916. Il a retrouvé aussi un témoin, une vieille dame de quatre-vingt-cinq ans, alors infirmière sur le navire anglais.*

19 h. 10, Jeunes pratique ; 19 h. 40, Les chemins de la renommée.

Comme chaque jour, Arthur Conte évoque un personnage célèbre. Aujourd'hui : Winston Churchill.

20 h., Journal ;

20 h. 30, FILM : DUEL DANS LE PACIFIQUE, de J. Boorman (1968), avec L. Marvin et T. Mifune (rediff.).

En 1944, sur une île déserte du Pacifique, deux naufragés, un soldat japonais et un soldat américain, sont obligés de vivre ensemble.

Un sujet en or, l'esthétisme de Boorman et la rencontre de deux monstres sacrés.

22 h. 10, Portrait : Les grandes personnes, de J. Frapat (Cueco-Sophie).

Sophie, qui veut être plus tard pharmacienne, face à Henri Cueco, peintre réaliste moderne — un provocateur aussi. — Un artiste ? Sophie ne peut pas le croire, elle se moque de lui. Balayeur plutôt, ou éboueur...

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club ; 20 h., Journal ;

20 h. 30, Variétés : Mosaïque ; 21 h. 35, Emission littéraire : Lire, c'est vivre, de P. Dumayet, réal. G. Follin. « Les Cahiers de Malte Laurids Brigge », de Rainer Maria Rilke.

Avec Bernard Privat, Pierre Desgraupes, Andrée Chedid, Karine Bériot (écrivains), Christine Tremblay (infirmière), Pierre Le Rumeur (comédien).

22 h. 35, Sport : Catch à quatre ; 23 h. 5, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : L'Eglise catholique présente : l'enseignement technique (espoir ou dépotoir ?) ; 19 h. 10, Feuilleton : Le chevalier de cœur ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : ALERTE A LA BOMBE, de J. Guillermin (1972), avec C. Heston, Y. Mimieux, J. Brolin, C. Akins, J. Crain, S. Dey, R. Grier.

A la suite d'une alerte à la bombe, l'équipage et les passagers d'un avion de ligne américain s'efforcent de découvrir le pirate de l'air qui se trouve parmi eux.

Un suspense assez habile. Une mise en scène insistante et poussive.

22 h. 10, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Carte blanche : « la Voleuse de bigoudis », d'Y. Navarre, avec P. Trabaud et R. Blaess (redif.) ; 21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : « Rencontres hassidiques » ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : les expositions de l'été.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Perspectives du vingtième siècle : « la Journée de l'existence » (Wychnegradsky), création ; œuvres de Wagner et Sriabine, par le Nouvel Orchestre philharmonique, direction A. Myrat ;

22 h. 30, Mémoire d'un grenier : « la Jeune Fille et la Mort » (Schubert) ; « Dies irae » (Penderecki).

MARDI 5 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Feuilleton : Docteur Caraïbes ; 13 h., Journal ; 18 h. 35, Acilion et sa bande ; 14 h. 35, Série : Peyton Place ; 19 h. 10, Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe du commandant Cousteau (le butin de Pergame) ; 19 h. 10, Jeunes pratique ; 19 h. 40, Les chemins de la renommée.

Arthur Conte évoque la vie de la comédienne Françoise Rosay, disparue en 1974.

20 h., Journal ; 20 h. 30, Téléfilm canadien : La poursuite mystérieuse, de J. Lafleur et P. Svatek.

Pierre et Catou, deux orphelins, découvrent par hasard la filière empruntée par des voleurs de diamants. Mais personne ne veut les croire...

22 h., Reportage : La France de Michelet, de R. Girardet, réal. Cl.-J. Philippe.

Au lieu d'un portrait de Michelet, on entend la récitation ânonnée de son tableau de la France féodale. Voilà ce texte d'un lyrisme admirable découpé pour servir de commentaire à une série de diapositives.

22 h. 50, Journal.

CHAINE II : A 2

15 h., Aujourd'hui, madame : le vaudeville ; 16 h., Série : Moïse (2e épisode) ; 16 h. 55, Sports : Championnats d'Europe de ski nautique ; 17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie (la rentrée des classes) ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club (avec Sacha Distel, Nicolas Peyrac, Linda Ronstadt).

20 h., Journal ; 20 h. 35, Les dossiers de l'écran : FILM : SPECIALE PREMIERE, de B. Wilder (1974), avec J. Lemmon, W. Matthau, C. Burnett, S. Sarandon, V. Gardenia.

Un journaliste de Chicago a décidé d'abandonner le métier pour se marier. Il est manipulé par son rédacteur en chef, qui veut obtenir de lui un reportage sensationnel.

D'après une pièce de théâtre célèbre, une étincelante et corrosive comédie de mœurs, magnifiquement interprétée.

Vers 22 h., Débat : Faits divers et chiens écrasés.

Avec MM. R. Colombani, rédacteur en chef adjoint au Matin de Paris ; *J. Laborde, journaliste à* l'Aurore ; *M. Montarron, fondateur de* Détective ; *P. Merindol, du* Progrès de Lyon ; *J.-M. Pontaut, du* Point ; *R. Soulé, de* France-Soir ; *J. d'Ormesson, ancien directeur du* Figaro.

23 h. 35, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : le Centre féminin d'études et d'information ; 19 h. 10, Feuilleton : Le chevalier de cœur ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM : LE DEFI DE TARZAN, de R. Day (1963), avec J. Mahoney, W. Strode, R. Der, T. Kobayashi.

Dans une contrée du Sud-Est asiatique, Tarzan se fait le champion d'un jeune prêtre-roi que son oncle veut déposséder.

Aventures exotiques qui n'ont plus grand-chose à voir avec le mythe de Tarzan. Splendides paysages de Thaïlande.

21 h. 55, Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Uccio Esposito-Torrigiani (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales... Inde vivante : les castes et le non-attachement ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Le jardin des sens ; à 8 h. 32, Pierre Leroux, précurseur du socialisme ; à 8 h. 50, Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7, Théâtre sacré et civilisation ; 10 h. 45, Etranger mon ami : « Nuit glacée », de Pa Kin ; 11 h. 2, 1878, année décisive ; L'histoire du premier siècle phonographique ; 12 h. 5, Ainsi va le monde... Agora ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Libre parcours variétés ;

14 h. 5, Un livre, des voix : « les Femmes de la pluie », de S. Prou ; 14 h. 47, Géométrie variable... Mais où sont les radios d'antan : la radio de création ; 16 h., Match : Comment réformer l'enseignement de l'architecture ; 16 h. 25, Ne quittez pas l'écoute ; 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 32, Satie retrouvé par le disque ; 18 h. 30, Feuilleton : « Bivouac sur la lune », de N. Mailer (redif.) ; 19 h. 25, Jules Verne : Un porte-parole, le capitaine Nemo ;

20 h., Dialogue : « Le nucléaire maintenant ou jamais », avec André Gauvenet et Jean-Louis Gergorin ; 21 h. 15, Musiques de notre temps : entretien avec B. Bonaldi ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : Les expositions de l'été.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Estivales ; 12 h., Interférences (et à 13 h. 15) ; 12 h. 40, Jazz classique ;

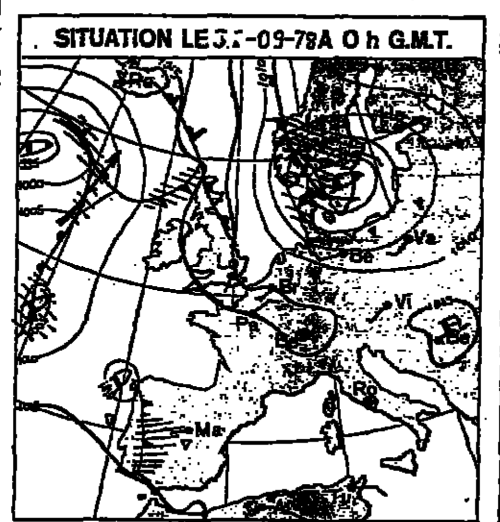
14 h., Divertimento : Helmesberger, Seiter, Kalman, J. Strauss, Ziehrer ; 14 h. 30, Triptyque... Prélude : Albeniz, Falla, Halffter ; à 15 h. 32, Musiques d'autrefois... Concert Ignaz Pleyel ; à 17 h., Postlude : Chostakovitch, Scriabine ; 18 h. 2, Musiques magazine... Musique folklorique, ethnique, non écrite et extra-européenne ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Informations festivals ;

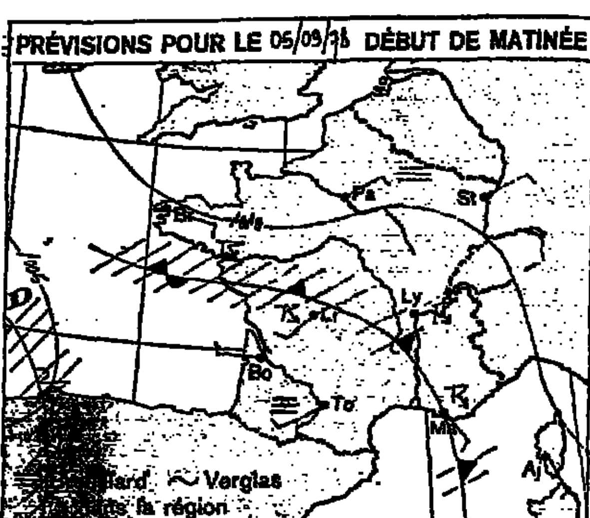
20 h. 30, Festival de Salzbourg... Récital « Duo en la majeur » (Schubert) ; « Sonate pour violon et piano en la majeur » (Fauré), par P. Zuckermann, violon, et M. Neikrug, piano ;

22 h. 30, France-Musique la nuit... Mémoires d'un grenier : boîte à dentelles (Pergolèse) ; à 23 h., Jour J de la musique ; à 23 h. 15, Nouveaux talents premiers sillons ; à 0 h. 5, Le regard des pierres (Stockhausen, Takemitsu, Chion).

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ averses orages ➞ Sens de la marche des fronts
Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 4 septembre à 0 heure et le mardi 5 septembre à 24 heures :

Le champ de pressions s'affaiblira sur le sud-ouest de l'Europe tandis que des perturbations océaniques traverseront la péninsule Ibérique et atteindront la France en prenant un caractère orageux.

Mardi, ces perturbations toucheront principalement la moitié sud du pays en donnant un temps souvent très nuageux, avec des pluies passagères ou des averses éparses accompagnées d'orages. Ces nuages et ces précipitations pourront s'étendre à travers le Bassin parisien et la Bretagne, où des éclaircies assez belles se produiront encore en début de journée. Elles épargneront le Nord et l'extrême Nord-Est, qui bénéficieront d'un temps assez ensoleillé, après la disparition de quelques brumes matinales. En général, les vents seront faibles ou modérés, mais de fortes rafales accompagneront les orages. Les températures maximales resteront assez élevées.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Ajaccio, 25 et 13 degrés ; Biarritz, 27 et 16 ; Bordeaux, 26 et 13 ; Brest, 20 et 9 ; Caen, 21 et 6 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 23 et 9 ; Dijon, 22 et 8 ; Grenoble, 24 et 8 ; Lille, 19 et 6 ; Lyon, 22 et 8 ; Marseille, 27 et 15 ; Nancy, 20 et 4 ; Nantes, 25 et 13 ; Nice, 24 et 17 ; Paris-Le Bourget, 21 et 6 ; Pau, 28 et 16 ; Perpignan, 25 et 15 ; Rennes, 23 et 10 ; Strasbourg, 20 et 6 ; Tours, 23 et 10 ; Toulouse, 28 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 19 degrés ; Amsterdam, 17 et 12 ; Athènes, 27 et 20 ; Berlin, 15 et 10 ; Bonn, 18 et 10 ; Bruxelles, 19 et 10 ; îles Canaries, 26 et 19 ; Copenhague, 17 et 10 ; Genève, 20 et 7 ; Lisbonne, 24 et 18 ; Londres, 21 et 9 ; Madrid, 29 et 15 ; Moscou, 16 et 9 ; New-York, 27 et 20 ; Palma-de-Majorque, 29 et 18 ; Rome, 26 et 15 ; Stockholm, 13 et 11.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 3 septembre 1978 :

UN DECRET

● Pris pour l'application aux chirurgiens-dentistes de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles.

UN ARRETE

● Portant approbation de fusions et de modifications de compétence territoriale de caisses interprofessionnelles d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales.

Transports

BUSPHONE DE SAINT-CLOUD : SERVICE MODIFIÉ

La desserte de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) est assurée : du lundi au vendredi, de 7 h. 15 à 19 h. 30 ; le samedi, de 7 h. 15 à 12 h. 30.

Aux heures de pointe (7 h. 30-9 heures et 16 h. 30 - 19 h. 30), le service est réservé à des circuits à itinéraires fixes. Aux heures creuses (9 heures - 16 h. 30), le busphone assure, sur appel préalable, des trajets « à la demande ». Les appels téléphoniques sont reçus de 8 h. 45 à 16 heures. Une nouvelle tarification est appliquée.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 169

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II					■				
III		■							
IV					■		■		
V							■		
VI			■		■				
VII				■		■		■	
VIII	■								■
IX									
X					■	■			
XI		■					■		

HORIZONTALEMENT

I. Appareil utilisé pour le contrôle des courses. — II. N'ont que de mouvantes limites ; Bouché quand on reste assis. — III. Ils sont à battre ! — IV. Avoir une attitude très attachante ; Trou. — V. Commis par Montaigne ; Ignore résolument la grande presse. — VI. Morceau de musique ; Provoqua un attendrissement. — VII. Travail de représentants. — VIII. Qu'on trouvera à l'intérieur. — IX. Imitera un corvidé. — X. Ne dépasse parfois pas le mollet ; Etait grand en Perse. — XI. Défaite prussienne ; Orientation.

VERTICALEMENT

1. Si on le fait bouillir, c'est parce qu'il nous fait suer ; Folâtre avec les poules ou travaille avec les cocottes. — 2. Symbole ; Ville d'Auvergne. — 3. Sifflé par celui qui l'apprécie ; Véritablement incroyable. — 4. Col dur ; Peut réveiller quand il est fort. — 5. Pronom. — 6. Pays peuplé de rats ; Fin pour un savant. — 7. Jadis invoqué ; Perdre son temps. — 8. Réclamé par un auditoire mécontent ; Enflammait ses victimes. — 9. Indique que l'on a envie d'en savoir plus ; Sort quand on frappe.

Solution du problème n° 2 168

Horizontalement

I. Tamponner. — II. Railleuse. — III. Naïveté. — IV. Otée. — V. Sot ; Rusés. — VI. Huer ; El. — VII. Radieux. — VIII. Maisons. — IX. Eres ; Or. — X. Ré ; Iguane. — XI. Sosies.

Verticalement

1. Transhumer. — 2. As ; Où ? ; Ares. — 3. Minoterie. — 4. Plat ; Rassis. — 5. Olier ; Do ; G.I. — 6. Neveu ; Indue. — 7. Nue ; Sées ; As. — 8. Est ; Elu ; On. — 9. Réels ; Xérès.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	115 F	210 F	305 F	400 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	205 F	390 F	575 F	760 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	143 F	265 F	388 F	510 F
II. — TUNISIE	180 F	340 F	500 F	660 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CARNET

Naissances

— M. Michel BAYART et Mme, née Labate Jacqueline, et Stéphanie, ont la joie d'annoncer la naissance de

Sophie,

le 30 août 1978.
27, chemin des Bas-Rochers, 91620 La Ville-du-Bois.

— M. Jean-Luc SCEMAMA et Mme, née Schwartz Martine, ont la joie d'annoncer la naissance de

Elodie,

le 31 août 1978.
119, rue de la Tour, 75016 Paris.

Fiançailles

le vicomte Hervé BESANCENOT
et
la princesse Isabelle de MERODE,
sont très heureux de faire part de leurs fiançailles.

Mariages

— M. François MAUNOURY et Mme, née Chantal Semen,
Le lieutenant-colonel (S.R.) Henri CHAUVIN et Mme, née Marie-Odile Barthélemy,
ont la joie d'annoncer le mariage de

Michel MAUNOURY
et
Isabelle CHAUVIN,

qui sera célébré à Tours le 9 septembre, à 15 h. 30, en l'église Saint-Jean de Montjoyeux.
70, avenue de Villiers, 75017 Paris.
50, Le Grand-Cèdre, 37170 Saint-Avertin.

— On nous prie d'annoncer le mariage de

Mlle Marie Paule SCOTTO d'APOLLONIA
avec
M. Jean-Louis ZOEL,
ingénieur des Arts et Manufactures, élève de l'Ecole nationale d'administration.

La bénédiction nuptiale leur a été donnée le samedi 26 août 1978, à 10 h. 30, en l'église de Tesson (Charente-Maritime).

— M. et Mme Jean-Baptiste GAUTHIER,
M. et Mme Marcel SIMONNET,
sont heureux d'annoncer le mariage de

Anne-Marie et Emmanuel,

qui sera célébré le 9 septembre, à Vauvenargues.
« Ferme de guerre », 13126 Vauvenargues.
11, place des Quatre-Dauphins, 13000 Aix-en-Provence.

Décès

— Châtellerault (86).
On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jacques BARDON,
conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu en son domicile, 10, avenue Georges-Clemenceau, le 30 août 1978, à l'âge de soixante-huit ans.

Selon les volontés du défunt les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église de Mouthoiron (86), suivies de l'inhumation dans le cimetière de la commune.

De la part de :
Son filleul,
Et de tous ses amis.

[Né le 25 janvier 1910 à Châtellerault (Vienne), licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, Jacques Bardon a été rédacteur au ministère de l'intérieur (1932), inspecteur des services administratifs (1941), inspecteur de l'administration (1948) et inspecteur général (1952), il est devenu, en 1966, conseiller maître à la Cour des comptes.]

— Nous apprenons le décès de
M. Georges CHAMBON,
officier de la Légion d'honneur.

[Né en 1902 à Château-Chinon, ancien élève de l'École polytechnique, Georges Chambon entra en 1924 chez Schneider au Havre. Directeur général, puis administrateur et vice-président des Forges et Ateliers du Creusot, il fut membre du comité de direction de Schneider et Cie, président de la société Ernault-Somua. De 1965 à 1972, il occupa la présidence de la Chambre syndicale des producteurs d'aciers fins et spéciaux et de la Chambre syndicale de la grosse forge.]

— Mme René Fillon,
M. Alain Fillon et son fils Alexandre,
M. François Fillon,
Mme Georgette Fillon,
M. et Mme Lucien Robert,
Mme Claude Robert,
Mlle Marie-Anne Muller,
ont la tristesse de faire part du décès, le dimanche 27 août 1978, de

M. René FILLON,
officier de la Légion d'honneur.

L'inhumation a eu lieu le 31 août, à Villeraugue (Gard).
Cet avis tient lieu de faire-part.
18, rue de Bourgogne, 75007 Paris.



— M. Isaac LAUFER,
officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médaillé militaire,

est décédé dans sa quatre-vingt-treizième année, le 2 septembre 1978, à Marest-sur-Matz (Oise).

L'inhumation aura lieu le 5 septembre au cimetière de Marest-sur-Matz.

Réunion à la maison mortuaire, à 15 heures.

De la part de :
Mme Laufer, née Georgette Couvercelle,
Et de toute la famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Le Pont-Carnotte, 28, rue de Compiègne, 60490 Marest-sur-Matz.
62 bis, rue Damrémont, 75018 Paris.

— Nous apprenons le décès du contre-amiral
Adolphe LEPOTIER,
dont les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

[Né le 1er février 1898 à Nantes (Loire-Atlantique) et ancien élève de Navale, Adolphe Lepotier, après avoir commandé les torpilleurs « Trombe » et « Tempête » pendant la dernière guerre mondiale, a été notamment chef du 3e bureau de l'état-major de la marine (1946-1948) et major général du port de Brest (1952-1954). Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la mer et sur les bateaux de guerre et il a été l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire des grands ports français avec des publications sur Brest (1968), Lorient (1970), Toulon (1972), Cherbourg (1973), Dunkerque (1975) et Marseille-Fos (1976). Adolphe Lepotier était contre-amiral du cadre de réserve.]

— M. Herc Lissic,
M. et et Mme Claude Rosenkovitch et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, mère et grand-mère

Mme Dona LISSIC,
née Caufman,

survenu le 14 juillet 1978, en Israël.
Ses funérailles religieuses ont été célébrées au cimetière du Mont-des-Oliviers, à Jérusalem.
11, rue Emile-Gilbert, 75012 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès, le 31 août 1978, de

M. Jacques RASUMNY,
croix de guerre 1914-1918, rosette de la Résistance.

De la part de :
Mme Jacques Rasumny, née Hélène Porgès, son épouse,
Janine Rasumny, sa fille,
Et des familles Rasumny, Porgès, Grillet, Theumann, Fink et Leroy.

Les obsèques ont eu lieu à Paris, le 2 septembre, dans la plus stricte intimité familiale.
13, rue des Fonds-Huguenots, 92420 Vaucresson.

[Né le 5 juillet 1897 à Paris, Jacques Rasumny (Antoine Moutier dans la clandestinité) était chef paramilitaire du Mouvement franc-tireur et chef adjoint de l'Armée secrète pour la Savoie, la Haute-Savoie et l'Isère.]

Remerciements

— Le docteur et Mme Jean Delvincourt et leurs enfants,
Le docteur et Mme Roger Delvincourt et leurs enfants,
très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Henri DELVINCOURT,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur de trouver ici l'expression de leurs remerciements.

— Profondément touchée par les témoignages de sympathie reçus lors du décès de

Mme Fernand KAHN,
née Marcelle Schwab,

La famille vous exprime ses remerciements les plus sincères.

Communications diverses

— Association française des experts de la coopération technique internationale (A.F.E.C.T.I.). L'assemblée générale de l'A.F.E.C.T.I. aura lieu le 7 septembre, à 18 heures, dans les salons de l'Hôtel Lutétia (Sèvres-Babylone). Elle sera suivie d'un dîner à 20 heures, auxquels participeront de hautes personnalités des affaires étrangères, de la coopération et des organisations internationales.

Inscription réservée aux membres, au siège, avant mardi 5 septembre, 16 heures.

Visites et conférences

MARDI 5 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., devant Saint-Pierre de Montmartre, Mme Allaz : « L'ancien village de Montmartre ».

15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Hulot : « L'hôtel de Lauzun ».

15 h., rue de Picpus, angle avenue de Saint-Mandé, Mme Oswald : « Souvenirs de la Révolution au cimetière de Picpus ».

15 h., 58, rue de Richelieu, Mme Saint-Girons : « La Bibliothèque nationale » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., métro Sully-Morland, côté rue du Petit-Musc : « Itinéraire inconnu dans le Marais. l'hôtel de la Brinvilliers » (Mme Hager)

15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Hôtels et église Saint-Louis-en-l'Ile ».

CONFERENCES. — 18 h. et 20 h., 13, rue Etienne-Marcel : « Le plein épanouissement du cœur et de l'esprit » (Méditation transcendantale), entrée libre.

ÉCHECS

Une nouvelle partie nulle au championnat du monde

La dix-huitième partie du championnat du monde d'échecs, ajournée samedi par Anatoly Karpov au quarante et unième coup, a été déclarée nulle le dimanche 3 septembre, à la demande de ce dernier.

Kortchnoï a surpris encore, en répondant à é4 par d6, coup constitutif de la défense Pirc, appelée aussi défense yougoslave (du nom du grand maître yougoslave Vasja Pirc), ou bien encore défense Ufimcev par les Soviétiques. Par cette ligne de jeu inhabituelle, le challenger a manifesté une fois de plus son désir de sortir des sentiers battus. La dernière fois que les deux joueurs ont pratiqué cette ouverture remonte à 1973, lors du tournoi de Leningrad (éliminatoires pour le championnat du monde). Kortchnoï, avec les noirs, avait obtenu la nullité.

A l'ajournement, les experts présents estimaient, malgré un léger avantage positionnel pour Karpov, que la partie devait aboutir à un résultat nul.

Après huit heures de jeu, l'offre de nullité a immédiatement été acceptée par Kortchnoï.

D'autre part, à quelques heures de la dix-huitième partie, le challenger a reçu un télégramme de soutien rédigé en français. Il était signé par Jean-Paul Sartre, Fernando Arrabal, Eugène Ionesco et Samuel Beckett, auteur dramatique irlandais, prix Nobel 1969 de littérature.

CHAMPIONNAT DU MONDE 1978
(dix-huitième partie)

Blancs : ANATOLY KARPOV
Noirs : VICTOR KORTCHNOI

1.	é4	d6	34.	Tç3	h5
2.	d4	Cf6	35.	Rg3	h5×g4
3.	Cç3	g6	36.	h3×g4	Fé8
4.	Cf3	Fg7	37.	c5	b6×c5
5.	Fé2	0-0	38.	Cé4	C×é4
6.	0-0	Fg4	39.	F×é4	Rf6
7.	Fé3	Cç6	40.	T×c5	Rg5
8.	Dd3	é5	41.	Fd3	Tf7
9.	d5	Cb8	42.	Fé2	Th7
10.	Dé2	a5	43.	Ff3	Tf7
11.	h3	Fd7	44.	Tc4	Th7
12.	Fg5	Dé8	45.	Tb4	Té7
13.	Ch2	Rh8	46.	Rf2	Fd7
14.	a3	Ca6	47.	Rg3	Fé8
15.	Fh6	F×h6	48.	Rf2	Fd7
16.	D×h6	Cg8	49.	Ré3	é4
17.	Dé3	f5	50.	F×é4	R×g4
18.	é4×f5	F×f5	51.	Rf2	Rg5
19.	Tac1	Cf6	52.	Fc2	Té5
20.	g4	Fd7	53.	F×a4	F×a4
21.	f4	é5×f4	54.	T×a4	T×d5
22.	D×f4	Cc5	55.	Ré3	Tb5
23.	Tcé1	Cfé4	56.	b4	Té5 +
24.	Dé3	Dé5	57.	Rd4	Rf4
25.	C×é4	C×é4	58.	Ta8	g5
26.	Ff3	Cg5	59.	Tç8	Té1 +
27.	D×é5	d6×é5	60.	Rd5	Té5 +
28.	Fg2	T×f1 +	61.	Rç6	g4
29.	C×f1	Té8	62.	T×c7	g3
30.	Cd2	a4	63.	Rb6	g2
31.	Té3	Rg7	64.	Tc1	Rf3
32.	Rf2	Té7		Nulle.	
33.	c4	b6			

UNE PLAQUETTE SUR « LE MONDE »

« Le Monde » a réalisé pour ses lecteurs une plaquette de trente-deux pages où se trouvent décrits et expliqués le fonctionnement du journal, l'organisation et le travail des différents services de la rédaction, les principaux mécanismes de l'information, ainsi que les caractéristiques économiques de l'entreprise (gestion, fabrication, publicité).

Ce supplément aux « Dossiers et documents » est disponible à nos bureaux (service de la vente au numéro), au prix de 3 F l'exemplaire. Des réductions sont consenties pour les achats groupés : 20 % de cinq à dix exemplaires et 25 % au-delà.

SPORTS

AUX CHAMPIONNATS D'EUROPE D'ATHLÉTISME A PRAGUE

L'Union soviétique révèle ses ambitions avant les Jeux olympiques de Moscou

De notre envoyé spécial

Prague. — Les Soviétiques révèlent leurs ambitions avant les Jeux de Moscou. Les athlètes hommes et femmes de la République démocratique allemande ont été égaux à leur réputation, supérieurs même puisqu'ils ont récolté au cours de ces douzièmes championnats d'Europe d'athlétisme un plus grand nombre de médailles qu'aux précédents championnats de Rome. On a déjà dit et écrit tellement pour expliquer ces résultats qu'on pourra se contenter cette fois de les enregistrer avec, quoi qu'on en pense, un soupçon d'admiration. Une telle constance dans les performances ne s'obtient pas seulement en alambic. Il faut des champions aux qualités intrinsèques physiques et psychologiques exceptionnelles.

Pourtant, ce n'est pas la R.D.A. qui a le plus retenu l'attention au cours de ces championnats d'Europe, mais l'Union soviétique. Après les championnats de Rome, et surtout les Jeux olympiques de Montréal, l'athlétisme soviétique paraissait en perte de vitesse. Or, l'U.R.S.S. a finalement dominé la R.D.A. en gagnant treize titres et trente-six médailles au total. A deux ans des Jeux olympiques de Moscou, l'Union soviétique a ainsi révélé des ambitions qui doivent en faire la première nation athlétique du monde.

A côté de champions confirmés mais vieillissants comme Valery Borzov (sprint) et Victor Saneiev (triple saut), les Soviétiques ont engagé une équipe d'une centaine d'athlètes, c'est-à-dire trois dans presque toutes les épreuves, les deux tiers d'entre eux étant des nouveaux, peu habitués aux compétitions internationales. Les résultats ont été probants. Deux athlètes se sont classés dans les huit premiers dans presque toutes les disciplines. L'équipe des sauteurs a dominé complètement la situation. Avec trois éléments de grand talent : Vladimir Yatchenko, qiu a donné samedi un véritable récital, tentant même d'élever, avec son rouleau ventral plongeant, son propre record du monde à 2,35 mètres ; Vilma Bardauskene, qui survole littéralement la longueur ; et Vladimir Trofimenko, qui use si bien les nerfs de ses rivaux perchistes.

Les lanceurs sont aussi en progression, avec Youri Sedykh (marteau), Jevgeny Mironov (poids) et Nicolas Grebniev (javelot), qui se sont montrés prêts à donner la leçon aux meilleurs spécialistes de la R.D.A.

Dans les courses, les hommes ont encore des progrès à réaliser tandis que les femmes sont d'ores et déjà à leur meilleur niveau, avec notamment Ludmilla Maslakova (100 et 200 mètres), Providokhina, Muchta et Rigel (800 mètres), Romanova (1 500 mètres) et Svetlana Ulmasova (3 000 mètres). Dans ces conditions bien évidemment il ne pouvait rester que des miettes pour les autres nations. Avec la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, qui a adopté un efficace système de préparation de ses champions, en a pris la plus grosse part. La Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie ont montré de leur côté que, comme pour leur grande sœur socialiste, le sport en général — et l'athlétisme en particulier — était devenu pour elles une priorité politique.

Quant à la France, avec la médaille d'or de Jacques Rousseau à la longueur, la troisième place de Francis Demarthon sur 400 mètres et la quatrième de Bernard Lamitié au triple saut, elle a montré la médiocre limite de ses possibilités et de ses ambitions, avant d'être frappée par la malchance, Chantal Rega se fracturant un fémur dans la finale du 4 × 100 mètres dames. Les plus optimistes considéreront sans doute que le contrat des champions nationaux a été rempli puisqu'il correspond aux pronostics du directeur national, M. Jacques Dudal.

Il reste qu'au moment où M. Dudal rend son survêtement, l'athlétisme national n'a jamais été aussi bas. Il est vrai que depuis 1970 on n'en finit plus d'écrire la chronique noire du premier sport olympique en France. Mais on ne voit pas comment M. Jean Poczobut, qui va prendre en main l'athlétisme français dans quelques semaines, pourait redresser la situation d'ici à 1980 sans être un peu sorcier. D'autant que, dans ce sport de chiffres par excellence, les chiffres parlent d'eux-mêmes : cinquante-trois athlètes ont fait le voyage de Prague en compagnie de seize entraîneurs nationaux, et quinze seulement ont atteint les finales, quatre ont battu leur record personnel, deux se sont classés dans les trois premiers. Comme il est difficile de croire que la maxime du baron Pierre de Coubertin : « l'important c'est de participer », a guidé seule le choix des sélectionneurs français, trois questions se posent : était-il nécessaire d'envoyer une délégation si onmbreuse pour d'aussi maigres résultats ? Etait-il indispensable d'encadrer quatre athlètes par un entraîneur national, record des championnats d'Europe, le seul battu par les Français ? Certains athlètes qu'on a vus souvent emmitouflés dans leur sac de couchage au bord des stades d'entraînement ont-ils donné le meilleur d'eux-mêmes au moment de la ocmpétition ?

On peut légitimement en douter. Aussi faut-il s'attendre — voire souhaiter — que dans les prochaines semaines l'ensemble des structures de l'athlétisme français, clubs, entraîneurs, dirigeants, firmes de matériel, administration, et sportifs eux-mêmes, qui ont tous des responsabilités cumulées dans la situation actuelle, fassent leur autocritique et ne se contentent pas pour une fois de réciter un acte de contrition.

La revanche des dames

Prague. — Jusqu'à présent, le grand frisson des stades a presque toujours été provoqué par les représentants du sexe « fort » et le sexe « faible » a dû bousculer bien des inhibitions et des tabous avant de pouvoir entrer dans la « légende ». C'est ainsi que les premiers championnats d'Europe ont été organisés en 1944 sans athlètes féminins. Hommes et femmes n'ont été réunis qu'en 1946, mais il restait encore à s'entendre sur le programme. Il a donc fallu huit années supplémentaires pour pouvoir admettre que les dames pouvaient courir plus de 200 mètres sans risquer de rendre l'âme. Elles ont ainsi été autorisées à se mesurer sur 800 mètres. En 1969 on a fini par étirer la distance limite jusqu'à 1 500 mètres. Et la première course de 3 000 mètres a été organisée en 1974 aux championnats d'Europe de Rome grâce à l'insistance des organisateurs italiens qui comptaient bien — mais à tort — sur la victoire d'une de leurs compatriotes.

Eh bien, c'en est manifestement fini des seconds rôles pour les femmes. A Prague, pour les douzièmes championnats d'Europe, elles ont tenu le devant de la scène. Dans des conditions difficiles, en dépit du froid et de la pluie, elles ont montré que le champ de leurs possibilités est plus vaste désormais que celui des hommes. Il n'est pas encore possible de dire que les performances des dames soient comparables avec celles des messieurs, mais avec quelques centimètres de plus ici, quelques secondes de moins là, elles ont fait tomber bien des records.

C'était, mardi 29 août, dans l'anonymat d'une série qualificative, que la grande Lituanienne Vilma Bardauskiene a pris son envol pour atterrir dans le sable 7,09 mètres plus loin, nouveau record du monde. Quelques jours auparavant, en Moldavie, elle avait déjà été la première femme à dépasser les 7 mètres, laissant sa rivale, Angela Voigt (R.D.A.), à 6,99 mètres. Le lendemain, par un froid à nouer les muscles, elles se sont retrouvées en finale et Vilma a encore une fois triomphé.

Jeudi, c'était au tour de Marita Koch de faire tomber le record du monde de 400 mètres, pour la troisième fois depuis le début de l'année. Cette Allemande de l'Est a gagné 11 secondes en six ans et paraît bien décidée à progresser encore.

Ce même soir, Sara Simeoni et Rosemarie Akermann on donné un récital de saut (*le Monde* du 2 septembre). Vendredi, pendant qu'une vingtaine de jeunes filles jouaient leur sélection sur 1 500 mètres, l'Allemande de l'Est Ruth Fuchs ajoutait à ses deux médailles d'or olympiques un second titre européen dans le lancer du javelot et établissait un record d'Europe (69,16 mètres) sans parvenir à reprendre le record du monde que lui a ravi l'Américaine Kathryn Schmidt.

Samedi, c'était au tour de Tatiana Zelencova d'inscrire son nom sur le livre des records du monde. Elle a triomphé sur 400 mètres haies, sans être gênée par l'humidité glacée de l'air dans une course échevelée sur une distance toute nouvelle pour les femmes, dans une course acharnée

Et dimanche, pour finir, avec les épreuves de relais, cela a été un nouveau festival. Mais, au cours de cette semaine, les dames ont aussi été belles et pathétiques, tout simplement parce qu'elles sont allées au bout de leurs possibiltiés. Belle et pathétique, la Polonaise Irena Szewinska, couverte de toutes les médailles et de tous les records du sprint, qui est encore venue, à trente-deux ans, décrocher une troisième place sur 400 mètres, à grandes enjambées méthodiques. Belle et pathétique, l'Allemande de l'Est Marlies Gohr, qui a pleuré doucement sur le podium en recevant la médaille d'or du 100 mètres. Belle et pathétique, Burglinde Pollac, la Soviétique, troisième du pentathlon, qui termine à l'énergie et complètement épuisée le 800 mètres. Belle et pathétique encore, la Soviétique Kalnickaïa, qui a été écartée du podium après avoir tiré vers la victoire 1 500 mètres durant sa compatriote Romanova. Belle et pathétique, enfin, l'Antillaise Chantal Rega, qui, petite lionne noire blessée, s'est effondrée, le fémur cassé, dans le dernier relais du 4 × 100 mètres. Belles et pathétiques encore, toutes ces Roumaines, ces Britanniques, ces Tchécoslovaques, toutes ces filles noires ou blanches, blondes ou brunes, simplement jolies, qui vont aux limites de leur douleur pour un petit instant de gloire.

La seule ombre dans ce tableau est venue sans conteste des lanceuses. A l'exception du javelot, discipline qui demande autant de force que de rapidité, les dames qui lancent sont devenues comme leurs condisciples masculins excessivement robustes.

Difficilement descriptible, sans être méchant, même si l'on est convaincu que l'athlétisme peut être pratiqué par tous, petits et grands, maigres et gros, Ilana Slupianec, Allemande de l'Est, qui a remporté le titre européen du poids avec un jet de 21,40 mètres, avait été convaincue d'usage de produits anabolisants en 1977 et disqualifiée pendant douze mois. Elle a pu reprendre part à des compétitions le 15 août dernier et en une semaine elle a pu réaliser les minima requis pour être sélectionné, puisque la date limite des engagements était le 22 août. Exploit qui laisse rêveur. Et cela montre malheureusement que, si les femmes brillent désormais autant que les hommes sur les stades, elles sont aussi à égalité avec eux en ce qui concerne la « préparation ».

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

CHAMPIONNATS D'EUROPE A PRAGUE

MESSIEURS

110 m haies. — 1. Munkelt (R.D.A.), 13 sec. 54 ; 2. Pusty (Pol.), 13 sec. 55 ; 3. Bryggare (Finlande), 13 sec. 56.

1 500 mètres. — 1. Ovett (G.-B.), 3 min. 35 sec. 60 ; 2. Coghlan (Rép. d'Irlande), 3 min. 36 sec. 60 ; 3. Moorcroft (G.-B.), 3 min. 36 sec. 70 ; ...6. Marajo (Fr.), 3 min. 39 sec. 2 ; ...10. Gonzales (Fr.), 3 min. 40 sec. 10.

3 000 m steeple. — 1. Malinowski (Pol.), 8 min. 15 sec. 10 ; 2. Ilg (R.F.A.), 8 min. 16 sec. 90 ; 3. Toukonen (Finlande), 8 min. 18 sec. 30.

Relais 4 × 100 m. — 1. Pologne, 38 sec. 58 ; 2. R.D.A., 38 sec. 78 ; 3. U.R.S.S., 38 sec. 82 ; 4. France, 38 sec. 90.

Relais 4 × 400 m. — 1. R.F.A., 3 min. 2 sec. ; 2. Pologne, 3 min. 3 sec. 60 ; 3. Tchécoslovaquie, 3 min. 4 sec. ; ...6. France, 3 min. 5 sec. 60.

50 km marche. — 1. Llopart (Esp.), 3 h. 53 min. 29 sec. 90 ; 2. Soldatenko (U.R.S.S.), 3 h. 55 min. 12 sec. 10 ; 3. Ornoch (Pol.), 3 h. 55 min. 15 sec. 80 ; ...18. Guebey (Fr.), 4 h. 9 min. 57 sec.

Hauteur. — 1. Yatchenko (U.R.S.S.), 2,30 m ; 2. Grigoriev (U.R.S.S.), 2,28 m ; 3. Beischmidt (R.D.A.), 2,28 m.

Longueur. — 1. Rousseau (Fr.), 8,18 m ; 2. Stekic (Youg.), 8,12 m ; 3. Cepelev (U.R.S.S.), 8,01 m.

Marteau. — 1. Sedykh (U.R.S.S.), 77,28 m ; 2. Steuk (R.D.A.), 77,24 m ; 3. Riehm (R.F.A.), 77,02 m.

Triple saut. — 1. Srejovic (Youg.), 16,94 m ; 2. Saneiev (U.R.S.S.), 16,93 m ; 3. Piskuline (U.R.S.S.) (méd. de bronze), et Lamitié (Fr.), 16,87 m.

Disque. — 1. Schmidt (R.D.A.), 66,82 m ; 2. Tuokk (Finlande), 64,90 m ; 3. Bugar (Tch.), 64,66 m.

Marathon. — 1. Moseiev (U.R.S.S.), 2 h. 11 min. 57 sec. 50 ; 2. Penzin (U.R.S.S.), 2 h. 11 min. 59 sec. ; 3. Lismont (Belgique), 2 h. 13 min. 7 sec. 70.

5 000 mètres. — 1. Ortis (It.), 13 min. 28 sec. 50 ; 2. Ryffel (Suisse), 13 min. 28 sec. 60 ; 3. Fedotkin (U.R.S.S.), 13 min. 28 sec. 60.

DAMES

100 m haies. — 1. J. Klier (R.D.A.), 12 sec. 62 ; 2. J. Anisimova (U.R.S.S.), 12 sec. 67 ; 3. G. Berend (R.D.A.), 12 sec. 73.

400 m haies. — 1. T. Zelencova (U.R.S.S.), 54 sec. 89 (nouveau record du monde) ; 2. Hollman (R.F.A.), 55 sec. 14 ; 3. K. Rossley (R.D.A.), 55 sec. 36.

Pentathlon. — 1. N. Tachenko (U.R.S.S.), 4 744 pts ; 2. M. Papp (Hongrie), 4 655 pts ; 3. B. Pollak (R.D.A.), 4 600 pts ; ...10. F. Picaut (Fr.), 4 307 pts (nouveau record de France).

1 500 mètres. — 1. Romanova (U.R.S.S.), 3 min. 59 sec. ; 2. N. Maracescu (Roum.), 3 min. 59 sec. 80 ; 3. Petrova (Bulg.), 4 min. 0 sec. 20.

Relais 4 × 100 m. — 1. U.R.S.S., 42 sec. 54 ; 2. Grande-Bretagne, 42 sec. 72 ; 3. R.D.A., 43 sec. 7.

Relais 4 × 400 m. — 1. R.D.A., 3 min. 31 sec. 15 ; 2. U.R.S.S., 3 min. 22 sec. 50 ; 3. Pologne, 3 min. 26 sec. 80.

Cyclisme

MAUBEUGE - BRUXELLES

1. Raas (P.-B.), les 212 km en 4 h. 59 min. 55 sec. ; 2. Knetemann (P.-B.) ; 3. Vandenbroucke (Bel.) ; 4. Jacobs (Bel.) ; 5. Van Springel (Bel.) ; 6. Dierickx (Bel.) ; 7. Verlinden (Bel.) ; 8. Maertens (Bel.) ; 9. Thurau (R.F.A.) ; 10. Ludo Peeters (Belg.) ; 11. Van de Velde (P.-B.), tous même temps.

Football

Lille et Nîmes ont fait match nul (1-1), le 3 septembre, pour le compte du championnat de première division

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION

(quatrième journée)

GROUPE A

*Avignon bat Auxerre	1-0
*Troyes bat Saint-Dié	1-0
*Béziers bat Alès	4-1
*Besançon bat Chaumont	1-0
*Montpellier bat Ajaccio	2-1
*Toulouse bat Montluçon	1-0
Gueugnon bat *Martigues	2-1
*Cannes et Toulon	1-1
*Epinal bat Arles	3-1

Classement. — 1. Avignon, 8 points; 2. Troyes, 7 ; 3. Béziers, Besançon, 6 ; 5. Montpellier, Toulouse, Gueugnon, Auxerre, Ajaccio, Epinal, 4 ; 11. Chaumont, Saint-Dié, Cannes, 3 ; 14. Montluçon, Martigues, Arles, 2 ; 18. Toulon, 1.

GROUPE B

*Lens et Melun	0-0
*Rennes et Mulhouse	0-0
*Tours et Amiens	2-2
*Lucé bat Angoulême	3-0
*Blois et Guingamp	1-1
*Limoges et Quimper	0-0
Châteauroux bat *Boulogne	3-0
*Rouen bat Orléans	5-1
*Brest bat Dunkerque	1-0

Classement. — 1. Lens, 7 points : 2. Rouen, Châteauroux, Rennes, Tours, Brest, Mulhouse, Blois, 5 ; 9. Lucé, Guingamp, Quimper, Limoges, Angoulême, 4 ; 14. Dunkerque, Melun, 3 ; 16. Orléans, Amiens, 2 ; 18. Boulogne, 0.

Gymnastique

La République démocratique allemande a obtenu une double victoire face à la France par 570,05 à 559,5 points chez les jeunes gens et par 378,40 à 365,75 points chez les jeunes filles, le 1er et le 2 septembre, à Clermont-Ferrand.

Hippisme

Le Prix de la table, diputé à Longchamp et retenu pour le tiercé, a été gagné par « National Glory », suivi de « Narablue » et de « Lacstic ». La combinaison gagnante est 12 - 17 - 7.

Tennis

CHAMPIONNAT OPEN DES ETATS-UNIS

(seizièmes de finale)

Ramirez (Mex.) bat J. Lloyd (G.-B.), 6-2, 6-3 ; Tanner (E.-U.) bat Teltscher (E.-U.), 7-6, 6-2 ; Lutz (E.-U.) bat Clerc (Arg.), 6-3, 6-2 ; Kriek (Afr. Sud) bat Genois (Can.), 6-2, 7-6 ; Solomon (E.-U.) bat Ocleppo (It.), 6-2, 6-1 ; Dowdeswell (Rhod.) bat Sadri (E.-U.), 6-2, 3-6, 6-3 ; Vilas (Arg.) bat Smith (E.-U.), 6-4, 3-6, 6-3 ; Waltz (E.-U.) bat Fibak (Pol.), 6-4, 7-5 ; Connors (E.-U.) bat Dupré (E.-U.), 7-5, 4-6, 6-3 ; Gerulaitis (E.-U.) bat Pattison (Rhod.), 6-4, 3-6, 7-6 ; Ashe (E.-U.) bat Moor (E.-U.), 6-3, 6-4 ; McEnroe (E.-U.) bat Fleming (E.-U.), 6-4, 6-1 ; Panatta (It.) bat Riessen (E.-U.), 3-6, 7-5, 7-6 ; Teacher (E.-U.) bat Dibbs (E.-U.), 6-2, 5-7, 6-3 ; Gottfried (E.-U.) bat Stockton (E.-U.), 6-3, 6-1 ; Borg (Suéd.) bat Mitton (Afr. Sud), 4-6, 6-4, 6-4.

CYCLISME

Une parodie de Paris - Bruxelles

Paris-Bruxelles a été trahi deux fois. Par sa formule et par son résultat. Mais peut-on assimiler à la prestigieuse classique créée voici quatre-vingt-cinq ans cette course tronquée du dimanche 3 septembre, dont le départ était donné à... Maubeuge et dont la distance se trouvait réduite à 217 km ? On s'y refusera d'autant plus que l'épreuve s'est terminée par une parodie de sprint, le Néerlandais Jan Raas obtenant la victoire avec l'ostensible complicité de son équipier Gerry Knetleman, le nouveau champion du monde.

Les organisateurs, qui n'avaient pas obtenu les autorisations nécessaires pour lancer le peloton sur les routes de l'Ile-de-France et du Nord, ont voulu donner à ce pseudo Paris-Bruxelles une longueur décente en ajoutant sept tours d'un circuit de 16 km. Les 112 km supplémentaires, qui n'ont pas rétabli l'équilibre, constituaient un final bien peu digne d'une grande compétition internationale.

Quant à Jan Raas, qui est un authentique champion, il n'avait pas besoin d'un tel succès pour faire la preuve de son talent. Celui-ci s'était déjà exprimé dans Milan-San-Remo, l'Amstel Gold Race, le Tour de France et dans d'autres circonstances, de façon beaucoup plus convaincante. — J. A.

SPÉLÉOLOGIE

La Pierre-Saint-Martin en moins de soixante-douze heures

Une équipe de quatre spéléologues, Paul Courbon, Maurice Chiron, Roland Astier et Frédéric Poggia, viennent de descendre jusqu'au fond du gouffre de la Pierre-Saint-Martin, le plus profond du monde. Entrée le 28 août par l'orifice supérieur du gouffre SC 3, elle atteignait le fonds du puits Parment, pointe basse du labyrinthe, et remontait par le même itinéraire pour ressortir le 31 août à la surface. 1 332 mètres de dénivellation, 25 kilomètres de parcours souterrain, aller et retour : ces chiffres donnent une idée de l'exploit réalisé en moins de soixante-douze heures.

La progression fut en effet d'une remarquable rapidité. Ce raid débuta le lundi à 14 heures. Quatorze heures plus tard, la cordée débouchait dans la salle de la Verna, après avoir descendu les puits supérieurs et parcouru les interminables galeries de la rivière souterraine. Après un bivouac de dix heures dans la galerie Aranzadi, couloir fossile commandant les portions inférieures du réseau, un parcours rapide des méandres et des puits profonds devaient mener les spéléologues au fond du gouffre dans la nuit de mardi à mercredi avant qu'ils n'entament la remontée vers la surface du lapiaz.

Des conditions météorologiques très favorables, mais aussi l'exceptionnelle qualité des membres de l'équipe, expliquent la rapidité de cette progression. A quarante-deux ans, Paul Courbon a déjà parcouru la plupart des grands gouffres mondiaux et effectué de nombreuses descentes en solitaire, notamment à la Pierre-Saint-Martin. De son côté, Maurice Chiron a participé à la première traversée de la Pierre-Saint-Martin, réalisée il y a trois ans. Quant au palmarès de Frédéric Poggia, il comporte notamment l'exploration des deux abîmes pyrénéens, très difficiles, le gouffre André-Touya, l'un des géants du monde souterrain, et le gouffre du Marboré.

On peut s'étonner qu'il ait fallu organiser trois expéditions successives pour réaliser enfin d'un seul trait le parcours d'un abîme où chaque été se succèdent des centaines de spéléologues. Mais c'est précisément parce que la complexité des grands labyrinthes souterrains, et surtout celui de la Pierre-Saint-Martin, oblige à compartimenter le réseau en secteurs attribués aux différents spéléo-clubs intéressés par cette investigation. Le raid qui vient d'être réalisé est donc un ajustement des actes et des chiffres.

PIERRE MINVIELLE.

ALPINISME

Une cordée française dans le Dhaulagiri

De notre correspondant régional

Chamonix. — Dix guides, tous professeurs à l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme de Chamonix (ENSA), entreprendront à partir du 25 septembre l'ascension du Dhaulagiri (altitude officielle 8 172 mètres, mais très probablement 8 222 mètres). Le Dhaulagiri (la « montagne blanche » en népalais) est situé à 240 kilomètres au nord-ouest de Katmandou, non loin de l'Annapurna.

Entre 1953 et 1959 six expéditions s'attaquèrent au Dhaulagiri et la montagne fut vaincue en 1960 par une expédition internationale conduite par Max Eiselin, qui comprenait des alpinistes suisses, allemands, autrichiens et polonais. Le Dhaulagiri était le dernier des quinze sommets de plus de 8 000 mètres à être conquis. Quatre expéditions seulement ont, depuis, réussi cette ascension par l'arête nord-est. En 1977, l'expédition autrichienne, dirigée par Reinhold Messner, engagée dans la redoutable face sud — la plus haute du monde, — renonçait devant l'importance des difficultés et des dangers rencontrés sur cet itinéraire himalayen.

L'expédition savoyarde, qui a quitté Chamonix le 2 septembre souhaite gravir le pilier sud du Dhaulagiri : un éperon rocheux de 2 500 mètres — encore inexploré, situé en bordure de la face sud, — prolongé par un plateau sommital long de 1 500 mètres. « *L'itinéraire choisi présente des difficultés aussi grandes que celles des faces les plus ardues réalisées à ce jour* », précise le maire de La Clusaz, Yves Pollet-Villard, âgé de quarante-neuf ans, chef de l'expédition. Il dirigera, à quelques exceptions près, la même équipe qu'il conduisit en 1972 au Pumori (7 145 mètres) et à la Nanda Devi est (7 430 mètres) et ouest (7 816 mètres). Celle-ci était composée des guides Anselme Baud, Pierre Blanc, Jean Coudray, Maurice Cretton, Charles Daubas, Yvon Masino, Georges Payot, Raymond Renaud, Jean-Pierre Vion.

La marche d'approche débutera le 6 septembre : 5,5 tonnes de matériel seront transportées par trois cents porteurs jusqu'au camp de base (altitude 4 500 mètres), qui devrait être atteint quinze jours plus tard. A partir de celui-ci, sept camps seront installés sur la route du sommet, dont un camp de base avancé comprenant six à huit hommes au col sud (5 500 mètres). Les techniques himalayennes d'alpinisme utilisées durant l'ascension du pilier sud (avance par étapes successives, le long de cordes fixes placées par l'équipe de pointe, ou installation de camps d'altitude répartis en fonction des difficultés rencontrées et de l'altitude), seront remplacées pendant la phase finale par des techniques alpines. La progression des alpinistes se fera normalement, sans oxygène. Ils espèrent atteindre le sommet du Dhaulagiri entre le 25 octobre et le 5 novembre.

Deux médecins, les docteurs Jean-Pierre Herry et Alain Grévy, accompagneront les dix guides de l'ENSA afin de réaliser un programme scientifique sur le comportement des alpinistes à très haute altitude. Ceux-ci porteront à partir de 5 500 mètres un appareil qui enregistrera leur rythme cardiaque vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Ce type d'expérimentation n'a jamais été réalisé au-dessus de 7 500 mètres. Ces enregistreurs, d'un poids de 400 grammes, sont utilisés actuellement dans les services de cardiologie et ont déjà fait leur apparition en médecine de sport. Ils permettront de faire une approche très précise du « coût *énergétique* » d'un effort prolongé en haute altitude.

Une autre expédition, aux objectifs et au budget plus modestes — le coût de l'expédition du Dhaulagiri est estimé à 500 000 francs — quittera dans quelques jours la vallée de Chamonix pour tenter l'ascension de l'Ama-Dariam (6 856 mètres), situé à une dizaine de kilomètres de l'Everest.

Cette montagne, qui fut interdite pendant plusieurs années par les autorités népalaises, est à nouveau autorisée. Six guides de la compagnie des Houches (Haute-Savoie) participeront à l'assaut final de ce sommet.

CLAUDE FRANCILLON.

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

TRISTE PLAN

LA France a-t-elle besoin d'un Plan pour sortir de l'ornière où se sont enlisés la plupart des pays industrialisés depuis 1975 ? Si tel était le cas, le plus grand pessimisme serait de rigueur, car la révision à laquelle il est actuellement soumis laissera au VIIe Plan (1976-1980) ses tares originelles : absence d'une vision claire et volontariste de ce qui doit être fait pour guérir les maux dont souffre le pays (inflation, inégalités sociales...), absence d'une vision d'avenir de la société française.

Un plan s'il veut être autre chose qu'un discours, même joliment écrit, se doit d'être précis et direct. Il doit dire — chiffres à l'appui — ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Il doit surtout insister sur les sacrifices à consentir pour atteindre les objectifs visés : indépendance nationale, plein emploi, puissance industrielle.

Le nouveau commissaire au Plan, M. Michel Albert, pouvait-il, en 1978, bâtir le « plan de crise » que M. Ripert, son prédécesseur, ni le gouvernement de M. Chirac n'avaient fait en 1975 ? L'exercice était presque impossible pour des raisons techniques et surtout politiques.

Il y a trois ans, le VIIe Plan fut bâti, puis « vendu » à l'opinion publique, sur l'idée qu'une reprise en profondeur de la croissance économique était en cours dans les économies occidentales. L'hypothèse « rose » (5,5 à 6 % d'expansion par an) avait été jugée plus vraisemblable que l'hypothèse « grise » (3,5 à 4 % l'an). Aveuglement des experts ou volonté du pouvoir de cacher aux Français ce qui les attendait ? C'est probablement pour ne pas avoir à annoncer au pays les mesures de rigueur qui s'imposeraient tôt ou tard que les plus hautes instances de la nation avaient assuré que tout allait bien — ou presque — et que chacun pouvait partir tranquillement en vacances. On se souvient de la formule...

Mais les faits ont la tête dure. L'amélioration de la situation causée par la relance Chirac de fin 1975 ne dura que quelques mois. Le reflux montra la plage telle qu'elle était : maussade, triste et vide. Les économies occidentales ne sont pas sorties de la crise, et la France qui l'a découvert beaucoup trop tard commence à en payer le prix.

Que pouvait dès lors être cette révision du VIIe Plan, sinon un exercice de style reprenant et justifiant la politique conjoncturelle menée depuis 1976 par M. Barre ? Le très court terme appartient — de par la force des choses — au gouvernement et aux hommes politiques en place. Le domaine du Plan, c'est l'avenir, sa justification, le volontarisme, son langage, la transparence des choix et des sacrifices à consentir. Une idéologie économique qui n'a pas cours en France...

Cinq ans après la crise pétrolière

Tokyo continue de sacrifier le bien-être des ménages à des excédents commerciaux considérables

Près de cinq ans après le début de la crise pétrolière qui a ébranlé son économie, le Japon en est encore à rechercher une politique efficace de relance qui permettrait une croissance plus équilibrée. La demande des ménages reste en effet médiocre bien que le pays connaisse, depuis 1976, un taux d'expansion plus élevé que celui des autres pays industriels. Au Japon, les dépenses publiques et les exportations « tirent » la croissance, alors que les pays industrialisés voudraient voir le pays importer bien davantage.

De notre correspondant

TOKYO. — Depuis le « Oil Shoku » (le choc pétrolier) de 1973, les pouvoirs publics ont mené une politique économique en trois phases successives : une année de lutte intense contre l'inflation en 1974, suivie en 1975 d'une série de mesures de relance. La troisième période, qui commencera en 1976, est caractérisée par des cycles de brèves reprises qui s'essoufflent toujours pour la même raison : l'insuffisance de la consommation privée.

Avant même le quadruplement des prix du pétrole, à la fin de 1973, l'inflation avait commencé à se développer au Japon en raison de l'excès de la demande par rapport à l'offre. La hausse des prix de gros avait atteint 7,1 % en décembre 1973 par rapport à novembre. Elle avait été de 5,5 % en janvier 1974 et de 3,9 % en février. Mais au lieu de freiner la demande, le gouvernement entreprit de contrôler les prix, ce qui poussa les entreprises à relever en hâte leurs tarifs pour battre de vitesse les mesures gouvernementales.

En décembre 1973, des prix « standards » furent fixés pour le kérosène, le gaz liquide et... le papier hygiénique. En mars 1974, il fut décidé que les prix de cinquante-trois produits de consommation ne pourraient être relevés sans autorisation. Un peu auparavant — décembre 1973, — le taux d'escompte avait été porté de 7 à 9 %. Enfin, pour freiner la demande, le ministère des finances décida, en juillet 1974, d'ajourner la conclusion des contrats de travaux publics qui devaient être passés durant l'été.

Tous ces coups de frein, ajoutés aux effets de l'inflation elle-même, se traduisirent pour la première fois depuis la guerre par un taux de croissance négatif (— 1,3 %), une baisse de 4 % de la production industrielle, de 5,3 % des livraisons. Pour l'année 1974, le taux d'inflation atteignit 23,2 %.

A partir de 1975, la menace la plus grave étant écartée sur le front de l'inflation, le gouvernement entreprit de sortir le pays de la récession dans laquelle il venait de s'enfoncer. Le plan de relance de 1975 se fit en quatre étapes, la dernière conçue parce que les trois premières s'étaient révélées décevantes.

Quatre essais dont trois ratés

Le budget 1975 était en augmentation de 24,5 %. Ce chiffre ne doit pas faire trop illusion : compte tenu de l'inflation, encore très forte il n'était pas vraiment expansionniste. Les dépenses de Sécurité sociale augmentaient. Mais celles des travaux publics restaient au niveau de l'année précédente.

En février puis en mars, des mesures furent prises pour accélérer le lancement — ou seulement la conclusion — de programmes de travaux publics ralentis l'année précédente. Mais aussi pour faciliter l'octroi de prêts aux petites entreprises ainsi qu'à la construction de logements. En juin, le gouvernement décida à nouveau d'accélérer la conclusion des contrats de travaux publics et d'accorder immédiatement les prêts à la construction pour 50 000 logements.

Parallèlement, le taux de l'escompte était abaissé d'un demi-point à 8,5 % en avril. Puis à 8 % en août. Mais ces efforts étaient insuffisants. La production industrielle continua de baisser par rapport à l'année précédente. Les exportations tombèrent de 3,2 % et les importations de 9,6 % pendant la première moitié de l'année.

De plus, la perte de recettes fiscales entraînée par la récession plongea les finances de l'État et des collectivités locales dans la plus grande crise que le pays ait connue depuis la guerre.

Pour faire face à cette situation, un quatrième plan de relance fut adopté le 17 septembre 1975. Il comprenait en particulier l'attribution de plus de 800 milliards de yens (2,6 milliards de dollars) pour le lancement de nouveaux travaux publics, et de 260 milliards de yens (866 millions de dollars) de prêts pour financer quelque 70 000 logements.

L'année se solda par une baisse de 11 % de la production industrielle et de 7,5 % des livraisons, mais le P.N.B. progressait tout de même de 2,4 % grâce au reste de l'économie. Les ventes des grands magasins avaient augmenté de 13,8 % soit de 2 % en volume, compte tenu d'un taux d'inflation de 11,8 %. Les mises en chantier de logements n'atteignirent que 1,4 million (contre 1,2 l'année précédente et 1,7 en 1973). Les exportations étaient restées à leur niveau de l'année précédente, 54,7 milliards de dollars.

Le point aigu de la crise fut enregistré entre avril et juin 1975. Les mesures gouvernementales jouant lentement, il fallut attendre le printemps 1976 avant que la récession puisse être considérée comme terminée.

En dessous des 10 % d'inflation

Un budget dit « expansionniste » fut adopté pour 1976 : augmentation de 14,1 % des dépenses (+ 26,4 % pour les travaux publics). En réalité, en raison de la crise des finances locales, l'ensemble des commandes publiques de construction diminuèrent de 1,7 % en 1976.

Des résultats encourageants furent enregistrés au début de 1976, mais dès la seconde moitié de l'année il était clair que la reprise s'essoufflait. La progression du P.N.B. passait de 2,3 % au premier trimestre à 0,8 % au quatrième trimestre, celle de la production industrielle de 4,9 % à 1,2 %. Par contre les exportations commençaient à augmenter régulièrement, et atteignaient 66 milliards de dollars en 1976 contre 54,7 milliards de dollars en 1975.

Principal résultat encourageant : le taux d'inflation tombait au-dessous de 10 % (9,3 %).

Le même scénario se répétait en 1977. La consommation privée (qui représente plus de la moitié du P.N.B.) ne progressait que lentement (3,8 % en 1975, 4,4 % en 1976 et 3,7 % en 1977). Par contre les exportations progressaient sans arrêt depuis 1976 et l'excédent commercial qui avait atteint 11,1 milliards de dollars en 1976 dépassait 20 milliards de dollars en 1977 (20,3 %).

Pour stimuler la demande, les dépenses publiques d'infrastructure avaient été nettement augmentées dans les deux budgets extraordinaires adoptés dans le courant de l'année fiscale 1977 (achevée le 31 mars 1978) : en septembre, près de 4 milliards de dollars, plus 3,2 milliards d'aide à la construction ; en janvier 1978, 1,6 milliard de dollars. Ce train de mesures permettait, avec les progrès des exportations, un taux d'expansion de 5,3 %.

Enfin, le budget de 1978 a consacré une somme record de 23 milliards de dollars aux travaux publics.

Mais cette politique est de plus en plus critiquée, car elle ne paraît pas capable d'entraîner une reprise de la demande privée. En fait, les dépenses publiques des dernières années n'ont pas financé de grands projets — comme les autoroutes et les lignes de chemin de fer super-express construites avant la crise — mais des aménagements locaux tels que jardins publics, ou égouts, qui, tout en étant indispensables, n'ont guère de répercussion sur l'économie.

Pour compenser l'effet de la montée du yen sur les exportations, le gouvernement vient d'adopter (*le Monde* du 1er septembre) un nouveau budget extraordinaire. Pour l'instant, le gouvernement de M. Takeo Fukuda continue de se déclarer hostile à une réduction ou à un remboursement d'impôts réclamés par les milieux d'affaires.

Des jugements sévères sont portés sur « l'absence du leadership » et le manque d'imagination du gouvernement. La prudence est de règle et l'épargne reste très élevée. Le gouvernement en profite pour justifier son refus de réduire les impôts, expliquant que seuls les comptes d'épargne en profiteraient, ce qui est inutile. C.Q.F.D. — *(Intérim.)*

Le mal économique français et les travailleurs immigrés

par PAUL LAMBERT (*)

LE mal économique de la France s'appelle, faut-il le rappeler, le chômage et l'inflation, et notre pays n'a certes pas l'exclusivité de ces deux phénomènes. Mais, d'une part, on ne peut que craindre que l'un et l'autre de ces maux, en particulier le premier, ne s'aggravent dans les mois qui viennent et qu'ils ne soient durables, et, d'autre part, il faut bien constater que ceux-ci ne sont pas une fatalité, puisqu'un pays tel que la Suisse les a surmontés et que d'autres sont sensiblement mieux placés que nous à leur égard.

Parmi toutes les questions que l'on peut se poser à l'égard de notre mal économique se trouvent celles relatives au problème des travailleurs immigrés.

Lorsque ce sujet est abordé, le débat est, en général, très vite passionné et tourne à la polémique ou à l'invective : il y a ceux qui l'abordent en termes de racisme et ceux qui vous traitent de raciste dès qu'on ose l'aborder d'une façon ou d'une autre.

Aussi demanderons-nous au lecteur de bien vouloir éliminer toute passion, de ne s'attacher qu'aux faits et de rejeter tout apriorisme, quel qu'il soit.

L'entreprise et l'économie françaises ont-elles besoin de la main-d'œuvre immigrée pour vivre et se développer ? Je réponds oui sans hésiter : si les immigrés repartaient chez eux brutalement, ce serait la catastrophe.

Mais ce recours est profondément néfaste pour notre économie, et la solution à nos problèmes ne peut pas se trouver en dehors d'une résolution de celui-ci.

On trouve encore, dans notre pays, beaucoup d'exemples de conditions de travail inhumaines dans certaines usines : cadences, nuisances, mauvais matériel, danger, absence d'hygiène, atmosphères toxiques, bruits et même, dans certains cas, mort ou vie abrégée par les conditions de travail. Mais la lutte contre ces entreprises archaïques n'est pas compatible avec l'acceptation en France de travailleurs qui occuperont ces postes inhumains si les Français les refusent.

Si les problèmes d'entreprises inhumaines se posent, c'est qu'on considère que l'existence de l'entreprise marginale qui ne peut vivre qu'en payant des salaires misérables, en imposant des conditions de travail inhumaines, en vendant trop cher un mauvais produit et sans payer d'impôts, car elle arrive tout juste à joindre les deux bouts, est un mal moindre que sa disparition pure et simple, que, par conséquent, « on ne peut pas relever le SMIC davantage, sinon des entreprises en situation difficile disparaîtraient », et que « l'économie française a besoin des travailleurs immigrés pour faire les travaux que les Français ne veulent pas faire ».

Mais, ce faisant, on s'interdit l'accès à une économie moderne. En effet, les spécialistes savent bien qu'un poste de travail, un processus opératoire, ne seront pas conçus de la même façon selon qu'on va y mettre un jeune Français ayant un bon bagage technique et culturel ou un immigré sachant à peine lire et écrire, voire parler ! Dans le premier cas, on cherchera le plus possible à enrichir, élargir le travail, à responsabiliser l'exécution, à faire faire de l'autoréglage, de l'autocontrôle, etc. Dans l'autre cas, au contraire, on concevra des tâches les plus simples possible ! Un atelier, une usine, seront conçus différemment selon le type d'ouvriers qu'on y mettra.

Je n'ai encore personnellement jamais vu de cas où les postes de travail « inhumains » non seulement n'aient pas de solutions, mais même n'aient pas une solution rentable. Je n'ai vu, au contraire, jusqu'ici que des cas où une remise en cause du mode opératoire, ou des équipements, ou de la conception même du travail, aurait permis non seulement d'humaniser le travail mais, en plus, de gagner en productivité et en rentabilité de l'entreprise.

Mais la solution de facilité étant possible, on préfère y mettre des immigrés plutôt que de traiter le problème, et, ensuite, on se trouve piégé et condamné à maintenir cette situation par le fait même qu'on y a mis des immigrés.

Les incohérences actuelles

On dit que ceux-ci sont nécessaires pour ramasser nos poubelles parce que jamais des Français n'accepteront de le faire. Je propose à ceux qui tiennent ces propos d'aller voir qui ramasse les poubelles à Munich ou à Hambourg : je n'y ai vu que des Allemands. Mais le travail a été rendu propre, il est bien payé (plus de 5 000 F par mois) (1), les éboueurs sont proprement habillés et les horaires sont réduits.

On dit qu'on ne trouve plus de Françaises ou de Français comme personnel de maison, et qu'il faut donc bien utiliser ces étrangers. Je réponds simplement qu'on trouvera ce personnel sans difficulté le jour où la condition de « bonne à tout faire » sera transformée, où l'on admettra que les employés de maison sont des « assistants de la maîtresse de maison », bien payés certes, mais surtout considérés, prenant leurs repas à table comme tout le monde, logés comme le reste de la famille et non plus dans ces chambres de bonne telles que l'on peut en voir dans certains des immeubles les plus luxueux des quartiers les plus riches de Paris, qui sont une insulte à la dignité humaine et qui d'ailleurs, bien entendu, sont habitées par des immigrés.

Enfin, sur le simple plan de la logique, les gens qui prétendent que notre économie a besoin d'immigrés ont-ils réfléchi à l'énorme incohérence du système économique qu'ils acceptent d'avaliser par cette affirmation ? Voilà donc une société qui dépense des milliards pour former sa jeunesse afin qu'elle s'insère dans la vie sociale et économique le mieux possible. Ensuite, on la met dans une économie qui lui offre des emplois inacceptables et totalement incompatible avec la formation qu'on lui a donnée.

Mais au lieu de réagir contre cette absurdité, on en fait des chômeurs, on fait venir des immigrés, parfois analphabètes, et on dépense des sommes énormes pour leur apprendre à parler, à lire et à écrire afin qu'ils puissent remplir ces emplois et s'insérer dans le fonctionnement des entreprises.

Et quand dans dix ans on aura dépensé des milliards pour les former et qu'à leur tour ils refuseront ces emplois inacceptables, que fera-t-on ? Ira-t-on chercher d'autres immigrés et mettra-t-on les précédents au chômage ?

La fierté d'être eux-mêmes

Si on a rendu un mauvais service à l'économie et aux entreprises françaises en leur offrant cette solution de facilité, a-t-on au moins la certitude de rendre service aux nations dont sont issus ces immigrés ? Hélas, on peut, là aussi, sans aucun doute répondre par la négative.

Je me référerai, en guise d'introduction, à un auteur peu contestable en la matière, à Mao Tse-toung, qui a fort bien écrit, dans son Petit Livre rouge, que si l'on veut aider un homme qui a faim, il ne faut surtout pas lui donner du poisson : il faut lui apprendre à pêcher.

Le problème des pays sous-développés ne peut se résoudre par l'aumône. Le devoir des pays développés, vis-à-vis d'eux, n'est pas de les faire ou de les laisser venir en sachant pertinemment que, quoi qu'on fasse, ils se feront exploiter parce qu'ils ne sont pas armés pour se défendre et qu'au départ le jeu est faussé parce qu'ils viennent en demandeurs.

Le problème des pays sous-développés est qu'ils retrouvent la fierté d'être eux-mêmes. Pour cela, la seule voie est de les aider à réaliser leur propre pays : on ne peut résoudre les problèmes algérien, turc, tunisien, africain, pakistanais, etc., en important des dizaines de millions de ressortissants de ces pays qui ne mangent pas à leur faim et ne trouvent pas de travail chez eux.

Pour aider réellement ces pays, il existe une façon efficace. Et il n'est même pas besoin de faire appel aux bons sentiments pour cela ; il suffit d'être réaliste, intelligemment matérialiste, et de faire ce que font les Japonais dans les pays en voie de développement d'Afrique et d'Amérique du Sud : leur construire une industrie et les former à s'en servir.

C'est ce qu'ont fait, par exemple, les Japonais au Brésil dans plusieurs secteurs industriels.

Mais les Japonais ne cherchent pas du tout par là à mettre la main sur l'économie brésilienne : les entreprises créées restent la propriété du Brésil ou de Brésiliens, et les Japonais ne font là qu'une opération commerciale qu'ils se font payer en matières premières, dans des conditions très intéressantes pour le pays sous-développé client.

Ils réalisent de plus une opération intelligente, rentable à long terme et, pour le Brésil, le recours aux investissements japonais est le moyen qui lui permettra, d'ici vingt ou trente ans, de se dégager complètement de la tutelle américaine et de rejoindre le peloton des pays indépendants et développés.

Une vue à court terme ferait craindre aux Japonais de se créer ainsi des concurrents : beaucoup plus intelligemment, ils voient qu'ils se créent ainsi de futurs clients.

Pour la France, la même attitude envers nos ex-colonies africaines ou maghrébines serait la seule voie efficace pour les aider réellement à résoudre leurs problèmes : leur construire une industrie, les former à diriger cette industrie, leur en laisser la possession intégrale, se faire payer dans des conditions avantageuses pour eux, et intéressantes pour nous (l'un et l'autre ne sont pas incompatibles), avec le seul bien qu'ils possèdent pour l'instant : des matières premières, et faire ainsi en sorte que dans vingt ou trente ans elles soient devenues des pays développés, donc un nouveau facteur de progrès pour l'humanité... et une nouvelle clientèle pour nos produits.

Mais si l'on rend un mauvais service à l'économie française et un mauvais service aux pays qui nous envoient leurs émigrés, est-ce qu'au moins on œuvre dans le sens d'un rapprochement des races et des hommes ? Hélas ! là aussi, on ne peut que répondre : bien au contraire.

Introduisez un travailleur immigré dans un petit village de France : il sera l'objet, dans la quasi-totalité des cas, de la sollicitude de tous. Mais alors joue le « besoin d'intégration », qui est frustré chez l'immigré, même s'il est bien reçu, car il ne se sent pas « intégré » dans cette communauté. Pour remédier à cette frustration, il lui faudra se sentir parmi les siens. Et il en fera venir un deuxième, un troisième, puis d'autres. Bientôt ils seront des dizaines et des centaines. Alors, de nouveau, il y aura frustration du besoin d'intégration, mais à l'envers, c'est-à-dire chez les autochtones, qui auront le sentiment de ne plus être chez eux !

De la sollicitude initiale, on verra peu à peu la population évoluer vers la gêne, l'agacement, puis l'exaspération, puis la ségrégation, le racisme et la haine.

Si l'on se place, enfin, au plan moral, il est profondément choquant, révoltant, dégradant, d'accepter l'idée d'une société qui ne saurait vivre et fonctionner sans « soutiens » pour ramasser ses ordures, balayer ses rues, lui servir de domestiques, travailler dans les usines où les travaux sont trop durs et trop mal payés, sans ces esclaves des temps modernes qu'elle doit aller chercher dans les pays en voie de développement. Si telle était notre société, alors les gauchistes et les anarchistes auraient raison : il faudrait la détruire.

La civilisation romaine est morte de s'être ainsi fondée sur l'existence d'une plèbe et d'esclaves. Un pays qui ne réagit pas avec la plus totale vigueur contre un tel enlisement est un pays qui se condamne à se mépriser lui-même un jour.

(*) Conseil en organisation.

(1) En Suède, le salaire des éboueurs débute à 8 900 F par mois.

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE PUBLIÉ SIMULTANÉMENT PAR LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

Va-t-on vers une surabondance d'énergie ?

par MICHEL GODET (*)

ON ne compte plus les rapports alarmistes sur l'avenir énergétique du monde et particulièrement sur les ressources en hydrocarbures. Citons, par exemple, le fameux rapport de la C.I.A. en avril 1977, la conférence d'Istanbul en septembre de la même année et aussi les conclusions d'un récent rapport du MIT selon lequel « *le temps est maintenant en vue (avant la fin du siècle) où la production mondiale de pétrole plafonnera puis déclinera. C'est un phénomène majeur par rapport au passé récent (1).* » Ce scénario, pour le moins pessimiste, nous invite à penser que les meilleurs champs de pétrole — entendons par là les plus importants et les plus rentables — ont déjà été découverts.

Parallèlement, le recours à de nouvelles sources d'énergie semble inéluctable pour satisfaire l'augmentation mondiale de la consommation énergétique même si elle s'annonce plus faible à l'avenir que par le passé. Au rythme actuel de production, le compte à rebours de l'ère pétrolière a commencé : vingt-cinq, vingt ou quinze ans encore, selon lesdites estimations. Une ère s'achève, une autre commence.

Après avoir supplanté le charbon dans les années 60, le pétrole verrait à son tour l'heure du déclin sonner. Le spectre de la pénurie, l'absence de *rentabilité* à court terme des énergies nouvelles militent en faveur d'une relève par le nucléaire et viennent prêter main-forte à ceux qui veulent voir le débat nucléaire se réduire comme *une peau de chagrin*. Et si l'on se trompait ?

Qu'il soit permis de mettre en doute les prévisions pessimistes sur les réserves en hydrocarbures. Elles servent les intérêts à court terme de certains acteurs (firmes, Etats...), qui veulent avant tout justifier la nécessité de nouvelles recherches et d'investissements dans les énergies de remplacement. Ce sont les mêmes acteurs qui, dans les années 60, ont précipité le déclin du charbon par la baisse des prix du pétrole — alors que les ressources en charbon sont au moins cinq à six fois plus importantes que celles de pétrole, exploitables de façon compétitive et bien réparties sur la surface du globe (2), posant, il est vrai, des problèmes de pollution importants.

L'« effet d'annonce »

L'absence de neutralité de la prévision ne réside pas seulement dans ses origines, mais se constate aussi dans les effets « boomerang » qu'elle provoque souvent. Annoncer aujourd'hui la pénurie d'énergie n'est-il pas le meilleur moyen de préparer l'abondance pour demain ? C'est l'« effet d'annonce », une source classique, parmi d'autres, d'erreurs de prévision.

Ce n'est pas là première crise de l'énergie que connaît le monde occidental : en 1928, on envisage déjà sérieusement la gazéification du charbon et l'exploitation des schistes ; la pénurie annoncée à cette époque se résout en surabondance d'énergie. La découverte du pétrole au Proche-Orient dans les années qui suivirent explique cette erreur, mais ne la justifie pas. La cause de cette erreur se trouve dans l'absence d'imagination et de réflexion face à l'avenir ; les ambitieux programmes énergétiques dans le domaine du charbon et du nucléaire, lancés après la crise de Suez en 1956, n'ont finalement pas été réalisés.

Ces leçons de l'histoire énergétique posent une question essentielle : ne regardons-nous pas une fois de plus l'avenir avec des yeux aveuglés par le présent ? La réflexion prospective doit s'attacher à déceler dans le présent les faits porteurs d'avenir, même si ces derniers remettent en cause le confort des idées reçues (comme aujourd'hui la pénurie d'énergie). De nombreux signes permettent sinon d'annoncer la surabondance d'énergie, du moins de douter fortement du pessimisme de la plupart des prévisions officielles.

Après le pétrole, les hydrocarbures

L'ère de l'énergie bon marché est définitivement révolue. Mais énergie chère ne signifie pas énergie rare, bien au contraire.

L'augmentation prévisible des prix du pétrole dans les années 80 — le cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, déclare qu'« *il serait prudent de prévoir pour 1990 un prix du pétrole dépassant 25 dollars le baril (3)* » — se traduira nécessairement, comme en 1974, par un gonflement considérable des ressources économiquement exploitables et par une diminution de la demande. Les possibilités d'économiser l'énergie se mesurent au prorata du gaspillage. Aux Etats-Unis, à l'heure actuelle, moins de la moitié de l'énergie primaire consommée est effectivement utile ; le reste est perdu.

L'évolution de la consommation d'énergie dépend aussi du rythme de croissance économique. Sur ce plan, on peut s'attendre que l'élasticité de la demande d'énergie par rapport au revenu national baisse d'environ 20 % d'ici à l'an 2000 (4), et que le ralentissement économique mondial se prolonge. Pour toutes ces raisons, la demande d'énergie devrait être moins élevée que prévu.

Le scénario optimiste ne se préoccupe pas de la demande. Il prend sa source du côté de l'offre, et chante le refrain de l'abondance : le rythme de production de pétrole va continuer à croître, grâce aux nouvelles découvertes et aux progrès de la technologie, et le charbon va prendre un nouvel essor.

Les récentes découvertes dans le bassin de l'Orénoque, au Venezuela (5), évaluées à deux fois les seules réserves de l'Arabie Saoudite — c'est-à-dire encore à plus de la moitié des ressources actuelles du monde non communiste — (cf *le Monde* daté 7-8 mai 1978), ou encore la perspective d'un nouveau golfe Arabique pétrolier au Mexique... ne sont-elles pas les signes avant-coureurs de ce nouvel Eldorado pétrolier ?

La limite des réserves, telle une ligne d'horizon, recule au fur et à mesure que l'on s'en rapproche. L'explication ne provient pas tant des nouvelles découvertes que de la distinction subtile entre réserves prouvées et ressources. Les réserves prouvées représentent ce qui, avec certitude, est immédiatement productible à partir des puits existants, aux conditions économiques et technologiques actuelles. Les ressources totalisent le montant estimé de ce qui existe, mais dont une partie seulement peut être exploitée aux conditions actuelles. On peut faire, à partir de cette distinction, un certain nombre de remarques qui toutes accréditent la thèse de l'abondance :

1) Les réserves prouvées, c'est-à-dire ce que l'on est certain de récupérer, sont systématiquement sous-estimées, dans la mesure où l'on ne compte pas ce qui est probable. En réalité, la loi des grands nombres jouant, « en moyenne presque deux fois plus de pétrole et de gaz qu'on ne l'estime *a priori* est finalement extrait des puits » (6) :

2) Aux conditions techniques actuelles, en moyenne, seuls 25 % à 30 % du pétrole existant dans un puits sont récupérés. Les progrès de la récupération secondaire et tertiaire permettraient d'atteindre des taux de 50 %, voire 60 % selon certains experts ; ce qui, du même coup, doublerait les réserves prouvées.

3) Environ 50 % des bassins sédimentaires mondiaux se situent dans les mers à plus de 200 mètres de profondeur. Ce potentiel n'est pas le plus souvent compté dans les ressources ;

4) Les conditions économiques risquent fortement de changer. En effet : malgré le quadruplement du prix du pétrole depuis 1973, ce dernier reste relativement bon marché (12 dollars le baril) alors que l'alignement sur le coût des substituts conduirait, selon certaines estimations, à doubler ce prix. Il faut donc s'attendre à de nouveaux renchérissements importants de l'énergie, et la pénurie annoncée dès 1983-1985 pourrait *bien* être provoquée pour faciliter cette hausse.

Si les *experts sont divisés sur les* montants récupérables suivant les différents niveaux de prix, ils *s'accordent à peu près pour estimer* qu'à 25 dollars le baril les réserves exploitables sont trois fois plus élevées qu'à 10 dollars le baril (7).

Au-delà des sources conventionnelles, dont le gaz fait partie — cinquante ans de réserves prouvées au rythme actuel de consommation, et la recherche n'en est qu'à ses débuts, — une nouvelle ère des *hydrocarbures* s'annonce : celle des sources non conventionnelles (schistes, sables asphaltiques, etc), dont la prise en compte fait rêver puisque cela revient à *multiplier* les ressources de pétrole conventionnel par trois, quatre, ou plus, même si de nombreux obstacles technologiques, économiques et surtout écologiques assombrissent ces perspectives, comme d'ailleurs aussi celles du charbon.

La *connaissance* de ces sources n'en étant qu'à ses débuts, tout semble possible. Ainsi, par exemple, la découverte *récente* des zones de géopression (8) — il s'agit d'immenses réserves de méthane et de vapeur situées en grande profondeur, à forte *pression* et à haute température : la géopression repérée dans le golfe de Mexico représenterait une surface de 375 000 kilomètres carrés, et à elle seule l'équivalent des réserves américaines de charbon ! L'essentiel du méthane conventionnel déjà produit proviendrait d'ailleurs d'anciennes géopressions, et il y aurait au moins, dans le monde, une quarantaine de sites comparables à celui du golfe de Mexico.

Il est d'autant plus urgent de prendre en considération ces nouvelles ressources que les perspectives de l'énergie nucléaire, considérée bien souvent comme le remplaçant naturel du pétrole, sont incertaines ; voire dans certains pays compromises.

Les *hydrocarbures* pourraient succéder au pétrole et lui prêter longue vie, jusqu'à l'avènement des énergies *inépuisables*. Du même coup, la nécessité et l'urgence *du relais* nucléaire seraient renvoyées au second *plan*. L'énergie des *centrales nucléaires — devenues sinon* inutiles du moins en surnombre — ne risque-t-elle pas alors de servir *uniquement à alimenter de nouvelles* polémiques sur les *choix* énergétiques ?

La réponse à cette question est complexe dans la mesure où l'énergie nucléaire, comme toutes les sources alternatives, contribue à la souplesse que doit garder le système énergétique face aux incertitudes de l'avenir.

En effet, l'hypothèse de l'abondance des ressources en hydrocarbures ne suffit pas en soi à exclure l'éventualité d'une grave crise énergétique résultant soit de facteurs politiques — embargo pétrolier, — soit, *surtout*, de facteurs techniques : *compte* tenu des délais de mise en production des nouveaux gisements, liés aux difficultés croissantes d'extraction et de la masse des capitaux à mobiliser, l'attentisme d'aujourd'hui pourrait conduire à une grave crise de capacité après 1985.

Abondance *ou* pénurie ? La question reste posée ; à choisir, il est préférable de se préparer au pire plutôt que de compter sur le meilleur ; mais ne vaut-il pas mieux encore rejeter les paris, cultiver le doute, adopter une stratégie souple et ne pas hypothéquer *notre* avenir en prenant des décisions irréversibles ?

(*) *Auteur de Crise de la prévision, essor de la prospective*, Presses universitaires de France, 1977.

(1) Rapport WAES (Workshop on Alternative Energy Strategies), p. 15 du résumé en français.

(2) Pour une vue d'ensemble sur l'avenir du charbon, voir aussi le rapport du conseil économique et social des Nations unies sur la question E/C.7/67 - 22 mars 1977.

(3) Cf *le Monde*, « supplément Europa » du 21 décembre 1977.

(4) Cf Rapport WAES, p. 38.

(5) Il s'agit de pétrole lourd difficilement exploitable dans les conditions actuelles.

(6) Ressources for the future, n° 58, March 1978.

(7) Ressources for the future, n° 58, March 1978.

(8) En anglais « geopressures-zones », consulter à ce propos le rapport du congrès UNITAR HASA : « The future supply of nature made oil and gas », Pergamon 1977.

UN CHŒUR DE FEMMES CHEFS D'ENTREPRISES

Les grandes firmes sont responsables du chômage

LES femmes qui dirigent, à travers le monde, des entreprises passent à l'offensive, n'entendent pas être dénigrées plus longtemps ni se laisser passer pour « exploiteuses » ou « requins ». Cinq cents femmes, chefs d'entreprises, venant de onze pays se sont ainsi réunies à Hambourg, il y a quelque temps, pour souligner l'importance, sur les marchés du travail, des entreprises de taille moyenne qui fournissent, selon les pays et les régions, entre 60 % et 90 % du nombre total des emplois. Et elles accusent : ce sont, avant tout, les grosses entreprises nationales et les firmes multinationales qui provoquent le chômage.

L'association des Femmes chefs d'entreprises mondiales (F.C.E.M.), dont le siège est à Paris, a été fondée dès 1946 par Mme Yvonne Ed. Foinant qui en est encore présidente et possède une usine de construction de machines-outils dans les Ardennes. « *Depuis un quart de siècle*, dit Mme Foinant, *la notion d'entreprise évoque chez nous la représentation d'un gigantesque appareil à la tête duquel se trouve non un être humain responsable, mais un état-major, avec tout ce que cela suppose d'irresponsabilité. En France, il y a 1 676 grandes entreprises employant 1,78 million de personnes, et 119 000 petites et moyennes entreprises qui en emploient presque 4,5 millions. Ces petites et moyennes entreprises totalisent 78 % des rentrées fiscales. Mais des lois ont été adoptées en faveur des grandes entreprises qui, par leurs débauchages massifs, provoquent un chômage démesuré.*

» *Un tournant semble se dessiner grâce aux exigences des jeunes demandeurs d'emplois qui, en sortant des universités et des écoles professionnelles, tournent de plus en plus le dos aux grandes entreprises.* »

Des colosses dégénérés

De son côté, Mme Claudia Matta (Italie) nous déclare : « *Chez nous, 68,7 % des salariés sont employés dans des entreprises qui ont jusqu'à cinq cents salariés. Ce sont ces entreprises qui, comme en France et en Allemagne, offrent le plus d'emplois. Bon nombre de colosses ont survécu chez nous parce qu'ils ont été subventionnés par l'Etat ou ont obtenu des conditions de monopole. Souvent, seule une forte protection douanière les a maintenus en vie. Résultats : de nombreux phénomènes de dégénérescence d'entreprises.* »

Mme J. Bindt de Haan, des Pays-Bas, surenchérit : « *Le plus gros employeur dans notre pays, c'est l'Etat et les communes, qui emploient 2,3 millions de citoyens. Les petites et moyennes entreprises ont 1,5 million de collaborateurs et la grande industrie huit cent mille. Nous nous trouvons devant ce paradoxe que c'est la plus petite partie de notre économie qui détermine les conditions de travail de la plus grande partie de la population laborieuse. Les salaires et traitements, aussi bien dans les services publics que dans les petites et moyennes entreprises, sont déterminés par la grande industrie. D'où, pour les petites entreprises, la difficulté croissante d'investir et de suivre les progrès de productivité des grandes.* »

Mme C. Dutry, Anglaise, dit : « *Nous avons à nouveau besoin d'une industrie artisanale et d'entreprises de formation. Ne répondent jusqu'à présent à ces besoins que les petites et moyennes entreprises, mais elles croulent la plupart du temps sous les formalités officielles. Un tiers de tous les employés travaillent dans le secteur public. Le gaspillage le plus important vient de notre industrie nationalisée.* »

Enfin, selon le Dr Lilly Loens, ouest-allemande : « *Les petites et moyennes entreprises qui occupent 60 % des salariés sont le cœur de notre organisation dans l'économie de marché, et non les trusts multinationaux. Nous entendons bien les belles paroles qu'adressent à la classe moyenne nos ministères, mais nous voyons venir de la bureaucratie plus d'entraves que d'exhortations à nos affaires. Dans les cinq dernières années, il y a plus d'entreprises qui se sont effondrées que de sociétés qui se soient fondées.* »

Propos recueillis par HANS BAUMANN.

L'Europe de la consommation

Les Français sont les moins disposés à réduire leurs achats alimentaires

Les emplettes domestiques représentent entre la moitié et les deux tiers des dépenses totales des ménages, l'alimentation étant la principale rubrique du panier de la ménagère : 49 % de ce panier en Italie, 58 % au Royaume-Uni, 36 % en Allemagne fédérale, et seulement 29 % en France. En période de lutte contre l'inflation et de « défense » des intérêts des consommateurs, il est intéressant de constater que le comportement des acheteurs varie nettement suivant les pays.

L'ITALIE est le pays d'Europe où se maintient le plus la tradition de la petite épicerie à l'ancienne mode. Le magasin moyen y desservirait environ trois cents personnes, contre plus de cinq cents dans les autres pays membres d'Europe. La France est le pays où l'acheteur doit faire face au contraste le plus grand entre petits épiciers et supermarchés : 2 % des commerces français d'alimentation font plus de la moitié du chiffre d'affaires, contre un tiers au Royaume-Uni, un quart en Allemagne et un cinquième en Italie. En revanche, pour le plus grand nombre, les magasins français sont d'assez faible dimension.

D'après l'une des enquêtes régulières de Gallup International conduite pour le compte de la C.E.E., il semble que, lorsque les Européens font leur marché, la vérification qu'ils ont le plus de chances de faire ne concerne pas leurs achats... mais leur monnaie. Trois autres pratiques sont aussi habituelles : vérifier la note, les prix unitaires et les renseignements fournis sur les paquets au sujet de leur contenu et de leur date de fraîcheur. La vérification du poids donné est moins courante. Et si l'acheteur italien vérifie le poids plus souvent que le paquet, cela reflète le fait que la nourriture est souvent encore vendue en vrac dans ce pays. Les Français sont des lecteurs d'étiquettes particulièrement avides, tandis que les Allemands, quant à eux, sont fort enclins à vérifier les prix unitaires.

Les Français tendent à se montrer sceptiques sur les capacités d'acheteurs de leurs concitoyens. Ils pensent que les gens se laissent surtout influencer par la publicité et admettent en général qu'un prix plus élevé signifie une meilleure qualité. Dans les autres pays européens, ces attitudes sont inversées, les personnes interrogées étant plus enclines à penser que la plupart des gens sont des acheteurs attentifs, plutôt que d'admettre qu'ils sont influencés par la publicité ou le prestige du prix.

Ce sont les Italiens qui s'estiment les moins bien informés comme acheteurs, tandis que les Allemands ont la plus grande confiance dans leur capacité en la matière. En dépit de l'augmentation du nombre des essais comparatifs, on a partout moins confiance pour l'achat des biens de consommation durable que pour les achats alimentaires. Cela reflète sans doute le fait que ces derniers sont effectués régulièrement, de telle sorte que l'on peut acquérir de l'expérience à l'usage, tandis que les biens de consommation durables ne sont achetés que quelquefois dans une vie.

A un moment où l'inflation était particulièrement sévère, la question suivante a été posée : « *Si les prix continuent à monter aussi vite, laquelle des attitudes suivantes déciderez-vous certainement, probablement, probablement pas ou certainement pas, de suivre ?* » Les réponses ont indiqué de façon générale que les personnes intéressées rechercheraient des marchandises moins chères en comparant entre les commerçants, qu'ils remettraient les achats importants à plus tard et achèteraient des marchandises faisant l'objet d'offres spéciales ou de soldes. Les trois réponses qui ont été choisies le moins souvent sont : prélever sur leur épargne existante, faire des heures supplémentaires ou essayer de trouver un emploi de complément et cesser d'essayer d'épargner.

Un groupe de réponses à choisir traitaient de cinq mesures précises d'économies possibles : remettre à plus tard les achats majeurs, réduire les dépenses de vêtements, de loisirs, de vacances et préparer des repas moins coûteux. Les réponses à ces questions ont été uniformes et suggèrent que les Italiens étaient les plus enclins à combattre l'inflation en réduisant leur consommation, et les Français, les moins disposés à le faire.

Au total, les réactions à l'inflation, par ordre de probabilité, ont été d'essayer d'acheter à meilleur compte, de faire des économies spécifiques, de joindre ses forces à celles d'autres consommateurs, et, finalement, de réduire l'épargne ou de travailler davantage.

Les Britanniques ne se sont écartés en rien de cette tendance générales. Parmi les autres peuples, les Français ont été relativement plus disposés à prélever sur leur épargne ou à cesser d'épargner et moins susceptibles de tenter d'acheter moins cher en comparant les points de vente, et en recherchant les offres spéciales et les soldes. Les Allemands, en revanche, avaient plus de chances d'essayer d'acheter à meilleur marché et ils étaient moins susceptibles de s'unir à d'autres consommateurs pour obtenir plus d'informations et défendre leurs intérêts. Les Italiens semblent les plus disposés à faire des économies précises, à s'unir à d'autres consommateurs et à essayer de gagner davantage en faisant des heures supplémentaires ou des emplois de complément. Ils étaient cependant moins enclins à dire qu'ils réduiraient leur épargne.

JAMES ROTHMAN.

LES COMMERCES D'ALIMENTATION

	NOMBRE de magasins (1) (milliers)	TOTAL des ventes alimentaires (milliards de dollars)	VENTES par magasin (milliers de dollars)	MAGASINS par mille habitants	PART des self-services : dans les ventes	PART des self-services : dans le nombre de magasins	PART des ventes des 2 % de magasins les plus grands
France	181	39	296	1,9	88 %	34 %	52 %
Allemagne	111	34	303	1,8	90 %	69 %	25 %
Italie	171	19	58	3,1	25 %	3 %	22 %
Royaume-Uni	95	16	163	1,8	75 %	39 %	36 %

(1) Source : A. C. Nielsen Co., janvier 1977.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,52
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

SOCIÉTÉ IRANIENNE DE PREMIÈRE IMPORTANCE

recherche

pour son nouveau restaurant du standing le plus élevé à TÉHÉRAN

UN DIRECTEUR DE HAUT NIVEAU

- Il aura non seulement à répondre aux exigences d'une clientèle d'élite, mais en plus à assurer la réalisation des objectifs de résultats.
- Il sera donc un gestionnaire hors pair.
- Il assumera la direction complète tant des cuisines que de la salle de cent trente couverts et du bar.
- Il conduira la politique du restaurant tant au niveau de la carte qu'au niveau des services et des achats.
- Il participera au recrutement du personnel qualifié et aux préparatifs d'ouverture.
- Il aura une expérience professionnelle confirmée et sera au moins bilingue : français-anglais.

Nous offrons une rémunération de premier ordre avec les avantages habituels à l'expatriation dans le cadre d'un contrat renouvelable de deux ans.

Les candidatures, avec curriculum vitae, sont à adresser à G.B.I., Service Recrutement, réf. 101, 26, rue du Damier, 1000 Bruxelles.

La Commission des Communautés européennes

La Commission des Communautés européennes cherche pour son bureau de presse et information de TOKYO un

conseiller de presse et d'information

Les candidats devront:
☐ posséder un diplôme universitaire et avoir une grande expérience du journalisme et des media en général ou avoir des contacts étendus avec ces domaines ☐ connaître le Japon et l'Extrême-Orient et être parfaitement informés des objectifs politiques de la Communauté européenne
☐ avoir une bonne connaissance de la langue japonaise écrite et parlée
☐ avoir la nationalité d'un pays membre.

Les candidats devront avoir de préférence entre 40 et 50 ans, mais des candidats plus âgés ou plus jeunes particulièrement qualifiés entreront également en ligne de compte.

La rémunération et les conditions de travail sont en rapport avec l'importance que revêt le poste pour la Commission et seront communiquées aux candidats retenus.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé à l'adresse suivante, en mentionnant la référence JAP 1:
M. A.J. CASTON, JE 8 : 21, Commission des Communautés européennes, 200 rue de la Loi, B-1049 Bruxelles.
La date limite pour le dépôt des dossiers complets de candidature est fixée au 6 octobre 1978.



Le Groupe SCAC (3,5 milliards de CA annuel, 14 000 personnes dans le monde) recherche un

RESPONSABLE COMMERCIAL «CONTENEURS» Abidjan

pour promouvoir, animer et coordonner des activités "Conteneurs" sur la côte Ouest d'Afrique (pays francophones et anglophones).
Agé de 30 à 40 ans environ, son expérience dans le domaine du Transit ou de la Consignation, son esprit d'analyse et de synthèse, sa facilité d'adaptation et son dynamisme devront lui permettre de suivre et de prévoir l'évolution de la "Conteneurisation" dans ces pays, et de négocier les contrats avec différents organismes et les entreprises de transport. Il en suivra la réalisation qui sera assurée par un réseau d'agents locaux.
L'anglais courant est indispensable.
La connaissance du monde économique africain serait un atout important.
Le candidat pourra se familiariser à notre organisation et à nos méthodes au cours d'un stage de formation.
Le salaire sera fonction de la qualification du candidat. Les perspectives de carrière seront réelles et intéressantes pour un candidat motivé.
Discrétion totale assurée.
Veuillez envoyer lettre avec curriculum vitae détaillé à M. J. TERRAZ - SCAC, 30, quai National, 92806 PUTEAUX.

HAVAS CONTACT

Nous sommes un groupe important, C.A. 1,5 Milliard de Francs, 20% de progression annuelle.

Pour notre activité **Second Œuvre Bâtiment** *(climatisation, plomberie, électricité) tournée vers l'étranger et notamment vers les pays du Moyen-Orient, nous recherchons*

UN RESPONSABLE DE PROJETS

Capable de prendre la responsabilité d'un chantier (3 lots) et de diriger et coordonner l'action des conducteurs de travaux et du personnel local.

Ce poste implique une solide expérience du chantier bâtiment si possible à l'étranger et une parfaite connaissance de l'anglais.

Ecrire avec C.V. prétentions sous réf. 1381 à SWEERTS B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09 qui transmettra.

Directeurs de financement de projets-Moyen Orient

Nous désirons recruter des responsables des crédits hautement compétents, qui seront chargés d'analyser, de recommander, de négocier et de gérer les emprunts à long terme et à bas intérêt destinés à financer le développement du secteur privé de l'économie dans l'un des états arabes producteurs de pétrole les plus importants du Moyen-Orient.
Leur compétence, qui doit être d'ordre international, devra couvrir l'analyse des projets envisagés, l'étude de leur viabilité technique et économique, l'élaboration des demandes de prêts et la négociation des conventions. Ils devront également gérer les investissements existants et fournir des recommandations pour l'amélioration des performances des entreprises chargées des projets.
Ils devront être titulaires d'une licence et posséder en outre une formation en matière de crédit obtenue auprès d'un établissement financier bien établi, ainsi qu'une expérience d'au moins deux ans à un poste de responsabilité dans une banque commerciale, marchande ou de développement. Ces postes étant basés dans une capitale du Moyen-Orient, les candidats choisis devront s'attendre à un travail exigeant et stimulant, rémunéré par un salaire exonéré d'impôts et par des avantages calculés généreusement pour contrebalancer l'effet d'un séjour de 2-3 ans à l'étranger. Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre et curriculum vitae en anglais et numéro de téléphone (discrétion assurée) à:
Box 2151, Gould and Portmans Ltd., Caroline House, 55-57 High Holborn, Londres WC1V 6DX, Angleterre.

Amnesty International recrute un chercheur pour le département Moyen-Orient de son secrétariat international à Londres

Fonctions : Etude de la situation générale des droits de l'homme et des cas individuels au Moyen-Orient

Elaboration des rapports généraux et dossiers de prisonniers, préparation missions et conception de stratégies.

Qualifications : Excellente connaissance de la région, de la situation historique et politique ;
Bon niveau d'études et/ou expérience de travail sur les pays concernés ;
Capacité de jugement politique objectif ;
Anglais courant et connaissance de l'arabe indispensable ;
Connaissance du farsi serait appréciée.

Salaire : 4.680 livres par an.

Lieu de travail : Londres.

Date de clôture des candidatures : 6 octobre 1978.

Demander formulaire de candidature à Caroline REESON, Amnesty International, International Secretariat, 10, Southampton Street, London WC2E 7HF, ANGLETERRE, ou tél. 19 (44) 1 836 77 88 poste 289.



Directeur Général
350 000 F +

Un très important groupe recherche un homme de premier plan pour diriger son entreprise au Sénégal.
Responsable de la gestion et du développement, ce manager aura pour mission de superviser un complexe agro-alimentaire et un ensemble industriel, représentant un effectif supérieur à 3 000 personnes.
Pour réussir, le candidat doit posséder une formation d'ingénieur, avoir participé à la réalisation d'installations industrielles, de préférence à feu continu, et avoir dirigé avec succès une société industrielle.
Une bonne maîtrise de la langue anglaise constituera un atout.
Le titulaire du poste trouvera un environnement matériel et social susceptible de favoriser une insertion familiale.
Envoyer C.V., photo récente et rém. actuelle ss réf. 1068-M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75283 Paris Cedex 06

BKC

Pour école d'ingénieurs en Algérie

organisme français recrute

ingénieurs ou universitaires ou enseignants

de nationalité française

en :
- CONSTRUCTION METALLIQUE
- FABRICATION MECANIQUE
- CONSTRUCTION MECANIQUE
- METHODES
- ORGANISATION SCIENTIFIQUE DU TRAVAIL
- TURBOMACHINE
- ELECTRICITE INDUSTRIELLE
- METALLURGIE
- INFORMATIQUE
- EXPRESSION ECRITE ET ORALE

3 années d'expérience industrielle (bureaux d'études, de méthodes ou ateliers) ou 3 années d'expérience d'enseignement au minimum.
Contrat de longue durée (2 ans minimum).
Gestion par organisme français assurant avantages sociaux équivalents à position en France - Logement assurée - Congé annuel en France.

Adresser c.v. détaillé avec photo sous référence 1025 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

POUR DEVENIR
DIRECTEUR FILIALE
IRAN
INGÉNIEUR
A.M. ou T.P. ou SUPELEC ou EQUIVALENT
ANGLAIS ou ALLEMAND NECESSAIRE
Libre rapidement
Voyage de contacts prévu le 14-9-78
Ecrire chez SICOFRA
50, Chaussée-d'Antin (9e)
ou tél. : 280-36-36

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe, des EMPLOIS vous attendent. Demandez le mensuel spécial MONDEMPLOIS (serv. M 72), 14, r. Clauzel, Paris-9e.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger par répertoires-hebdomadaires. Ecr. Outre-mer Mutations, 47, rue Richer, Paris-9e.

POUR PROCHE-ORIENT
ayant l'expérience du matériel
INGÉNIEURS ou B.T.S. ÉLECTRONICIENS
pour le dispatching et la distribution électrique.
ANGLAIS COURANT
Envoyer C.V. détaillé à :
A.T., 29, av. Friedland, 8e.

SOPRA

recherche pour un organisme parapublic IVOIRIEN

chefs de projet

4/5 ans d'expérience en informatique de gestion.
Connaissant bien le matériel IBM.
Ils seront destinés à prendre la responsabilité d'un service d'étude.

analyste - programmeur

Expérimenté en COBOL (2 ans minimum)

Les candidats ivoiriens auront la préférence.

Adresser références, c.v. manuscrit, photo et prétentions, sous n° 1535-M, à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

GRANDE SOCIETE D'ETUDE ALLEMANDE,
depuis 20 ans en outre-mer,
cherche aussitôt que possible
pour ses agences en Afrique de l'Ouest
— pour la réalisation de silos de stockage, partie électro-mécanique

INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANIQUE
expérimenté

Veuillez adress. votre candidature (C.V., certificats, diplômes et photo) à la Société DR GERHARD HOLFELDER, Ingénieurs-Conseils - Hansjakobstr. 156, D-7800 Freiburg, Allemagne fédérale.

Bureau d'Etudes français recherche pour assistance technique en Algérie
INGÉNIEUR
VOIRIE URBAINE
Diplômé - 30 ans minimum
Séjour en célibataire
Statut expatrié
Veuillez écrire en indiquant la référence n° 26.918 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

GESTION 2000
pour déplacement Libye
INGÉNIEURS
Maintenance informatique équipements électroniques calculs sur ordinateurs.
Langue anglaise avec référence
Tél.: 246-42-91.

POUR CONNAITRE TOUTES LES POSSIBILITÉS D'EMPLOIS
OUTRE-MER, ÉTRANGER

Amérique du Nord et du Sud, Australie, Afrique, Europe, avoir des offres d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens, demandez une documentation sur notre revue spécialisée : MIGRATIONS (T. 40), 3, rue de Montyon - 75429 PARIS, CEDEX 09

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieur débutant industries alimentaires

Réf. P 08

BSN Emballage recherche un ingénieur industries alimentaires pour l'intégrer à son équipe marketing.
Il se formera auprès d'un chef de produits aux différents aspects du marketing industriel : études de marché, gestion des produits, planification... Il établira ou développera des contacts avec la clientèle des industries alimentaires dans le but de conduire des études prospectives pour le développement de l'utilisation des conditionnements en verre.
Ce poste intéresse un ingénieur débutant diplômé des industries alimentaires, ayant une bonne connaissance de l'Anglais. Une formation complémentaire type CESMA, I AE ou une première expérience commerciale serait appréciée.
Lieu du poste : Lyon.

responsable relations sociales

Réf. P 09

Le Groupe BSN-Gervais Danone propose à un candidat, diplômé d'études supérieures, ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction personnel, de préférence en usine, de se joindre à l'équipe des relations humaines et sociales de la Société Gervais Danone France (CA : 1 Md 500 M de F , 5000 personnes).
Responsable des relations sociales pour une Division, il participera par ses études et ses recommandations à l'élaboration de la politique sociale. Il sera chargé d'en animer et contrôler l'application dans 5 unités de production implantées en Normandie et employant un millier de personnes. En particulier il recherchera, avec la hiérarchie, les moyens de prendre en compte les aspirations du personnel dans le cadre des objectifs économiques et humains de la société.
Basé à Paris, il se déplacera fréquemment dans les usines.

chef de produits

Réf. JC 01

Le Groupe BSN-Gervais Danone recherche un jeune chef de produits afin d'élargir l'équipe marketing de la Société Européenne de Brasseries (CA 1 Md de F, principales marques : Kanterbräu, Canada Dry).
Ce chef de produits assurera la gestion et le développement de produits existants. Son action portera sur l'ensemble des éléments du marketing-mix, et il disposera de moyens publi-promotionnels importants pour atteindre ses objectifs.
Ce poste intéresse un HEC, ESSEC, ESCP, Sc. Po., ayant acquis 2 à 3 ans d'expérience du marketing des produits de grande consommation, soit chez l'annonceur, soit dans une agence de publicité.
Anglais indispensable.
Le poste est à pourvoir à Sèvres (92).

chef de projet informatique

Réf. JC 02

Les Brasseries Kronenbourg recherchent un chef de projet pour leur service informatique, à Strasbourg.
Dans le cadre du développement d'un plan informatique ambitieux, sa mission sera, en collaboration étroite avec les services utilisateurs, d'étudier, concevoir et mettre en place de nouvelles applications de gestion. Pour la réalisation informatique, il sera assisté d'analystes-programmeurs dont il assurera l'animation, la coordination et le contrôle.
Cette fonction intéresse un jeune diplômé d'études supérieures (Ingénieur, MIAG...) ayant assuré pendant au moins 3 ans des responsabilités d'analyse et de programmation dans le cadre d'applications de gestion.
En plus des responsabilités intéressantes liées à la fonction, ce poste présente les avantages de la vie en province ainsi que des perspectives d'évolution favorisées par la taille et la diversité du Groupe BSN-Gervais Danone.

développement alimentaire

Réf. J 19

Le Groupe BSN-Gervais Danone recherche pour ÉVIAN le responsable du Centre de Recherche et de Développement.
Il sera responsable, devant la Direction Générale et la Direction Technique, de l'orientation, de l'animation et de la coordination des efforts de recherche appliquée et de développement de la société pour lui permettre de répondre efficacement aux besoins des marchés dans le domaine des eaux minérales et des boissons alimentaires.
Il dirigera un centre, installé à Évian, qui emploie 37 personnes dont 11 cadres, réparties en services spécialisés : labo de chimie et de bactériologie, ressources en eau, formulation nouveaux produits, packaging, atelier-pilote... et qui est doté de moyens importants.
Cette fonction sera confiée à un candidat de formation scientifique universitaire ou grande école, disposant de très solides connaissances en biochimie, bactériologie, nutrition, technologie alimentaire, réglementations, étayées par une dizaine d'années d'expérience, minimum, en laboratoire de recherche et de contrôle dans les industries alimentaires ou para-alimentaires.
Anglais indispensable.

Adressez votre candidature avec c.v. détaillé, en précisant la référence du poste, à BSN-Gervais Danone. Service Recrutement Cadres. 7, rue de Téheran, 75008 Paris.

bsn. gervais danone

HAVAS CONTACT



HEWLETT PACKARD

GRENOBLE

Notre expansion nous conduit à rechercher :

cadre comptable

Le Poste : établissement du bilan, du compte d'exploitation et des déclarations fiscales.

Le Candidat : Vous aurez le niveau du DECS et une expérience approfondie en comptabilité générale française.
Vous parlerez si possible l'anglais.

Dès votre entrée, votre sens de l'initiative et votre esprit créatif seront mis à l'épreuve parce que nous sommes jeunes et que notre taux de croissance est élevé.

La Société : Notre division européenne de matériel informatique a une triple vocation Recherche et Développement, Marketing et Production.

Si vous attachez de l'importance à des relations informelles, au management par objectifs et à une évolution de carrière liée à votre performance et au succès de notre Société, vous serez accueilli par une équipe dynamique dans une unité aux dimensions humaines (400 personnes).

L'adresse : HEWLETT PACKARD GRENOBLE
Département du Personnel
5, Avenue Raymond Chanas
38320 EYBENS

sperar

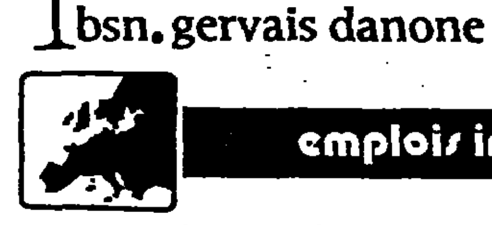
Ouest - prox. mer

Ingénieur débutant

Formation Centrale, A.M., ...

Société française de matériel de chauffage en grande série (C.A. : 130 millions, 650 personnes), nous pratiquons des méthodes de gestion modernes.
Nous avons déjà intégré, avec succès, de jeunes ingénieurs et recherchons un ingénieur débutant qui sera affecté à notre Bureau d'Etudes : 30 personnes environ,
— recherches, essais, mise au point pour nos propres fabrications et engineering de machines spéciales à transfert automatique.
Au terme d'une formation de 2 ans environ, impliquant des missions précises, il aura de larges responsabilités d'études et d'encadrement.
De bonnes connaissances en thermique sont très appréciées.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 71 488/M à R. VERDET - Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

SSCI
de dimension internationale
recherche
pour mission de longue durée à l'étranger

directeurs de projet

Ils recevront comme mission la conduite de projets d'envergure nationale, s'étalant sur plusieurs années.

Diplômés d'une grande école (X, Centrale, HEC, ESSEC...), ils auront eu une expérience de la direction globale de projets de haut niveau sous tous ses aspects (personnel, technique, financier, organisation ...).

Adresser CV manuscrit et photo sous réf. 1537 à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE RECHERCHE POUR NIAMEY (NIGER)

1 Chef comptable expérimenté

Outre la responsabilité complète de la comptabilité, il se verra confier des tâches plus élargies de FISCALITE GESTION, en administration organisation, rémunération de 100 000 à 120 000 F.

Ce poste conviendra à un candidat titulaire au minimum du DECS, ayant l'expérience de la direction d'une équipe ainsi que de bonnes qualités de contact.

Envoyer C.V. et prétentions à :
N° 7.852 « LE MONDE » PUBLICITE
5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e, qui transm.

C.G.E.E. ALSTHOM

ÉQUIPEMENTS et ENTREPRISES ÉLECTRIQUES

recherche pour sa filiale au

NIGERIA - Lagos

Un INGÉNIEUR CONFIRMÉ

en vue de pourvoir le poste

d'adjoint au directeur général

Le candidat devra posséder :
— Une expérience de 5 à 10 ans dans l'étude, la réalisation et la gestion d'affaires dans le domaine des équipements et entreprises électriques (activité de 25 à 30 millions de francs).
— Une très bonne pratique de la langue anglaise.
Indemnités de dépaysement et de séjour.
Avantages locaux : logement - voiture.

Adresser lettre de candidature, prétentions et C.V. manus. à C.G.E.E. ALSTHOM - Direction du personnel à l'attention de M. HUA, 13, rue Antonin-Raynaud, 92309 Levallois-Perret.

ENTREPRISE MOYENNE
appartenant à
Grand groupe industriel
recherche

INGÉNIEUR

Grande École
(X, Centrale, Mines, E.N.S.T.A.)
ayant expérience professionnelle
5 à 10 ans en production secteur indifférent
Pour prendre
Direction Chantier à l'Étranger
après quelques mois formation en France,
déplacements possibles avec famille, durée 2 à 3 ans, reclassement en France assuré.
Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo sous N° 43.348 B - BLEU PUBLICITÉ
17, rue Lebel - 94300 VINCENNES qui tr.

Pour compléter l'équipe d'encadrement d'une Ecole d'Ingénieurs du Bâtiment près d'ALGER

QUATERNAIRE EDUCATION, Société spécialisée dans l'ingénierie des systèmes de formation, recherche

INGENIEURS

I.N.S.A. ou équivalent
(Génie-civil)

UNIVERSITAIRES

D.E.A. minimum
(physique ou résistance des matériaux)

Expérience de l'enseignement souhaitée.
Les candidatures, accompagnées d'un C.V. et d'une photo, doivent être adressées à :

quaternaire éducation
34, rue de Liège 75008 PARIS

Lycée Côte-d'Ivoire
recherche

7 ENSEIGNANTS

avec Maîtrise ou Doctorat.
Math - psycho chimie - sc. nat. - histoire géogr. - angl.-franç. allem.-français - esp.-français - dont un susceptible postuler pr poste de Direction.
Ec. n° T 07.450 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Le Chef du département routier d'une importante société française souhaite dans le cadre de ses opérations à l'étranger entrer en contact avec des

INGÉNIEURS ROUTIERS

ayant le goût du travail outre-mer et désireux de mettre en œuvre leurs compétences en études, travaux, supervision.
Les Ingénieurs intéressés, de 30 ans minimum, ayant déjà une expérience de l'étranger, sont priés d'écrire (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération) en spécifiant sur l'enveloppe la référence 6.140 à : MEDIA P.A. 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Bureau d'études à vocation internationale siège social Paris recherche
dans le cadre de ses opérations en Afrique noire

INSPECTEUR MATÉRIEL T.P.

de formation ingénieur ou niveau équivalent (réf. 4.195)

CHEF D'ATELIER T.P.

de niveau technicien supérieur (réf. 4.269)

Les candidats intéressés, de 30 ans minim., ayant une expérience confirmée et connaissant l'Afrique, sont invités à prendre un 1er contact en écrivant (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération) en spécifiant sur l'enveloppe la référ. du poste à MEDIA P.A. 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Société CONSEIL
recherche

INGENIEURS CONSULTANTS

en gestion

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., M.B.A., pour interventions en Algérie Possibilité insertion ultérieure dans équipe en France.
Ecr. n° T 7.640 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Organisme à vocation internationale recherche pour séjour à l'étranger

ÉCONOMISTE

spécialiste des études de planification des transports à l'échelon sectoriel, national ou régional.
Diplômé de 30 ans minimum, cet économiste s'exprime en anglais et a déjà une expérience professionnelle à l'étranger.
Vous êtes invités à écrire (joindre C.V. et mentionner votre rémunération) ss référence 2 270 à MEDIA P.A.
9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Pour séjour en Afrique noire importante société PARIS recherche

MÉCANICIEN T.P.

ayant une expérience confirmée des

ENGINS BITUMAGE

Ce poste conviendrait à un spécialiste de 30 ans minimum ayant déjà une expérience du travail à l'étranger. - Merci d'écrire (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération) en spécifiant sur l'enveloppe la référ. n° 10.182 à MEDIA P.A.
9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Société d'Ingénieurs Conseil PARIS rech. la collaboration d'un consultant en

EXPLOITATION TRANSPORTS FLUVIAUX

Cet expert, familiarisé avec les problèmes de voies navigables dans les pays en développement, se verra confier une intervention de quelques mois en Afrique.
Merci d'écrire sous la référence n° 4.240 à MEDIA P.A.,
9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Société d'Ingénierie PARIS recherche pour séjour en AFRIQUE FRANCOPHONE

CONDUCTEURS TRAVAUX ROUTIERS

Ces TECHNICIENS, de 30 ans minimum, ont déjà l'expérience du travail à l'étranger et sont qualifiés, soit en terrassement, rechargement, remblais, soit en technique et matériels de bitumage.
Vous êtes priés d'écrire (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération) en spécifiant s. l'enveloppe la référence 15.181 à : MEDIA P.A.
9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Pour MAGHREB
Bureau d'Etudes Français
recrute

2 FORMATEURS EN PLANIFICATION

Conception, Diffusion des cours, animation des départements :
— Aménagement de l'espace ;
— Economie industrielle.
● Age minimum : 30 ans ;
● Ingénieur de préférence ;
● Expérience outre-mer souhait.
Envoyer curriculum vitae à : B.P. 218, 75824 PARIS Cédex 01.

KUHNE et NAGEL

Transports internationaux
recherche

CHEF COMPTABLE

pour sa FILIALE au CAMEROUN (Douala)
— Connaissance anglais ou allemand souhaitée ;
— Formation E.S.C.P. ou expérience ;
— Avantages sociaux normaux en Afrique.
Adresser C.V. détaillé à : KUHNE et NAGEL, Gare routière Sogaris 169, 94564 RUNGIS Cédex.

GESTION 2000

POUR RAFFINERIE RUSSIE

INGÉNIEUR

pour supervision
Installation électrique
Instrumentation régulation

POUR RAFFINERIE GABON

INGÉNIEUR

Pour supervision
Installation électricité
travaux entreprise.
Tél. 246-42-01

GROUPE IMPORTANT
Compagnie d'Assurances
recherche pour

AFRIQUE OCCIDENTALE

PERSONNE QUALIFIÉE

titulaire B.P. comptable ou D.E.C.S.
pour assumer fonctionnement et responsabilité d'un service comptable.

Adr. C.V. et prét. n° 7.784, à : LTP 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

AUCHAN

Pour faire face à son expansion

recherche

CADRES

ou

FUTURS CADRES COMMERCIAUX

Vous êtes :

- diplômé d'Etudes Supérieures
- vous possédez l'esprit commerçant
- vous avez le courage de vos ambitions
- vous savez entreprendre et décider
- vous êtes capable de diriger et d'animer des hommes de bons niveaux.

Nous vous offrons :

- une entreprise performante dans le secteur du libre-service
- une école enrichissante sur le plan humain, et sur le plan professionnel
- une large délégation :
  - la responsabilité d'une partie du magasin
  - la définition de votre politique, de votre gamme et de vos objectifs
  - la responsabilité de votre personnel
- l'évolution de la rémunération est liée aux résultats économiques et humains
- une évolution de carrière grâce à une politique active de promotions internes et d'expansion.

Ecrivez-moi en joignant C.V., photo et prétentions
François LECLERCQ AUCHAN - Rue de la Mouchetière - 45140 ST JEAN DE LA RUELLE

BLEU

Société Construction Machines-Outils Centre France, recherche Ingénieur ou Assimilé, ayant déjà une certaine pratique dans le domaine technique construction machines. Goût pour les études. Voyages à l'étranger nécessaires. Allemand indispensable. Adresser candidature manuscrite, C.V. et photo, à HAVAS, 03201 VICHY Cedex sous n° 8.584.

SAUNIER - EAU et ENVIRONNEMENT - S.A.R.L.
14, avenue du Gros-Malhon,
35000 RENNES - recherche :
— Ingénieur chargé d'études impact sur l'environnement et trait. eaux. Formation Ingénieur Gde Ecole ou doctorat Université. - 3 années expérience souhaitée.
— Technicien B.T.S. ou équivalent, avec expérience trait. eaux, enquête de pollution.
Env. C.V. + photo + prétent. au n° 7.774 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Recherchons deux animateurs pour M.J.C. Sud-Est de la France. Envoyer candidatures au n° 7.843 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e, qui transmettra.

CLINIQUE MUTUALISTE EUGENE-ANDRE
107, rue Trarieux, 69003 LYON,

demande

— AIDES SOIGNANTES diplômées ;
— INFIRMIERES diplômées d'Etat ;
— MANIPULATEURS (TRICES) radio ;
— SURVEILLANT (E) radio ;
— SURVEILLANTES service hospitalier.
● Salaire intéressant, 13e mois.

— PREPARATEUR EN PHARMACIE ayant B.P.

— CHEF SERVICES COMMUNS expérimenté, ayant connaissance dans divers corps métiers : chaufferie, climatisation.
● Salaire intéressant. 13e mois.

— SECRETAIRE expérimentée, ordonnée, pratiquant les chiffres.

Envoyer C.V.

Pour assurer son développement, LA REDOUTE (3 milliards de francs de chiffre d'affaires - 8000 personnes) met à la disposition de ses services d'importants moyens techniques, commerciaux ou administratifs.
Nous créons, dans ce cadre, deux postes que nous destinons à de

jeunes ingénieurs généralistes,

diplômés d'une *Grande École*.

saisie des commandes

Réf. 8.19.15

La Direction Informatique de LA REDOUTE dispose d'un équipement parmi les plus importants du secteur privé en France. L'Ingénieur recherché pour cette Direction sera affecté au Service "Prise de Commandes clientèle" et prendra en charge une partie du projet "Saisie de Commandes", après formation de quelques mois (connaissance de l'entreprise, techniques IBM...). En contact étroit avec les utilisateurs, il aura surtout à dialoguer, organiser, innover pour concevoir et mettre en œuvre les moyens informatiques nouveaux, répondant aux attentes de la clientèle et de l'entreprise.
Une formation complémentaire en informatique serait appréciée, mais nous sommes prêts à former un généraliste de valeur.

études marketing

Réf. 8.29.24

Portant sur l'ensemble des "supports extérieurs" (centres de prises de commandes, magasins...), les études marketing ont pour objectif d'apporter aux responsables opérationnels les outils de contrôle et de prévision nécessaires à leurs prises de décision.

L'Ingénieur recruté devra, dans un premier temps :

– mettre en œuvre un modèle de prévisions d'activité pour les "supports extérieurs" tant au niveau régional que national ;
– développer notre outil de gestion (comptes d'exploitation, redéfinition de postes de coût, en liaison avec les services de contrôle de gestion et les supports extérieurs...) ;
– mise à la disposition des responsables opérationnels d'un outil (programmes mini-informatiques) de gestion et de prévision de personnel.
Ces fonctions intéressent un ingénieur débutant désirant se former aux techniques marketing utilisant des outils mathématiques, statistiques et informatiques.

D'importantes perspectives d'évolution sont ouvertes pour ces postes dans le cadre du Groupe REDOUTE.
Candidatures et C.V. sont à adresser, sous la référence du poste concerné à :
LA REDOUTE - Direction du Personnel - Division Cadres.
57, rue de Blanchemaille,
59100 ROUBAIX.

HAVAS CONTACT

La Redoute

Nous sommes la filiale française d'un très important groupe international et recherchons le

controller administrative manager

qui s'intégrera à notre direction générale et saura rendre notre gestion dynamique et efficace.

Nous lui confierons la responsabilité de la préparation et du contrôle des budgets. Il supervisera et organisera les fonctions suivantes : comptabilité, contrôle des coûts, calcul des prix de revient, trésorerie, inventaires, liaisons avec l'informatique.

Agé environ de 35 ans, de formation supérieure, il aura une solide expérience de la comptabilité française et américaine et du contrôle budgétaire, acquise en secteur industriel. Il parlera couramment l'anglais. Il acceptera d'effectuer des déplacements relativement fréquents à l'étranger.

Le poste est basé dans une ville moyenne du centre de la France.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sous référence B 4520 à Nicole RIBAULT, 1, rue de Berri, 75008 Paris.

bernard julhiet psycom

ENTREPRISE GÉNIE CLIMATIQUE

PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

recherche pour son siège social

RÉGION RHONE-ALPES

CHEF COMPTABLE D.E.C.S.

Il sera responsable de l'ensemble des comptabilités y compris bilan (200 MM.) il animera une équipe de vingt personnes.

CHEF DU SERVICE INTERNATIONAL

INGENIEUR GRANDE ECOLE
EXPERIENCE PLUSIEURS ANNEES

Il devra maîtriser un important service en FRANCE et coordonner l'action des différents établissements à l'ETRANGER.

LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE

Ecrire avec C.V. + prétent. + photo sous réf. 1.895 à P. LICHAU S.A., 18, quai Jean-Moulin, 69002 LYON, qui transmettra.

SINTRA

recrute

pour assistance technique près DUNKERQUE

TECHNICIEN de MAINTENANCE

— Ayant bonne formation électronique (analogie et logique T.T.L.)
— Connaissant les mini-calculateurs et leur programmation.

Poste intéressant à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à
DIRECTION DU PERSONNEL
28, rue Malakoff
92600 ASNIERES

DISCRETION ASSUREE

---

directeur d'établissement

Nous sommes l'un des premiers répartiteurs pharmaceutiques français et cherchons, pour Lyon, notre directeur d'établissement.
C'est d'abord le patron de l'équipe qu'il anime, forme et recrute.
C'est ensuite un bon organisateur et gestionnaire : il gère, en effet, un stock de plus de 15000 références qui sont distribuées sur l'ensemble de la région Rhône-Alpes.
Ce poste convient à un pharmacien ayant l'expérience de la direction d'un établissement ou à un diplômé d'une ESC, par exemple, ayant dirigé une unité de 50 salariés au moins.

Ecrire à R. BEROUD, réf. 464 LM,

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

FUTURS CHEFS COMPTABLES

Une très importante Société de Distribution recherche pour ses *magasins de province*

DES JEUNES DIPLOMES

ayant si possible une première expérience professionnelle, qui après une période de formation de 8 mois deviendront responsables d'un service comptable (comptabilité générale, gestion, budgets comptabilité analytique).

Si vous êtes agés de plus de 25 ans, libérés des obligations militaires, diplômés d'un BTS comptable ou d'un IUT Finance-comptabilité et surtout si vous acceptez des mutations en province, l'évolution de votre carrière se fera dans des magasins de plus en plus importants.

Adressez un CV manuscrit avec prétentions à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, sous réf. 75884 qui trans.

Importante Société de
BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
crée le poste de

RESPONSABLE DE GESTION FINANCIÈRE

Profil ● Homme 30/40 ans ● Formation comptabilité finances ● Première expérience réussie, si possible dans le secteur BTP.

Missions ● Attaché à la Direction Générale, et en liaison avec les Responsables des différents Services, il sera chargé de :

● Suivi et contrôle financier de la Société et des Centres de Travaux ● Gestion prévisionnelle, trésorerie, encaissements...

Possibilités d'évolution intéressantes pour candidat de valeur.

Résidence : Ville moyenne NORD DE LYON.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 7 283 A, avec CV, photo et prétentions, à :

AVISO conseil 49, RUE SERVIENT 69003 LYON RÉPONSE ET DISCRÉTION ASSURÉES.

Société d'Expertise Comptable recherche pour SENS

FINALISTE
ou
STAGIAIRE CONFIRME

— 30 ans environ ;
— Situation d'avenir ;
— Rémunération attractive.

Adr. C.V. manuscrit et photo à Mme BOURDETTE, 5, rue de Prony - 75017 PARIS.

PME

Implantée en Touraine recrute courant septembre

INGÉNIEUR

responsable du bureau d'études, diplômé A.M. ou similaire, expérience en hydrauliq. apprec. Adr. lettre manuscr. avec C.V. Ecrire sous référence n° 5.029 à AGENCE HAVAS, 37018 TOURS CEDEX, qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE PRODUITS CHIMIQUES recherche pour région LANGUEDOC

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

CHEF DE FABRICATION
ayt quelq. années d'expérience dans les produits tensio-actifs ou la chimie fine.
Adr. C.V., photo et prétent. sous no 2070 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ RÉGION ORLÉANS EST

recherche

CHEF COMPTABLE

qualifié

Adresser C.V. manuscrit à :
HAVAS ORLEANS N° 201083

---

jeunes diplômés

ESC, MAITRISE DE GESTION OU EQUIVALENT.
Vous envisagez un premier emploi dans la vente, Olivetti souhaite vous confier la mission de commercialiser ses solutions informatiques adaptées à la gestion des entreprises.
Ce type de vente, qui implique, au préalable, une analyse de l'entreprise, vous permettra d'acquérir une large expérience de la PME.
Postes à pourvoir : BESANÇON - CHALON-SUR-SAONE - AVIGNON - LORIENT - BORDEAUX.
Pour un premier contact envoyez C.V., photo sous réf. GF1 - OLIVETTI France - Direction du Personnel et des Relations Humaines - 91, rue du Fbg. St-Honoré - 75008 PARIS.

olivetti
mini-informatique

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Rockwell International

Le département technique de
ROCKWELL COLLINS FRANCE
recherche immédiatement

4 INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

avec un diplôme d'ingénieur et une expérience de 2 à 5 ans dans notre domaine d'activité.

Pour leur confier :
- la conception et la réalisation de SYSTÈMES DE RADIOCOMMUNICATIONS clefs en main par intégration d'équipement.
- Ils participeront aux propositions techniques ainsi qu'aux études et à la mise en place sur site des systèmes.

3 AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

avec BTS et une expérience de 2 à 5 ans dans notre domaine pour faire partie des mêmes équipes "système"

Pour tous ces postes basés à **Toulouse Blagnac** l'Anglais est indispensable.

Écrire avec C.V., photo et prétentions à
ROCKWELL COLLINS FRANCE
6, av. Didier-Daurat - 31700 BLAGNAC

bleu

IMPORTANTE ENTREPRISE FABRICATION PETIT MATÉRIEL ÉLECTROMÉCANIQUE POUR L'AUTOMOBILE

4.500 personnes — 6 usines

recherche

pour son usine en

CHAMPAGNE 700 personnes

1 CHEF DE FABRICATION

- Formation enseignement technique supérieur ;
- Plusieurs années d'expérience dans poste similaire ;
- Forte personnalité ;
- Qualités d'organisation et de coordination ;
- Connaissances en injection plastique souhaitées.

Pour ses SERVICES de MÉTHODES

SUD RÉGION PARISIENNE

1 CHEF DE SERVICE MÉTHODES ET OUTILLAGES

INGÉNIEUR A.M. ou ÉQUIVALENT

Expérience en moules injection plastique et outillages de découpe emboutissage.
Déplacements fréquents
Aptitude certaine à diriger une équipe.

1 RESPONSABLE LANCEMENT ET SUIVI DES OUTILLAGES

(Niveau V 2 ou 3)

Formation B.T.S. mécanique ou plastique.
Expérience sérieuse en moules injection plastique et outillages découpe emboutissage.
Déplacements fréquents.

Envoyer C.V., photo et prétentions à no 75.856, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

Poursuivant le développement autoroutier de la région Ouest

COFIROUTE

recherche

DES CHEFS DE DISTRICT

pour leur confier la responsabilité de l'exploitation d'un tronçon d'autoroute de 60 km environ.

Une expérience et une aptitude confirmée dans le domaine de l'animation des hommes est indispensable.

Une formation de niveau DUT Génie Civil, conducteur de travaux ou une expérience équivalente est un atout supplémentaire de réussite.

Si vous êtes intéressé, adressez CV et prétentions au Service Recrutement



COFIROUTE
77, avenue Raymond Poincaré
75116 Paris

Ets BONNET

(GROUPE THOMSON)

Fabrication et commercialisation de matériels pour équipements de commerces et de collectivités

RECHERCHENT

POUR LEUR SIÈGE A VILLEFRANCHE-S.-SAONE

UN CHEF DES SERVICES JURIDIQUE ET FINANCIER

Rattaché à la Direction Générale avec laquelle il définira la politique financière, il assurera personnellement l'application de celle-ci.

Il sera, en outre, responsable du service Contentieux.

Agé au minimum de 35 ans, il devra posséder une expérience de plusieurs années dans les domaines juridique et financier en milieux industriels.

Perspectives d'évolution vers un poste de Direction.

C.V. à adresser au Service des Affaires Sociales, Ets BONNET, 117, rue Grenette, 69653 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE.



LE CRÉDIT AGRICOLE DE LA SARTHE

recherche

pour son Département Informatique

JEUNES DIPLOMÉS

(Grandes Ecoles ou équivalent) désirant effectuer leur première expérience professionnelle dans l'Informatique.

Formation complémentaire assurée.

Ecrire avec prétentions :
Monsieur le Directeur
de la C.R.C.A.M. de la Sarthe
Cedex 31
72040 LE MANS CEDEX.

LES ÉTABLISSEMENTS NEU

Importante Société Métropole Nord
Fabriquant du matériel d'équipement industriel
Aéraulique et Thermodynamique
Recherchent pour postes à pourvoir immédiatement

DEUX JEUNES INGÉNIEURS

QUALITES EXIGEES :
- sens du commandement et des relations avec la clientèle ;
- dynamisme, sens de l'ordre, de l'organisation ;
- grande disponibilité pour déplacements longue durée en France et à l'étranger (supervision de chantiers importants) ;
- excellente santé ;
- des connaissances en tôlerie - chaudronnerie seront appréciées mais non indispensables ;
- l'un des postes nécessite une bonne pratique de l'Anglais parlé.

Adr. candidat. manuscr. avec C.V. et prét. aux Ets NEU, Sac postal 2028 P. — 59013 LILLE Cedex

---

IMPORTANTE CABLERIE NORD-EST

RECHERCHE

CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

Le candidat retenu devra justifier :
- D'une grande expérience dans une fonction similaire de préférence dans une unité fonctionnant en continu ;
- De connaissances approfondies en électromécanique ;
- D'aptitudes à la gestion d'un service clé ;
- D'un sens développé des relations humaines en atelier.

Niveau ingénieur souhaité, autodidacte accepté si références sérieuses.

Adr. C.V. et prét. à n° 76.411 - CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01.



Le groupe bancaire

crédit universel

développe son réseau actuel et recherche :

jeunes diplomés

ESSEC-EDHEC-ESC-Sc.Pô.Paris (Éco.fi).

Vous ne demandez qu'à nous prouver concrètement sur le terrain votre dynamisme commercial puis vos qualités de patron.

Si votre mobilité géographique est totale, nous pourrions peut-être vous offrir cette opportunité en Province.

Ecrivez nous avec C.V. et photo, il vous sera proposé rapidement un entretien sur Paris, Lyon ou Marseille.

Il suffira alors de nous convaincre.
GROUPE DU CRÉDIT UNIVERSEL
Service recrutement D.A.P. 51 Bd des Dames - 13242 Marseille Cédex 01

P.LICHAU

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Dans le cadre de notre développement mondial, nous recherchons

de JEUNES INGÉNIEURS

(Mines, E.C.P., E.S.E., Sup'Aéro, A.M...)

- ÉTUDE DE PROJETS D'IMPLANTATION D'USINES A L'ÉTRANGER.
- COORDINATION, SYNTHÈSE des réalisations et suivi en collaboration avec les fournisseurs métropolitains ou locaux.

Ces postes, basés en Province, impliquent de nombreux contacts et des déplacements en France et à l'étranger. Une expérience de quelques années en Production ou dans un Bureau d'Etudes serait appréciée. L'Anglais courant est souhaité.

Une évolution ultérieure conduisant à des affectations à l'Etranger peut être envisagée.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. à n° 760.932 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Important groupe de sociétés
industrie papetière

- plusieurs usines en France, 1.300 personnes - ayant de nombreux échanges internationaux, filiale groupe américain, cherche à intégrer un

ingénieur

ECP, AM, ICAM, ECAM,

28 ans minimum.

Pour ce poste, il est nécessaire d'avoir au moins, soit une réelle première expérience de l'ingénierie et des chantiers, soit une expérience des problèmes d'entretien, travaux neufs ou de production.

Après formation aux activités spécifiques de l'entreprise, il participera à d'importants nouveaux projets et pourra évoluer vers des postes de responsabilité au service Ingénierie et Réalisation ou en Production.

De larges perspectives d'avenir à des niveaux de DIRECTION sont possibles à l'intérieur du groupe.

Très bonne maîtrise de l'Anglais indispensable.
Lieu de travail : 200 Kms de Paris.
Déplacements à prévoir

Veuillez adresser lettre manuscrite détaillée et c.v. très complet, sous référence 1525 M, à. MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

KABIVITRUM S.A.

spécialisé dans la nutrition parentérale

recrute
POUR LIMOGES

CHEF DU SERVICE ORDONNANCEMENT LANCEMENT

Profil : Jeune cadre deux à trois années d'expérience dans l'industrie pharmaceutique, anglais courant.

Poste : Responsabilité du service O.L. rattaché à la direction de production, gestion physique des magasins.

Rémunération : Selon l'expérience du candidat, 13e mois + avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, curric. vitae et photo à Direction de la Production, KABIVITRUM S.A., rue De Dion-Bouton - Z.I. Nord - 87180 LIMOGES.

ADJOINT AU DIRECTEUR GENERAL FUTUR DIRECTEUR GENERAL

L'entreprise, implantée dans l'Est de la France, exerce des activités multiples incluant fabrication et négoce. Elle dispose d'un parc machines moderne et abondant exigeant des investissements importants.
Son effectif est de 200 personnes.
Son responsable, bientôt atteint par l'âge de la retraite, recherche son successeur qui le remplacera à la tête de l'entreprise après une période de mise au courant d'un an en qualité d'Adjoint.
Formation Ingénieur mécanicien (A et M ou similaire) complétée par de bonnes connaissances en gestion (CPA, ICG ...) et de bonnes aptitudes aux contacts commerciaux de haut niveau. Expérience professionnelle 10/15 ans.

France Cadres — 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 839M.

LE DISTRICT DE L'AGGLOMERATION NANCEIENNE

(Ville universitaire, classée dans la catégorie des villes de 150.000 à 400.000 habitants) recrute, par voie de concours sur titres

UN INGÉNIEUR PRINCIPAL

pour assurer la direction de son service Urbanisme.

Le candidat devra :
- Posséder une expérience de plusieurs années en matière d'urbanisme ;
- Remplir les conditions statutaires d'accès au grade d'Ingénieur Principal des villes de 150.000 à 400.000 habitants.

Adresser candidature et curriculum vitae détaillé à M. le Président du District de l'Agglomération Nancéienne, 4, rue Albert-Ier, 54600 VILLERS-LES-NANCY, avant le 30 septembre 1978, délai de rigueur.

Filiale Groupe International Anglais recherche

Directeur Administratif et Financier

100 000 à 130 000 F./an

Lieu de travail : NORMANDIE

RESPONSABILITES :
- . Administration comptable et financière,
- . Relations humaines,
- . Secrétariat général,

Expérience de 5 années minimum souhaitée dans poste similaire.
Connaissance comptabilité Anglo-saxonne.
Langue anglaise indispensable.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé sous référence n° 2 889 à

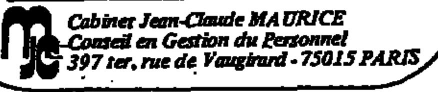
MEDIA PA, 9, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

INFORMATIQUE — BOURGOGNE
Société Construction Mécanique
(600 personnes) située en BOURGOGNE, filiale d'un puissant groupe international recherche

responsable informatique

âgé au minimum de 30 ans, de formation Informatique supérieure et possédant une solide pratique du développement d'applications en MINI-INFORMATIQUE en milieu industriel. Le candidat retenu devra animer et coordonner les applications internes existantes et développer de nouvelles applications en particulier en gestion industrielle et en contrôle de gestion. Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence 479 M au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

S.A. LUREM

Constructeur de MACHINES A BOIS de 1er plan
Activités en progression rapide et régulière
500 Salariés.
Filiale du Groupe PEUGEOT

Recherche :

1) RESPONSABLE DES VENTES POUR LA FRANCE

Le candidat retenu aura :
- une formation H.E.C., Sup de Co, ou équivalent,
- des qualités essentielles d'animateur,
- de sérieuses références dans la commercialisation de machines-outils.

Basé à Domfront (Orne), il aura à se déplacer fréquemment. Sa rémunération sera fonction de ses qualités professionnelles.

2) ATTACHÉ COMMERCIAL EXPORT

connaissant parfaitement Espagnol et Italien, avec références vente machines-outils.
Formation supérieure Ecole de Commerce.
Fréquents déplacements Amérique du Sud.

3) SECRÉTAIRE TRILINGUE OU BILINGUE

(Italien, Espagnol ou Anglais) ayant expérience en exportation. - Formation BTS ou équivalent.

Pour ces trois candidatures, adresser C.V. complet avec photo, références person. et professionnelles à LUREM S.A. - B.P. N° 1 - 61700 DOMFRONT
Tél. (33) 37-83-44

SG2 recherche

pour province

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Responsable section mini-ordinateurs
4 ans expérience minimum

Ecrire sous réf. J.P.C.L. à:
SG 2 12, avenue Vion Whitcomb
B.P. 215-16 75765 Paris Cedex 16

Moselle

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE DE TRANSFORMATION DES METAUX

RECHERCHE

CADRE FINANCIER ET COMPTABLE

90.000 F + par an

Le candidat, âgé de trente-deux ans au moins, devra posséder le D.E.C.S. complet ou l'équivalent.

Il aura à assurer la gestion de la trésorerie et à superviser la comptabilité générale.

Le poste requiert de bonnes notions juridiques, fiscales et informatiques.

L'expérience de la comptabilité analytique en milieu industriel s'avère nécessaire.

La pratique de l'allemand est indispensable, celle de l'anglais souhaitée.

Adr. C.V. détaillé + photo sous n° T 007.463 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e), qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi



PARIS

Les Papeteries MAUNOURY (C.A. 300 millions de francs) distributeur pour le secteur impression-écriture, recherchent un

Directeur commercial

afin de lui confier les responsabilités suivantes :
— élaborer la politique commerciale de la société,
— animer et coordonner les activités des membres de son équipe, comprenant au total un staff marketing et une force de vente de ± 100 personnes,
— participer à la politique d'achat de Maunoury,
— rechercher des possibilités de diversification.

Le candidat retenu fera partie du comité de direction et participera à ce titre à l'élaboration de la politique globale de la société.

Ce sera d'abord un animateur mais également un stratège et un gestionnaire.

Nous recherchons un candidat ayant de préférence un background de type HEC, MBA, INSEAD et une expérience de 8 à 10 ans dans une entreprise de distribution de produits industriels.

La connaissance de l'anglais est souhaitable, celle de l'allemand appréciée.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 71 486/M à R. VERDET - Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

tissus habillement

Grand Groupe Textile International recherche pour sa filiale TISSUS HABILLEMENT un des leaders français de la profession

directeur commercial

à responsabilités complètes : • définition de la politique Produits, • animation des ventes France et Export, • administration et gestion commerciale.
Il devra avoir une connaissance approfondie de la clientèle Confectionneurs.
Ce poste de haut niveau est susceptible d'évolution vers de plus larges responsabilités.

Ecrire avec CV détaillé sous réf. 4211-M à I.C.A. qui transm.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Notre Société, très bien implantée en France, est la filiale d'un Groupe international ayant acquis une grande notoriété dans le domaine des techniques du vide. Nous cherchons un

INGENIEUR COMMERCIAL

Il sera responsable du développement des ventes d'une de nos gammes de matériels d'une grande technicité.
Après une période de formation, il bénéficiera rapidement d'une large autonomie dans la prospection, la négociation et le suivi des relations avec la clientèle de l'industrie et des centres de recherche. Des informations commerciales lui seront fournies, en permanence, par nos équipes de ventes. Basé à Paris, il effectuera des déplacements de courte durée dans toute la France.

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs de préférence et âgé de 27 ans minimum, il aura déjà au moins un ou deux ans d'expérience de la vente de produits industriels.
Une bonne maîtrise de l'allemand ou de l'anglais est indispensable.

Ecrivez, sous référence 3893 M, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

GEM

SERTI SELECTION — 49 Avenue de l'Opéra 75002 Paris

Importante S S C I

SERIC

5, rue Vernet, 75008 PARIS. Tél. : 720-68-80

Recherche

15 ANALYSTES PROGRAMMEURS
COBOL-OS Réf. TH 109

5 ANALYSTES PROGRAMMEURS
IMS/DL 1/CICS
COBOL ou PL 1 Réf. TH 209

Expérience 2 ans minimum.

Urgent Société Prêt-à-Porter recherche DECLARANT EN DOUANES. Ecr nº 43.157 B BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

Ecole privée sous contrat recherche INGENIEUR Arts et Métiers pour enseignement dessin et techno. Tél. : 222-83-60.

Maison Familiale SAVOIE, ouverte toute l'année capacité 120 lits, recherche **DIRECTEUR - GESTIONNAIRE - ANIMATEUR** ayant expérience. Adresser C.V. à A.C.S.F., 52, rue Guynemer - 92132 ISSY.

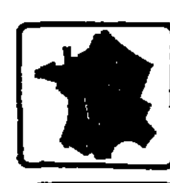
C. 2. S. CONSULTANT SERVICE **SOFTWARE**

Bâtiment Berne - Zone Silic - RUNGIS TEL. 686-50-28

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

— Expérience FORTRAN.
— Libre très rapidement.
— Anglais.
— Expérience mini-ordinateur (H.P.-D.E.C.)

Téléphoner : pour rendez-vous.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



THOMSON-CSF

CENTRE ÉLECTRONIQUE DE BORDEAUX

Pour ses laboratoires d'études et d'essais chargés de la conception et de l'étude de nouveaux matériels

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
DÉBUTANTS ou EXPÉRIMENTÉS
Formation : X, E.N.S.T., E.N.S.A.E., E.S.E. ou E.C.P.

INGÉNIEURS MÉCANICIENS
EXPÉRIMENTÉS

Adresser curric. vitae et photo à THOMSON-CSF. Service du Personnel - B.P. 13 - 33160 Le Haillan.

SOCIETE CONSTRUCTION MECANIQUE et MECANO-SOUDURE
P.M.E. REGION D'ARRAS — 350 personnes
Filiale d'un groupe important
recherche

INGÉNIEUR
CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

dépendant directement du Directeur Général ;
Il aura la responsabilité :

- Des contacts technico-commerciaux avec les clients.
- Des devis,
- Des études de méthode et d'outillage,
- Du lancement et de la mise au point des nouvelles fabrications.
- Des investissements,
- Du contrôle.

Une expérience antérieure de quelques années est indispensable.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à : DIRECTION GENERALE A.C.M. Bienvillers-au-Bois - 62111 Foncquevillers.

Discrétion absolue assurée.

LES PAPILLONS BLANCS DU FINISTERE
Association gestionnaire d'établissements recherche

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

poste à haut niveau de responsabilités
— Age minimum 35 ans.
— Expérience confirmée de la direction d'établissement (s).
— Diplômes souhaités.
— Prise de fonctions : janvier 1979.

Envoyer C.V., prétentions et lettre manuscrite de candidature à Monsieur le Président. A.P.E.I. Les Papillons Blancs, 1, rue Bugeaud, 29200 BREST.

Important Groupe français de taille internationale (10 000 pers.) recherche pour une de ses unités de production située dans les ARDENNES

UN RESPONSABLE DES ACHATS
(matières chimiques, textiles et pièces d'entretien)

Assisté d'un service de dix personnes dont il a la responsabilité, il sera chargé de l'application, à l'échelon local, de la politique d'Achats du Groupe, à la définition de laquelle il aura participé.

Il devra, en outre, assurer le contrôle de toutes les dépenses de l'Unité relevant de la Direction des Achats.

Par ailleurs il négociera personnellement avec les principaux fournisseurs et assurera le suivi des différents marchés conclus.

Le candidat recherché, diplômé d'études supérieures (ICAM, A. et M. ou équivalent), aura une formation complémentaire en gestion (type I.A.E. et devra prouver une expérience en milieu industriel de trois à cinq ans).

La connaissance de la langue anglaise serait un atout supplémentaire.

Adr. candidature, C.V. détaillé, photo (retournée) et prétentions sous nº 74.257 à CONTESSE Pub., 20, avenue de l'Opéra, PARIS 1er, qui transmettra.

Société Aéronautique de la Région SUD-EST
recherche

UN INGÉNIEUR SUPÉLEC ou SUPAÉRO

Ayant quelques années d'expérience en TECHNIQUE RADAR AEROPORTE pour assurer au sein d'une équipe la mise au point, le suivi technique et l'intégration de radars sur avions prototypes.

Adresser curr. vitae et prétentions sous nº 75.212, CONTESSE Publ., 20, av Opéra, Paris (1er), qui tr.

LES ÉTABLISSEMENTS NEU

Importante Société Métropole Nord Fabriquant du matériel d'équipement industriel Aéraulique et Thermodynamique

Recherchent pour assurer la responsabilité du Bureau d'Etudes de leur Département Séchage

1 INGÉNIEUR
ARTS ET METIERS ou équivalent

Une expérience de cinq ans dans une fonction similaire serait souhaitable.

Adr. candidat. manuscrites avec C.V. détaillé aux Ets NEU, Sce Postal 2028 F. — 59013 LILLE Cedex.

Importante Société de Confection de l'Ouest recherche un(e) futur(e)

CLE 128 conseil et formation

responsable relations humaines et sociales

Ce candidat, 30 ans environ, possèdera 3 ans au moins d'expérience en entreprise avec des responsabilités de personnel.

Il fera ses preuves dans mission à court terme (gestion de la formation, suivi des décisions prises avec les partenaires sociaux, accueil des nouveaux, etc...) et pourra évoluer vers une fonction à responsabilités plus larges.

Ce poste requiert une forte capacité de travail.

Envoyer C.V., photo, et lettre manuscrite, en indiquant vos atouts pour réussir à J.M. PELTZER, 9bis, rue Lable, 75017 PARIS.

FILIALE SOCIETE INTERNATIONALE
C.A. en progression annuelle de 30 %
Produits à haute technologie
recherche pour son agence de LYON

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Nous recherchons un homme désirant participer à l'expansion de la Société en apportant ses compétences techniques et son dynamisme commercial. De formation Ingénieur, de préférence électronicien ou électromécanicien ayant une expérience sur la région RHONE-ALPES auprès d'une clientèle électronique ou électrotechnique
Anglais parlé indispensable
Rémunération élevée - Voiture de fonction

Envoyer C.V., photo et prétentions sous nº 75.008 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.



TOULOUSE

Société de Télé-Traitement Informatique en Temps Réel opérant sur toute la France recherche

UN ANALYSTE

- conception, analyse et définition des solutions de gestion auprès des clients,
- installation des systèmes et suivi du fonctionnement des programmes.

Formation IUT ou équivalent avec expérience similaire en matière d'informatique de gestion.

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous référence 8160 N à :

ORES — 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

Groupe BOSSARD

sperar

INGENIEUR MECANICIEN

Très Haut Niveau

Nous sommes une Entreprise Moyenne de Construction Mécanique (Ouest-Atlantique), prospère, très ambitieuse, définitivement tournée vers les marchés extérieurs (70 %). Nous créons le poste de Directeur des Recherches Appliquées & du Développement des Produits Nouveaux.

Il sera ingénieur diplômé d'une Grande École, aura 38 ans environ, sera bilingue Anglais. Il sera doté d'une très solide culture technique. À défaut d'une expérience très approfondie dans les domaines des matériels ferroviaires, poids-lourds, autos, transmissions, engins agricoles et TP, véhicules spéciaux, etc. qui nous intéressent, il aura un goût indiscutable pour ces domaines à propos de la mécanique, l'hydraulique, les systèmes de transmissions, etc. Enfin, il faut être mobile, très ambitieux et aussi bon gestionnaire qu'animateur...

La rémunération ne constituera pas un obstacle pour nous.

Adressez votre C.V. détaillé + photo, sous référence 14369, à
S.N.P.M.-P.A., 100, av. Charles de Gaulle 92522 Neuilly.

Société de DISTRIBUTION région LILLOISE
Recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Agé de 28 ans minimum.
Véritable bras droit polyvalent du Directeur Général dont il dépend.
Il sera chargé :
— d'Assumer la fonction financière de l'Entreprise.
— De mettre en place un équipement informatique.
Formation souhaitée : D.E.C.S. ou Ecole de Commerce (option comptabilité).
Rémunération proposée : 90 000 F.

Env. C.V. man. et photo à S.A. SOVAPE, B.P. 12, 1, rue du Commerce, 51350 CORMONTREUIL.

Pour participer à ses études d'impacts, Bureau d'Etudes d'ingénieurs conseil, recherche UN JEUNE

PAYSAGISTE HORTICULTEUR

Diplômé de l'E.N.S.H. de Versailles (ou équivalent). Ce spécialiste a l'expérience et le goût du travail d'études et de terrain (aménagements, infrastructures notamment). Le candidat retenu est disponible rapidement pour travailler en LANGUEDOC — ROUSSILLON, assurer des déplacements en France et, le cas échéant, des missions à l'étranger. Merci d'adr. votre candidature (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération) en spécifiant sur l'enveloppe la référence no 3261 à : MEDIA P.A., 9, bd des Italiens 75002 PARIS, qui transmettra.

ATTACHÉ DE PRESSE

Important colloque tenu à Lyon 18-21 septembre, recherche ATTACHE DE PRESSE qualifié pour FEATURES et contacts. S'adr. Echanges Internationaux, 325-60-20.

Agence d'études urbaines recrute

UN URBANISTE ARCHITECTE

Ayant déjà une solide expérience dans le domaine de l'aménagement en métropole : études de centre, plan d'occupation du sol, projets. Ecrire : N.P.A., 33, rue de Strasbourg, 44000 NANTES.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Notre entreprise développe de très importants projets d'étude et de construction d'ensembles industriels de haute technologie.
La diversité des techniques utilisées et l'importance des organismes clients confèrent à la Division Coordination un rôle déterminant dans l'aboutissement des réalisations qui nous sont confiées.

C'est pour cette division que nous désirons recruter un

ingénieur grande école

ayant acquis une expérience de 8 à 10 années dans l'ingénierie (process, mécanique, électricité : contrôle-commande ou installation générale). Une expérience ou une formation de base dans le nucléaire serait vivement appréciée.

Participant à l'élaboration et à la rédaction du plan directeur de projet, ses fonctions déboucheront très rapidement sur le contrôle et la coordination des travaux des Départements d'Études ; garant technique de l'avancement des projets, cet ingénieur sera en charge de la gestion des plannings, l'évaluation technique et financière des modifications, la recherche de solutions aux problèmes techniques et la préparation des prises de décision par les responsables de projets et la hiérarchie de l'entreprise...

Ces fonctions requièrent de réelles qualités de négociation et de créativité, nécessaires pour faire aboutir les relations qu'elles impliquent aussi bien avec nos services, avec les grandes Administrations techniques (Mines...) qu'avec nos clients.

Les demandes de renseignements complémentaires, ou les dossiers de candidature sont à adresser, sous référence, 30215 à Havas Contact. 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

JOUETS

Nous sommes une société française, filiale d'un groupe international de premier plan, spécialisée dans l'industrie du jouet. Notre Directeur Général Marketing recherche pour une de nos filiales (C.A. 50 M.F.) un jeune cadre pour lui confier le poste de

CHEF DE MARKETING

Votre formation commerciale supérieure, votre maîtrise de la langue anglaise, et votre expérience professionnelle confirmée dans le domaine du marketing vous incitent aujourd'hui à rechercher un poste de responsabilité vous permettant d'évoluer à terme vers la direction du marketing. Vous êtes peut-être sensibilisé au monde du jouet, mais surtout vous avez un esprit concret, le goût des initiatives et le sens de la décision. Vous avez des connaissances suffisantes en gestion pour être en permanence sensible aux notions de coût et de marge. Vous aurez la responsabilité d'une petite équipe (chef de produit, styliste...) et avec elle du suivi et du développement des gammes de produits existants, et de la création de nouveaux produits. Vous serez amené à voyager à l'étranger et à y négocier des contrats. Vous serez en rapport étroit avec la force de vente, la production, et, bien sûr, notre agence de publicité. Réf. 5225 M

Industrie fromagère – Nous sommes une importante société (C.A. 380 M.F., 7 unités de production, 1000 personnes) implantée dans quatre régions. Notre spécificité nous entraîne à gérer d'importants flux de matières premières entre nos usines et/ou avec l'extérieur, et de sous-produits vers des complexes de traitement, par le biais de transporteurs extérieurs. Pour gérer au mieux ces ressources, et faciliter nos approvisionnements, nous créons un poste, basé dans l'Yonne, de

RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE

Vous avez une formation supérieure, IUT – DUT – Maîtrise (mathématiques, physico-chimie, biologie appliquée aux industries alimentaires) et une expérience sérieuse de plusieurs années des problèmes de logistique; la connaissance théorique ou pratique du domaine du lait serait un atout appréciable. Vous aurez la responsabilité de la création d'un service concernant bien sûr les problèmes de logistique (et donc des transports), mais aussi la fonction ordonnancement et les achats (hors lait). Vous êtes donc particulièrement intéressé par les problèmes d'organisation et de gestion (optimisation des coûts), tout en étant un homme de communication dont la mission essentielle reste de servir à temps en qualité et en quantité nos différents centres de production. Vos qualités relationnelles, votre rigueur de pensée, votre esprit de décision seront des atouts importants pour réussir dans cette fonction complexe. Réf. 5226 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux, en précisant la référence ; il examinera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE — 75008 PARIS

Plain Champs

Bernard Julhiet Conseils,

à travers 28 ans d'expérience dans le conseil en commercialisation, a su être l'initiateur d'une démarche originale, qui intègre avec le partenaire-client réflexion et mise en route des solutions retenues.

Son département audit recherche un

audit commercial

Sa mission consiste à apporter aux entreprises avec lesquelles il collabore une amélioration de la fonction commerciale. Il s'agit :

- de procéder à une évaluation quantitative et qualitative à partir de l'ensemble des données de l'entreprise.
- de proposer des actions d'amélioration et de les mettre en route avec les hommes concernés.
- de construire l'instrument de mesure permanent permettant de contrôler les solutions retenues et d'effectuer les révisions périodiques nécessaires.

L'homme que nous recherchons a 30 ans minimum, une formation supérieure commerciale (HEC, ESSEC, SUP de CO...) et comptable (D.E.C.S. ou équivalent).
Il a vécu la mise en place complète de méthodes de travail nouvelles dans une entreprise et/ou a exercé la fonction d'auditeur financier. Nous souhaitons qu'il ait une approche humaine des problèmes lui permettant de déboucher sur des solutions réalistes avec ses partenaires-clients.
C'est à l'une des sociétés de notre groupe, Bernard Julhiet Psycom, que nous confions ce recrutement. Ecrire sous réf. B 6522 à Mme Greff, 1, rue de Berri, 75008 Paris.

bernard julhiet psycom

Fonction Approvisionnements

Notre Groupe (électronique - électrotechnique) recherche pour sa Direction des approvisionnements, située à Paris

- ***UN JEUNE CADRE***
débutant ou ayant un début d'expérience (-5 ans)
Le candidat de formation supérieure (écomonique - commerciale ou technique) participera à la coordination des approvisionnements.
La pratique de l'Anglais courant est indispensable.

- ***UN COLLABORATEUR***
débutant ou ayant un début d'expérience (- 5ans)
Niveau BAC
Anglais souhaité
Le candidat participera aux travaux d'analyse des approvisionnements et en assurera la gestion administrative.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf no 74877 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Un des premiers groupes pharmaceutiques français
recrute
pour son CENTRE DE RECHERCHE (Paris)
UN

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

Dépendant du Directeur Administratif,
il sera chargé d'assurer l'ensemble de la Fonction Personnel.

CONDITIONS REQUISES :
- Etudes supérieures ou équivalentes ;
- Expérience plusieurs années dans la fonction ;
- Anglais courant.

La préférence sera donnée à un candidat ayant l'expérience de la vie d'un Centre de Recherche.

Adresser C.V. manuscrit avec photo récente à no 75 508 CONTESSE PUBLICITE. 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er qui transmettra.

RANK XEROX

recherche
pour participer au développement de son Informatique des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Nos équipes de développement sont chargées de l'étude et de la réalisation de systèmes de gestion nationaux et internationaux.

Pour mener à bien cette double mission, nous souhaitons renforcer nos Services en recrutant de Jeunes Ingénieurs, diplômés Grandes Écoles ou de formation universitaire et possédant une bonne connaissance de l'Anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. sous Réf. C. 48 à Fabienne GUÉRIN – Sce Recrutement RANK XÉROX 4, rue Nicolas Robert 93602 AULNAY-SOUS-BOIS.

Plain Champs

RANK XEROX

Philips

Medical Systems

Pour son centre de développement et de fabrication de matériel de radiologie à Carrières-sur-Seine 78

jeunes ingénieurs

- Débutants ou ayant quelques années d'expérience, possédant une solide formation électromécanique et électronique (type ESE, ENSAM, ISEP...) et désireux d'avoir la possibilité d'entreprendre une carrière industrielle complète.
- Les candidats retenus seront orientés dans un premier temps soit en FABRICATION, soit au Département ETUDES, et ultérieurement, ils pourront aborder d'autres fonctions industrielles : la QUALITE notamment.

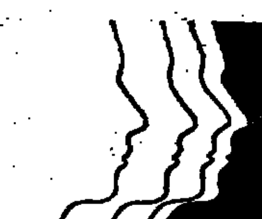
Connaissance de l'anglais nécessaire.

responsable développement électrique

- Ingénieur ESE ou équivalent, il sera responsable auprès du Chef du Département Développement, de tous les aspects électriques et électroniques de nos appareils. Une expérience de plusieurs années acquise dans l'industrie, sur les automatismes (circuits de commande et asservissements de systèmes électromécaniques) est nécessaire, celle de la mise en œuvre des microprocesseurs serait appréciée.
- Des contacts internationaux nécessitent la pratique de l'anglais lu et parlé.

Ce poste ouvre des perspectives de carrières intéressantes dans la Société ou le Groupe pour un candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. et photo au : Service du Personnel – 177, rue de Bezons – 78420 CARRIERES-SUR-SEINE



Groupe leader dans sa branche (location-service textile aux industriels et aux collectivités, effectifs 4.000 personnes) propose à un(une) jeune professionnel(le) des études et de la Recherche Marketing de créer la fonction au sein de sa Direction Commerciale Générale.
Diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce, le(la) candidat doit être entraîné aux études en liaison avec l'informatique. Dans un premier temps, il(elle) devra créer son outil de travail en vue d'assurer dans un deuxième temps la prise en charge des études et recherches destinées à guider l'activité commerciale du groupe.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence 808273 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Madame LIPSZYC.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Mission: filialiser

Réussir à filialiser une des activités d'un grand groupe pour aboutir à une P.M.E. concurrentielle et rentable n'est pas chose facile...

D'où notre recherche d'un directeur susceptible de mener à bien cette opération et d'assurer la responsabilité d'une affaire de 400 personnes (production, commercialisation, animation, gestion, etc...)

Il n'est pas nécessaire d'être un grand technicien mais il faut avoir une expérience certaine de la production en grande série (industrie légère de transformation, main d'œuvre féminine) et les caractéristiques d'un entrepreneur qui a déjà réussi des challenges difficiles.

Nous avons confié au conseil en recrutement SIRCA le soin de nous présenter des candidats susceptibles de répondre aux exigences de ce poste à exercer dans le sud de la région parisienne. Ecrire sous la référence 784 133 M.



Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris.

CONTROL DATA FRANCE recherche pour son département CONSEIL et APPLICATIONS

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX Confirmés

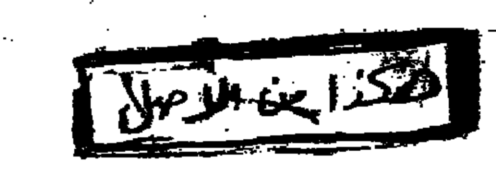
Vous avez 3 à 5 ans d'expérience et vous êtes motivé par la vente de grands systèmes.

Nous apprécierons essentiellement votre connaissance du marché informatique et plus particulièrement l'expérience du matériel et du logiciel que vous avez acquise chez l'un des principaux constructeurs informatiques.

Proposez votre dossier de candidature à M. GARY
CONTROL DATA 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12.

Plain Champs



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Les unités d'Études et de Recherches
d'ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
regroupent des scientifiques de formations diverses. En relation permanente avec nos centres de Recherches et de Développement (RIDGEFIELD - Connecticut et HOUSTON Texas), leur rôle est de définir et mettre en œuvre de nouveaux outils d'exploration, d'évaluation et d'exploitation des gisements pétroliers.

Pour renforcer notre Département PHYSIQUE, nous souhaitons nous adjoindre deux

INGENIEURS ELECTRONICIENS

diplômés d'une Grande École et ayant, de préférence, de 2 à 5 années d'expérience en électronique d'instrumentation. Leur mission consistera à définir et développer l'électronique de nouveaux capteurs Schlumberger, et à analyser leurs performances.

Ils travailleront dans ce cadre en étroite collaboration avec les physiciens et les informaticiens du Département, ainsi qu'avec les centres de recherche établis aux U.S.A.

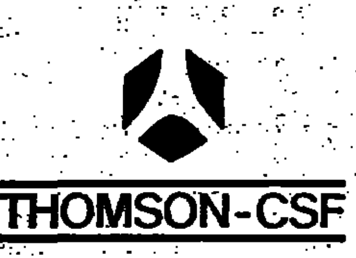
Ces fonctions doivent déboucher à terme sur des responsabilités de conduite de projets.

Cette évolution rend donc nécessaire un réel potentiel de développement des compétences de la part des candidats.

Lettre de candidature et CV détaillé sont à adresser sous réf. 7843 à Études et Productions Schlumberger Direction du Personnel 26, rue de la Cavée, CLAMART.

Schlumberger

HAVAS CONTACT



THOMSON-CSF

ACTIVITES PERI-INFORMATIQUES
pour études de systèmes à micro-processeurs

ingénieurs confirmés

2 à 3 ans expérience
conception/mise au point circuits digitaux,
Connaissance 8080 et micrologiciel souhaitable.

ingénieurs débutants

ELECTRONIQUE/INFORMATIQUE

adresser C.V. détaillé à
Monsieur MICHONNEAU, La Boursidière, R.N. 186
92350 LE PLESSIS ROBINSON

CONTROLE DE GESTION

L'un des premiers groupes français de pétrochimie et de matières plastiques propose d'intégrer dans une équipe très performante de contrôle de gestion un jeune cadre débutant ou ayant un ou deux ans d'expérience.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une formation de base d'ingénieur Grande Ecole et une formation complémentaire économique de haut niveau (ENSAE appréciée). Les qualités humaines souhaitées sont : facilité dans les contacts humains, grande puissance de travail, esprit d'équipe.
Lieu de travail : La Défense.

Seuls les candidats répondant aux cinq critères énoncés sont invités à adresser d'urgence un CV détaillé et une lettre de motivations sous référence M 5103 AW,

Une réunion d'information est prévue à Paris le 13 septembre.

egor 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris



POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES

LE SECRETARIAT D'ETAT
recrute des informaticiens par concours

60 ANALYSTES
25 PROGRAMMEURS SYSTEME

Inscriptions jusqu'au 8 Septembre
Epreuves écrites les 9-10-11 Octobre 1978

60 PROGRAMMEURS
30 PUPITREURS

Inscriptions jusqu'au 8 Septembre
Epreuves écrites les 12 - 13 Octobre 1978

Formation rémunérée
Avantages indemnitaires
Accès aux emplois supérieurs

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

PARIS
DIRECTION DES POSTES DE PARIS
140, Boulevard du Montparnasse
75675 PARIS CEDEX 14

PROVINCE
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES POSTES
au chef-lieu du département de résidence



Chef des Ventes

INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE

COULTRONICS FRANCE S.A. déjà leader sur le marché de l'électronique médicale, crée un poste de chef des ventes pour sa branche instrumentation scientifique : porosimétrie, granulométrie, chromatographie, analyse de surfaces, etc... Rattaché au Directeur du département ce responsable devra organiser l'action commerciale d'une équipe de vendeurs spécialisés et les entraîner sur le terrain. Le marché très vaste, concerne toutes les industries ayant des activités de laboratoire hors du secteur médical.

Il faut une formation de base scientifique complétée par une expérience confirmée de l'animation commerciale sur le terrain. L'Anglais parlé, lu et écrit est nécessaire. Le poste à pourvoir en banlieue Nord Paris nécessite 90% du temps en déplacements. La rémunération (fixe + commission) sera fonction de l'expérience commerciale.

Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 805186 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Chef de produits senior

La théorie du marketing, vous la connaissez bien car vous êtes déjà chef de produits chez un des grands de l'alimentaire...
Vous avez peut-être aussi goûté à la vente et votre expérience de la publicité est convenable. Nous vous proposons, toujours dans l'alimentaire, avec des produits ayant une bonne notoriété et une position de leader de mettre en pratique cette expérience.

Notre dimension (CA 250 MF) vous permettra d'assumer complètement vos responsabilités et notamment de vous pencher sur quantité d'autres aspects de la vie de l'entreprise : au niveau de la production (analyse de la valeur, responsabilité de la qualité et des prix de revient usine,...), de la gestion (comptabilité, informatique,...), de la commercialisation (vente, publicité,...) et vous pourrez ainsi mieux envisager vers quelle direction évoluer plus tard.

Si cette perspective vous intéresse, écrivez aux consultants du cabinet de recrutement SIRCA sous référence *781 129 M.*



Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris

Notre Division SIMULATEURS & SYSTEMES ELECTRONIQUES recherche pour augmenter ses équipes LOGICIEL

jeunes ingénieurs informaticiens

Pour leur confier :
- la réalisation de logiciels de base,
- l'analyse et la programmation de systèmes temps réel,
- la modélisation de systèmes complexes en vue de leur simulation.

Connaissances MITRA 125 ou SEL 32 appréciées.
Anglais lu nécessaire.
Lieu de travail : TRAPPES (78) ou OSNY (95).

Adresser C.V. avec photo et rémun. souhaitée sous réf. 78/19 M à B. LETOURNEUX, Service du Personnel, L.M.T. Division Simulateurs et Systèmes Electroniques B.P. 116, 78192 Trappes Cedex.

L.M.T.

Nous sommes une entreprise moyenne en plein développement.
Nous recherchons pour notre siège social situé près de la Porte Maillot notre

CHEF COMPTABLE

Vous avez environ 35 ans.
Vous occupez depuis 3 ans environ un poste de comptable 1ère catégorie dans une entreprise moyenne.
Votre expérience professionnelle est de 10 à 15 ans.
Vous avez de bonnes connaissances de comptabilité sur système informatique.
Vous êtes familiarisé avec la gestion de trésorerie et la gestion administrative du personnel.
Vous êtes capable de diriger un service avec autorité, tout en maintenant un bon esprit d'équipe.
Vous êtes très rigoureux tant dans la programmation que dans l'exécution des travaux qui vous sont confiés.
Votre capacité de jugement vous permet de participer au contrôle de gestion de l'entreprise.
Si le poste que nous vous proposons vous intéresse, vous voudrez bien adresser un C.V. manuscrit accompagné d'une photo à
PUBLICITE NUIT ET JOUR Réf. 21008
3/5, rue des Graviers 92200 NEUILLY, qui transmettra.
Nous répondrons à toute candidature et vous garantissons la plus grande discrétion.

Un des premiers groupes de l'industrie des services ALIMENTAIRES et TOURISTIQUES, 2milliards C.A., siège à PARIS, recherche pour renforcer son équipe :

ingénieurs organisation
analyste de gestion

Ces fonctions conviendraient :

INGÉNIEURS ORGANISATION : à des débutants dynamiques, diplômés d'une grande école de gestion, de commerce, d'ingénieur ou d'une faculté.

ANALYSTE DE GESTION : à des débutants issus de Sup. de Co. Province ou Paris, ou ESSEC.

Les candidats retenus seront formés dans l'entreprise aux techniques de leur fonction et participeront à des missions très complètes, comprenant l'analyse, la conception et la réalisation des projets. Après quelques années d'exercice de leur fonction, ils seront destinés à s'inscrire dans la hiérarchie opérationnelle du groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 161 TA,
SCOTI 33, rue de Miromesnil, 75008 Paris.
Discrétion assurée.

Biens d'équipement électrique

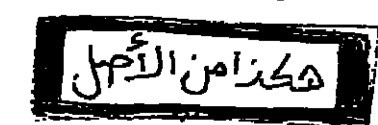
Directeur d'Agence Paris

140 000 F

Leader sur nos principaux marchés et en progression dans notre branche, nous renforçons nos structures commerciales et notre réseau de distribution pour toutes nos gammes de produits, à base électromécanique et standards.
Nous confierons la direction de notre principale agence en France, couvrant Paris, sa région et quelques départements, à un « patron » au profil de « gagneur » stimulé par des responsabilités élevées : commerciales, de direction des hommes et de gestion.
Sa formation de base peut être commerciale mais des connaissances en électrotechnique sont souhaitées. Il a l'expérience de la distribution de biens d'équipement électrique léger auprès de grossistes et installateurs ou de leur vente directe aux utilisateurs.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé sous réf. 23506/M à M. J. FOURNIAT, Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES qui s'engage à répondre et garantit une totale discrétion.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

Proche Région Parisienne Sud

Deux Ingénieurs débutants

Formation de type « Centrale, A.M... »

et

Un jeune diplômé

H.E.C., ESSEC ou Sup. de Co.

qui auront rapidement l'occasion d'initiatives et de responsabilités.

Notre société — 10 unités de production, dont 4 à l'étranger — fait partie d'un Groupe Industriel français réalisant un C.A. de 1 milliard, leader sur ses marchés.
En 2 ans, nous avons intégré, avec succès, 4 Ingénieurs débutants. C'est en vue de réaliser nos plans de développement à 5 ans que nous recherchons 2 ingénieurs ainsi qu'un économiste.
Nous les préparerons à leurs futures responsabilités par une formation qui s'échelonnera sur 2 ans et se déroulera comme suit :
1. prise de contact avec notre organisation et nos principaux services et usines ;
2. — pour les 2 ingénieurs :
affectations successives de six mois environ dans nos unités de production et services centraux ;
— pour le candidat de formation économique ou commerciale :
affectations successives dans les services commerciaux, de gestion de production et de contrôle de gestion.
Ils auront des missions précises, les impliquant fortement et leur permettant d'utiliser et de valoriser leurs connaissances, de développer leurs potentialités et d'acquérir une bonne compréhension des problèmes de notre entreprise.
Au terme de cette formation : nomination à des postes de responsabilité. Possibilités de carrière très ouvertes, impliquant, pour les 2 ingénieurs, un passage obligé en production.

sélé CEGOS

Adresser lettre man. + C.V. détaillé ss réf. 71484/M pour les ingénieurs, 71485/M pour les diplômés HEC... à R. VERDET, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.



SODEMA SOCIETE DE SERVICES PARIS

est une société créée par l'Union des Fabricants pour assurer la protection des Marques et Modèles d'un grand nombre d'entreprises françaises à travers le monde. Elle recherche un rédacteur pour son département étranger.
En liaison directe avec le Directeur Général, la mission de ce collaborateur est de conseiller les entreprises françaises exportatrices dans la protection de leurs Marques et de faire réaliser, par l'intermédiaire de correspondants étrangers, les démarches juridiques et administratives nécessaires.
Ce poste convient à une femme ou un homme ayant une formation juridique et une expérience professionnelle d'au moins deux ans. Le goût et la maîtrise des Relations Publiques, des qualités de gestionnaire, un anglais courant (et si possible l'espagnol) sont des atouts pour réussir dans ce poste.
Envoyer C.V., photo récente et rémun. actuelle ss réf. 807257 M (à mentionner sur l'enveloppe) à René CAROUANA.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Chez nous, vous suivez de très près les techniques informatiques de pointe.
Nous avons doublé nos effectifs tous les deux ans, et nous continuons cette progression importante pour être en mesure de répondre à une demande croissante.
Nous recherchons pour **Paris** et **Lyon** des

ingénieurs logiciel

qui participeront à l'étude et à la réalisation de projets informatiques.
• Expérience appréciée en système ou application dans les domaines Industriels (réf. ILi/1) et gestion (réf. ILg/1).
• Anglais nécessaire pour être à même d'évoluer dans la fonction.
Ecrivez nous en précisant la référence et le lieu de votre choix à la

Direction du Personnel de DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

digital — 18, rue Saarinen - Silic 225 - 94528 Rungis Cedex



Un groupe français exportant dans 70 pays recherche un collaborateur ayant le potentiel pour devenir directeur à l'exportation.
Il aura pour mission d'assumer les relations avec la clientèle, de mener les négociations au plus haut niveau, de superviser les aspects administratifs et de veiller aux aspects juridiques.
Pour réussir, le candidat doit joindre à une formation Grande Ecole d'Enseignement Supérieur au moins cinq années dans la fonction export et une parfaite maîtrise de l'anglais.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1054 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Société industrielle et de distribution en développement constant (CA 600 millions de Francs), nous recherchons un :

Contrôleur de gestion

Basé à Paris, il apportera son concours au Directeur Financier par l'étude et la mise au point des plans comptables, les études financières et le contrôle de la gestion tant au niveau du siège que des filiales auprès desquelles il aura également un rôle de conseil.

En collaboration avec les services commerciaux et techniques, il participera à la coordination des plans financiers.

Ses interventions auprès de nos filiales étrangères exigeront de lui une parfaite maîtrise de l'anglais et une certaine mobilité pour des déplacements fréquents mais de courte durée.

Ce poste d'avenir conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial (HEC, ESSEC, ESC...) ayant quelques années d'expérience en qualité d'audit ou de contrôleur de gestion.

Les candidatures (lettre manuscrite et CV) sont à adresser sous référence 7880 à : rsc carrières 92, rue Bonaparte 75006 Paris qui transmettra.

BAHLSEN Production S.A. Bahlsen

200 personnes - NOYON (60)

Depuis sa création il y a 5 ans, la filiale française d'un des premiers biscuitiers européens connaît une rapide expansion et crée, pour seconder le Directeur des Usines, les postes de :

INGÉNIEUR TRAVAUX NEUFS

Il est chargé d'étudier et de réaliser les installations nouvelles et l'implantation du matériel. Il contacte les fournisseurs, négocie les conditions, prépare le dossier des projets et passe les marchés après accord avec la direction.
Il doit suivre et coordonner le montage et la mise en route.
C'est un ingénieur ayant acquis une expérience diversifiée dans les domaines électriques, mécaniques et fluides au sein d'une moyenne entreprise.
Rémunération de l'ordre de 100.000 F, selon l'expérience.
Pratique de la langue allemande très souhaitée.
Référence 74056 M.

RESPONSABLE DU PERSONNEL 80.000 F +

de formation supérieure (Licence en Droit; en Psychologie, EP...), il a une première expérience de gestion de personnel, de préférence en usine, et souhaite maintenant, dans une unité à taille humaine, être responsable de l'ensemble de la fonction.
Il étudie et met en place un système moderne de gestion du personnel et supervise également un certain nombre de travaux administratifs.
Référence 74057 M.

Écrire avec CV détaillé, en précisant la référence, à D. Jousset,
plein emploi
10, rue du Mail, 75002 Paris.

JEUNES GENS

si vous :
- recherchez une activité dynamique,
- êtes attirés par les contacts humains,
- avez des aptitudes à convaincre,
- souhaitez "faire" votre situation dans la Région Parisienne,

la **Banque Populaire**
de la Région Sud de PARIS

vous permet, à l'issue d'un stage de formation rémunérée, d'envisager des perspectives intéressantes de promotion dans le domaine de son :

ACTIVITÉ COMMERCIALE

conduisant à des postes de responsabilité dans la branche "Exploitation".

FORMATION RECHERCHÉE :
Sciences Économiques (Gestion Financière).

ÉCRIRE avec Curriculum Vitae :
B.I.C.S. - Direction du Personnel
55, avenue A.-Briand
92120 MONTROUGE

bleu

MATRA

recherche pour la Direction Gestion-Comptabilité :

CADRE

Dans l'immédiat, il est chargé, au niveau de la "Cellule Bilan", d'élaborer et de mettre en place le système et les procédures permettant le rapprochement systématique des résultats de comptabilité générale et de comptabilité analytique, tant au niveau central que dans les unités décentralisées.
Evolution possible sur des études prévisionnelles de bilan, contrôle de gestion, plans à moyen terme.
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (E.S.C. - Maîtrise de gestion. . .) avec le D.E.C.S. complet. Une expérience de quelques années acquise dans un cabinet d'expertise ou d'audit comptable est souhaitée.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 359

MATRA R. KORFAN
B.P. Nº 1 - 78140 VELIZY



Filiale Société Américaine industrie du gaz, *recherche*

économiste

Formation : *Grande école de Commerce ou licence Sce Eco + études aux USA, ou MBA économie + études en France. Parfaite connaissance de l'anglais et du français.*

Expérience : *2 ans minimum.*

Fonctions : *développement et analyse des budgets, études économiques, financières et quantitatives.*

Salaire en fonction de l'expérience.

Envoyer C.V. avec rémunération actuelle à Mr Dunavant - EL PASO - Tour Fiat 92084 - Paris la Défense.

s.m.p.



Etablissement financier à vocation agricole, nous avons un rôle d'Institut de développement notamment dans le secteur Collecte des céréales et approvisionnement.
Nous recherchons pour notre service «Produits Céréaliers», un jeune cadre qui effectuera dans un premier temps, des études économiques et financières d'entreprises, dont il prendra en charge dans un deuxième temps, le suivi de gestion.
Cette fonction conviendra donc à un candidat formé aux techniques de gestion et ayant de bonnes notions d'économie. Elle impliquera des contacts nombreux et variés.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 807256 M (à mentionner sur l'enveloppe) à *Madame LIPSZYC.*
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
(Grande banlieue Ouest Paris)
recherche

• ingénieurs système

sur gros ordinateurs

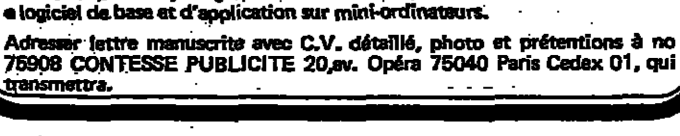
Jeunes diplômés INPG (ENSIMAG), ESE, ENSEEIHT,...
pour informatique «systèmes».

• ingénieurs grandes écoles

ENSA, ENST, ESE, ECP, INPG ...

Débutants ou ayant une ou deux années d'expérience, intéressés par des études au niveau le plus avancé faisant appel à des techniques nouvelles dans les domaines suivants :
- propulsion, mécanique du vol.
- contrôle de la trajectographie
- logiciel de base et d'application sur mini-ordinateurs.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions à no 75908 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.




Société française alimentaire (C.A. 200 millions/an), filiale d'un puissant groupe Européen, recherche un cadre confirmé dans la fonction pour lui confier la responsabilité du service administration des ventes : sous l'autorité du Directeur Administratif et financier, il devra centraliser, contrôler et traiter toutes les commandes en liaison avec linformatique, la fabrication et différents dépôts en France; préparer les bons de livraison; tenir à jour les fichiers-clients; assurer le suivi et le réglement des litiges; préparer les études statistiques des ventes; suivre l'état des stocks en vue du réapprovisionnement des dépôts; animer et contrôler son personnel (8 personnes).
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 807266 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Madame LIPSZYC.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

RELATIONS HUMAINES
gestion du personnel

Un important groupe du secteur tertiaire cherche le CHEF DE SON SERVICE RELATIONS HUMAINES ET GESTION DU PERSONNEL.
Collaborateur direct du Secrétaire Général, ce cadre participera à l'élaboration des politiques et sera responsable de leur application (formation, plans de carrières, bilan social etc. . .).
De formation supérieure, le candidat (H. ou F.) ayant obligatoirement une expérience dans un service de personnel et une parfaite maîtrise du droit du travail devra :
— avoir une attirance profonde pour les problèmes humains
— être imaginatif dans la recherche des solutions
— être ouvert aux méthodes modernes de gestion du personnel

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V. et photo sous Nº 2217 à
PARFRANCE P.A.
4, rue Robert Estienne 75008 Paris



SECTEUR BANCAIRE

La filiale française (70 personnes) d'un groupe financier important, se développant rapidement, tant à Paris qu'en Province recherche pour son siège, le responsable de ses services administratifs. Sous la responsabilité du Directeur Général, il supervisera un ensemble de services (organisation, informatique, comptabilité, contrôle de gestion, personnel et services généraux).
Cette fonction ne peut convenir qu'à un candidat, âgé d'au moins 32 ans, ayant acquis une expérience bancaire importante, au sein d'un secrétariat général par exemple, et dominant bien les problèmes d'organisation et d'informatique.
René DAGIRAL vous remercie de lui adresser un résumé de carrière explicite sous la référence 807258 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

recherche pour PARIS

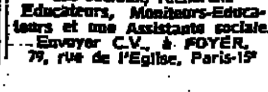
ANALYSTE-FINANCIER

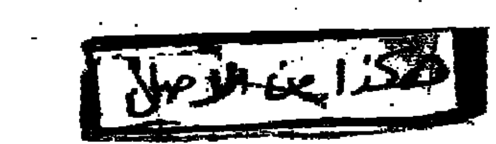
(DEBUTANT ou expérience de 1 à 2 ans).
SCIENCES ECO. I.E.P. ou équivalent.

Adr. C.V., photo et prétentions s./référ. 6.328 à : P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Agence de Publicité Paris 8e
recherche
SECRETAIRE - ASSISTANTE DE PUBLICITE
Libre de suite, 3 ans d'expér. minimum en agence.
Connaissance du marché de la publicité et de ses techniques, bon contact commercial, sens de l'organisation et de la méthode.
Adr. C.V., photo et prétentions, à INTER PUBLI CONSEIL 16, av. de Messine, 75008 Paris

Internat garçons 12 ans, cas sociaux, recherche Educateurs, Moniteurs-Educateurs et une Assistante sociale.
Envoyer C.V., à FOYER, 79, rue de l'Eglise, Paris-15e





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

INGENIEUR OU JEUNE DIPLOMÉ INFORMATIQUE

Vous souhaitez travailler en équipe sur des projets enrichissants, participer à leur conception, et accroître votre expérience professionnelle. Vous cherchez une atmosphère dynamique et l'occasion d'utiliser des techniques de pointe (bases de données, temps réel, télétraitement). Filiale informatique du Groupe HAVAS, nos installations sont implantées à Neuilly-sur-Seine.

Adressez rapidement un curriculum vitae manuscrit avec salaire souhaité, à l'attention de M. DARNET, 136, avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine.

HAVAS INFORMATIQUE

HAVAS CONTACT

NOUS SOMMES L'UN DES PRINCIPAUX FABRICANTS DE CHARCUTERIE EN EUROPE

C. A. du Groupe : 1 milliard de francs français.

Effectif : 2.500.

Afin d'assurer l'expansion à l'exportation nous recherchons le

CHEF DES VENTES FRANCE

auquel sera confiée dans un premier temps l'organisation de la distribution en région parisienne et en Alsace-Lorraine, en coopération avec des importateurs.

Dans une phase ultérieure le réseau de vente devra couvrir toute la France.

La fonction exige un candidat ayant une grande expérience pratique dans le secteur alimentaire ou, si possible, dans le secteur de la charcuterie. La connaissance de l'allemand est un atout supplémentaire.

Les candidats intéressés par cette offre sont priés d'envoyer leur C.V. manuscrit détaillé, avec photo, copie des certificats et prétentions, directement au siège :

FLEISCHWARENFABRIK Heinrich NÖLLKE et CO. Export Abteilung Postfach 1123 D. 4804 Versmold.

IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCES recherche

INGÉNIEUR

DÉBUTANT ou ayant quelques années d'expérience industrielle

FORMATION A.M. OU ÉQUIVALENT

Le candidat retenu, après une période de formation sera chargé d'assister les entreprises industrielles assurées par le Groupe, dans les domaines de l'évaluation des risques, la prévention et la gestion de leurs contrats.

CE POSTE DEMANDE :
- — une grande facilité de contact, une prise d'initiative et une bonne présentation ;
- — des déplacements fréquents, en général d'une journée, résidence PARIS ou sa région.

Ce poste peut être l'amorce de développements de carrière intéressants dans le Groupe.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 78 454 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cédex 01 qui transmettra.

Société française, filiale d'un groupe étranger spécialisé dans le TRAITEMENT DES EAUX (PARIS) recherche

Responsable services comptable et financier

Bilingue Allemand

Justifiant d'une formation supérieure, DECS acquis, et d'une bonne expérience financière et des relations avec les banques.

Pour animer le service existant déjà organisé, le candidat ou la candidate devra s'adapter à une équipe jeune et maîtriser pleinement sa technique. Il ou elle contribuera à court terme à la mise en place de l'informatisation.

Les candidatures seront traitées confidentiellement au plus haut niveau. Il sera répondu à toutes.

Adres. lettre man, CV, photo et prétentions ss réf. 8306 à

LEPA LEPA - RECRUTEMENT 94, rue Saint-Lazare 75009 Paris

DIRECTEUR de la SUCCURSALE 110.000 +

Constructeur Français d'une très large gamme de Matériels pour les Entreprises de Bâtiment et T.P. recherche le Directeur de son Agence de Paris et Ile-de-France.

Rattaché au Directeur des Ventes-France, dans le cadre des objectifs définis avec celui-ci, il aura la pleine responsabilité du développement des Ventes sur son territoire, en dirigeant et en animant avec la plus large autonomie, un effectif commercial technique et administratif de 17 à 20 personnes.

Ce poste convient à un homme de 32 ans au moins dont l'expérience pratique, de la vente, de l'animation, de la négociation est très confirmée.

Adressez votre C.V. détaillé + photo, sous référence 1436 à S.N.P.M.-P.A., 100, av. Charles de Gaulle 92522 Neuilly.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL recherche

1 Assistant Directeur Marketing

et

1 Chef de Produit expérimenté

Les candidats auront :
- *32 ans minimum*
- *une formation supérieure (grandes écoles, médecine, pharmacie)*
- *une expérience à un poste de responsabilité marketing et vente dans l'industrie pharmaceutique.*
- *une connaissance parfaite de l'anglais.*

Ces postes peuvent conduire à court terme, des candidats de valeur à des postes de responsabilité au sein du groupe diversifié en produits chimiques, agricoles, pharmaceutiques.

Envoyer CV et photo à no 75967 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SOPRA

Ingénierie et Conseil en Informatique

Société en pleine expansion, de taille nationale, recherche pour PARIS un

ingénieur en chef

Ses missions seront :
- l'estimation et l'encadrement de contrats importants, utilisant le télétraitement et les bases de données,
- la conception de produits nouveaux,
- le conseil sur l'utilisation des techniques de pointe,
- l'audit, le plan directeur, ...

Ce sera un informaticien de haut niveau, diplômé d'une grande école (X, Centrale, Supélec. ...), ayant conduit des projets importants pendant deux ans minimum.

Adresser c.v. manuscrit et photo, à MEDIA SYSTEM, sous référence 1536, 104, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Importante Société de Télécommunications

Banlieue Sud-Ouest Paris recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Formation DUT Informatique

Débutants ou possédant 1 à 3 années d'expérience de réalisation de logiciel en langage évolué.

Connaissance de SIRIS 7/8 appréciée.

REFERENCE : PLE/GLT.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions avec photo sous référence 76.425 - CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

COMMISSIONNAIRE AGREE recherche

JEUNES COMMERCIAUX

- dynamiques ambitieux
- excellente présentation

pour contact clientèle haut niveau. Rémunération en fonction des résultats

Téléphoner Mme Haemmerli 359.88.20

---

directeur logistique

PARIS SUD

Entreprise, leader européen dans sa branche, (500 M de C.A.) crée le poste de Directeur de la Logistique, responsable de la gestion des stocks, des magasins, de la distribution physique et en conséquence de la qualité du service. Cette fonction requiert :
- un diplôme d'Ingénieur,
- une expérience confirmée en gestion des flux matières et en organisation,
- et une forte personnalité alliant gestion rigoureuse et sens aigu des relations sociales.

Rémunération élevée.

ORES

Adresser un C.V. détaillé et une lettre motivée sous réf. 2574 JM à Hervé LE BAUT ORES GROUPE BOSSARD 105, bd. Haussmann - 75008 PARIS

MATRA

recherche pour son Centre de VELIZY (environ 2400 personnes) un :

SPECIALISTE RECRUTEMENT

— Il dépend du Chef du Personnel de l'établissement de VELIZY.

— Il est responsable du recrutement des mensuels et assiste les responsables dans le déroulement complet des opérations d'embauche.

— Le poste conviendrait à un psychologue de formation ayant quelques années d'expérience de la sélection et de l'orientation professionnelle acquise en milieu industriel.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 357

MATRA R. KORFAN B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

INFORMATIQUE DE GESTION

Première Société française d'Ingénierie dans un secteur de très haute technologie, notre Direction Informatique recherche un :

CHEF DE PROJET

Il sera chargé de définir, mettre en œuvre et développer d'importantes applications en informatique de gestion. Il disposera de moyens évolués (dont un IBM 370/168) et aura à animer une petite équipe.

Le poste convient à un ingénieur ou universitaire diplômé ayant plusieurs années d'expérience dans la gestion de projets informatiques.

Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 5034 à P.LICHAU S.A. B.P 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

LE DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES d'un organisme financier filiale d'une grande banque française recherche :

Son ADJOINT

Le candidat devra posséder une excellente maîtrise de la comptabilité générale et de bonnes notions de fiscalité des entreprises.

Il devra être capable de diriger et de coordonner les travaux de plusieurs comptables s'occupant de sociétés différentes.

D.E.C.S. ou B.T.S. souhaité avec expérience STATUT CADRE

Ecrire avec C.V., références et prétent. à N° 76.405 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01

INTEX recherche

- CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE 100.000 F/An Réf. 1.331
- DIRECTEUR D'EXPLOITATION AGRICULTURE 130.000 F/An Réf. 1.332
- INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT PÉRI-INFORMATIQUE 130.000 F/An Réf. 1.333
- INGÉNIEUR DE RECHERCHE ÉLECTRICITÉ 80.000 à 100.000 F/An Réf. 1.340

Ecrire à INTEX S.A.R.L., 3, av. Bertie-Albrecht, 75008 Paris, en précisant la référence choisie.

CHARTRES

LE GROUPE D'ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE recherche

CHARGÉ D'ORGANISATION

Nous offrons :
- — intégration immédiate dans une équipe dynamique ;
- — participation à l'élaboration et à la mise en place de nouvelles techniques de gestion en liaison directe avec les utilisateurs et l'informatique.

Nous recherchons :
- — jeunes ingénieurs ou diplômés de l'enseignement supérieur ;
- — libérés des obligations militaires ;
- — goût du contact à tout les niveaux.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : G.A.M.F. Direction des relations sociales 7, av. Marcel-Proust, 28024 Chartres

---

analystes-programmeurs

Important groupe financier. Quartier Etoile, recherche des ANALYSTES-PROGRAMMEURS intéressés par l'informatique de gestion. De formation IUT, débutants ou 1 à 2 ans d'expérience, ils s'intégreront à des équipes d'analystes-programmeurs, chargés de la maintenance des programmes.

Ils participeront ensuite au développement de nouvelles applications.

Nombreux avantages sociaux.

Restaurant d'entreprise.

Adresser votre C.V. sous réf. 528 au service orientation recrutement

Compagnie Bancaire 25, avenue Kléber 75016 PARIS

compagnie bancaire

IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES recherche pour son siège social (92)

son Directeur de recouvrement

à la tête d'une équipe structurée il se verra confier une mission avec une responsabilité réelle d'objectifs.

Le candidat devra avoir :
- 30 ans minimum ;
- une formation comptable et commerciale solide tant pratique que théorique (niveau supérieur) dans une société du même type ;
- des capacités prouvées d'animateur et de diplomate ;
- une bonne connaissance de l'anglais ;
- une expérience des applications informatiques dans le recouvrement est très appréciée.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous réf. NIVE (mention/enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIERES 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

AGENCE DE VOYAGES ayant plusieurs succursales à Paris et banlieue recherche son

RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

Il anime un service de 5 personnes et prend en charge la comptabilité générale jusqu'au bilan, les comptabilités clients et fournisseurs, la trésorerie et différentes tâches administratives et juridiques concernant la gestion du personnel (30 personnes).

De formation supérieure (École de Commerce option Finances-Comptabilité, I.E.P., D.E.C.S...), son expérience de la P.M.E. l'a familiarisé au travail polyvalent et en prise directe.

Rémunération de départ de l'ordre de 100.000 F.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Écrire avec CV détaillé à D. JOUSSET, sous réf. 75034 M, à

plein emploi 10, rue du Mail, 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE MÉTALLURGIQUE RÉGION PARISIENNE travaillant pour l'industrie automobile recherche

CHEF DE SERVICE CONTROLE QUALITÉ

INGENIEUR A.M. ou EQUIVALENT EXPERIENCE SOUHAITEE, METALLURGIE, PLASTIQUE

Anglais indispensable

Adr. C.V. et prétent. sous n° 76.268 à CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui tr.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

mutuelles unies

Sociétés d'assurances à forme mutuelle
Siège Social ROUEN (550 personnes)

recherche

Jeunes diplomés

Etudes juridiques

pour

PARIS – CAEN – NANCY

Ils seront chargés :

- de l'étude et du règlement des dossiers d'accidents corporels,
- des négociations avec les avocats,
- des négociations avec les agents d'assurances.

Une formation technique leur est assurée au Siège Social afin de les familiariser avec nos contrats et nos procédures.

Adresser C.V. manuscrit + photo à
MUTUELLES UNIES
3037 X – 76041 Rouen Cédex

Responsable administration commerciale export

80 000 F/an

MN mecanorma

Second fabricant mondial pour les arts graphiques et le dessin technique.
Fortement exportatrice (75 % de la production), notre société a étoffé ses structures et notamment l'administration export. Aussi, nous en recherchons le responsable.

Il assurera :

- l'animation de sa cellule (5 personnes),
- la planification et la répartition de la charge de travail,
- les liaisons avec les services stock, expédition, informatique, commercial et production.

Les candidats devront avoir une réelle expérience de la fonction et un bon niveau général sera complété par une pratique courante de l'anglais et, si possible, de l'allemand.

Lieu de travail : Le Perray-en-Yvelines.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés.

APPRECIATION REMISE APRES PREMIER ENTRETIEN

FRANCE MARKETING
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé,
Salaire actuel et photo (retournée), sous réf. 1209
39, rue Étienne-Marcel, 75001 PARIS

DELEGATIONS : PARIS - LYON - NANTES - TOULOUSE

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour sa Direction Financière

TRESORIER
CREDIT MANAGER

Il aura pour tâche de

- gérer la trésorerie à court, moyen et long terme
- assurer le crédit management de la société
- effectuer les analyses financières qui peuvent lui être demandées
- assurer le suivi administratif et financier de certains investissements.

Ce poste exigeant une excellente connaissance de la LANGUE ANGLAISE pourrait convenir à un DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES COMMERCIALES option Finances-Comptabilité ayant déjà une première expérience professionnelle.

Ecrire avec C.V.+ photo en mentionnant la rémunération actuelle ou souhaitée à HAVAS CONTACT, 156 Bd Haussmann-75008-PARIS, sous référence 75059 M.

HAVAS CONTACT

CAISSE DE RETRAITE PARIS (8e)

recherche

COLLABORATEUR

Titulaire d'une licence en droit avec bonnes connaissances en Droit Immobilier (copropriété – gestion d'immeubles).
Expérience professionnelle souhaitée.
Poste impliquant travaux variés
À pourvoir immédiatement.

Env. C.V. détaillé, photo et prétent. à nº 22.047, P.A.-S.V.P., 37, rue du Général-Foy - 75008 PARIS.

ASSUREUR CONSEIL

recherche

INFORMATICIEN

Niveau MIAGE ou INGENIEUR
pour développement applications de gestion temps réel, DBMS sur mini-ordinateur.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Envoyer C.V., photo et prétent. sous nº 1.8003 M à GEM Publicité, 142, rue Montmartre, Paris (2e), qui transmettra.

CABINET DE RECRUTEMENT

recherche

pour une intervention de longue durée de sélection de personnel non cadre, au sein d'une entreprise cliente située dans la Région Parisienne, un

COLLABORATEUR

Son expérience de l'embauche de personnel technique et administratif devra lui permettre de perfectionner la conception de l'outil approprié, et d'en assurer l'exploitation sur place en étant responsable de sa propre organisation.
Envoyer CV détaillé (et photo) s/Réf. 75117.M à HAVAS CONTACT, 156 Bd Haussmann, 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

---

auditeur confirmé

Nous sommes une Société Industrielle qui réalise un C.A. de 2 milliards de F.

Nous cherchons pour le Manager de l'Audit Interne (une dizaine de personnes) un AUDITEUR CONFIRMÉ.

Son domaine :

- mettre en œuvre des interventions spécifiques d'audits opérationnels et financiers,
- éditer des rapports de synthèse et proposer toutes améliorations pour le fonctionnement des activités auditées,
- suivre la mise en application des recommandations.

Son profil :

- 30 ans environ,
- une formation financière solide, acquise dans une école de gestion ou par toute autre voie,
- une expérience de 3 à 5 ans de l'Audit en Cabinet spécialisé ou dans l'Audit Interne d'une grande Entreprise de l'Industrie.

Le poste est à pourvoir sur PARIS. Quelques déplacements de courte durée sont à prévoir en Province.

Veuillez faire parvenir votre C.V. détaillé sous référence 4185-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Pour compléter son équipe d'auditeurs
IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
située à LA DEFENSE, recherche

UN AUDITEUR INTERNE
DEBUTANT ou ayant première expérience de l'Audit

- Il devra participer au contrôle des sociétés françaises du groupe ;
- Il doit être de formation supérieure (HEC - ESSEC - Ecole Supérieure de Commerce, etc.) ;
- Il aura de sérieuses connaissances comptables et, seraient appréciées, des connaissances informatiques.

Lieu de travail : région parisienne.
Déplacements province.

Adresser C.V., prétentions et photo à nº 76.375, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 - Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

recherche pour sa

direction des affaires juridiques

- un collaborateur 28 ans environ,
- possédant une maîtrise ou un DES de Droit,
- ayant 2 ans d'expérience professionnelle acquise de préférence dans une banque.

Dans un premier temps, il lui sera confié une responsabilité d'étude et de rédaction d'instructions générales.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence M 894 à
SOFAC...
11, rue Troyon - 75017 Paris

SOCIETE DE PROMOTION SANDERS
19, quai de l'Industrie
91200 ATHIS-MONS

recherche

COMPTABLES

possédant D.E.C.S. ou équivalent pour contrôle de ses filiales en PROVINCE.

Ecrire avec C.V. et photo.



Groupe de sociétés de services à l'entreprise
(personnel permanent : 60) recherche pour consolider et poursuivre son expansion, deux

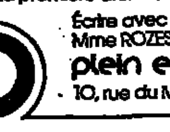
DIRECTEURS D'EXPLOITATION
1 - Informatique.
2 - Travail temporaire.

Pour prendre en charge, au sein de l'équipe de direction, l'ensemble des opérations de chacune de ces branches d'exploitation :

- organisation commerciale et promotion des ventes,
- animation et innovation,
- contacts avec la clientèle.

Cette offre s'adresse à des professionnels ayant plusieurs années dans la prestation de services et prêts à mettre leur expérience et leur dynamisme au service d'une entreprise qui, par sa taille et son esprit, offre un grand champ d'action à l'initiative individuelle.

Rémunération fixe et intéressement permettant d'atteindre un revenu de l'ordre de 150.000 F, la première année.



Écrire avec C.V. détaillé à
Mme ROZES, réf. 75037,
plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.

Le Service
FORMATION PROFESSIONNELLE
d'une importante **SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGENIERIE**

recrute

pour participer aux études et réalisations de formation de personnels Outre-Mer

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(MINES - CENTRALE - GEOLOGIE NANCY)

Expérience Exploitation mines fond ou ciel ouvert ou entretien

ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE

- Une première expérience de formation et de séjour Outre-Mer serait appréciée.
- Déplacements courte durée fréquents.
- Déplacements longue durée à envisager.

Ecrire avec C.V. + photo sous réf. 476, à Sperar, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
POUR SERVICES JURIDIQUES DU SIÈGE SOCIAL A PARIS

RECHERCHE

JEUNES JURISTES
DE HAUT NIVEAU

Ils seront formés aux problèmes variés d'un très GRAND GROUPE dans des domaines tels que : droit commercial, droit des sociétés, négociations de contrats à l'échelon international, affaires immobilières, droit du travail, fiscalité...

Formation exigée :

— Doctorat en droit privé ;
— Anglais courant.

Quelques années de pratique seraient appréciées.

Larges perspectives de carrière dans un Groupe de premier plan.

Envoyer dossier de candidature sous nº 763 299 à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

MATRA

recherche pour son département Qualité

INGENIEUR INFORMATICIEN

— Il est responsable de la qualité des LOGICIELS de projets spatiaux.
— Il doit avoir une expérience minimum de 5 ans de logiciel de base et/ou du temps réel sur mini-calculateur. Réf. A.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

— Ils sont responsables de l'ensemble des problèmes qualité sur des grands projets.
— Une expérience d'au moins 5 ans acquise dans l'industrie électronique est indispensable. Réf. B.

— Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire pour les 2 postes.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant le poste concerné sous Nº NK 361

MATRA R. KORFAN
B.P. Nº 1 - 78140 VELIZY

THOMSON-CSF

DIRECTION INFORMATIQUE

recherche

pour son service Système

UN ANALYSTE
de formation supérieure

(G.E. ou équivalent) ayant 2 à 5 ans d'expérience sur gros matériel IBM exploité en OS.

Ses connaissances en C.I.C.S., S.G.B.D., Assembleur, lui permettront de fournir au service « Applications de Gestion » le support technique, les méthodes et les outils d'aide à la réalisation.

Ce travail d'équipe requiert rigueur et sens du contact.

Lieu de travail : PARIS.
Poste à pourvoir d'urgence.

Adress. C.V. ss réf. 633 à CREATIONS DAUPHINE, 41, av. Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

FILIALE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
en forte croissance
implantée à CERGY-PONTOISE
recherche pour sa
DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

UN INGÉNIEUR DE VENTE

Pour réussir dans sa mission, il devra être un spécialiste des courants faibles et posséder une expérience confirmée dans les domaines de la téléphonie et des centraux téléphoniques.
Nous désirons nous adjoindre un ingénieur parlant bien l'anglais et ayant fait la preuve de sa compétence technique et de son dynamisme commercial.
Les opportunités d'évolution de carrière sont nombreuses en France et à l'étranger pour un candidat de valeur.
Une formation à nos produits est assurée dans nos unités européennes.
Rémunération élevée et voiture de fonction.

Env. C.V., photo et prétentions sous le nº 76.010, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cédex 01, qui transmettra.

Importante entreprise de montage d'équipements électriques filiale appartenant à un puissant groupe industriel recherche

chef comptable

Agé au minimum de 30 ans, de formation comptable supérieure (D.E.C.S.) et ayant acquis une première expérience comptable d'au moins 4 ans dans la métallurgie ou les travaux publics.
Le candidat retenu sera responsable de la gestion et de l'administration comptables d'une douzaine d'unités juridiques (comptes d'exploitation, gestion des compensations, trésorerie, etc...) ainsi que de l'organisation et du contrôle d'un service d'une dizaine de personnes qu'il devra animer et diriger.
Expérience de l'outil informatique souhaitée.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence 475 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

BANQUE INTERNATIONALE
PARIS – ÉTOILE

recherche

1) CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Formation supérieure D.E.C.S. Expérience bancaire de plusieurs années souhaitée. Connaissances d'applications informatisées.

2) COMPTABLE

Chargé de l'exécution des états destinés à la C.C.B. Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans un poste similaire.

3) ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Responsable du Service Informatique. Expérience 1 à 5 ans. Formation universitaire souhaitée.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions au nº 7.780 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

Incendie-Accident
LA DEFENSE

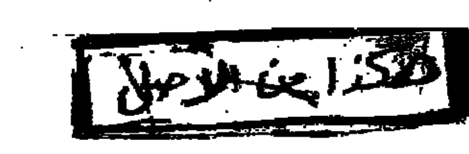


recherche

PROGRAMMEURS-ANALYSTES

Diplomés IUT ou équivalent.
Dégagés obligations militaires.
Débutants ou ayant 1 an d'expérience.
Connaissance COBOL et JCL 370/OS appréciée.
13ème mois - prime de vacances - Horaires mobiles - restaurant d'entreprise.

Adresser C.V., photo et prétentions Monsieur MAINGUET, Service Recrutement
Tour GAN Cedex 13 -
92082 PARIS-LA-DEFENSE.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

CENTRE INFORMATIQUE EUROPÉEN

de l'un des tout premiers groupes à dimensions mondiales.
Nous développons pour nos filiales européennes de nouvelles applications DB/DC sur matériel IBM (2 x 370/148 - CICS/DL1).
Pour renforcer nos équipes de réalisation, nous recherchons :

UN CHEF DE GROUPE D'ANALYSE ET PROGRAMMATION

- Diplômé scientifique d'une grande école (ou équivalent)
- Connaissant le télétraitement et les bases de données
- ayant déjà dirigé une équipe de 10 analystes et programmeurs
- Parlant l'anglais.

DES ANALYSTES

- De formation scientifique supérieure (ENSI, MIAGE ou équivalent)
- Maîtrisant depuis 2 ans au moins CICS et DL1 au niveau analyse
- Ayant l'expérience des contacts utilisateur et de la conduite du travail de 2 ou 3 analystes-programmeurs
- Parlant l'anglais.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

- Avec baccalauréat scientifique + formation complémentaire informatique
- Pratiquant l'assembleur IBM et le COBOL depuis au moins 2 ans
- Connaissance CICS et/ou DL1.

Adresser C.V. et prétent. à No 75370, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Groupe de Sociétés de Service
(proximité gare de l'Est)
recherche immédiatement

ASSISTANT (E) DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Age 28 ans minimum, de formation juridique et ayant 4 à 5 ans d'expérience professionnelle.

Sous le contrôle du directeur admin. et financier :
— sera chargé (e) de la gestion des services généraux, des problèmes juridiques et contentieux ;
— devra faire preuve de dynamisme pour s'intégrer à l'équipe existante.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 144 à : P.D.C., 4, quai des Célestins, 75004 PARIS, qui transmettra.

---

answare

Importante Société de Services et de Conseils en Informatique, Filiale de THOMSON C.S.F., dans le cadre de son expansion, recherche

informaticiens

- Vous êtes **JEUNES DIPLOMES** option INFORMATIQUE
  INGENIEURS (INSA, ENSEEIHT, ENSIMAG, ISIM, ...)
  ou **UNIVERSITAIRES** (MIAGE, DUT).
- Vous avez pratiqué un langage évolué (Cobol, PL 1) ou Assembleur (IBM 370 ou IBM 3790).

- pour les Non-Débutants, une expérience en IMS, ou CICS, ou PROTEE est souhaitée.

- Notre activité vous permettra, après FORMATION, de pratiquer immédiatement les techniques de pointe (base de données, temps réel), au sein d'équipes structurées.

- Votre premier projet vous permettra de mettre en œuvre IMS ou CICS.

Cette expérience diversifiée vous amènera à des fonctions de haut niveau.

Envoyer sous référence 61 901 votre C.V. détaillé, photo, prétentions et délai de disponibilité à M. Huet

ANSWARE
135, Rue de la Pompe - 75116 Paris.
Discrétion assurée, réponse rapide.

Groupe International recherche pour sa Division AGRO VETERINAIRE

1 INGÉNIEUR AGRO
référence 5240/S

1 VÉTÉRINAIRE
référence 5242/S

Responsables de la promotion des additifs pour l'alimentation du bétail en France et d'une gamme de produits anti-infectieux.
Les fonctions impliquent d'assurer personnellement la promotion et le suivi terrain auprès des clients, prospects et prescripteurs, et la participation à l'élaboration du plan marketing et à ses moyens d'actions (analyse du marché, positionnement du produit, argumentaires, publicité...).

- Expérience de fonctions technico-commerciales voisines;
- Forte aptitude à la communication;
- Nombreux déplacements à partir de Paris;
- Anglais souhaité.

Le premier poste conviendrait à un vétérinaire ou à un ingénieur agro/agri, le second poste à un vétérinaire.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :
A.M.P. 40 rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

NOUS SOMMES

UN GROUPE IMPORTANT DANS LA DISTRIBUTION DES COMBUSTIBLES LIQUIDES ET SOLIDES

Nous cherchons à renforcer les équipes de VENTE et de direction d'agences et souhaitons rencontrer deux types de candidatures :

1) Un vendeur expérimenté

outre une solide formation de base (ECOLE de COMMERCE), le candidat aura une solide expérience du pétrole ou du secteur combustibles, et cherche à accéder à un poste où il sera responsable du développement commercial et de la vente auprès de différents secteurs.

2) Deux chefs d'agence

COMMERCIAUX confirmés, possédant une bonne formation de base, les candidats devront avoir déjà dirigé une agence dans le même secteur d'activité que le nôtre.

Ecrire avec la réf. 1 ou 2.
Envoyer C.V. et prétent. à n° 75.516 CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er) q. tr.



THOMSON-CSF

DIRECTION INFORMATIQUE
COURBEVOIE

recherche

Jeunes Informaticiens

D.U.T. d'Informatique ou équivalent

Débutants à deux ans d'expérience, pour participer à la mise en place de nouvelles applications de gestion, en assurant l'interface entre les services de programmation et d'exploitation.

Qualités requises : Outre la rigueur, le goût du du travail en équipe et du contact est nécessaire.

Adresser C.V. sous réf. 628 à Créations Dauphine, 41, av. de Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

SOCIETE MULTINATIONALE
Leader dans son domaine
Compresseurs et Pompes
recherche

UN INGENIEUR D'APPLICATION

pour sa Division «Compresseurs Process et Air Industriel» à Rungis.

Les candidats à ce poste devront avoir une expérience professionnelle de 2 à 5 années dans les Compresseurs ou les équipements rotatifs lourds.

Langue anglaise indispensable.
Connaissances du Français et/ou de l'Allemand appréciées.

Possibilité de déplacements.

Les candidatures devront être adressées à CONTESSE PUBLICITE réf. 76237 - 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE EUROPE INFORMATIQUE
Prestations de services et de Conseil
(C.A. 1977 : 16.500.000 F)
recrute dans le cadre de son expansion

INGÉNIEUR Télécom ou Sup'Elec.

- ayant acquis une bonne expérience de la réalisation de projets informatiques sur grands systèmes et/ou mini-ordinateurs.
- désireux d'utiliser cet acquis pour des fonctions commerciales (vente de logiciel ou de systèmes « clé en mains ») pouvant évoluer vers un poste de Direction.
- Fixe important + intéressement.

Adr. C.V. manus. et prétentions à :
EUROPE INFORMATIQUE SELECTION
8, rue de Sèze, 75009 PARIS
sous référence JC/25

Importante Société de Restauration collective (80.000 repas jour)

recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

DECS, maitrise de la comptabilité générale, analytique et application informatique demandés.

- 35 ans minimum, 5 années d'expérience professionnelle.
- La mission sera de concevoir et mettre en place pour le compte de la Direction Générale l'ensemble des procédures internes (achats, stocks, etc...) l'élaboration des budgets, les comptes d'exploitation et les contrôles analytiques de l'ensemble de la comptabilité.

Téléphoner au 934 31 11 pour rendez-vous ou se présenter société C 2 R 79-81 av. Charles de Gaulle, 91420 Morangis

---

IMPORTANT GROUPE D'ENTREPRISES
(CA 500 millions).
SIÈGE : PROCHE BANLIEUE SUD.
aux activités diversifiées dans les Travaux Publics, les Télécommunications, l'équipement pour l'industrie et les Grandes Administrations recherche l'

ADJOINT DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

pour le seconder dans sa tâche de conseil auprès de la direction générale et des directions administratives et pour lui confier l'audit et le contrôle comptable des différentes sociétés du Groupe.
Le candidat, âgé d'au moins 28 ans, sera diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC, SUP de CO...), ajoutant si possible à son excellente formation comptable et financière des connaissances juridiques et fiscales.
EXPÉRIENCE DE L'AUDIT TRÈS APPRÉCIÉE.
Ce poste comporte de larges perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Écrire avec CV détaillé et salaire actuel à D. JOUSSET, sous réf. 75054 M.



plein emploi
10, rue du Mail 75002 Paris.

---

ingénieur recherche développement

Une société française, filiale d'un important groupe international très diversifié, recherche pour sa division Dispenser-pulvérisation un ingénieur de recherche.

- Dépendant du Directeur du Service Recherche et Développement, il sera le principal artisan de la création et du développement de systèmes de pulvérisation nouveaux et de l'amélioration des produits existants.
- Il animera et gérera un bureau d'études, un atelier d'usinage de prototypes et un atelier de moules et pièces d'essai.
- Le candidat, âgé de 35 ans minimum, sera titulaire d'un diplôme d'ingénieur, au minimum d'un BTS et aura une expérience professionnelle en milieu bureau d'études de conception pièces plastique et métal d'environ une dizaine d'années.
- La connaissance de la langue anglaise est vivement souhaitée.
- La personnalité du candidat devra révéler de très bons contacts humains, le goût de rendre service, de concevoir et de créer.

Adr. C.V., photo et prét. sous référ. 5316/S à A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres 75015 Paris

---

Importante Société recherche pour sa Direction Informatique un

CHEF DE PROJET

Mission
- participer, avec les utilisateurs concernés, à l'élaboration des cahiers des charges, sur cette base assurer la réalisation des projets qui lui seront confiés,
- encadrer l'équipe d'Analystes/Programmeurs qui lui est affectée pour accomplir ces tâches (2 à 5 personnes).

Profil
- Formation Supérieure,
- Personnalité ayant une bonne aptitude au contact et à la négociation,
- Expérience professionnelle d'environ cinq ans dans la réalisation de projets.
- Bonne connaissance de l'Anglais.

Une évolution à moyen terme vers des postes de responsabilité plus large peut être envisagée.

Lieu de travail : banlieue NORD-EST de PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. 3178 à PLAIN CHAMPS 5, rue du Helder 75009 PARIS qui transmettra.

Plain Champs

DICTIONNAIRES LE ROBERT
UNE VRAIE CARTE DE VISITE

Désireux d'étoffer notre force de vente, pour un marché en plein développement, et pour assurer le lancement d'un nouvel ouvrage, nous recrutons :

1) PROFESSIONNELS DE LA VENTE
SÉRIEUX ET MOTIVÉS

2) HOMMES OU FEMMES

désirant réussir une carrière brillante, en vendant un produit noble et recherché.
Formation assurée, rémunération attractive.

Démarrage immédiat.

Téléphoner pour rendez-vous à M. BOULLENGER, 357-73-13 à partir de ce jour (heures de bureau) ou se présenter cette semaine :

LE ROBERT, 107, avenue Parmentier, 75011 PARIS, 5e étage.

Pour les candidatures de Province, envoyer C.V. à l'adresse-ci-dessus.

UNE IMAGE DE MARQUE SÉRIEUSE
DICTIONNAIRES LE ROBERT



CieTechnicon
Leader Mondial en appareillages d'analyses médicales et industrielles de laboratoire

recherche pour son service après-vente

TECHNICIENS- ELECTRO-TECHNICIENS ET ELECTRONICIENS

Niveau DUT - BTS. Notions microprocesseurs.
Une grande disponibilité et la connaissance de la langue anglaise seront déterminantes.

Envoyer C.V. photo et prétentions à :
J.C. DELACROIX
Directeur du S.A.V.-TECHNICON
B.P. 10 - 95330 DOMONT

SOCIÉTÉ COSMÉTIQUES
Chiffre d'affaires 100 millions de francs.

Filiale important groupe allemand implantée région parisienne Sud-Est recherche

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Dans le cadre d'un nouveau concept de la gestion de l'information, sa mission sera d'étudier, de concevoir, de planifier et mettre en place de nouvelles applications (production - stocks - ventes - gestion) en étroite liaison avec les utilisateurs.

Pour la réalisation informatique il devra animer une équipe d'analystes-programmeurs.

Cette fonction intéresse un diplômé de l'enseignement supérieur (minimum 5 ans d'expérience informatique) ayant conduit un projet dans une P.M.E., ou y ayant participé au sein d'un service d'une grande entreprise. Connaissance télétraitement et gestion base de données appréciée.

A moyen terme la réussite du projet devrait conduire le candidat aux responsabilités de Chef de Service.

Langue anglaise ou allemande souhaitée.

Merci d'adresser C.V. détaillé + photo et prét. s/no 7 815, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 9.

---

jeune adjoint (e) direction financière

Ce collaborateur s'intégrera dans l'équipe de la Direction Financière d'une importante société de distribution. (PARIS).

Il sera chargé de la réflexion sur le maintien des EQUILIBRES FINANCIERS A LONG TERME de la société dans le meilleur rapport sécurité/coût. Il assurera les prévisions, l'information et la surveillance nécessaire dans ce domaine. Il proposera les actions à mener et effectuera la réalisation des mesures décidées.

Il effectuera, par ailleurs, toutes études dans le domaine financier, et notamment en matière de suivi des risques extérieurs.

Le candidat que nous recherchons devra être diplômé d'une grande école. Il aura si possible une première expérience bancaire.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adresser C.V. manuscrit et prétentions à no 76722 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES
Banlieue SUD-OUEST de PARIS

recherche

INGÉNIEURS-INFORMATICIENS

Débutants ou 2 à 3 années d'expérience

Pour les activités suivantes :
— Logiciel système, principalement compilateurs ;
— Logiciel d'application temps réel, en particulier téléphonie.

Bonne connaissance écrite et parlée de la langue anglaise.
Nationalité française exigée.

Ecr. avec C.V. et prétent. à n° 76.813 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

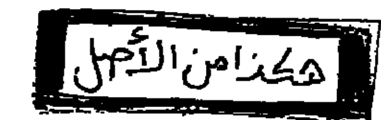
NUMELEC-SEIN
— Instrumentation électronique en expansion
recherche

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Formation ingénieur grandes écoles ou université 3e cycle physique nucléaire, électronique-informatique. Expérience commerciale souhaitée en instrumentation pour vente traitement numérique des images, analyseurs multicanaux pour recherche et Industrie.

Anglais souhaité, voiture de fonction.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions :
B.P. 113, 78150 LE CHESNAY.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

La **DIVISION SIMULATEURS ET SYSTEMES ELECTRONIQUES** de notre Société, actuellement en forte expansion, recherche un

ingénieur électronicien

ayant 3 ou 4 ans d'expérience, pour prendre la responsabilité d'une équipe d'Ingénieurs et de Techniciens Electroniciens, et coordonner l'étude et le développement de systèmes numériques évolués dans le cadre de nos activités **VISUALISATION SYNTHETIQUE.**

Cet Ingénieur sera directement rattaché à l'Ingénieur responsable de ce secteur.

Lieu de travail : le poste est à pourvoir rapidement à **CERGY-PONTOISE**, Banlieue Nord-Ouest de Paris, desserte assurée par lignes SNCF.

Adresser CV, photo et prétentions, s/réf. IC 78-20/M à B. LETOURNEUX, L.M.T. Division Simulateurs et Systèmes Electroniques, BP 116, 78192 Trappes Cedex

L.M.T.

Chef du Personnel

Pour la nouvelle Division d'une Société américaine très importante offrant pour le candidat retenu des possibilités ultérieures de développement.

Cette offre s'adresse à un Généraliste connaissant les différents aspects de la fonction Personnel.

Expérience d'une Société américaine souhaitée car rapports fréquents avec les différents échelons internationaux.

Très bonne connaissance de l'anglais.

La rémunération dépendra de l'expérience du candidat retenu. Elle se situe aux environs de 120.000 F par an.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo sous référence 76.413 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

IL SERA RÉPONDU A CHAQUE CANDIDAT AVEC LA PLUS GRANDE DISCRÉTION.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU SECTEUR ÉLECTRONIQUE

recherche pour

son siège social à Paris

UN JEUNE JURISTE

(Licencié ou, de préférence, DES en Droit privé) ayant au moins 2 à 3 ans d'expérience dans un poste similaire pour traiter en liaison dans certain cas avec des conseils extérieurs des problèmes de droit des sociétés, contrats de tous ordres avec clients/fournisseurs, assurances, propriété industrielle, etc., et conseiller en permanence les services opérationnels (y compris dans les filiales étrangères).

Poste évoluant en principe vers des fonctions de type Secrétariat général.

Anglais très courant (parlé, écrit) totalement indispensable.

Adr. photo, C.V. et lettre manuscrite à no 75.916 CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

ACHATS MÉCANIQUE
Très importante Société de Construction Mécanique recherche pour l'un de ses établissements de fabrication situé au Sud-Ouest de Paris

responsable des achats

âgé au minimum de 35 ans, de formation technique supérieure et possédant plusieurs années d'expérience des ACHATS acquises en Entreprise dont la production s'effectue en séries. Chargé de coordonner et d'animer une équipe d'une douzaine d'acheteurs, le candidat retenu, devra, par ailleurs, élaborer les budgets d'achats et en contrôler les applications dans le cadre d'une politique générale des achats définie par sa Direction.
Connaissance de l'Anglais indispensable.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence 485 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

LOGESYS

recherche

- **INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES**
- **ANALYSTES**
- **PROGRAMMEURS**

En : — Logiciel de base :
— Application de contrôle de processus industriels sur mini-ordinateurs type : MITRA, SOLAR, NOVA, P.D.P., etc.

Ecrire avec C.V. et prétentions : 11, rue Bailly - 75003 Paris.

FILIALE INFORMATIQUE
d'un Important Groupe d'Assurances

recherche

PROGRAMMEUR-SYSTÈME

5 à 7 ans d'expérience avec connaissances approfondies du Système d'exploitation OS/VS 1 et de ses sous-systèmes.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

3 ans minimum d'expérience.

PROGRAMMEURS

Confirmés ou débutants.

Pour ces deux derniers postes le Bac est exigé, des connaissances COBOL, OS/VS 1, ASSEMBLEUR et CICS seraient appréciées.

Env. lettre manuscrite, C.V. et prét. n° 75.914, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

THOMSON-CSF

SERVICE BREVETS

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

- débutant ou ayant quelques années d'expérience ;
- niveau élevé de formation ;
- très apte à analyse, synthèse, rédaction.

Pour PARIS (8e) ou proche banlieue NORD.

Ecrire avec C.V. à THOMSON C.S.F., Service du Personnel, 173, bd Haussmann, 75008 PARIS.

DoALL

DIRECTEUR DES VENTES

Une des principales firmes mondiales, constructeur et distributeur de machines-outils, d'outils coupants et d'équipement industriels recherche pour la France un Directeur des Ventes, dynamique et expérimenté.

L'homme que nous cherchons doit justifier d'une expérience dans la branche en tant que
DIRECTEUR OU CHEF DES VENTES
Et il sera responsable de l'organisation et de la formation, de la motivation et de la direction de la force de vente pour la distribution de ces produits en FRANCE.

Un diplôme d'ingénieur en mécanique ou une formation technique serait appréciée.
Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

C'est l'occasion exceptionnelle pour un homme expérimenté d'organiser et de diriger son propre réseau.
La rémunération sera à déterminer en fonction de l'expérience et des capacités.

La candidature est à adresser à :
M. Lee M HUGHES, DoALL France,
B.P. 10114 95701 ROISSY, CDG.

S.A.F.
45, rue des Boulets, PARIS-XIe
Tél. 371-24-49

INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

pour études de systèmes industriels contrôlés par micro-ordinateur, nécessitant :
— connaissances approfondies des techniques digitales ou analogiques de pointe ;
— aptitude à la programmation au niveau assembleur.

ÉLECTRONICIENS

AT 1 avec B.T.S. - AT 2 - AT 3
pour plate-forme, audio fréquence, logique.

AGENCE DE PUBLICITÉ INTERNATIONALE DANS LES « TOP 20 »

recherche pour Paris

1 CHEF DE PUBLICITÉ

Junior homme - Deux ans d'agence minimum
Expérience automobile - Anglais indispensable

1 CHEF DE GROUPE

Cinq ans agence minimum
Expérience food

Anglais indispensable - Allemand souhaité

Env. curric. vitae sous référence 763.329 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

INTERMARCO-FRANCE

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

senior

pour gestion budgets marketing importants, clients internationaux.
plusieurs années expérience en agence.
Connaissance de l'anglais utile.

Ecrire avec curr. vitae et salaire souhaité à :
DIRECTEUR GENERAL
INTERMARCO-FRANCE
32, avenue Charles-de-Gaulle
92522 Neuilly-sur-Seine.

Le QUOTIDIEN de la Réunion
ET DE L'OCEAN INDIEN

recherche d'URGENCE
TROIS JOURNALISTES PROFESSIONNELS
(*minimum de deux ans d'expérience dans un quotidien*)
pour ses services des
INFORMATIONS LOCALES
et de POLITIQUE NATIONALE
et INTERNATIONALE

B.P. 303 — 97467 SAINT-DENIS CEDEX
Tél. 21.87.56

CHEF DE PROJET DIVERSIFICATION

recherché par

Impte SOCIÉTÉ COMMERCIALE Paris

POUR :
— Etudes et lancement de projets dans le cadre d'activités nouvelles et de créations de commerces.

Le suivi et le contrôle des réalisations devront être assurés sur le terrain.

Salaire annuel : 100 000 F.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'une école supérieure de commerce.

Parfaitement BILINGUE Anglais.

Ayant acquis une expérience semblable de préférence dans le secteur de la distribution et connaissant la gestion d'une surface de vente.

Adresser C.V. manuscrit + photo et appointements actuels, à S.G.P., B.P. 38, M. VERDIET, 75840 PARIS, CEDEX 17.

Kodak recherche pour sa

DIRECTION INFORMATIQUE

INGÉNIEUR

Il participera à la conception et à la réalisation de systèmes informatiques orientés TEMPS RÉEL.

Une expérience professionnelle d'au moins 3 ans lui aura permis d'acquérir de solides connaissances en SOFTWARE MINI.

Écrire avec C.V. et photo sous réf. 73
KODAK PATHÉ Service du Personnel
8 et 26, rue Villiot, 75012 PARIS

bleu

HAEFELY S.A.

Constructions Electriques M.T. et H.T.
Recherche pour son Agence de PARIS :

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Mission :
- Prospection et développement d'une clientèle industrielle ;
- Prise et gestion de commandes.

Profil :
- 23 ans minimum ;
- Formation électro-technique, ESME, VIOLET, IUT ou équivalent ;
- Dégagé des obligations militaires ;
- Sens du contact ;
- Grande disponibilité.

Prendre contact ou envoyer C.V. + photo à :
Mlle D. BRUN,
16, rue de l'Industrie,
68303 Saint-Louis. Tél. (89) 67-00-94.

Vendre au Moyen-Orient

Notre société, filiale d'un groupe de renommée mondiale fabrique et vend des ENGINS DE MANUTENTION, notre C.A. est réalisé pour 70% à l'exportation. Nous poursuivons notre développement international en engageant

deux délégués commerciaux

pour plusieurs pays du Moyen-Orient.

Basé en région parisienne, prêt pour des voyages fréquents totalisant 50% du temps dans le réseau, le délégué export anime les ventes, assiste le réseau dans tous les domaines. Si c'est déjà votre métier, si vous avez une formation commerciale supérieure (ESC) complétée par 3 ou 5 ans d'expérience commerciale réussie sur ce secteur, une pratique courante de l'anglais, voire de l'arabe, nous pouvons nous rencontrer.

La préférence sera donnée au candidat ayant pratiqué le secteur des biens d'équipements. Le poste est à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. détaillé + photo + prétentions à No 76.382 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

UNILEVER FRANCE
recherche pour une de ses sociétés située à PARIS

Analyste de Gestion

Pour participer au développement de systèmes informatiques de gestion (analyse fonctionnelle et organique) centralisée ou sur mini-ordinateurs, et à des études d'organisation.

Le candidat retenu, de formation supérieure (Grande Ecole), aura déjà acquis une expérience professionnelle similaire d'au moins deux ans. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste est à pourvoir à Paris, avec possibilité de déplacements répétés en province.

Le salaire annuel, fonction de l'expérience, ne sera pas inférieur à 80.000 F.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions au Département Central du Personnel (réf. XI/78) - 8, avenue Delcassé - 75384 Paris Cedex 08.

SOCIETE INDUSTRIELLE DE TRANSFORMATION DE METAUX NON FERREUX
recherche
pour son service exportation

CADRE DÉBUTANT

OU AYANT 1 OU 2 ANNEES D'EXPERIENCE

Secteur géographique : R.F.A.

Fonction : sera responsable de la vente de nos produits auprès des principales industries chimiques, électriques, etc.

Formation commerciale supérieure souhaitée (sup. de co. ou licence sciences-éco.)

Siège social PARIS

Voyages fréquents

Allemand indispensable.

Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae à REGIE PRESSE
N° T 007574 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

I.F.G.
Institut Français de Gestion

recherche, pour un de ses Départements

UN JEUNE CADRE

de formation École Commerciale ou de Gestion (type SUP. de CO, IFAG...) avec 2 à 4 ans d'expérience d'entreprise pour lui confier la fonction

d'ANIMATEUR- COORDINATEUR

Responsable de la formation de futurs cadres. Il aura des contacts permanents avec les enseignants et les entreprises (organisation et suivi des stages).
Ce poste, à pourvoir immédiatement, suppose une personnalité tournée vers les contacts et le développement humain.

Ecrire avec CV détaillé, en indiquant vos prétentions à Mlle FOURRAT - s/réf. 75050 M.
plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris

GRANDE BANQUE PRIVÉE à Paris, engage

CADRE COMMERCIAL Classe VI

pour lui confier, dans le cadre de sa politique de développement de la clientèle privée, la prospection et la gestion d'un portefeuille de clientèle.

Pour occuper ce poste, il faut :
- être diplômé de l'enseignement supérieur
- avoir 4 à 5 ans d'expérience professionnelle
- connaître parfaitement l'ensemble des produits destinés à la clientèle privée, et en particulier la gestion de portefeuilles titres et les marchés boursiers.

Nous vous remercions d'adresser votre c.v., avec lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 3173 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris.

Plain Champs

chef de groupe senior

La Direction de la Publicité des Nouvelles Galeries (budget total 70 Millions) crée le poste de

CHEF DE GROUPE SENIOR

responsable des programmes publicitaires des magasins (création, média, suivi des budgets) et qui animera l'équipe des 3 chefs de publicité et de leurs assistants.

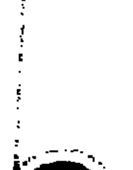
Le candidat que nous retiendrons, âgé de 30 ans environ, aura une expérience de 5 ans acquise en agence.

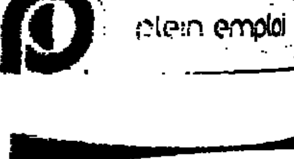
Si vous êtes intéressé par ce poste, adressez-nous votre C.V. manuscrit en précisant vos prétentions à DPAS des Nouvelles Galeries 66, rue des Archives 75003 Paris.

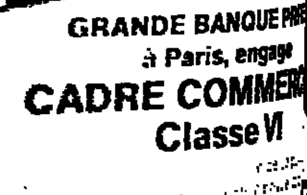
ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02









offres d'emploi

La Direction du Personnel de ROWNTREE MACKINTOSH
Groupe International
Chocolaterie - Confiserie
(Smarties - Nuts - Quality Street, Menier, Lanvin), rech.

RESPONSABLE RECRUTEMENT FORMATION

Chargé en permanence de ces deux fonctions pour l'ensemble du groupe français (4 établissements, 1.600 personnes) ; il lui sera en outre confié des missions ponctuelles touchant aux différents aspects de la fonction Personnel.
Le candidat retenu aura une formation supérieure (option personnel) et justifiera d'une expérience de 3 ans minimum dans un poste analogue. Bonne connaissance anglais nécessaire.
Lieu de travail : Marne-la-Vallée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à M. Houbert, ROWNTREE MACKINTOSH S.A., 77420 Noisiel - (Réponse rapide assurée).

RATP
recherche pour ses services
EXPLOITATION
DES JEUNES GENS
titulaires d'un BTS ou d'un DUT
Les candidats doivent avoir la nationalité française, être dégagés des obligations militaires et âgés de moins de 35 ans.
Adresser c.v. et photocopie du diplôme à :
DIRECTION DU PERSONNEL DE LA RATP
Boîte postale 70.06
75271 PARIS Cedex 06

Dans le cadre de son expansion
MESURES RÉGULATION AUTOMATISME
UNE REVUE DE LA COMPAGNIE FRANÇAISE D'EDITIONS
recherche
RÉDACTEUR TECHNIQUE
Ce collaborateur de formation supérieure en électronique et électromécanique devra avoir une bonne connaissance des langues française et anglaise, des notions en micro-électronique et en informatique.
EXPERIENCE INDUSTRIELLE et langue allemande appréciées.
Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
MESURES REGULATION AUTOMATISME
40, rue du Colisée, 75381 PARIS Cedex 08.

POUR VENTE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
FILIALE AMERICAINE
USINE EN FRANCE
recherche
INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
Diplômés Grande Ecole.
débutants ou 2 à 3 ans d'expérience.
Connaissance anglais souhaitée.
Env. C.V. et prétentions s./référence 6.325 à : P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
QUARTIER ALMA
recherche
COLLABORATRICE COMMERCIALE
Elle devra être :
— Parfaitement bilingue allemand parlé, écrit ;
— Sténodactylographe ;
— Aimant contacts clientèle ;
— Libre rapidement.
Elle aura :
— Une expérience minimum de 5 ans.
Téléphoner au 723-61-71, poste 22.

Organisme de Recherche Industrielle
recrute
CONTROLEUR DE GESTION
pr créer auprès de sa Direction générale le poste de CONSEILLER FINANCIER ET DE GESTION
Le titulaire sera en priorité responsable de l'organisation, de l'animation et du contrôle de la comptabilité.
Il sera également le coordinateur financier chargé de suivre la trésorerie, d'établir les budgets et bilans.
Ce poste requiert une formation supérieure juridique, comptable et financière, et une bonne expérience en milieu industriel.
La pratique de l'informatique est souhaitée.
Disponibilité pr prise de responsabilités immédiates.
Adr. C.V. détaillé, photo et lettre manuscrite à n° 75.926, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er.

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT MARITIME
recherche pour
SERVICE ÉTUDES-PLANIFICATION
ANALYSTE PROGRAMMEUR
DUT ou équivalent.
Débutant ou 1 an expérience.
— Connaissant BASIC, FORTRAN.
— Expérience TIME/SHARING souhaitée.
Ecrire avec C.V. et prétentions, C.G.M. Madame EDEL, Tour Winterthur Cedex 18, PARIS-La Défense (92085).

IMPTE STE FRANÇAISE rech. UN **INGENIEUR** TECHNICO-CCIAL EXPORT pour la promotion et la vente de biens d'équipement.
— Expér. de quelques années dans le domaine.
— Anglais indispensable.
— Arabe apprécié.
Envoyer C.V. av. photo et prét., n° 763054, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

Société Travail temporaire recherche pour emplois stables
TECHNICO-COMMERCIAUX
— Rémunération élevée fonction des résultats.
— Salaire départ 3.500 F.
— Commission 3 % + prime objectif + remboursement frais.
— Expérience vente intérim.
Se présenter les 4 et 5 septembre, de 17 h. à 19 heures, CH 85, rue de la Victoire, PARIS-9e (2e étage).

FRANCE AIR
recherche
pour visite clientèle importants installateurs génie climatique de la région parisienne
Ingénieur
ayant l'expérience des contacts commerciaux.
Envoyer curriculum vitae au 2, quai Voltaire, B.P. 71, 95872 BEZONS.

INFORMATIS
Pour projets internationaux S/MITRA 15/125-SOLAR
INGÉNIEURS LOGICIELS
3 à 4 ans expér. en temps réel
PROGRAMMEURS
COBOL - ANS - PL1 (CICS)
26, r. Daubenton-5e - 337-99-22.

S.F.I.M.
SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE à MASSY (91)
recherche
pour ses laboratoires d'Etudes
AT 3 - ATP - ÉLECTRONICIENS
Techniques, numériques et analogiques.
Acquisition de données.
Ecrire avec C.V. et prétentions au Service du Personnel, B.P. n° 74, 91301 MASSY.

Société d'informatique proche banlieue Sud.
recherche
pour travaux logiciels sur systèmes temps réel
INGÉNIEURS
grande école ou équivalent, confirmés et débutants.
Envoyer C.V., photo et prétent. T.I.T.N., 1, rue Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

COMPAGNIE GENERALE DE GEOPHYSIQUE
recherche
INGÉNIEURS DÉBUTANTS
GRANDES ECOLES (Supelec, Centrale...)
Option informatique.
Envoyer C.V. à C.G.G., 6, rue Galvani, 91301 MASSY.

E.C.L.
DEPARTEMENT GESTION
recherche
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
Maîtrise, DUT ou équivalent, disposant d'une expérience d'au moins 2 a. et connaissant :
— Cobol - DOS/OS.
— Et/ou Assembleur CICS-OS.
— Et/ou PL/1 IMS DL1 - OS.
Une connaissance pratique de LCP ou cobol structuré serait appréciée.
Ecrire avec C.V. et prétent. à ECL, 55, rue Hermel, 75018 PARIS - Tél. : 259-10-40.

Pour diriger SERVICE INFORMATIQUE le Centre de Documentation du C.N.R.S., recherche
INGÉNIEUR
MEME DEBUTANT
S'il est de haut niveau.
Envoyer C.V. à M. D'OLIER, 26, rue Boyer - PARIS (20e).

COYNE ET BELLIER
Bureau d'Ingénieurs Conseils
recherche pour son siège parisien
2 INGÉNIEURS
Formation ENPC, ECP ou équivalent, désirant s'intégrer à une équipe spécialisée dans le calcul des grands ouvrages de Génie Civil, notamment par la méthode des Eléments finis.
Ces deux ingénieurs débutants ou ayant quelques années d'expérience, auront acquis une formation complémentaire en analyse numérique ou en mécanique des milieux continus.
L'un devra avoir un goût affirmé pour la mécanique et aura pour vocation de participer au développement de programmes de calcul.
L'autre devra avoir un goût prononcé pour l'informatique, et aura plus particulièrement vocation de veiller à l'utilisation optimale d'un mini-ordinateur PRIME 400.
Adressez candidature avec C.V détaillé à COYNE & BELLIER, 5, rue d'Héliopolis, 75017 PARIS.

GULF AIR
recherche
COMPTABLE
Connaissances exigées anglais, législation française paye, tenue stocks billets et documents Compagnie aérienne, expérience agence de voyages ou compag. aérienne impérative.
Envoyer C.V. à GULF AIR, 9 bd de la Madeleine, Paris-1er.

IMPORTANT GROUPE DE SOCIETES RECRUTE
PROGRAMMEURS COBOL - ANS
DOS/VS/OS-POWER
Expérience 3 ans minim. sur IBM 370 - Lieu de travail Nanterre (RER préfecture).
Envoyer C.V., photo, prétentions DIRECTION INFORMATIQUE FICOMEXA, 50, av. F.-Arago, 92000 NANTERRE.

ENTREPRISE NATIONALE BATIMENT
recherche, PROVINCE
1) CHEF D'AGENCE
MAISONS INDIVIDUELLES
— Formation ingénieur.
— Age minimum 35 ans.
— Expérience commerc. technique, administrative, mais. individuelles et/ou bâtiment.
2) CHEF DE SECTEUR
— Formation ingénieur E.S.T.P.
— Age minimum 30 ans.
— Expérience directeur de travaux et ingénieur d'affaires.
— Rémunération selon expér. 120 à 150.000 francs.
Ecrire ss/réf. 1.397 à SWEERTS B.P. 269, 75424 Paris cedex 09, qui transmettra.

PARIS - OPERA
Société recherche
JEUNE FEMME
JURISTE D'AFFAIRES
licenciée droit habituée contacts et rédaction d'actes juridiques, rattachée au Secrétaire général de notre société. Ambiance jeune et dynamique.
Ecrire avec référ. et prétent. à 4.182 PUBLICITES REUNIES 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE région parisienne Sud recherche
1) INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
SUP. ELEC ou équivalent
Expérience souhaitée en techniques numériques, sera chargé de la maintenance et de l'évolution d'un système important. Déplacements fréqu. en France.
2) INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DEBUTANT
Grande Ecole Ingénieur, option Informatique. - Sera chargé du logiciel d'exploitation de mini - ordinateurs. Participera à l'étude de systèmes utilisant des micro-processeurs.
Tél. : 490-10-48, heures bureau.

Société de Presse
recherche
pour Magazine d'Information Professionnelle
JOURNALISTE EXPERIMENTE
pouvant évoluer rapidement vers poste Rédacteur en chef. Connaissance Hi-Fi appréciée. Libre rapidement.
Ecrire avec C.V. à la S.P.E. PUBLICITE, 206, rue du Faubourg-St-Martin, 75010 Paris.

SOCIETE PAPETIERE d'envergure internationale
recherche
CHEF FABRICATION
Le candidat devra obligatoirement avoir plusieurs années d'expérience dans le domaine de la fabrication des papiers, des qualités d'animation, d'organisation et le goût des contacts humains, des connaissances en gestion et en anglais seront appréciées.
Ecr. n° 7.844, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09, avec C.V. manuscrit et photo d'identité, qui transm.

Recherchons
MÉTREUR
position 4 ou 5
ayant une première expérience dans le domaine du second œuvre (couverture étanchéité souhaitée).
Adr. C.V. et prét. à C.M.A. Service du Personnel, 7, route du Bassin n° 6, 92230 GENNEVILLIERS

Société en développement filiale d'un groupe important recherche
EXCELLENT CADRE TECHNICO-COMMERCIAL
Connaissant si possible la fermeture, la menuiserie bois et aluminium.
Introduit régionalement dans le négoce, les pavillonneurs, les prescripteurs, ou à défaut ayant impérativement l'habitude des contacts et des tractations avec ces clientèles.
Bénéficiant d'une expérience de 5 à 15 ans.
POSTE A POURVOIR : Région parisienne.
Résidence sur secteur.
Adres. C.V., photo et prétent. n° 75.960 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er

---

E.C.L.
recherche
DEPARTEMENT INFORMATIQUE DE GESTION
— INGENIEUR
Grandes Ecoles (X, Mines, E.C.P...), ayant acquis une expérience de 2 à 3 ans sur des applications de gestion. Il sera chargé d'une mission d'ingénieur d'études devant, à terme, évoluer vers un poste de responsabilités importantes.
DEPARTEMENT MINI-INFORMATIQUE TEMPS REEL
— INGENIEURS DIPLOMES disposant d'une expérience de 2 à 5 ans dans la spécification et la réalisation de projets « système » à base de mini-calculateurs et connaissant PDP/11 - 70 ainsi que le Moniteur RSX 11 M. Connais. Télécomm. appréciées.
Ecr. avec C.V. et prétent. à ECL, 55, r. Hermel, 75018 Paris. Tél. : 259-10-40.

IMPORTANTE SOCIETE accessoires automobiles NORD-EST PARIS
recherche
JEUNE INGÉNIEUR
A.M. - INSA - ENSI ou ETACA
ayant déjà petite expérience dans domaine production, avec si possible de bonnes bases d'anglais pour s'intégrer à une équipe d'ingénieurs technico-commerciaux chargés d'organiser et de promouvoir la vente de produits industriels de grande série aux constructeurs automobiles.
Adresser C.V., photo et prét. au Service du personnel Société CIBIE, 17, rue Henri-Gautier, 93 - BOBIGNY.

Importante société banlieue Nord-Ouest Paris recrute pour son laboratoire de recherches
UN JEUNE BTS
formation lycée technique d'Etat ou similaire.
Spécialité électricité avec connaissance électronique.
Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 44.639 B, BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

Société de Presse
recherche
pour Magazine d'Information professionnelle
MAQUETTISTE METTEUR EN PAGES
Libre rapidement.
Ecrire avec C.V. à la S.P.E. PUBLICITE, 206, rue du Faubourg-St-Martin, 75010 Paris.

Importante Société INDUSTRIELLE et COMMERCIALE
recherche
pour son Siège Social quartier ETOILE
PROGRAMMEURS DE GESTION
Formation I.U.T.
Maîtrisant le langage COBOL pour travailler sur matériel I.B.M. 370/145 DOS - VS
Envoyer C.V., photo et prétent., sous réf. 8470, à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS Cédex 02, qui transmettra.

Laboratoire C.N.R.S.
propose
Région Parisienne (Orsay)
poste chercheur sur contrat,
PHYSICIEN (NE)
préparation thèse 3e cycle ou docteur ingénieur
3.000 F mensuel brut.
Adr. lettre manuscr. et C.V. à n° 763.598 M, Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

IMPORTANT CENTRE INFORMATIQUE DIJON
recherche pour faire face à son développement
ANALYSTES PROGRAMMEURS
— Débutants ou 1 à 2 a. expér.;
— Dipl. I.U.T., B.T.S. ou équiv.;
— Dégagés O.M.
Envoy. lettre man. et C.V. dét. n° T 7.642 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INTERNAT DE GARÇONS A PONTOISE
recherche
ADJOINTS ÉDUCATEURS
pour prochaine rentrée scolaire
Ecrire Ecole Saint-Martin Responsable Internat 1, avenue de Verdun 95301 PONTOISE

SOCIETE ELECTRONIQUE proche banlieue Nord-Ouest
recherche
INGÉNIEUR
E.N.S.T., E.S.E.
DEBUTANT, pour participer à des études avancées de Télécommunications, mettant en œuvre théorie du signal et informatique. (Réf. D)
INGÉNIEUR
E.S.E. + A.M. ou équivalent
pour effectuer travaux sur antennes et hyperfréquences. Nombreux déplacements, France et étranger. - Anglais nécessaire. (Réf. H)
Adr. C.V. détaillé (en précisant la réf.) à TH, C.S.F. Service recrutement, 53, rue Greffulhe, 92300 LEVALLOIS.

INFASS
S.S.C.I.
recherche
ANALYSTE
diplôme Grande Ecole. Equival. ou expér. démarrage systèmes P.M.E.
ANALYSTE PROGRAMMEUR
(niv. liv. ou ingénieur)
pour application gestion sur mini ordinateur.
Envoyer C.V. et prétentions à : SOCIETE INFASS 4, rue du Général-Leclerc 91230 MONTGERON

Niveau PUBLIC RELATION pour situation grand standing. Ecr. réfer. 376 M, M. Meunier, 149, r. Saint-Honoré, 75001 Paris.

PROFESSEURS LYCEE ou très expérimentés
HISTOIRE - SCIENCE ECO ET PHYSIQUE
pour services partiels école privée hors-contrat Paris Est. Ecrire n° 57.018, PUBLICITE ZEMOR, 3, rue Saint-Fiacre, 75002 PARIS, qui transmettra.

VENDEUSE FLEURISTE est recherchée d'urgence Tél. au 16 (32) 51-24-23 ou 784-03-17

URGENT
ORTHOPHONISTE LIBERALE cherche remplaçante pour 2 ans. Ecrire à Mme BOYE, 3, r. Gauthier-Ier, 77140 Nemours ou tél. au : 428-03-30 428-38-43.

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE - NATION
recherche
ASSISTANT OU STAGIAIRE
1 an d'expér. indispensable. Poste évolutif.
Adr. C.V. et prét. à I.F.C.G., 2, place de la Nation, 75012 Paris.

GROUPE INDUSTRIEL BANLIEUE OUEST
3 SOCIETES
C.A. 180 millions
Effectif : 690
recherche
DIRECTEUR DE COMPTABILITÉ
40 ans min., fiscaliste
40 ans minimum
fiscaliste et comptable confirmé
Adresser C.V., photo à S.P.I., 12, rue Adolphe-Yvon, 75016 PARIS.

Laboratoire pharmaceutique région parisienne recherche
TECHNICIEN
SUPERIEUR DEBUTANT
possédant B.T.S. ou D.U.T. de chimie, dégagé O.M., 40 heures semaine, 13e mois, avantages sociaux. — Envoyer C.V + photo n° 43.156 B, BLEU, 17, rue Lebel, 94 - VINCENNES.

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRE ORSAY
demande
TECHNICIEN SUPÉRIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN
Titulaire B.T.S.
Dégagé O.M.
Le candidat devra assurer l'exploitation et l'entretien d'installations moyenne et basse tension d'un ensemble de 20 MVA.
Horaire décalé.
Ecrire avec C.V., Service du Personnel, Accélérateur Linéaire, bâtiment 200, 91405 ORSAY

PHILIPS
pour son Département PSYCHOLOGIE INDUSTRIELLE
recherche
PSYCHOLOGUE
DIPLOME
Débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, pour assurer recrutements tous niveaux.
FORMATION ASSUREE
Adr. lettre manuscr., C.V., photo et prétent., au Dépt Personnel, 50, avenue Montaigne, 75008 PARIS

LABO de RECHERCHES UNIVERSITAIRE ORSAY
demande
JEUNE INFIRMIÈRE
DIPLOMEE D'ETAT
Connaissance DACTYLO
Pour collaboration service Médecine du Travail.
— Libre en septembre.
S'adresser Mme SCHEINDER, 941-82-70 (poste 656)

GROUPE IMPORTANT SPECIALISE DANS LES SERVICES
rech. pour région parisienne
UN CHEF D'AGENCE
Qualités commerciales apprec.
Ecr. avec C.V. et prétentions sous n° 4636 à : PRO MULTIS, 47, rue des Tournelles, Paris-3e, qui transmettra.

CABIN. ETUDES DE MARCHE
recherche
ENQUÊTEURS (TRICES)
Ayt expérience des enquêtes en milieu indust. - T. : 657-86-82.

ORGANISAT. SYND., Paris (17e)
recherche
ATTACHÉ DE DIRECTION
AYANT NOTION COMPTABLE
Adresser photo + C.V man. et prétent. à U.H.P., 148, boulev Malesherbes - 75008 PARIS.

INSTRUMENTS S.A.
Division ADAMEL-LHOMARGY, 15, avenue Jean-Jaurès 94200 - IVRY
recherche pour département ETUDES
INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN
(ESE - ISEN - ISEP ou équivalent).
30 ans minimum, expérience circuits logiques, analogiques et microprocesseurs.
Adresser C.V. et prétentions.

Cabinet formation continue et Conseil de gestion de coopératives agricoles, cherche
CADRE DÉBUTANT
ou 2 ans expérience pour études et activités formation Dipl ing agricole + gestion Adresser C.V. + photo à : SYNERCAU, 23, rue Cadet - Paris (9e).

Société de Conseil Informatique de Gestion
recherche
1) JEUNE INGÉNIEUR
pour démarrages, mini-systèmes de gestion temps réel.
Connaiss. I.B.M. 34 appréciée
2) JEUNE ANALYSTE PROGRAMMEUR
niveau MIAGE pour particip. système de gestion.
Envoyer C.V. et photo à CEGI, 33, rue des RENAUDES, 75017 PARIS

PATHÉ MARCONI EMI
recherche
Jeune CHARGÉ d'ÉTUDE
pour analyse et réalisation des études de marché, élaboration et suivi de statistiques commerciales. Lieu de trav. : ETOILE.
Envoy. C.V. + photo et prét. à SERVICE RECRUTEMENT, 2, rue Emile-Pathé, 78400 CHATOU.

SERVICE PUBLIC PARIS
recherche
ANALYSTE
Quelques années d'expérience sur matériel CII - HB IRIS 80. Connaissance du milieu administratif
Goût des contacts.
Envoyer C.V. manuscrit et prétentions, à n° 43.110 B, à BLEU 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES

VENDEUSE FLEURISTE est recherchée d'urgence. Teleph. au 16 (32) 51-24-23, ou 784-03-17

ATTACHÉ DE PRESSE
Important colloque tenu à Lyon 18-22 septembre
recherche
ATTACHE DE PRESSE qualifié pour FEATURES et contacts. S'adresser : Echanges Internationaux 329-63-20

Importante sté nationale d'équipement électrique rech. pour ses agences de l'Ouest :
1° Ingénieur ou assimilé, expérimenté pour responsable bureau d'études-devis ;
2° Agent technique très qualifié, au courant schémas et relayages. Ville universitaire.
Ecr. avec référ., photo et prétentions à n° 931 198, H. A. P., Hall petites annonces 7 X, 44040 NANTES CEDEX

PARIS - OPERA
Société recherche
JEUNE FEMME
LICENCIEE EN DROIT
Habituée contacts et rédaction d'actes juridiques. Rattachée au Secrétaire général de notre Société.
Ambiance jeune et dynamique.
Ecr. avec référ. et prétent., à n° 4 183, Publicités Réunies, 112, boul. Voltaire, 75011 Paris.

Animateur recherché par foyer de jeunes travailleurs, expérience plein air exigée et socio-éducatives souhaitées.
25 ans minimum.
F.J.T., 26, bd des Capucines, 12000 RODEZ.

SOCIETE RECRUTE
4 TRADUCTEURS
Bilingues anglais
Formation ingénieur chimie.
Connaissances pétrole appréciées. Référ. exigées.
EU SELEC 63, av. Franklin-Roosevelt (8e) 225-61-80 + 256-37-20

capitaux ou proposit. com.

Ch. représenter produits franc. Australie. Ec. Vuetrak, P/L 2489 Sydney 2001 - NSW - Australie

---

URGENT - LABORATOIRES ANALYSES MEDICALES dans groupe de spécialistes Manosque. 2 millions de b. rech. Pharmacien-Biologiste pr association. Tél. (92) 72-02-58

Apport, en assoc. 500.000,00 F av poste rémun. ds aff. industr. ou ccíale. Exp. approf gest. fin. Ecr. n° 2961 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

information divers

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V : rédact., exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEM, 6 sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

représent. demande

J. Hme. 30 ans, expér. Représentant, ch empl. av. fixe + %. Ecrire M. JABALLY, 6, allée des Hêtres-Pourpres, 77400 LAGNY

Représentant de classe V.R.P. rech. responsabilités rémunérées fixe ou commission, sect., 26, 38, 73, 74. Produits industriels. Ecr. n° 2964 « le Monde » Pub. 5, r des Italiens 75427 Paris-9e.

autos-vente

12 à 16 C.V.

A vendre voiture de direction B.M.W., 3,3 litres, L.I.A. automatique, ttes options, 1976, parfait état. Téléph. (35) 77-41-90.

perdu-trouvé

Perdu VICTOR, setter Gordon (noir et feu), le 12 août, place Montparnasse. Téléph 260-85-91. Très forte récompense.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

secrétaires secrétaires secrétaires secrétaires

La société VOLKSWAGEN FRANCE recherche la

SECRETAIRE DU PRESIDENT DU DIRECTOIRE

(bilingue français-allemand)

La candidate devra être âgée d'au moins 30 ans. Elle devra lire, parler et écrire couramment l'allemand. La connaissance de l'anglais est également souhaitée.
Elle aura une réelle expérience dans une fonction similaire avec ce qu'elle comporte de rigueur et de conscience professionnelle.
Le poste convient à une jeune femme de bonne autorité naturelle, disponible, ayant une bonne présentation et beaucoup d'aisance dans les relations.
Le poste est situé à Villers-Cotterêts.

Envoyer CV avec photo et prétentions au Département du Personnel - B.P. 62 - 02600 Villers-Cotterêts, sous réf. SDP/10.

HAVAS CONTACT



IMPORTANTE ENTREPRISE TEXTILE
Filiale d'un groupe de dimension internationale
Recherche pour son siège social à TROYES (Aube) une

SECRETAIRE DE DIRECTION TRILINGUE

(Anglais/Allemand)

Expérience exigée secrétariat de Direction
35 ans minimum
Très disponible (déplacements à envisager)

Lettre manuscrite - C.V. détaillé, photo, prétention s/réf. 6327 à P.LICHAU SA - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra

---

CORNING GLASS INTERNATIONAL S.A.
recherche pour LEVALLOIS
M° Pont de Levallois
ou Gare S.N.C.F. Clichy-Levallois

SECRÉTAIRE

Bilingue anglais, de préférence langue maternelle anglaise, pour SERVICE JURIDIQUE
— Sténo Anglais et Français
— Expérience de la fonction dans un Cabinet ou une société multinationale.

SECRÉTAIRE

Trilingue, Allemand et Anglais parfaits, Français courant.
Pour poste de responsabilité au sein du SERVICE COMMERCIAL EXPORT.
Expérience de plusieurs années indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel CORNING GLASS INTERNATIONAL S.A., 251, boulevard Pereire - 75017 PARIS.

Société de Presse (quartier Opéra) recherche pour assister son directeur

SECRÉTAIRE DIRECTION

BILINGUE ANGLAIS
Connaissance Presse et Publicité appréciées
Libre rapidement
Ecrire avec C.V. à la S.P.E. PUBLICITE
206, rue du Faubg-Saint-Martin, 75010 Paris

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
proche banlieue Sud
Sortie autoroute du Sud
recherche

SECRÉTAIRE

pour Directeur Exportation

Anglais courant parlé et écrit indispensable

Envoyer C.V. + photo nº 76.731 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

INTERIM NATION

Très longues missions
Postes intéressants

5 SECRÉTAIRES BILINGUES

Langue maternelle anglaise

755-19-38
61, boul. de Picpus
(métro Nation)

755-76-41
13, avenue Mac-Mahon
(métro Etoile)

322-56-54
63, rue du Montparnasse
(métro Montparnasse)

337-54-52
14, rue Sophie-Germain
(métro Mouton-Duvernet)

540-53-62
49, rue Boulard
(métro Denfert-Rochereau)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGENIERIE PARIS-EST

recrute

SECRÉTAIRE
B.T.S. ou NIVEAU

— INITIATIVE, EFFICACITE, METHODE
— TRES BONNE STENODACTYLO
— APTE AU COMMANDEMENT
— ANGLAIS EXIGE

- Proximité périphérique et métro
- Parking
- Semaine 40x5 - Horaires variables
- Restaurant d'entreprise - Cafétéria.

Ecrire avec C.V. + photo sous réf. 477 à SPERAR, 12, r. Jean-Jaurès 92807-PUTEAUX

Importante Société Industrielle recherche une

secrétaire de direction

BILINGUE ANGLAIS
minimum 30 ans
Le poste requiert :
— B.T.S. Secrétariat de Direction
— Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une société industrielle
— La pratique de la sténodactylo dans les 2 langues
— Une bonne présentation
— Initiatives, discrétion, disponibilité.
Envoyer lettre manuscrite détaillée, photo et prétentions sous référence 8466 à L.T.P. 31 Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02

Importante Sté banlieue Nord-Ouest de Paris

recherche

DÉBUTANTE STÉNODACTYLO

Formation BTS ou similaire

Env. C.V. et prétent. à nº 44.647 B BLEU
17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

Conseil juridique international
QUARTIER ETOILE
cherche

SECRÉTAIRE BILINGUE
FRANÇAIS - ANGLAIS

Sténo dans les deux langues
Minimum 3 ans d'expérience
Ecr. av. C.V. à nº 42.877 B Bleu.
17, rue Lebel, 94 - VINCENNES.

Pour travail à la Défense

HESSTON EUROPE

recherche

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

Bilingue FRANÇAIS-ANGLAIS
(Sténo anglaise exigée)

Ayant connaissance télex.

Adresser C.V., prétentions et photo à nº 76.378 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

représentation offres

GROUPE DES EDITIONS JEAN-CLAUDE LATTES
recherche
dans le but de constituer son équipe de vente sur les secteurs PARIS-PROVINCE

8 REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

Expérience souhaitée dans le domaine LIBRAIRIE
Age minimum 25 ans

Envoyer C.V., photo à M. BAILLE, Editions Jean-Claude Lattès, 23, avenue Villemain, Paris (14e).

cours et leçons

Cours d'Allemand. - 603-68-39 (matinée)
Préférence Boulogne.

enseignem.

MINISTERE DE L'EDUCATION

COURS DU SOIR GRATUITS

BAC A4 et B
Lycée V. Duruy. T. : 705-70-81.
BAC C et D
Lycée J.B. Say. T. 288-01-14.

formation professionnelle

JEUNES SCIENCES ECO (DEUG ou licence)

STAGE D'ORIENTATION AUX PROFESSIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES

(Comptabilité générale et analytique, gestion, droit et fiscalité des affaires.)

Ce stage :
— Facilite par des connaissances pratiques l'insertion professionnelle en entreprise.
— Constitue une importante contribution à la préparation du D.E.C.S.
— Ouvre droit à rémunération par l'Etat.
Durée 6 mois à compter du 16 octobre.

Adresser lettre de candidature au CENFOP, Mme Moutardier, 2 bis, rue de Villiers, 92300 Levallois.

La Chambre de commerce et d'industrie de Versailles organise une formation de

MAITRISE ET CONTROLE DE LA GESTION

Réservée aux cadres demandeurs d'emploi

- DUT : former des collaborateurs directs de dirigeants de P.M.E. ou de futurs responsables d'entreprises.
- Agréé par les ASSEDIC.
- Durée 7 mois, début : mi-septembre, mi-décembre.
- Petits effectifs.

Pour les tests de sélection et entretien téléphoner très rapidement au 953-08-88, Mme CHANSON ou M. MARCQ.

---

inig GROUPE IFG

organise formation de haut niveau aux diplômés des Universités et de Grandes Ecoles et aux cadres expérimentés désirant accéder aux fonctions de

CONCEPTEURS DE SYSTÈMES DE GESTION

Stage rémunéré de 9 mois à plein temps
Début des cours le 4 octobre 1978
Dernières épreuves de sélection le 13 septembre 1978

Pour tous renseignements :
INIG, 37, quai de Grenelle, 75738 Paris cedex 15, Tél. 578-61-52.

STAGES D'INITIATION A LA PROGRAMMATION SUR MICROS ORDINATEURS
Cessions PARIS-PROVINCE
pour rens. Tél. 375-77-92

demandes d'emploi

INGÉNIEUR-CONSEIL

31 ans, excellent contact, forte capacité d'adaptation, grande expérience mini-informatique, bases de données et télégestion, recherche à temps partiel

Missions de conseil ou pilotage :
— Cahier des charges ou négociation d'affaires ;
— Choix et développement de logiciel ou matériel pour systèmes conversationnels ou micro-informatiques.

Ecrire nº 7.830, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

RESPONSABLE COMMERCIAL HAUT NIVEAU FORMÉ DANS DEUX MULTINATIONALES U.S.

VOUS APPORTE

Plus de 10 ans de pratique dans
— Gestion forces de ventes ;
— Elaboration et contrôle des budgets d'une filiale ;
— Administration des ventes ;
— Etude du marché - plan de marketing ;
— Promotion et publicité.
Anglais - disponibilité - résultats prouvés

Ecr. pour 1er contact au nº 7.839, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

CADRE 32 ANS
NEGOCE INTERNATIONAL

Anglais/Allemand
+ I.A.E. option MARKETING

Etudie toutes propositions.
Disponible immédiatement.

Ecrire Nº 83.979 M, REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

INGÉNIEUR EN ORGANISATION

33 ans, bilingue anglais.

- Diplômé Maîtrise Gestion + I.E.S.T.O./C.N.A.M. ;
- 7 ans expérience Comptabilité, Contrôle Gestion, Informatique (Chef Projet), Organisation générale ;
- Homme de terrain et de dossiers disponible pour déplacements étranger ;
- Cherche équipe dans Multinationale, S.S.C.I. ou Cabinet Conseil en Organisation.

Ecrire nº T 7655 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL. — Diplôme ingénieur électronicien, anglais et allemand courants, expérience technique et en commerce international dans secteur électronique et aéronautique. Très introduit dans milieux aéronautiques civils et militaires, ministère.
RECHERCHE : poste à responsabilités technique et commerciales (Section B).

CHEF DE SERVICE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX. — 44 ans, licence + DES droit privé, diplômé droit et affaires, plusieurs années exp. (avoué, avocat, contentieux, sociétés assurances maritimes et terrestres, etc), anglais courant.
RECHERCHE : situation stable similaire ou équivalente (chef de personnel, secrétaire général, etc.) (Section B).

F. 46 ans. — Licenciée en espagnol, parfaite connaissance de l'anglais. Ses responsabilités antérieures lui ont donné une excellente pratique des relations extérieures, de l'initiative, du commandement et de l'organisation.
RECHERCHE : responsabilité d'un service de relations publiques ou de direction d'une boutique de luxe (Section BOO/JV).

INGENIEUR CHIMISTE (ENS Montpellier. — 3e année spécialisation en biochimie, chimie thérapeutique). Bonnes connaissances d'anglais.
RECHERCHE : emploi correspondant en formation. (Section E).

ANPE

s'adresser à: AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

Docteur ès lettres, photographe, intéressé par information, reportage. - Ecrire à HAVAS, AIX-EN-PROVENCE nº 1.424.

ANCIEN ÉLÈVE ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

je ch. à collaborer à magazine, journal ou mais. édition. Je suis spéc. en sc. humaines, mais peux m'intéress. à domaines dif. Ecr. nº 2.982 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

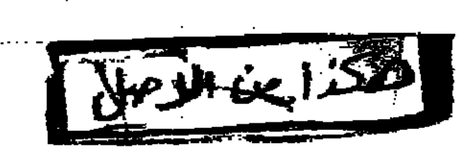
Docteur géographie urbaine intéressé par aménagement-environnement, analyse spatiale, étude impact. Ecr. HAVAS, AIX-EN-PROVENCE nº 1.427.

J.F., 31 ans, maîtrise espagn., niv. B.T.S., secrétaire docum., comm. angl., 5 a. expér., ch. emploi stable et intéress. Paris domaines édit., presse souhaités. Ecr. à 2.981, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Secrétaire privé (24 a.), ch. un job (je parle A., A., F.). Adr. : M. Schafli, Grubenstieg 11 8200 SCHAFFHAUSEN, Suisse.

CADRE COMMERCIAL
35 ans, licence gestion (marketing), anglais courant (Cambridge), 10 ans expérience distribution, cherche place superviseur chaîne supermarché ou Direction Commerciale P.M.E., préférence Paris ou Sud Paris. Ecrire à nº 63.839 HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

Voir la suite des demandes d'emploi en page 37



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	48,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

demandes d'emploi demandes d'emploi

CADRE de BANQUE Classe 6
Femme célibataire 43 ans
) ans d'expér., bonnes connais-
nces de procédure bancaire
ançaise et étrangère, spéciale-
ent en immobilier. ANGLAIS,
hambre commerce britannique.
cr. nº T 07.623 M Régie-Presse,
bis, rue Réaumur, Paris 2e.

.F. 20 ans, petite expérience,
cherche emploi
d'AIDE COMPTABLE
Paris ou région Ouest
Libre sous 1 mois
Ecr. nº T 007477 M, Régie-Presse
bis, rue Reaumur, 75002 Paris

H. 32 ans, célibataire,
chef comptable,
herc. emploi similaire ou poste
ecrétaire particulier, nombreux
éplacements acceptés. Ecrire à
T 007554 M, REGIE-PRESSE,
bis, rue Réaumur, 75002 Paris

F. BAC + DUEL LETTRES
cherche emploi
Libraire débutante.
librairie enfants de préférence.
cr. à 83.984 M Régie-Presse,
bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

. F., 26 ans, DUT option pers.
adre admin. 4 ans 1/2 expér.,
. poste ds serv. du personnel
ml. sud proche Thiais ou prov.
crire nº 83.997, Régie-Presse,
bis, rue Réaumur - Paris-2e.

nc. OFFICIER d'un bureau
sécurité diplomat. SCOTLAND
ARD, cherche poste FRANCE
ITALIE. Ec. Dillan Farmer
London Hilton Hotel
ark Lane London W 1 - G.-B.

H., 22 ans, dég. O.M. maîtr.
roit D.J.C.E. et stage conseil
ridique ou service juridique
ntreprise. Ecr. Florès, 9, av. du
oit, 13110 Port-de-Bouc ou tél.
près 19 heures au (42) 06-26-35.

rchitecte, 5 ans expér., cherc.
situation région parisienne.
Téléph. : 379-88-57.

utes frappes de manuscrits.
Travail soigné - Rapide.
Téléph. : 684-67-19.

ofes. lettres, formation philo
ycho-socio, étudie collaborat.
temps partiel avec journal,
ude de presse, article... ou
ec maison d'édition. Ecrire
T 07567 M - Régie-Presse,
bis, rue Réaumur, Paris (2e).

ECRETAIRE DE DIRECTION
Sténo - dactylo - comptabilité.
omicile : 12e arrondissement,
cherche emploi stable
poste à responsabilités.
. nº T 007644 M, Régie-Presse,
bis, rue Réaumur, Paris (2e).

gan. Informaticien ayt réalisé
ilable gestion intég., preuve
résultats et documents réels
offre services
France, étranger.
. nº 2.996 « le Monde » Publ.,
. des Italiens, 75427 Paris-9e.

e. 26 ans, docteur 3e cycle
chimie, spécial. méthode mo-
ne d'analyse et d'étude des
x, rech. pour responsabilité.
e de suite. Ecrire référ. à
T 07540 M - Régie-Presse,
bis, rue Réaumur, 75002 Paris

OFESSEUR LETTRES MOD.
RTIFIE, Doct. 3e cycle, ch.
res d'enseignement à Paris.
nº T 07546 M, Régie-Presse,
bis, rue Réaumur, Paris (2e).

Jeune Femme, 27 ans,
CTORAT LITTERAT. MOD.
ierait toutes propositions
. nº T 07661 M, Régie-Presse,
is, rue Réaumur, Paris (2e).

Fme, 25 ans, Maîtrise Droit
é, DEA, Droit des Affaires
it du travail, stés, bancaire)
d. ttes propos., rég. Toulouse
i. Pyrénées. Tél. (61) 20-32-14

uvert à toutes propositions
stionnaire généraliste ICG.
érience moyenne entreprise,
inet comptable organisation,
ateur de résultats positifs,
erait dirigeant en animation
merciale, gestion budgétaire,
nancière et administrative.
Sud-Est/Sud-Ouest/Centre.
Tél. (78) 85-20-73

41 a., Sc. Ec., Sc. Po, st.
., 3 c. planif., org., exp.
urbain, logmt, chff., eau.
lherbe, 8, pass. Moselle, 75019

28 a., maîtrise lettres, dipl.
dio-visuel, angl. parlé, 3 ans
p. formation; étudie ttes pro-
sitions format., enseig., anim.
r. Galharret, c/o Verdou,
r. H.-Barbusse, 94 Villejuif.
Tél. 678-51-53 matin.

Fme, 24 a., langue matern.
nand, lic. lettres françaises,
pédagogie, étudie ttes pro-
ions format., enseig., trad.
Galharret, c/o Verdou,
r. H.-Barbusse, 94 Villejuif.
Tél. 678-51-53 matin.

. CHIMISTE dipl. Nancy.
rès séjour neuf ans aux
.A. - Rompu aux négociations
ernationales à haut niveau. -
férences de premier ordre,
udierait toutes proposit. pour
nction technico-commerciale à
xportation. Préférence région
parisienne
cr. nº 2954 « le Monde » Pub.
r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DIRECTEUR COMMERCIAL
écialiste distribution et lan-
nent de marques vins, spiri-
ux, champagne, 32 a., expér.,
poste Paris, région paris.
r. nº T 7.629 M, Régie-Presse,
bis, rue Réaumur, Paris-2e.

ATTACHÉ COMMERCIAL
ans, introduit EST, NORD,
t - à - porter, luxe masculin,
udierait toutes propositions.
Téléph. 252-14-18.

ATTACHÉ COMMERCIAL
ns, réf., PERSAN, ARABE,
nibilité, voiture, téléphone.
DIERAIT TTES PROPOS.
nº T 7.583 M, Régie-Presse,
is, r. Réaumur, 75002 Paris.

EXPERT COMPTABLE
diplômé, 32 ans,
ience révision, gestion,
isation, contentieux fiscal
et formalités sociétés.
propositions Paris, R.P.
mps partiel possible.
R. T 7.631 M, Régie-Presse,
r. Réaumur, 75002 Paris.

ASSISTANTE DE DIRECTION
bilingue anglais, notions
, très expérimentée, re-
poste stable collabora-
esponsable, préférence
● commercial.
● hautes références.
● 1er octobre 1978.
● ADUFOUR Daniella,
e Charenton, Paris-12e.
Le heures bur. : 296-14-42.

Major in marketing
rilingue anglais, alle-
ans conseil, 5 ans pro-
uxe. Etudie toute pro-
niv., province exclue.
989, « le Monde » Pub.,
Italiens, 75427 Paris-9e.

CHEF COMPTABLE
43 ans, niveau D.E.C.S., bonne expérience professionnelle dans entreprise industrielle et commerciale, pratique contrôle gestion, recherche place stable. — Ecr. nº 76.069, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

DIRECTEUR FINANCIER
Hme, 51 a., certif. supér revis. compt., lic. en droit, 10 a. dir. fin. sté d'import., solide expér. de la fonction (administr. droit des sociétés, fiscalité, relations avec banques), bonne connaiss. anglais, arabe, recherche poste similaire. Libre rapidement. — Ecr. nº 2.980, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ANIMATEUR, 26 ans
diplômé, 3 ans expér., ch. poste activités : poterie, menuiserie, photo, sérigraphie, centre artisanal ou club.
Ecrire M. POIROT, F.J.T., 85200 Fontenay-le-Comte

ATTACHÉE COMMERCIALE
plusieurs années d'expérience, prestation de serv. et direction d'agence, grande habitude contacts commerciaux haut niveau, angl., allem., espagnol courants, libre 1er sept., libre voyage, ch. situation av. responsabilités. Ecr. nº T 07586 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JURISTE DÉBUTANT
Maîtrise droit, connaiss. droit européen et internat., langues, ch. emploi cab. Conseil juridiq. Ecrire F. DAVID, 17, rue de Citeaux - 75012 Paris

Jeune Femme 38 ans
CHEF DE PUBLICITÉ ANNONCEUR
Très expérimentée
Anglais
Libre rapidement
Ecr. nº T 007639 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

DIRECTEUR COMMERCIAL
40 ans, 10 ans expérience vente directe V.P.C. coupons réponse et publicité, a créé, recruté, formé, animé, géré, force de vente 7 Directions régionales France de 100 à 300 V.R.P. et cadres, ch. Société française ou étrangère en création ou à remonter. Etudie toute proposition, tout produit. Dernier salaire : 200.000 F annuel. Ecrire à nº 7.578 Publifop, 100, rue de Richelieu, 75002 Paris, qui transmettra.

JURISTE DROIT SOCIAL
Hme 31 ans, haut niv. technique, maîtrise droit privé, 5 a., expér. dans impt cabinet juridique de conseil (droit du trav., sécurité sociale, législation économique). Rech. empl. juriste cadre techn. en entreprise, organisme prof., organ. consulaire, éditeur revue spécialisée.
REGION INDIFFERENTE
étudie ttes proposition conforme à sa formation.
Ecr. nº T 07589 M. Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR 31
AGRO + GENIE RURAL, expér. 4 a., outre-mer, espagnol cour., rech. emploi stable. Rég. indif. Ecr. nº 18.4008 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune femme 30 ans
DIPLOME EXPERT COMPTABLE
7 ans d'expérience professionnelle révision recherche emploi mi-temps
Cabinet Expert Comptable ou service financier entreprise
Ecr. nº T 07.548 M Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Secrétaire bilingue anglais expérience B T.S., bonne connaissance espagnol, cherche poste stable service commercial, export, publicité, marketing.
Paris ou Neuilly.
Libre rapidement.
Ec. nº T 007635 M. Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Animateur théâtre, 23 ans, DUT anim. socio-culturel, expér. ch. emploi de M.J.C., office culturel C.V. sur demande, M. Cliquet, 84, rue Mal-Foch, 95150 Taverny.

Jne Hme, 29 a., posséd. maîtrise Droit privé, opt. droit des affair fr. bonne connais. anglais, ch. empl. France ou étranger. Libre de suite. Ecr. D. BROUSTAU, 18, all. P.-Pougel., 33470 Gujan-Mestras, ou tél. (56) 66-03-72.

H. 28 ans, marié, IFOCOP, IUT gestion personnel, expér. comptabilité gest., contact humain, ch. situation. 030-37-00 ap. 18 h.

Femme 27 ans
Docteur 3e cycle en biochimie, 4 ans expérience en recherche endocrinologique, 18 mois de stage en Suède, parfait anglais, cherche emploi
en recherches médicales ou pharmaceutiques.
Etudierait toutes propositions.
Ec. nº T 007.634 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Jeune femme ANTILLAISE cherche emploi dactylo début. not. sténo. Ecr. nº T. 07584 M, REGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Jeune E.S.C. diplômé étudierait toutes propositions marketing, publicité, commerce international.
Ec. nº T 007633 M, Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

DIRECTEUR
de service après-vente électronique - 10 ans de référ.
— 37 ans —
cherche emploi Direction accès gestion
Ec. nº T 007645 M. Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

Journaliste, Sciences Po, anglais, allemand, italien, responsable pendant douze ans de l'agence de presse du New York Times pour l'Europe, cherche poste de responsabilité. Ecr. nº 6.087 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jne Hme, 20 ans, sérieux, niv. BEPC, seconde A, dipl. d'anim. pr colonie de vac. expér. 6 mois parent thérapeutique (assimilé à éducateur), ch. empl. identiq., pl. temps., lib. suite. 932-98-52.

chauff. C1, 23 a., marié. Référ. rech. pl. stable p. ligne régulière province. Tél. : 371-48-24.

Juriste débutant,
26 a., lic. droit des affaires, maîtrise droit public, lic. russe, DESS Scienc.-Po, anglais, expert comptable 2. Tél. : 024-01-15.

CADRE 30 ans,
6 ans exp. technico-commerciale D.U.T. gestion, D.E.C.S., angl., libre immédiat., cherche poste à responsabilités, Paris ou prov. BERNABEU, 34, rue G.-Péri, 92320, Châtillon. T. : 735-89-00

Jeune ESSEC + dipl. ing. chim. cherche poste à responsabilités en rapport avec formation Paris, France ou étranger. Ec. nº 2.976, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. Fme, 23 ans, niv. licence, ch. emploi mi-tps, connaiss. dactylo angl., espag. (japonais). Ecr. à T 83.842 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

TRADUCTRICE
Dipl. ESIT (Fr., all., ang.), lic. d'all.+2 années en R.F.A., 5 ann. expér. ds traduction et secrétariat, rech. poste stable. Ecr. à 2.991, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H., 26 a., maîtr. dr privé, dipl. comm. intern. espagnol, anglais, ch. emploi France ou étrang. Ecr. à 2.990, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Camerounais 41 ans
B.T.S. TRADUCTEUR CCIAL
Stage : 2 ans Angleterre, étud. ttes propos. France ou Afrique. Ecr. à 83.980 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 37 ANS, 15 ans expér. administration des ventes, gestion immobilière, comptabilité générale, recherche emploi MI-TEMPS. Tél. : 252-16-30, heures bureau.

J. H., 28 ans, nationalité tunisienne, posséd. carte séj. et carte travail (val. 10 ans), DECS+DUT gest.+bac G2, connaiss. arabe lu, écrit, parlé. Not. angl., ch. poste cadre adm. comptable, rég. Paris ou étr. Nº 2.965, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris.

J.H., 20 a., B.T.S. comptab.-gestion, certif. éco., D.E.C.S., ch poste intéres comptab. gén. ou analyt., tt entrep., dès 1er-10-78. Ecr. à 6.082, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Directeur ccial et technique
44 a. (ingénieur niveau A.M.), trilingue français-angl.-espagn., notions allemand. Spécialisé en électricité industrielle - Electronique Electromécanique - Traitements de surfaces - Circuits imprimés, ch. situation de haut niveau, région parisienne.
Ecrire Jean-Baptiste, 47, 4e-Avenue, 77-ROISSY-EN-BRIE.

J.F. INGENIEUR CESI
+ BTS assistante d'ingénieur, 35 ans, ch. poste dans services annexes à la production, expér prof. 10 ans mécanique, angl., secteur industr. indiffér. Ecr. à Mme Guillemet, 18, r. H.-de-Balzac, Mably, 42300 ROANNE.

J.F., 31 a., études supér. (secrétariat document., esp., ang.), ayt occupé div. empl. presse, édit., univers., exc. présent., rech. poste France, étrang. Lib. ste. A. Flicoteaux, 22, av. de l'Observatoire, 75014 PARIS.

CADRE, 52 a., achats, gestion production et commerciale, offre ses compétences et son expérience. Intéressé à toutes propositions pour toute région. Ecr. à 7.836, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

SECRETAIRE GENERALE
Excell. form. juridiq. et financ. (lic. + DES droit privé + inst. Droit et Aff.), 18 a. expér. prof., angl., ch. situat. stable et intéressante. Libre de suite. - Ecr. à 2.968, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Dame veuve, 60 ans, retraitée éducation nationale, bne santé, permis conduire, ch. place dame compagnie. Milieu profession libérale ou assimilée. Départ. préfér. : 35 et limitr. Ecr. à 7 819, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H., 24 a., DUT Gestion du Personnel. Exp. 2 a., en PME, ch. poste stable dans un service du personnel. CREPIN, 45, rue Douy-Delcupe, 93100 Montreuil.

Anc. dirigeant P.M E. disponible pr démarches, enquêtes, remplacements. Rémunér. temps passé Ecr. nº 2.972 « le Monde », 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Prof. cert fme let. mod., 7 a ens., rech empl. étrang., Espagne, Angl., enseign., édit., trad Ecr. nº 7.795, « le Monde » Pub 5, r des Italiens, 75427 Paris-9e

30 a dt 5 expér prof., lic droit, prd emploi journal, rev. Midi Ecr. nº 2.974, « le Monde » Pub, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J. H. 27 a., documentaliste, maîtrise hist., D.E.S.S., Sc. Po en sc. de l'information, exp. prof. C.N.R.S. et presse, étudierait toute proposition. Libre rapidem Ecr. nº 6.085, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Rewriter en 2 mots comme en 10 Ecr nº 2.975, « le Monde » Pub., 5, r des Italiens, 75427 Paris-9e

J.H. 27 a., documentaliste, maîtrise hist., D.E.S.S., Sc. Po en sc. de l'information, exper prof C.N.R.S et presse, étudierait toute proposit. Libre rapidem Ecr. nº 6.085, « le Monde » Pub, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

JEUNE E.S.S.E.C. + dipl. ING CHIM. ch poste à responsabilités en rapport avec formation PARIS, FRANCE ou ETRANG Ecr nº 2.976, « le Monde » Pub 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

PEREIRE (près place)
Séjour double, 4 chbres, 2 bains, 5e étage, balcon, soleil.
BOURDAIS - 766-51-82 ORPI

5e gare Lyon. 2 p., 60 m2, sud
TERRASSE 40 m2, tt confort 554-00-34

SOMPTUEUX 6 P. sur square
MONCEAU 240 m2 266-27-55

104 APPARTEMENTS DANS LE **12e**
4.000 PARIS et AUTOUR
SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR
VENEZ, TEL. ou ECRIVEZ :
MAISON DE L'IMMOBILIER **C.I.M.I.**
27 BIS, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS - 757-62-02

INVESTISSEUR Sté vd rénovés
STUDIOS à partir de 74.000 F Location et gestion assurées. Crédit 80 % possible. - 256-26-01 02-64.

RUE MONTMARTRE Beau studio
Part. : 806-48-08, mardi 15-18 h.

PORTE BAGNOLET
Récent, plein sud, séjour + chbre, calme. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

PORTE DAUPHINE
magnifique 180 m2, 10e étage. Immeuble récent. - 567-22-88

BON 9e, près écoles, lycées soleil, calme, beau 5 Pièces, luxueusement aménagé, 2 sanitaires, TRES BELLE cuis. av. coin repas, tél., moquette, nombreux placards, chff. individuel, 150 m2 environ, 730.000 F LUNDI, MARDI, de 14 à 18 h. 64, RUE CONDORCET

PLAINE MONCEAU
Affaire de grande classe très belle réception, salle à manger, 2 chambres, 2 bains, ch. serv. Tél. 578-88-11

9, rue THIMONNIER (9e)
TRES BEAU 5 Pièces, asc., chbre de serv., cuis. équipée, chff. individuel, cave, téléph., 120 m2 environ - 685.000 F. LUNDI, MARDI, de 14 à 18 h.

TRES BELLE AFFAIRE
Quartier Champs-Elysées
appt 170 m2, mixte et commerc. imm. standing. Tél. 246-46-20 ou 824-76-67

3e, MARAIS TURENNE
Liv. + chbre, tt conft, 4e ét. SOLEIL. - 266-67-06

PART. vd studio ref. à neuf RUE MONTMARTRE - 806-48-08 de 15 heures à 18 heures.

SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE
soleil, calme, part. vd duplex 4-5 pces, 5e ét., asc. possible ce jour, 36, r. du Colisée, 14 à 20 h.

19, RUE SPONTINI
rez-de-ch. avec jardinet, liv. + 1 chbre, imm. réc. 380.000 F. Mardi, de 15 à 17 h.

Mº MAIRIE-DES-LILAS
Immeuble rénové.
STUDIOS refait neuf.
Vente : 85.000 F et 95.000 F.
Rap. mensuel : 750 F et 840 F.
Tél. : 723-49-93.

COLISEE, DUPLEX, 120 m². Double living, 3 chbres, bains, ensoleillé, excellente distribution, 700.000 F. Réservation 35.000 F. — C. MAHOUT, 4, av. de Friedland 563-11-59.

PARC MONCEAU
5, AVENUE VAN-DICK
Propriétaire vend APPT 140 m2 en DUPLEX, caractère exceptionnel, entièrement rénové. S/PLACE SAMEDI, 10 à 17 H.

Paris Rive gauche

FRONT SEINE 2 PIECES 60 m2
Prix intéressant - 554-00-34.

PASTEUR 3 pièces grand standing 85 m2
220.000 F pour 11 ans ou location 2.500 F mensuel.
197, rue de Vaugirard, 1er étage
Mardi, mercredi, 13 à 16 h.

PASTEUR Propriétaire vend STUDIO et 2 PIECES tt cft livrés NEUF. Immeuble rénové. - 293-62-16.

38, RUE DOMBASLE
XVe Bel imm. anc., 5e ét., asc. 3 pièces 60 m2 + gd balc. A rénover. S/pl. le 5 (11-16 h.).

ODEON Très beau STUDIO
Part. 806-48-08, mardi 15 à 18 h.

ST-JACQUES. Appart. caractère, 85 m² et 130 m² environ, poutres, grand living, directem. pptaire. Téléph. 790-21-09.

RUE MOUFFETARD
SAINT-MEDARD
Restauration de grande qualité
DU 2 PIÈCES AU 5 PIÈCES
VUES SUR RUE ET COUR OU COUR ET JARDIN
PLUSIEURS DUPLEX
755-98-57 ou 227-91-45

AVENUE DU MAINE (près)
Superbes apparts d'artiste sur 2 niveaux, gd living + 2 chbres, 2 sal. de bains, poutres, cheminée, caractère, prestations, de qualité irréprochable. 450.000 F. PROMOTIC, 322-15-76.

Part. vd TRES BEAU STUDIO refait à neuf, quartier Odéon. Tél. 806-48-08, de 15 h. à 18 h.

PONT MIRABEAU
Mise en vente de douze petits studios, confort, 115.000 F à 120.000 F. Libres immédiatem.
IDEAL PLACEMENT.
PROMOTIC, 322-11-68.

IDEAL PLACEMENT
AV. DU MAINE Pptaire vend rénové 180.000 F
STUDIO 35 M2, cuisine équipée wc, bains. - 256-26-01 / 02-64

BARBET-DE-JOUY
près INVALIDES, dans rue classée, ravissant hôtel 19e s. complètement remis à neuf 2 luxueux APPTS 4 P. 176 m2 et 183 m2, gd cft, service, park. Vis. sur place samedi 2 (10 h à 14 h 30) : 26, r. Barbet-de-Jouy, et en semaine sur rendez-vous : FRANK ARTHUR 766-01-69 134, boul. Hausmann.

VAVIN
Propriétaire vd 5 P. en duplex. 2 P. en duplex et studio dans très belle rénovation. Calme Soleil - Caractère S/PLACE SAMEDI. 10 à 17 H

Région parisienne

BOULOGNE, PRES
BOIS Bel immeuble pierre de taille ravalé, 2 APPTS, 50 m2, à rénover. - 266-67-06.

NEUILLY boul. Victor-Hugo pr. Porte Ternes
Moderne 5 p., s. de bns, 120 m2, 3e ét. s/grands jardins. Parking. MICHEL & REYL - 265-90-05

ARGENTEUIL (VAL)
Part à part. vends
GRAND STUDIO 34 m2
tt confort. Immeuble 70
12 minutes Saint-Lazare
Prix : 93.000 F.
Tél. 295-16-06 heures bureaux

EXCEPTIONNEL
MEUDON - BELLEVUE
Part. de préf. à part., 4 p., gd living, cuisine équipée, balcons. 585.000 F. — Téléph. 626 - 63 - 68.

Romainville, part. vd à 1 km métro Mairie des Lilas, premier étage, appt 82 m2, libre fin déc., séjour, 3 ch., s.d.b., gde cuis., séchoir, W.-C., cave. 285 000 F. Tél. : 844-28-52.

MONTGERON Résid. Près lycée, calme
Très bon standing. Appt 112 m2 6 PIECES, cuis., bains, cave. Parking + garage fermé. Parfait état. 372.000 F. - 921-40-72.

VAUCRESSON, 11, rue Lenôtre. Beau 5 p., vue exceptionnelle sur parc. Sam., de 14 à 17 h

Province

A VENDRE
SPLENDIDE STUDIO 48 M2 + garage, quartier résidentiel, proximité lac Annecy.
Téléph. bureau : (50) 45-53-10.

Etranger

BRUXELLES. Particulier vend salon, salle à manger + deux chambres, cuisine, bains, 1er ét. Visite matin 21, av. Orée. Tél. Wustefeld, 2174040 ou 7311375.

appartem. achat

Gérant rech. 5e, 6e, 7e, 8e, 16e et Neuilly appartem. de 3 à 6 p. A.S.I., 293-48-57.

Jean FEUILLADE, 54, aven. de La Motte-Picquet-15e, 566-00-75, rech. Paris 15e et 7e, pour bons clients, appart. toutes surfaces et immeubles. Paiement compt.

URGENT RECHERCHE
5-7 p., tout confort, 8e, 16e, 17e, rive gauche, Neuilly.
MICHEL & REYL, 265-90-05.

Société rech. appartem. même à rénover, sect. 11e, 12e, 19e, 20e. Pour rendez-vs Glerl, 373-85-81

Rech. appart. 1 à 3 p. PARIS, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e avec ou sans travaux. Paiem. compt. chez not. Tél. 873-23-55.

locations non meublées Offre

Paris

PORTE CHAMPERRET
35, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 230 M2, 7 P., tout confort, TEL. 4.411 F + ch. Mardi, 15 à 19 h. 580-62-60, LE MATIN.

SEVRES-BABYLONE
Gd studio, entrée, cuis., bains, téléph. 1.700 F + ch. 566-50-46.

DUROC. Duplex 8e et 9e, neuf, soleil, grand balcon, terrasse, gd living, sal. à m., 3 chbres + 1 petite, 2 sanitaires. — Téléph. le matin : 924-62-73, 501-83-13.

Mº PLACE-DES-FÊTES
face sortie COMPANS
Im. neuf, jamais habités,
grands studios + loggia, 1.590 F;
— 3 pièces, 71 m2, 1.880 F;
— 4 pièces, 91 m2, 2.360 F;
— 5 pièces, 138 m2, 2.750 F.
park. sous-sol et provisions s/charges compris. Garderie dans l'immeuble sous réserve autorisation ministérielle + étage médical. Visite lundi, mercredi, 13 heures à 18 heures.
PLACE DES FETES
à côté Magasin RADAR.
H. LE CLAIR : 256-13-72.

Province

CENTRE CARPENTRAS, IMM. 18e ITALIEN. R.-de-ch. + 1er ét. 6 GDES PIECES, DEPEND., JARDIN Téléph. (90) 72-81-95.

locations non meublées Demande

Paris

Gérant recherche pour location immédiate de 2 à 6 pièces. A.S.I., 293-48-57.

AVOCAT ch. 3-4 p. tt cft, soleil, calme, tél., parking, w.-c., s. de bns, cuis., de préf. 6e, 7e, 8e, 15e, 16e, loyer max. 2.500 F, pour longue durée. Téléph. 567-11-54.

Région parisienne

ETUDES cherche pour CADRES villas, pavillons ttes banl. Loy. garanti 4.000 F max. 283-57-02.

locations meublées Demande

Paris

INTERNATIONAL HOUSE rech. du STUDIO au 6 pièces pour cadres étrangers garantis par BANQUE ou AMBASSADE. 556 - 17 - 49.

EMBASSY SERVICE recherche direct. stud. ou appart. Paris, villa banlieue Ouest. 265-67-77.

Très URGENT : étudiante ch. chambre PARIS 15e, 16e ou 17e. Ecr. nº 7.624 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES
18, r. La Michodière, Mº Opéra,
94, rue d'Alésia, Mº Alésia.
Frais abonn. 350 F. - 266-52-04

constructions neuves

294, rue de BELLEVILLE
Du studio au 4-5 pièces, imm. de qualité de 30 appts livrables octobre 1978
PRIX MOYENS 4.800 F le M2
Renseignements s/place samedi, dimanche et lundi après-midi, ou Sté DAURY, 34, rue Laffitte-9e. Tél. 523-15-62 ou 15-72

bureaux

1 à 20 Bureaux tous quartiers
Locations sans pas-de-porte
AG. MAILLOT ST-LAZARE **293-45-55**

Domicil. artis. et commerç. Siège S.A.R.L. - Rédaction d'actes, Statuts informations juridiques. Secrét. Tél., Télex, bur. A partir de 100 F/mois. PARIS, 10e 11e, 15e, 17e. 355-70-88 - 229-18-04

fonds de commerce

Dans le 7e, S.A.R.L. vend droit au bail : Librairie-Papeterie, avec appartement attenant 2 pièces. Tél. 705-57-11.

CAUSE DEPART RETRAITE
LIMITE ORLÉANS
vend restaurant 3 salles
Tél. (38) 61-10-83.

DROME SUD, Dieulefit, cède bar, P.M.U., tabac, cause fatigue, affaire saine, 450.000 F. Téléph pptaire : PAGES (75) 46-45-10

TOULOUSE. Ouverture centre commercial au cœur de la ville, baux commerciaux, sans pas-de-porte, magasin tous commerces, emplacement premier ordre, parking public assuré.
Ecrire Société WINDSOR 4, place Occitane, TOULOUSE. Téléph. 16 (61) 21-18-20.

locaux commerciaux

PALAIS-ROYAL
2 bureaux de 13 m² chacun, situation exceptionn., téléph., possib. salle conférences, télex et petit équipement bureau. 260-37-17, poste 37.

5e, Métro CENSIER
Pour investisseur à vendre local ccial 98 m2. Imm. récent loué bail 3X6X9, rentabilité 10 %. GIP. - 260-39-11 p. 220

NICE Cède droit au bail, neuf, magasin 200 m², impec., 2 lign tél., loyer ann. 38.000 F, reprise justifiée 70.000 F. Ecr. Richard, 15, aven Mirabeau, 06 - NICE.

Loue BOUTIQUE Sportswear, rue de Turenne. Tél. 278-36-10 ou samedi/dimanche 278-16-18.

viagers

Sté spécialiste Viager
F. **CRUZ** 8, rue La Boétie 266-19-00
Prix, indexation et garantie. Etude gratuite et discrète.

Vendez rapidement Conseil Expertise, indexation gratuite. Discrétion. Etude LODEL 35, bd Voltaire. - 355-61-58

LIBRE, 16e, stud. 165.000 F + 750 rente. S/place mercredi 6, de 13 à 18 h., 6, r. Fr.-Ponsard

immeubles

Achète comptant IMMEUBLES LIBRES ou OCCUPES Tél. 878-95-86

pavillons

Pav. pr. gare, banl. Est, 112 m. sur 583 m., bord forêt, F5, ss-sol tot., cave, patio, centr., chemin. 2 bains, cuis., bois. grès, ard. bois exotique. - 028-38-68 soir.

URGENT, LE VESINET Petite maison bon état, jardin, living 2 chambres, garage.
Prix 435.000 F.
H. LE CLAIR 976-30-02.

maisons de campagne

A vendre dans Ariège, 12 km. Pamiers - Foix, maison meublée 2 p., cuis., w.-c., dches, 2 gar. + terrain 7 ha sur demande. M. Lagarde, 23, rue P.-Semart, 95470 FOSSES. Téléph. 471-46-60

OISE 100 km de Paris Part. vd maison ancienne tt cft, 7 pièces, terrain 1.800 m2. - Tél. (4) 443-22-70.

Cse mut. vds à part. 35 U mais. campag tr. b. état : séj., sal., cuis., 3 ch., tr b. s. d'eau, w.-c., cal, ch. centr., 5.000 m² pel., face canal Midi Ecr OLIVIE, « les 4 Vents », 33190 PUYBARBAN

115 KM. PARIS
MAISON dans hameau bien tranquille, sur 1.000 m², cuisine, séjour, salon, sal. de bns, w.-c., 2 chbres, lavabo, cuisine d'été, chauf., gar., dépend., clos murs AFFAIRE RARE A SAISIR, bien exposée. On l'achète, on l'habite. Px 200.000 F tr. justifié. Crédit.
Agence de Trancrainville (28). Tél. 16 (37) 90-04-10, même dim.

châteaux

CHATEAU HISTORIQUE
entre AIX ET MARSEILLE
5 ha. 1/2 parc, forêt, entièrement clôturé, très bon état, cadre linqueux, une soixantaine de pièces dont une trentaine de chambres. Grande salle de musique, gd hall d'honneur, chapelle, chauff. central neuf (88 radiateurs), piscine, étangs, fontaines alimentées par source privée, tennis, volley-ball. Conv. pour collectivités. Prix élevé justifié. Interm, s'abst. Tél. : 16 (67) 63-26-03.

propriétés

5 km SENS Cause départ MAIS. RUSTIQUE
living, 2 chbres, s. de bains, wc, cuis. aménagée, buanderie, grenier aménageable, cave voûtée, chauff. central, tél. + autr bâtiment avec 2 chbres amis, gar. 2 volt. avec fosse. Sur terrain 4.000 m2 clos en dur, arbres fruitiers, barbecue. Px 550.000 F. Agences s'abstenir. Tél. 65-30-09.

PROPRIETES
PROCHE PARIS
AUTOROUTE OUEST
VATIN. - 503-03-18

Proximité Pont-sur-Yonne dans village tous commerces, propriété 1.000 m2 close compren. : 1. - Salle de séjour, cuisine aménagée, 2 chambres, garage (3 voit.), buanderie, cellier, w-c. 2. - 2 chambres, w-c, salle de bains, chauffage central. Tél. (86) 66-12-51

TOURAINE
Proche d'une sortie A 10, ancien. seigneurie XVe et XVIIe s., 10 p. pr., tt cft, très belle restauration, dépendances, parc 5.000 m². Prix 750.000 F - Agence DESTREGUIL, 82, rue Nationale, TOURS. Tél. (47) 05-35-99 et 05-39-10.

A vendre à Plombières-lès-Dijon (5 kilomètres Dijon)
DEMEURE XVIIIe
20 pces + grandes dépendances, logem. gardien Parc de 1 ha. Ecr. nº 763.418 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ORNE. Belle propriété 10 chambres, 3 bains, cuisine, chauffage, TELEPHONE, poutres, pressoir, four à pain, ex Commanderie templière, 1 hect. 5 clos, arborisé, 680.000 F. — Tél. 622-46-90.

ST-VALERY-EN-CAUX (PRES)
TRES BELLE CHAUMIERE NORMANDE
meublée, tout confort, sur grand terrain paysagé.
350.000 F.
Tél. (1) 284-38-00 ou (35) 97-04-94.

MEUDON BELLEVUE
Grand séjour, 3 chbres, bains, jardin. 850.000 F. — 539-67-52.

EN PROVENCE
AUX PIEDS DU LUBERON
A vendre
LA VICARIE
Propriété résid. 5 km Gordes, 11 km Cavaillon (autoroute du Soleil), comportant gde maison parfait état (240 m2), tt confort, dépend. + terrain vignes raisin table 1 ha + terrain constructible 1.000 m2 + terrain bois., taillis. S'adr. Maître Davoust-Michotey, notaire, 84560 Ménerbes Tél. (90) 72-20-07

fermettes

75 km Ouest Paris. Authentique
FERMETTE
à colombages. Gd sél., 3 chbres, salle de bains, cave voûté. Gros cachet. Prix 270.000 F.
IMMOBILIAE
Tél (32) 36-44-82

villas

CANNES (CALIFORNIE), belle VILLA PROVENÇALE récente, 9 pièces, maison gardien, 2 pièces, piscine, vue mer et Estérel, parc 2.000 m², possibilité 2 appartem., cause décès, 1.600.000.
BOURSE FRANÇAISE DE LA CONSTRUCTION,
122, rue d'Antibes,
06400 CANNES
Téléph. (93) 99-04-13.

A VENDRE
en ALSACE, vallée de la Bruche sur 22 a. de terr., TRES BELLE MAIS., construct. récente. 5 p., cuis., s. de bns, au rezde-ch + combles aménageables, cave et gar., extérieurs aménagés Px à débattre. Pour tous rens. s'adr. à Mº Joseph SAAS, notaire à 57580 Remilly Tél. (87) 64-60-04.

MARLY-LE-ROI
VILLAGE, gde maison, vue sur parc, réception, 5 ch., 2 bains, confort, garage 3 voitures.
AGENCE de la TERRASSE
LE VESINET - 976-05-90

CHAVILLE - VELIZY
Calme, verdure, séjour, 5 chambres, tout confort, parfait état. 730.000 F. — 926-82-80

LES ANGLES
10 MINUT. CENTRE AVIGNON
VILLA F5 sur 1.700 m² parc ombragé, terrasse, tranquillité. Conviendrait retraité.
380.000 F Téleph. (90) 81-42-65.

A vdre 8 km ST-DIE (Vosges) Villa 100 m2 construits. sous-sol complet. salon, salle à manger, cuisine, w.-c., salle de bains, 2 chbres, combles aménageables. Terrain 2.300 m2 Prix 450 000 F. Tél. 474-10-41 (soir)

manoirs

LIMITE ENGHIEN (95)
propriété, 180 m2, habit.+90 m2 de communs. - 860.000 F.
SOGIDEC. - Tél. 359-94-04

SARTHE 160 KM PARIS
Part. manoir XVIe, 20 ha, Rivière, douves, ULM 19, R. du Dr-Arnaudet, 92 Meudon. 027-12-90 - 325-72-87

domaines

A VENDRE : PROVENCE-VAR
DOMAINE environ 75 hectares le tout ou en partie longé par rivière 4 km, barrage collinaire 1 hectare, château d'eau 160 m3, comprenant 2 MAS avec 2 piscines, meublés et super équipés. Vendu par propriétaire.
Tél. soir (Belgique) : 010/414-668
R. GAILLARD, 113, r. Malibran
1050 BRUXELLES

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30 – de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01
Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

l'agenda du Monde Reprise le MERCREDI 6 (daté 7) SEPTEMBRE

Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, bateaux, etc.), ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, dépannages, locations, etc.). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 296-15-01.

Le Monde

régions

Ile-de-France

Un musée de la science et de la technique à La Villette ?

Des propositions nouvelles

Les deux articles de M. Gilbert Gantier, député P.R. de Paris, publiés dans le Monde *des 29 et 30-31 juillet et proposant d'installer sur le terrain des anciens abattoirs de La Villette un musée de la science et de la technique ont suscité de nombreuses réactions, la plupart du temps favorables. En voici quelques extraits.*

L'espoir de M. Kastler

Je suis sûr d'être l'interprète de nombreux collègues scientifiques en vous disant notre reconnaissance pour votre initiative proposant l'aménagement, dans la grande salle de La Villette, d'un musée de la science et de la technique digne de notre pays. Je voudrais exprimer l'espoir que votre proposition soit retenue par les membres du gouvernement. Comptez sur les scientifiques pour appuyer votre demande.

ALFRED KASTLER,
de l'Académie des sciences, prix Nobel.

Pour une bibliothèque scientifique

Il me semblerait en effet extrêmement intéressant d'associer au futur musée de la science et de la technique une bibliothèque de lecture publique scientifique et technique qui pourrait s'inspirer de la B.P.I. du Centre Georges-Pompidou. Le succès de celle-ci montre l'attrait — en particulier pour les jeunes — d'une grande bibliothèque publique d'accès facile. Mais le contenu scientifique et technique de la B.P.I. est évidemment faible.

Par contre, il existe de grandes et riches bibliothèques scientifiques et techniques au C.N.R.S. et à Saclay, mais qui sont réservées aux chercheurs et aux ingénieurs relevant de ces organismes.

PAUL BRAFFORT,
conseiller municipal de Limours, directeur de la Société génie automatique et informatique.

Une place pour l'agriculture

Le musée devra naturellement comporter une importante section consacrée à l'agriculture. Car, de toutes les branches existantes des sciences et des techniques, l'agriculture est sans doute une de celles qui sont le moins bien représentées dans nos musées et dont la représentation, il faut le reconnaître, offre le plus de difficultés... Aujourd'hui, la représentation de l'agriculture dans nos musées se partage entre le Musée national des techniques, riche surtout d'objets entrés au siècle dernier et au début de celui-ci, et les musées d'arts et traditions populaires et de plein air, où est représenté l'outillage dit « traditionnel ». Sans vouloir dénigrer aucune de ces deux catégories, il faut bien reconnaître que l'agriculture n'y est pas, ne peut pas y être, pleinement représentée.

Or il existe aujourd'hui dans le monde un assez grand nombre de musées de l'agriculture proprement dits. Les plus anciens sont ceux de Prague et de Budapest, fondés à la fin du siècle dernier. Mais il en existe aussi dans les deux Allemagnes, aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves, en Grande-Bretagne... La revue *Museum*, publiée par le Conseil international des musées de l'UNESCO (ICOM), leur a consacré un numéro spécial en 1972. Dans le cadre de l'ICOM existe depuis 1966 une Association internationale des musées d'agriculture (AIMA), dont le siège est à Prague.

FRANÇOIS SIGAUT,
ingénieur agronome INA, ethnologue.

Priorité aux espaces verts

Le journal local *l'Ami du 19e arrondissement* avait ouvert une enquête parmi ses lecteurs pour connaître leurs besoins.

Celui qui paraissait le plus pressant était « un espace vert ». Or il existe déjà dans l'arrondissement le square de la Butte-Rouge de plus de 5 hectares et le très beau parc des Buttes-Chaumont de 25 hectares, conçus pour la récréation des très jeunes enfants ou la promenade des adultes.

L'espace vert demandé est donc autre chose : un espace assez nu où jeunes et adultes puissent se détendre, jouer au ballon, faire de la bicyclette sans danger, jouer aux boules, toutes choses qui ne sont possibles qu'au parc de La Courneuve, malheureusement très mal desservi par les transports en commun, donc inaccessible aux familles modestes.

Actuellement, la seule réponse consiste dans un terrain pour l'aventure de 200 à 300 mètres carrés et deux buttes au rond-point des cars, qu'il faut atteindre par un cheminement bien malaisé et qui ne répondent pas à ce besoin, mais seulement à celui d'un effet décoratif d'ailleurs bien réussi dans la perspective du canal.

Or le président de la République a annoncé un terrain vert de 23 hectares : il existe et il suffirait de peu de frais pour l'aménager. M. Gantier n'y a fait qu'une allusion alors que ce serait un poumon supplémentaire pour tout le nord et l'est de Paris.

A. MALABARD,
ancien élève d'H.E.C., docteur en droit.

Faits et projets

● *Les socialistes demandent une étude sur les transports.* — M. Gilbert Bonnemaison, président du groupe socialiste du conseil régional d'Ile-de-France, vient de demander, dans une lettre au président du conseil régional, que soit entreprise une étude globale des problèmes de transports dans la région. « *Cette étude*, affirme M. Bonnemaison, *doit avoir pour objectif essentiel de déterminer les moyens d'assurer effectivement la priorité aux transports en commun.* » A son avis, cette priorité n'est pas respectée puisque « *les décisions budgétaires vont à son encontre* ».

● *Priorité au prolongement du métro vers Villejuif.* — Tout nouveau report du prolongement de la ligne de métro numéro 7 (Porte-de-La-Villette - Mairie-d'Ivry) vers Villejuif (Val-de-Marne) serait particulièrement regrettable, affirme dans un communiqué M. Jean Gardin, président du Comité économique et social (CES) de la région d'Ile-de-France. « *Le plan triennal des transports en commun adopté par les assemblées régionales pour la période 1978-1980 a déjà pris un retard qu'il serait fâcheux d'accentuer*, déclare M. Gardin. *Aucune opération nouvelle n'a été engagée cette année, le CES avait cependant insisté pour que le prolongement de la ligne 7, qui intéresse trois cent mille habitants de la banlieue sud, soit lancé en priorité.* »

● *La N 5 devient la N 6.* — Des riverains de la N 5, dans le Val-de-Marne, ont été surpris de voir cette route baptisée N 6 à la faveur du changement de certains panneaux indicateurs. C'est le résultat d'une mesure visant à rectifier certaines anomalies, des routes changeant de numéro à un certain point de leur parcours. Ainsi, la N 5 allait de la porte de Charenton (Paris) à Sens (Yonne), puis elle se métamorphosait en N 6 jusqu'à la frontière italienne. Elle porte désormais le numéro 6 sur toute sa longueur.

UN DUR COMBAT CONTRE LA « MISÈRE VERTE »

Les communes de la Bièvre achètent un domaine de 36 hectar

Liguées contre le béton et les lenteurs administratives, sept communes de la région parisienne ont décidé d'acheter avant le 30 septembre trente-six hectares de forêts menacés par l'urbanisation. En signant l'acte d'acquisition du domaine de Montéclin, les local Buc, Les Loges-en-Josas, Jouy-en-Josas nes), Bièvres, Vauhallan, Igny et Verriè Buisson (Essonne) auront gagné la de bataille d'une guérilla de près de dix a

Laissé à l'abandon depuis la dernière guerre, le bois de Montéclin, planté de vigoureux châtaigniers et de rhododendrons, est situé sur le territoire de la commune de Bièvre (Essonne) et se prolonge sur Jouy-en-Josas. Les premières inquiétudes des habitants de cette région sont nées lorsque M. Robert de Balkany, propriétaire du domaine de Montéclin, envisagea de raser une partie de la forêt pour construire mille six cents logements sur le versant nord de la vallée. Le groupe Bouygues avait déjà réalisé cinq cents logements dans le « Parc de Diane ».

Le projet de M. de Balkany mit le feu aux poudres. Tous les élus locaux de la vallée, réunis en syndicat intercommunal, formèrent une coalition contre le béton, et envisagèrent dès 1972 l'acquisition du domaine de Montéclin. Mais le propriétaire refusa les propositions d'achat à l'amiable.

Une procédure d'expropriation fut engagée en 1974. Le préfet de l'Essonne décréta cette acquisition d'utilité publique, mais sa décision fut attaquée par le promoteur devant le tribunal administratif. En vain. Des interventions furent faites alors « en haut lieu », pour obtenir le feu vert nécessaire à la construction de Bièvres II, cousin germain de Parly II et Chevry II. En pure perte, là encore.

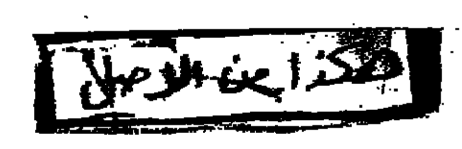
Après notification de l'ordonnance d'expropriation, au mois de juillet 1976, le promoteur se pourvut en cassation. Le juge de l'expropriation avait pourtant fixé à 4 812 000 F la valeur du domaine de Montéclin. Après les élections de mars 1977, les nouveaux conseils municipaux exprimèrent leur volonté de continuer la bataille. Devant une telle résolution, le groupe de Balkany décida de ne plus s'opposer à la vente. Mais pendant les cinq années de guérilla juridique le domaine avait doublé de prix !

« *Cett inflation n'a pas été sans poser des problèmes aigus aux communes ni sans mettre, pour un temps, leur solidarité à rude épreuve* », explique M. Jacques Toutain, maire de Jouy-en-Josas et président du syndicat intercommunal. Le ministère de l'environnement, l'agence d paces verts de la région I France et, plus modestem département de l'Essonne o cidé de participer pour pl 2 millions de francs au fir ment de l'opération. Malg fort endettement du syndic tercommunal, les sept lo devront se répartir le rest près de 3 millions de franc

Au cours de la première née nationale de l'arbre, en M. Valéry Giscard d'Estaing souligné la réalité des sac financiers consentis par les munes « vertes » directemer gagées dans des opératio protection de l'environneme plus particulièrement dan acquisitions d'espaces fore Dès cette époque, le préside la République avait suggér la réforme des finances l prenne en compte la situati ces communes.

Au prix de sacrifices ir tants, et sans attendre la ré promise, les communes de la lée de la Bièvre sont parven vaincre la « *misère verte* ».

RÉGIS DAMI



Le Monde

économie

TRANSPORTS

Le budget pour 1979

- *Priorité à la navigation aérienne*
- *Crédits en baisse pour les métros et les autobus*

Dans le budget 1977 du ministère des transports, le montant des autorisations de programme s'élève à 9,623 milliards de francs dont 4,459 milliards au titre du fonds spécial d'investissement routier (F.S.I.R.) et celui des crédits de paiement à 9,856 milliards de francs. Ce budget accorde une priorité aux services de la navigation aérienne. En revanche, les crédits consacrés aux transports urbains en Ile-de-France et en province sont en baisse par rapport à l'année précédente. A cet égard, la C.G.T. s'élève, dans un communiqué, contre « les restrictions budgétaires décidées par le gouvernement dans le romaine des transports en commun de la région Ile-de-France ». A son avis, « l'arrêt de l'extension de lignes de métro attendues par les usagers depuis plusieurs dizaines d'années, est un nouveau coup porté à la qualité de la vie déjà si précaire dans notre région ».

● **Aviation civile.**

Les crédits de paiement s'élèvent à 1,651 milliard de francs (+ 3,4 %). Les autorisations de programme — 1,534 milliard — progressent de 8,2 %.

Une *« priorité absolue »* sera accordée aux services de la navigation aérienne : notamment création de quatre-vingt-huit emplois, mise en chantier du centre de contrôle régional de Reims, développement des équipements. Comme l'an passé, les crédits consacrés aux bases aériennes seront notablement diminués. Ainsi de l'extension sud de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur pour laquelle la participation de l'Etat sera réduite à 3,6 millions de francs en 1979 au lieu de 15 millions en 1978.

● **Transports terrestres.**

Dépenses ordinaires : Elles s'élèvent à 16,57 milliards de francs (+ 5,3 % par rapport à 1978), dont 9,5 milliards d esubventions aux entreprises d'intérêt national. Les crédits prévus en 1979 pour la S.N.C.F. au titre de l'égalisation des conditions de concurrence avec la route sont en baisse de 381 millions par rapport à l'année précédente. Il est, d'autre part, prévu d'affecter 256,1 millions à l'organisation de la continuité territoriale entre la Corse et le continent (249,9 millions en 1978).

Dépenses en capital : Les crédits de paiement s'élèvent à 838,6 millions de F (+ 27,4 %). Les autorisations de programme stagnent : 816,2 millions (816,7 millions en 1978), dont 320,7 millions (— 7,2 %) pour les transports urbains en Ile-de-France : notamment prolongation des lignes de métro n° 13 bis à Asnières, n° 7 à Fort-d'Aubervilliers et n° 10 à Boulogne-Jean-Jaurès, et 405,9 millions (— 2,3 %) pour les transports urbains en province : notamment plans de circulation des villes, métros de Lille, Lyon et Marseille.

● **Marine marchande.**

Dépenses ordinaires : Elles s'élèvent à 1,7 milliard de francs (+ 13 % par rapport à 1978) dont 1,3 milliard de subventions à l'établissement nationale des invalides de la marine, 2,9 millions à la formation professionnelle des gens de mer et 31,6 millions à l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes.

Dépenses en capital : Les crédits de paiement s'élèvent à 1,3 milliard de francs (+ 2,8 %). Les autorisations de programme atteignent 1,53 milliards (+ 24,6 %) dont 1,3 pour l'aide à la construction et à la réparation navale (+ 36,7 %) et 14,3 millions pour la protection de l'environnement marin.

● **Routes, ports et voies navigables.**

Dépenses ordinaires : Elles s'élèvent à 1,6 milliard de francs dont 991,4 millions au seul titre de l'entretien et de l'exploitation du réseau routier et 125,1 millions de subventions à celui du service national des examens du permis de conduire. 44 millions de francs seront consacrés a l'exploitation des voies navigables et des ports fluviaux en métropole.

Dépenses en capital : les crédits de paiement s'élèvent à 1,2 milliard de francs (+ 6,7 %). Les autorisations de programme — 1,2 milliard de francs — augmentent de 12,4 % dont 88,5 millions au titre du développement de l'infrastructure routière (— 4 %) et 208,1 millions à celui de l'entretien du réseau routier national (+ 113,7 %).

Pour ce qui concerne l'équipement des voies navigables et ports fluviaux en métropole, les autorisations de programme — 336,2 millions de francs — sont en baisse de 3,5 % par rapport à 1978. Il est seulement prévu, pour la liaison Rhin-Rhône, des études techniques et des acquisitions foncières (*le Monde* du 2 septembre). Quant aux ports maritimes sont notamment inscrits des travaux d'extension et de modernisation au Havre, à Rouen, à Nantes-Saint-Nazaire, Bordeaux, Marseille et Fos.

Un dialogue difficile entre les syndicats et l'administration

La suspension de la grève des contrôleurs aériens

La décision des contrôleurs aériens de suspendre comme convenu, le lundi 4 septembre à midi leur cinquième grève du zèle depuis la mi-juillet peut apparaître comme un geste de bonne volonté. Mais il est difficile de dire si l'on s'achemine vers une détente tant le dialogue entre le gouvernement et les syndicats paraît difficile à établir. M. Joël Le Theule, ministre des transports, semble, en effet, ne pouvoir faire de nouvelles propositions qui aient une incidence financière sur le budget 1979. Ses interlocuteurs, de leur côté, ne paraissent pas disposés à se contenter de vagues promesses.

A la veille de la suspension du mouvement, la grève des contrôleurs aériens a provoqué, le dimanche 3 septembre, des perturbations en Europe, notamment en Suisse et en Grande-Bretagne. A Genève-Cointrin, où une dizaine de vols ont été annulés, les retards allaient de quatre à douze heures. A Londres-Gatwick, les vols vers la France et l'Espagne ont enregistré des retards de douze heures en moyenne et parfois de vingt-quatre heures. A Orly et à Roissy, les samedi 2 et dimanche 3 septembre, cent cinquante-six vols ont été annulés sur mille six cent quinze vols programmés ; les retards ont varié de une à deux heures.

Lorsque le 13 juillet, les deux mille cinq cents aiguilleurs du ciel décident d'entamer une grève du zèle, ils conquièrent vite la « une » des journaux. Leurs revendications portent sur la revalorisation et l'intégration des primes dans leurs salaires, la reconnaissance du droit de grève et l'amélioration des conditions de travail (équipements et effectifs).

Le moment de passer à l'action est bien choisi. Pendant les vacances, le volume du trafic aérien croît dans des proportions importantes. D'ordinaire, les aiguilleurs du ciel absorbent ce trop-plein en « géran » une quinzaine d'avions en même temps sur leur écran-radar. Invoquant des raisons de sécurité, ils décident de se limiter à huit. L'intersyndicale précise que le mouvement sera reconduit de week-end en week-end jusqu'à ce que des négociations s'engagent avec les pouvoirs publics.

La situation va se dégrader pendant la période du 28 juillet au 2 août, alors que se croisent les flux des retours de juillet et des départs d'août. Vols annulés, aéroports fermés, retards de trente-six heures et parfois de quarante-huit heures, camping sauvage dans les aérogares, cordons de police pour éviter les incidents, interminables files d'attentes aux guichets, réactions de colère des passagers.

Tandis que les agents de voyages protestent, M. Le Theule durcit le ton : « *Cette grève n'est ni justifiée ni acceptable.* » Les contrôleurs aériens se défendent d'être des « *pagailleurs du ciel* ».

Le 8 août, syndicat et administration se rencontrent. Quatre heures de réunion sans accord. Le mouvement reprend lors du week-end du 15 août, mais les perturbations n'atteignent pas l'ampleur de celles de la fin du mois de juillet. D'autres contacts, les 18 et 19 août, se soldent aussi par un échec. Et le mouvement reprend, le week-end suivant. Du côté des pouvoirs publics, la fermeté est toujours de rigueur : pas question de négocier tant que durera la grève et sans un ordre du jour précis.

[E]NVIRONNEMENT

● *Union démocratique bre[to]nne : non au nucléaire.* — [Dan]s un communiqué, le bureau [polit]ique de l'Union démocra[tiqu]e bretonne réaffirme son [oppo]sition aux projets d'instal[latio]n de centrales nucléaires au [Pel]lerin (Loire-Atlantique) et à [Plo]goguer (Finistère). L'U.D.B. [rapp]elle que la Bretagne est [défic]itaire en énergie et que *[l'ut]ilisation d'une gamme de [sour]ces complémentaires d'éner[gie] serait suffisante pour son [décol]lage économique* ».

EMPLOI

Le conseil des ministres ne prendrait aucune mesure d'envergure pour réduire la durée du temps de travail

Le conseil des ministres doit fixer, le mercredi 6 septembre, les grandes lignes de sa politique de lutte contre le chômage. Sauf imprévu, il devrait davantage définir des orientations que prendre des décisions, et, selon toute vraisemblance, aucune mesure de grande envergure ne devrait être adoptée, les projets les plus efficaces avancés par le ministère du travail ayant été repoussés.

Le gouvernement entend, avant de publier des décrets ou déposer des projets de loi, consulter les partenaires sociaux. Deux raisons expliquent cette attitude : aux syndicats comme la C.G.C., qui réclame un sommet sur l'emploi, et la C.G.T., qui demande une « table ronde » entre l'Etat, le patronat et les organisations de salariés, MM. Barre et Boulin veulent donner partiellement satisfaction en soumettant pour avis leurs projets lors d'une série de contacts qui n'auraient pas cependant le caractère d'une consultation générale : pas de conclave social. La deuxième préoccupation du gouvernement est de ne pas gêner les discussions en cours, entre le C.N.P.F. et les confédérations de salariés, sur l'aménagement annuel de la durée du travail. De bonnes raisons qui cachent en fait l'obstination d'un gouvernement libéral qui rejette tout interventionnisme, y compris dans le domaine social. Comme le C.N.P.F., qui n'entend pas parler de réduction des horaires avant d'avoir mis en place un système d'aménagement annuel de la durée du travail, le gouvernement a refusé, en effet, de s'engager sur le chemin d'une importante diminution de la semaine de travail.

Quatre initiatives concrètes seraient annoncées :

● Une révision très partielle des équivalences, système qui implique pour certains salariés d'être présents 45, 50, voire 60 heures, pour un travail effectif et rémunéré d'environ 40 heures. La suppression totale des équivalences n'a pas été retenue dans la mesure où, selon des premiers calculs, elle aggraverait les coûts de certaines entreprises (hôtel, restaurant, batellerie, coiffeur) et provoquerait des hausses de 3 à 14 % sur les prix, sans qu'il y ait un effet certain et important sur les créations d'emplois. Une modification très minime des équivalences consisterait à réduire d'une heure la présence là où elle dépasse 50 heures.

● L'incitation, par des exonérations de charges sociales à la création dans certains ateliers, où le travail posté est imposé, d'une quatrième équipe et demie, ce qui créerait un peu plus de 10 000 emplois au lieu des 35 000 prévus en cas de mise en place d'une cinquième équipe, cette modification étant limitée à certains secteurs en crise.

● La pénalisation des heures supplémentaires tant pour les employeurs que pour les salariés sera sans doute la mesure la plus originale et la plus discutée. Pour les premiers, l'heure supplémentaire, de 41 à 48, coûterait par exemple 30 % de plus au lieu de 25 % ; pour les seconds elle ne rapporterait plus que 20 % au lieu de 25 %, la différence allant « regonfler » la trésorerie exsangue de l'Unédic.

● Enfin, très probablement, la réduction de la durée hebdomadaire maximale (de 52 à 50 heures ?), ce qui aura un effet négligeable sur l'emploi puisque la durée hebdomadaire du travail des ouvriers était en avril dernier de 41,6 h., et que 2,8 % des ouvriers passaient plus de 48 heures dans les usines.

A ce petit train de mesures s'ajouteraient divers « saupoudrages » tels que la création de mille emplois pour les cadres âgés, et des promesses de favoriser le travail à temps partiel, l'emploi des femmes, d'améliorer les travaux qui répugnent aux jeunes et d'accroître le rôle de l'ANPE. Autant de projets qui donneraient lieu une nouvelle fois à la création de commissions chargées d'élaborer les réformes, sans parler de celle confiée à M. Fabre qui porterait sur les emplois régionaux et le travail manuel afin d'attirer les jeunes.

En revanche, le gouvernement aurait rejeté les mesures délicates ou courageuses : la proposition de création d'environ 70 000 emplois dans les secteurs publics ou parapublics — qui consistait en fait à maintenir l'emploi des vacataires — aurait été repoussée ; écartée aussi l'idée de taxer le travail « noir » dans les entreprises qui, si le principe d'une forte amende avait été retenu (le chiffre de 30 000 F a été avancé) aurait pu libérer plusieurs dizaines de milliers d'emplois ; abandonnés les projets de mieux réglementer le travail temporaire, d'abaisser l'âge de la retraite, de faciliter le maintien de l'emploi des cadres âgés et, surtout, l'audacieuse réforme qui consistait à réduire la semaine légale de 40 à 36 heures.

Au ministère du travail, on a un moment imaginé de frapper un grand coup, estimant opportun de jeter aux orties la vieille règle des 40 heures : cette mesure, suffisamment importante, aurait permis de créer des emplois et de prouver que le gouvernement était capable de modifier ce qu'on appelle les structures. Et de rêver que l'année 1978 pour les 36 heures deviendrait aussi célèbre que 1936 pour les 40 heures. Las !

Selon les milieux officieux, la remise dans les tiroirs des ambitieux dossiers de M. Boulin serait due à Matignon qui avance deux arguments : la réduction des horaires ne peut avoir aucun effet positif sur l'emploi, car les employeurs la compenseraient par des efforts de productivité ; le contre-argument des défenseurs de la réduction qui consistait à proposer une forte diminution des horaires et une compensation partielle par un appel à la solidarité de ceux qui on du travail a été écarté, les comportements des salariés et des syndicats n'ayant pas, dit-on, suffisamment évolué pour que soit acceptée une diminution du pouvoir d'achat.

Deuxième raison invoquée par Matignon : la lutte contre le chômage doit être menée à travers des actions de relance ou d'aide économique au niveau des bassins régionaux de main-d'œuvre. On fonde beaucoup d'espoirs sur la mise en place d'un fonds de relais financier pour les entreprises en difficulté. L'argent des contribuables, affirme-t-on, doit servir à des initiatives constructives et non à des mesures défensives. Et c'est à ce titre que le gouvernement aurait refusé un autre projet, celui d'une aide financière au régime d'assurance complémentaire de l'Unédic. L'Etat relèvera comme d'habitude, c'est-à-dire chichement, l'aide publique, mais pas un sou supplémentaire pour l'Unédic.

Au total, le fameux plan sur l'emploi de M. Boulin, sur lequel on avait tant laissé espérer, s'est évanoui au soleil de Matignon. A moins que d'ici mercredi l'esprit de Rambouillet n'ait soufflé d'autres mesures, les projets sociaux du gouvernement n'auront aucun effet sur l'emploi.

JEAN-PIERRE DUMONT.

M. ANDRÉ BERGERON EXPRIME SON SCEPTICISME AVANT LA VISITE DE M. FABRE A L'ELYSÉE

M. André Bergeron, secrétaire général de la centrale Force ouvrière, a exprimé, le samedi 2 septembre, au micro de Sud-Radio, son scepticisme quant à une mission de M. Robert Fabre, député de l'Aveyron, dans le domaine du chômage. M. Robert Fabre devait être reçu ce lundi 4 septembre, à 16 heures, par le président de la République. M. Bergeront ne met pas en doute la compétence de l'ancien président du Mouvement des radicaux de gauche et admet qu' « *il est un homme de bonne volonté* », mais les problèmes de l'emploi, a souligné M. Bergeron, « *relèvent de la responsabilité du gouvernement, du Parlement* » et il existe « *des discussions entre le gouvernement, les patrons et les organisations syndicales* ». En conséquence, M. Bergeron ne voit pas bien « *ce que M. Fabre pourrait proposer, alors que tous les gouvernements du monde se cassent actuellement les dents sur cette affaire.* ».

M. Giscard d'Estaing, qui avait reçu M. Fabre le 4 août, lui avait proposé « *une mission d'étude et de réflexion dans le domaine économique et social* » portant, selon le député de l'Aveyron, sur le chômage. Le 9 août, le bureau national du M.R.G. avait invité M. Fabre à « *ne pas donner suite à son acceptation de cette mission* ».

M. FABRE : il y a du travail pour tout le monde.

Avant d'être reçu à l'Elysée, M. Robert Fabre a déclaré lundi matin à Europe N° 1 : « *Si je ne peux pas apporter de remède miracle, je pense que l'on n'a pas appréhendé ce problème de façon normale. Il ne doit pas y avoir de chômage, il y a du travail pour tout le monde, et il y a un certain nombre de moyens pour donner à tout le monde le travail que chacun souhaite. J'apporterai un certain nombre de propositions, le gouvernement disposera. On verra si le gouvernement, dont la politique n'a pas été miraculeuse dans ce domaine, essaiera des voies nouvelles* », a-t-il conclu.

RÉPARATION NAVALE

A Marseille

Les ouvriers du groupe Terrin ont rejeté définitivement le plan Fournier

Les ouvriers du groupe Terrin ont rejeté, lundi matin 4 septembre, au cours d'une assemblée générale, le plan de M. Gilbert Fournier, président des Ateliers et chantiers du Havre (A.C.H.), qui se propose de racheter en partie cette entreprise de réparation navale. Les ouvriers du groupe Terrin ont bloqué lundi matin jusqu'à 11 heures, les accès du port de Marseille. C'est là le début d'une série d'actions ponctuelles destinées à alerter l'opinion publique sur la situation de la réparation navale.

D'autre part, M. Jean Poperen, secrétaire national du P.S. et député du Rhône, a tenu, lundi matin, une conférence de pesse à La Ciotat. Il a souligné que M. Jean D'Huart, directeur général des Chantiers navals de La Ciotat, également administrateur des A.C.H., avait pris une option d'achat majoritaire sur le groupe Terrin en 1977. « Je qualifie cette coïncidence d'intéressante lorsque l'on sait que les A.C.H. ont pour patron Gilbert Fournier, acheteur potentiel de Terrin. Le monde est petit... Tout me permet de dire que l'Etat est d'accord avec les licenciements qui se dérouleront ici. »

De notre correspondant

Marseille. — L'espérance de survie du groupe Terrin est soumise depuis une semaine au régime de la douche écossaise. Le 31 août, les syndics du règlement judiciaire ont placé les trois mille cent soixante et onze salariés du groupe marseillais de réparation navale devant l'alternative suivante : accepter les conditions du plan Fournier ou être licenciés collectivement (*le Monde* du 31 août).

Le plan de sauvetage mis en place par M. Gilbert Fournier, président des Ateliers et Chantiers du Havre, prévoyait la reprise de mille sept cent cinquante-neuf salariés, une réduction des rémunérations et une nouvelle négociation du statut de la réparation navale marseillaise. Ces propositions ayant été qualifiées d'« inacceptables » par les syndicats qui jugeaient ces conditions non négociables, on s'attendait au pire lorsqu'une réunion de la dernière chance, tenue grâce à la médiation de M. André Tourret, président de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, permettait à M. Fournier et aux syndicats de se mettre d'accord sur le principe d'une discussion des différents points du plan. Les syndics acceptaient alors de reporter à huitaine l'échéance finale, le sursis devant s'achever le jeudi 7 septembre.

L'espoir renaissait, mais il fallait bien vite déchanter. Après deux séances de travail tenues dans l'enceinte du port au cours de la journée du vendredi 1er septembre, la discussion se bloquait bien vite à nouveau, les deux parties campant sur leurs positions. Un premier point de désaccord total concerne les mesures touchant le personnel administratif, d'encadrement, les cadres et assimilés, qui aboutiraient au licenciement de quatre cent quatre-vingts salariés.

Un autre moment de tension extrême s'est produit lorsque, dans l'après-midi de vendredi, fut connu le contenu d'un courrier adressé aux parties le 29 août par l'inspecteur du travail qui précisait : « *Le nouvel acquéreur devra s'acquitter de toutes les obligations afférentes à une réduction éventuelle des effectifs salariés.* » Or, M. Fournier a mis comme conditions au rachat la prise en charge par les Assurances garanties de salaires (A.G.S.) et les syndics de l'ensemble des frais d'indemnités et de licenciement. On devine donc la réaction de ses représentants, qui n'ont pas hésité à parler d'un « *coup de poignard dans le dos* ».

Pour apaiser les esprits, M. Lucien Vochel, préfet de région, dut opposer un démenti formel aux propos de l'inspecteur du travail, précisant que, « *par écrit, le directeur du travail et de l'emploi des Bouches-du-Rhône apportait dès vendredi tous les apaisements légaux aux syndics et administrateurs judiciaires comme aux secrétaires des comités d'entreprise* ». Il s'agissait, selon l'autorité préfectorale, d'« *une interprétation erronée de textes qui ne correspondait pas à l'application que fait le ministère de la législation* ».

Rien ne s'opposait plus, en principe, à ce qu'une discussion reprenne. Ce fut fait samedi matin. Mais la réunion n'a été que de courte durée, les responsables syndicaux s'étant retirés en indiquant que « *M. Fournier ne veut pas négocier* ».

Pour sa part, M. Roger Moncharmon, inspecteur du travail, mis en cause par l'autorité préfectorale, a vivement réagi. Il a fait la déclaration suivante : *communiqué de la préfecture des Bouches-du-Rhône porte atteinte à mon honnêteté professionnelle. Il tend à faire croire à l'opinion publique que j'aurais agi en faveur d'autres intérêts que ceux de la loi que je suis chargé de faire respecter. En réalité, les nombreuses infractions constatées et relevées depuis le mois d'avril à l'encontre des employeurs successifs responsables du groupe Terrin, y compris les administrateurs judiciaires, prouvent que mes interventions ont été justifiées en permanence par la nécessité de faire respecter le code du travail.* »

JEAN CONTRUCCI.

FISCALITÉ

Ce que le Conseil des impôts disait en 1972 des abattements fiscaux

• L'abattement général de 10 % : il pourrait être limité pour les rémunérations exceptionnellement importantes

L'abattement fiscal de 10 % réservé aux salariés pour leurs frais professionnels n'échappait pas complètement aux foudres réformatrices du conseil des impôts, qui écrivait, à son sujet, dans son rapport de 1972 au président de la République, qu'une « *limitation de cette réduction pourrait se justifier en ce qui concerne les rémunérations exceptionnellement importantes. Il conviendrait absolument, d'autre part, d'éviter que les allocations forfaitaires pour frais puissent faire double emploi avec la déduction forfaitaire de 10 %* ». Le conseil ajoutait : « *Ces allocations doivent non seulement être utilisées conformément à leur objet, mais également correspondre à des frais dont le montant n'est pas couvert par la déduction forfaitaire de 10 %.* »

Dans l'ensemble, le conseil des impôts jugeait « normal » le principe d'une déduction forfaitaire pour frais professionnels et « convenable » le taux actuel de 10 %. « *Il est normal,* écrivait-il, *d'autoriser les salariés à pratiquer sur le montant des revenus perçus une déduction pour tenir compte des frais professionnels qu'ils supportent et qui ne sont pas remboursés par leurs employeurs. Le revenu imposable des salariés doit être un revenu net, comme pour les autres catégories de revenus. Le caractère forfaitaire de cette déduction s'explique par le souci de simplifier le travail du contribuable et de lui éviter d'avoir à conserver les pièces justificatives correspondant à ces frais. De plus, le travail de contrôle de l'administration est sensiblement allégé avec un régime forfaitaire.*

» *En tout état de cause, il apparaît qu'un tel système est préférable à la généralisation du système de déduction des frais réels qui entraînerait de multiples discussions avec le service d'assiette, serait d'un contrôle difficile, compte tenu du nombre de contribuables intéressés, et pourrait, de ce fait, être la source de certains abus.* »

En ce qui concerne le taux de 10 % de cette déduction, le conseil écrivait :

« *Il est toujours délicat de fixer un taux forfaitaire uniforme, compte tenu des différences de situation d'un salarié à l'autre. Il importe cependant que le taux appliqué ne soit pas trop bas, sinon le recours au régime de déduction des frais réels sera fréquent. Or, on veut justement éviter cette situation en donnant un caractère forfaitaire au montant de la déduction.*

» *Il convient également de ne pas retenir un taux trop élevé pour ne pas avantager considérablement les salariés qui ne supportent pas un montant de frais important ou se font rembourser l'essentiel de leurs frais par leur employeur. Le taux actuel de 10 %, assorti d'un montant minimum de 1 200 francs, semble fixé à un niveau convenable pour éviter ces deux inconvénients.*

» *Toutefois, on peut se poser la question de savoir si l'application de ce taux de 10 % ne doit pas être limité à un certain montant. Certaines législations étrangères ont adopté un tel régime (Allemagne, Suède). En outre, le régime de l'abattement forfaitaire de 10 % appliqué à l'intégralité des salaires, sans limitation du montant, n'existe en France que depuis 1953. Auparavant, la déduction de 10 % ne pouvait être appliquée qu'à concurrence de 2 millions d'anciens francs. Au-dessus la déduction forfaitaire était ramenée à 5 %.*

» *Il est difficile de savoir pour les revenus élevés si, en moyenne, montant des frais professionnels restant à la charge du contribuable atteint ou non 10 % du montant des salaires. En effet, il faut tenir compte des conditions d'acquisition des revenus et de la possibilité variable de faire supporter par l'employeur les frais de caractère professionnel. On peut admettre toutefois que, dans une certaine mesure, les frais professionnels augmentent avec l'importance des rémunérations et qu'il n'y a pas lieu dès lors de prévoir, pour la grande généralité des salariés, un plafonnement de la déduction actuelle de 10 %.* »

On a vu que le conseil des impôts estimait quand même justifiée une limitation de l'abattement sur les rémunérations très élevées. Une suggestion que M. Barre semble avoir suivie.

• Les réductions supplémentaires : un régime inéquitable, arbitraire, contestable

« *Le régime des déductions supplémentaires devrait disparaître* », écrivait le conseil des impôts dans son rapport de juillet 1972 au président de la République.

On sait qu'en plus de la déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels et de celle de 20 % (dont le jeu combiné ramène déjà à 72 % le montant effectivement imposable des rémunérations des salariés), certaines professions ont droit à des déductions supplémentaires allant de 5 % (ouvriers bottiers de la région parisienne) à 40 % (tisseurs propriétaires de leurs métiers et réalisant des tissus façonnés).

Le cumul de ces trois déductions (10 % pour frais professionnels, déduction spéciale et enfin abattement général de 20 %) aboutit à réduire considérablement dans de nombreux cas le revenu imposable. Ainsi, pour un salarié ayant perçu une rémunération annuelle de 200 000 F (y compris les indemnités pour frais professionnels), le revenu imposable ne sera que de 104 000 F — soit 52 % des rémunérations effectivement perçues — s'il appartient par exemple à une profession bénéficiant d'un abattement supplémentaire de 30 % (1).

Le conseil des impôts justifiait ainsi sa proposition :

• SUR LE PLAN DES PRINCIPES

« *Tout régime de déduction forfaitaire supplémentaire est, dans son principe, contestable. Certes, un tel régime ne constitue pas un avantage pour les personnes qui doivent supporter pour acquérir leur revenu un montant de frais supérieur ou égal au montant de la déduction autorisée, car ces personnes, en optant pour le régime des frais réels, pourraient obtenir un montant de déduction équivalent.*

» *En revanche, les personnes qui ne sont pas en mesure de justifier du montant des frais professionnels à concurrence du montant de la déduction autorisée soit parce que le montant de leurs frais réels est inférieur au montant de la déduction autorisée, soit parce qu'une partie de leurs frais est remboursée par leur employeur, ont un avantage certain à pouvoir bénéficier du régime de déduction forfaitaire. Pour que la déduction forfaitaire supplémentaire ne soit pas inéquitable, il faudrait que les catégories bénéficiaires supportent réellement des frais professionnels supérieurs à la moyenne, d'un montant proportionnel au revenu, que cette proportion soit la même pour tous les membres de la catégorie concernée et que ces frais ne fassent pas l'objet d'un remboursement de l'employeur.*

» *Dans la pratique, de telles conditions ne se trouvent pas réunies. Si l'on considère, par exemple, certaines catégories de bénéficiaires d'un droit à déduction supplémentaire, leurs frais peuvent être très variables selon les conditions d'exercice de leur profession (sédentarité ou grands voyages par exemple).*

• SUR LE PLAN DE LA PRATIQUE

« *L'octroi d'une possibilité de déduction forfaitaire supplémentaire suppose qu'il soit possible de délimiter de façon indiscutable la liste des bénéficiaires. Or l'examen de la liste des déductions supplémentaires accordées montre que la définition des catégories bénéficiaires n'échappe pas à l'arbitraire. De nombreuses déductions ont été accordées sur la base d'un critère géographique : sur soixante-treize cas de déduction publiés dans le code général des impôts, quarante-neuf concernent les salariés exerçant dans une ville, dans un département ou dans une région déterminés alors que l'activité en cause se trouve exercée dans d'autres zones géographiques où il n'existe aucun droit à déduction.*

» *On constate ainsi que les avantages accordés ont un caractère très variable : dans certains cas, ils concernent des catégories professionnelles très larges couvrant l'ensemble du pays ou d'une région ; dans d'autres cas, ils intéressent des activités professionnelles locales ne groupant généralement qu'un effectif plus réduit de salariés. L'impossibilité de délimiter de façon précise et indiscutable le champ d'application de ces déductions entraîne l'extension progressive de ce droit à d'autres catégories de bénéficiaires.*

» *Les taux de déduction accordés ne font jamais l'objet de révision en baisse pour tenir compte de l'évolution des conditions d'exercice de la profession en cause, même lorsque cette évolution s'est traduite par la prise en charge par les entreprises des frais professionnels. Ce régime est considéré peu à peu par les bénéficiaires comme une sorte de droit acquis.*

» *Enfin, les remboursements de frais effectués par les entreprises doivent normalement être intégrés dans le revenu brut avant l'application du droit à déduction. Or, cette règle n'est pas toujours appliquée : l'administration admet dans certains cas que les frais remboursés ne soient pas réintégrés dans la mesure où elle estime que ces frais incombent à l'employeur.*

» *Le système des déductions forfaitaires supplémentaires paraît ainsi contraire à la personnification de l'assiette de l'impôt. Le régime du plafonnement institué à compter de 1970 constitue certes une première mesure pour réduire le caractère inéquitable de ce régime, mais n'est pas suffisant.* »

Le conseil des impôts soul[...] toutefois que la plupart des e[...] sions admises par l'administr[...] remontaient à des dates éloi[...] (la plus ancienne à 1939, les plus récentes à 1967, 1968 et 1[...]

La suppression totale de[...] déductions était vivement re[...] mandée par le conseil qui [...] fiait ainsi cette suggestion :

« *Le régime des déductions [...] faitaires supplémentaires de[...] disparaître. En effet, certain[...] lariés peuvent avoir des frais [...] fessionnels non remboursés [...] rieurs à la moyenne ; il est [...] possible de définir des catég[...] de contribuables qui se trou[...] dans cette situation, sans r[...] d'arbitraire et d'iniquité. Il [...] donc préférable que les intér[...] optent pour le régime de dé[...] tion des frais réels, si les [...] professionnels normaux peu[...] se présumer, les frais profes[...] nels notoirement supérieurs [...] vent être exactement justifié[...]*

» *La suppression progre[...] des déductions supplément[...] pourrait avoir lieu en dimin[...] de dix points par an les dé[...] tions actuelles, selon la mét[...] de l'écrêtement, afin de réd[...] par priorité les déductions [...] les taux sont les plus élevés. [...] tel mécanisme mettrait fin [...] régime actuel dans un déla[...] quatre ans, ce qui laisserait [...] temps d'adaptation suffisant.*

» *Pour certaines profession[...] déduction forfaitaire supplém[...] taire revêt plus un objet éco[...] mique ou social qu'un objet fis[...] C'est ainsi qu'un droit à déd[...] tion supplémentaire de 10 % [...] été reconnu aux ouvriers mine[...] travaillant au fond des mi[...] aux ouvriers scaphandriers a[...] qu'aux ouvriers carriers trav[...] lant de façon habituelle dans [...] galeries ou les chantiers sout[...] rains. C'est moins l'existence [...] frais professionnels notoirem[...] supérieurs à la moyenne qui [...] trouve à l'origine de la déduct[...] que le caractère pénible et [...] risque particulier des empl[...] considérés. Dans ce cas, le Tré[...] est amené à supporter une cha[...] qui revient normalement à l'e[...] ployeur. Il conviendra par con[...] quent de rechercher dans que[...] mesure une compensation pe[...] être trouvée à la suppressi[...] de l'avantage actuel : une rédu[...] tion de l'assiette de l'impôt [...] constitue pas en effet un moy[...] approprié pour accorder de t[...] avantages.* »

« Des pressions ont été exercées »

La direction générale des Impôts estimait en 1972 que 10 % environ des contribuables salariés (soit, à l'époque, un million de contribuables) bénéficiaient de ces déductions supplémentaires. Elle estimait la perte de recettes fiscales qui en résultait pour le Trésor à 600 millions de francs de l'époque, soit un peu plus de 1 milliard de nos francs actuels, ce qui est considérable.

Le conseil des impôts notait au sujet des dix-sept professions qui sont venues allonger — subrepticement — la liste initiale des soixante-treize : « *La procédure suivie pour étendre le champ d'application de ce régime par voie de décisions confidentielles pose un problème de principe. La méthode utilisée conduit à penser que les mesures prises résultent des pressions exercées plus que des démonstrations de frais supplémentaires notoires. De telles décisions ne devraient pas être ainsi prises pratiquement en l'absence de tout contrôle.*

» *En effet, les bénéficiaires de ces mesures n'ont aucune raison de déférer aux juges des décisions qui leur sont favorables. Quant au contribuable, s'il estime que sa situation justifie un droit à déduction supplémentaire et conteste son imposition en se prévalant des avantages accordés à d'autres catégories, le juge administratif lui répondra que l'existence de ces avantages reste sans influence sur al régularité de son imposition et n'est pas de nature à le placer dans une situation moins favorable puisqu'il peut toujours recourir au régime des frais réels.* »

(1) Le calcul est le suivant : rému[...] nération brute du salarié (200 000 [...] moins 10 % pour frais professio[...] nels (20 000F), soit 180 000 F. D[...] cette somme on déduit les 30 [...] « supplémentaires » (soit 54 000 F[...] Comme cette déduction est plafonn[...] par la loi à 50 000 F par an, le nivea[...] imposable est ramené à 130 000 [...] (180 000 moins 50 000). Enfin, su[...] cette somme, le salarié opère l'abat[...] tement général de 20 %, soit 26 000 [...] L'impôt est donc calculé sur u[...] revenu de 104 000 F (52 % des res[...] sources initiales).

Quatre-vingt-dix professions... moins une

Le code général des impôts prévoit que les contribuables appartenant aux catégories de professions qui comportent un pourcentage de frais « notoirement supérieur à 10 % » peuvent bénéficier en plus de la déduction forfaitaire de 10 % d'une déduction supplémentaire pour le calcul de leur revenu imposable. Ces taux avaient été fixés par arrêté ministériel. Voici la liste des soixante-treize professions qui en bénéficiaient initialement :

● 40 %. — Ouvriers à domicile : tisseurs à bras de la soierie lyonnaise ; tisseurs de soie de la région du Sud-Est propriétaires de leur métier (passementiers et guimpiers) ; tissus façonnés.

● 30 %. — Ouvriers à domicile des cotonnades de la région du Sud-Est (tisseurs sur métiers mécaniques fournissant le matériel nécessaire au tissage) ; tricoteurs du Var ; textiles de la région de Vienne (Isère) et de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin) ; tissage de soie de la région du Sud-Est : passementiers et guimpiers non propriétaires de leur métier ; tissus façonnés ; tisseurs propriétaires de leur métier : tissus unis ; personnel navigant de l'aviation marchande ; inspecteurs d'assurances des branches vie, capitalisation et épargne ; journalistes, photographes et directeurs de journaux ; représentants en publicité ; voyageurs, représentants et placiers de commerce ou d'industrie.

● 25 %. — Artistes dramatiques ; ouvriers à domicile des professions suivantes : lapidaires du Jura et de l'Ain ; polisseurs-ponceurs en lunetterie de la région de Morez (Jura) ; ponceurs, mouleurs, entrecoupeurs et rogneurs de peignes et objets en matière plastique d'Oyonnax (Ain) ; textiles de la région de Lavelanet (Ariège) ; tisseurs à domicile de la région de Fourmies-Cambrai et du Cambrésis (ourdisseurs, bobineurs et caneteurs) ; ouvriers à domicile des tissages mécaniques de l'Aisne, du Nord et de la Somme gardant les frais de force motrice à leur charge.

● 20 %. — Artistes musiciens et régisseurs de théâtre ; personnel des casinos et cercles supportant des frais de représentation de veillée et de double résidence ; chauffeurs et receveurs-convoyeurs de cars ; commis d'agent de change et commis du marché en banque de la place de Paris (mais seulement sur leurs émoluments virables) ; modélistes des grandes maisons parisiennes de couture ; fonctionnaires ou agents des assemblées parlementaires ; internes des hôpitaux de Paris ; speakers de la radiodiffusion-télévision française ; ouvriers travaillant à domicile dans les industries suivantes : armureries et livreurs de cadres de bicyclettes du département de la Loire ; brodeurs de la région lyonnaise utilisant des métiers pantographes ; limes de la Loire ; tourneurs, fraiseurs, guillocheurs de matières plastiques de la région de Saint-Lupicin (Jura) ; forgerons de la région de Hautes-Rivières (Ardennes) ; objets en matières plastiques d'Oyonnax (Ain) ; polisseurs et monteurs de pipes de la région de Saint-Claude (Jura) ; rubannerie des départements de la Loire et de la Haute-Loire ; doreurs pour le tissage de la soie de la région du Sud-Est ; tisseurs à bras de gaze à soie à bluter de la région de Panissières (Loire) ; tisseurs non propriétaires de leurs métiers dans le Sud-Est (pour les tissus unis seulement).

● 15 %. — Ouvriers travaillant à domicile dans les industries suivantes : bonneterie, travaux de fabrication effectués à l'aide d'un outillage mécanique dans la région de Ganges (Hérault) ; travaux de fabrication sur métiers des départements de l'Aube et de la Loire ; ouvriers bonnetiers des départements du Rhône, de l'Ain et de l'Isère ; émouleurs, polisseurs et trempeurs de la coutellerie de la région de Thiers (Puy-de-Dôme) ; fabrication d'éponges métalliques du département de l'Ain ; piqueurs de galoches propriétaires de leurs machines dans la région de Laventie (Pas-de-Calais) ; monteurs en charnières et monteurs en verres dans la lunetterie de la région de Morez (Jura) ; forgerons, mouleurs, monteurs et polisseurs employant un outillage mécanique, fabriquant du matériel médico-chirurgical et dentaire et de la coutellerie de la région de Nogent-en-Bassigny (Haute-Marne) ; tourneurs, fraiseurs, presseurs, limeurs-ébarbeurs à la meule, outilleurs de la région de Hautes-Rivières (Ardennes) ; ouvriers chainiers et ferronniers de Saint-Martin-la-Plaine (Loire).

● 12 %. — Personnel supportant des frais de double résidence dans les casinos et les cercles.

● 10 %. — Mannequins des grandes maisons de couture parisiennes ; ouvriers du bâtiment visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier du décret du 17 novembre 1936, à l'exclusion de ceux qui travaillent en usine ou en atelier ; ouvriers forestiers ; ouvriers mineurs travaillant au fond des mines ; ouvriers scaphandriers ; ouvriers à domicile travaillant dans les industries suivantes : brodeurs du département de l'Aisne ; diamantaires de la région de Saint-Claude (Jura) ; piqueurs (non-propriétaires de leurs machines) et monteurs de galoches de la région de Laventie (Pas-de-Calais) ; polisseurs et éclaircisseurs de matières plastiques de la région de Saint-Lupicin (Jura) ; tisseurs sur métiers à bras dans les départements de l'Aisne, du Nord et de la Somme.

● 8 %. — Personnel des casinos et cercles supportant des frais de représentation et veillée.

● 5 %. — Ouvriers d'imprimerie de journaux travaillant la nuit ; ouvriers horlogers (lorsqu'ils sont personnellement propriétaires des outils et petites machines nécessaires à l'exercice de leur métier) ; ouvriers travaillant à domicile dans les spécialités suivantes : travaux de finition de bonneterie effectués à l'aide d'un outillage mécanique dans la région de Ganges (Hérault) ; bonneterie du département de Saône-et-Loire ; cartonnage de la région de Nantua ; confection et couture en gros pour dames, fillettes et enfants ; monteurs, ébarbeurs, petites-mains travaillant les matières plastiques de la région de Saint-Lupicin (Jura) ; ouvriers bottiers de la région parisienne ; éclaircisseuses de pipes de la région de Saint-Claude (Jura).

Les dix-sept supplémentaires

De cette liste impressionnante, une seule déduction a été supprimée : celle de 10 % dont bénéficiaient les membres des cabinets ministériels.

Mais à ces soixante-treize professions (moins une), dont la liste figure à l'article 5 de l'annexe IV du code général des impôts, il faut ajouter, notait en 1972 le Conseil des impôts dans son rapport au président de la République « *un certain nombre de catégories de salariés qui bénéficient également de ce régime par voie de simple décision. Il existe ainsi dix-sept décisions d'extension qui portent à quatre-vingt-dix le nombre des professions bénéficiant en droit ou en fait du régime des déductions supplémentaires* ».

« *En outre,* poursuit le Conseil des impôts, *certaines extensions ont été effectuées par voie d'assimilation. Par exemple, alors que le texte réglementaire ne vise que les pilotes, radios, mécaniciens-navigants, la déduction de 30 % a été étendue aux commissaires de bord, aux hôtesses de l'air et stewarts. De même, la déduction de 20 % prévue au profit des internes des hôpitaux de Paris a été étendue aux internes des hôpitaux de la Seine.* »

Voici la liste de dix-sept professions qui, sans être mentionnées au code général des impôts, bénéficient de déductions supplémentaires :

● 30 % : directeurs départementaux du Crédit foncier (depuis 1939) ; conservateur des hypothèques (depuis 1941) ; chef du service des ventes de voitures automobiles (depuis 1957).

● 20 % : personnel de création d'industrie cinématographique (depuis 1944) ; fonctionnaires de l'administration des finances détachés auprès de la commission des finances de l'Assemblée et du Sénat (depuis 1948) ; agents en fonctions dans les bureaux de poste des assemblées parlementaires (depuis 1953) ; modélistes (depuis 1954) ; fonctionnaires du Conseil économique (depuis 1960) ; représentants à Paris des principaux États africains et malgache et de la principauté de Monaco (agents diplomatiques de nationalité française) (depuis 1962) ; secrétaires des groupes parlementaires (depuis 1967) ; vacataires employés à titre temporaire pour la révision des propriétés bâties (depuis 1971) ; ouvriers travaillant dans les galeries ou chantiers souterrains (depuis 1946).

● 10 % : stagiaires, moniteurs et directeurs des centres de formation professionnelle du bâtiment et des travaux publics (depuis 1949) ; mannequins des maisons de confection et de couture (depuis 1954) ; inspecteurs généraux du tourisme (depuis 1956) ; délégués mineurs (depuis 1968).

● 5 % : ouvriers bijoutiers et joailliers (depuis 1943) ; bibliothécaires des gares et tenanciers de kiosques à journaux de province (depuis 1951).

RAPATRIÉS

FORCLUSION AU 31 DÉCEMBRE POUR LE DÉPOT DES DOSSIERS D'INDEMNISATION

Le délai de dépôt des dossiers de demande d'indemnisation des rapatriés auprès de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM) sera définitivement forclos au 31 décembre 1978, sauf pour les Français musulmans.

Les Français de souche islamique pourront déposer des dossiers jusqu'au 1er avril 1979.

L'ANIFOM fait remarquer que, conformément à la loi du 15 juillet 1970, les délais de dépôt des dossiers de demande d'indemnisation sont expirés depuis le 30 juin 1972 pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc ; le 4 septembre 1974 pour le Vietnam, le Laos et le Cambodge ; et le 17 octobre 1976 pour la Guinée.

Toutefois, l'Agence a accepté de dépôt de dossiers au-delà de ces dates lorsque les spoliations avaient été déclarées à l'ancienne agence de défense des biens et des intérêts des rapatriés ou au service des biens ou intérêts privés du ministère des affaires étrangères, ou même pour tenir compte de situations particulières (état de santé, difficultés matérielles...).

Enfin, l'ANIFOM précise qu[e] « *pour répondre au vœu exprim[é] par le président de la République elle se trouve impérativemen[t] tenue de mener à son terme, au titre de la contribution et du complément 1978, tous les dossiers d'indemnisation qu'elle a en charge avant la fin de 1981* ».

FISCALITÉ

our frais professionnels

Le Conseil des impôts : dix hauts fonctionnaires en quête d'anomalies

Le conseil des impôts, créé en février 1971 par M. Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances, est un organisme indépendant de l'administration dont le rôle est ainsi défini : « Constater et faire connaître la part de l'impôt supporté par chaque catégorie de contribuables et suivre son évolution dans des conditions satisfaisant la parfaite objectivité. »

A l'origine, l'idée de M. Giscard d'Estaing, qui voulait rapprocher les conditions d'imposition des salariés et des non-salariés — jusqu'à les confondre à terme, — était de savoir si la fraude fiscale reculait chez les non-salariés. Le ministre avait en effet assuré que les conditions d'imposition ne seraient harmonisées que dans la mesure où des progrès seraient réalisés dans la connaissance réelle des revenus non salariaux.

S'il n'est pas évident que la fraude ait reculé chez les non-salariés, l'harmonisation des conditions d'imposition s'est, elle, poursuivie, même si les régimes fiscaux ne sont pas encore confondus, comme l'avait promis aux commerçants — avec une certaine légèreté — la loi Royer de décembre 1973.

Le conseil des impôts comprend dix membres appartenant au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes, à la Cour de cassation, à l'inspection générale des finances. Ces membres sont nommés par les corps eux-mêmes (Conseil d'Etat, Cour de cassation, Cour des comptes) ou par le ministre du budget (à l'époque, par le ministre de l'économie et des finances) pour les inspecteurs généraux (1). M. Lucien Paye avait présidé jusqu'à sa mort, en avril 1972, le conseil des impôts. M. Désiré Arnaud, qui lui avait succédé, a été remplacé, en mars 1978, par M. Bernard Beck, devenu premier président de la Cour des comptes.

Le premier rapport du conseil (dont sont extraits les jugements et recommandations que nous publions dans cet ensemble de papiers sur les abattements fiscaux concernant les abattements fiscaux réservés aux salariés) avait été élaboré et rédigé sous la présidence de M. Olaf Lecarpentier, conseiller d'Etat. Ce rapport avait été adopté, le 26 juillet 1972, par le conseil des impôts, comprenant MM. Désiré Arnaud, premier président à la Cour des comptes, Gabriel Ardant, inspecteur général des finances, décédé depuis, Jacques Aubert, conseiller d'Etat, Pierre Grandval, inspecteur général des finances, Patrice Henry, conseiller-maître à la Cour des comptes, Olaf Lecarpentier, conseiller d'Etat, Robert Lhez, conseiller à la Cour de cassation, Raymond Mathey, conseiller-maître à la Cour des comptes, Jean Noël, conseiller à la Cour de cassation. MM. Pierre Viot (Cour des comptes) et Philippe Auberger (inspecteur des finances et rapporteur général) étaient également présents lorsque fut adopté le rapport. En outre, onze spécialistes avaient effectué les études préalables à ce texte.

Depuis son rapport de 1972, le conseil des impôts a publié deux autres études : l'une en 1974, sur l'évolution de la fiscalité des particuliers ; l'autre en 1977, sur la fiscalité des entreprises.

(1) Créé par le décret du 22 février 1971, le conseil des impôts a été modifié par les décrets du 8 février 1973 et du 25 novembre 1977. Les rapports sont remis au président de la République et publiés.

préparation du projet de loi de finances

(Suite de la première page.)

Peut-on faire comme s'il n'y ...t pas, parmi les professions ...rales et commerciales, des ...tribuables très fortunés, ou... ...eusement favorisés par la ...slation fiscale ou ses la...es ? » demandent les salariés. ...Il est vrai que toute action ...ant à réduire les inégalités ...re salariés va dans le sens de ...justice sociale, il est non moins ...ct de dire avec les experts les ...s impartiaux qui se sont pen...s sur le problème que tous ... revenus élevés doivent être ...cernés, professions libérales et ...nmerciales comprises. On ...rait mal comment justifier ... fait qu'un commerçant aisé ... soit pas mis à contribution au ...me titre qu'un haut salarié.

...ette question étant posée — ...alimentera bien des contro...es et probablement aussi quel... débat au Parlement, — la ...tique fiscale de M. Barre est ...eplacer dans le cadre de son ...ion d'ensemble. Le premier ...nistre est convaincu que la ...ance ne peut actuellement aller ...us loin dans le domaine des ...vantages sociaux. Il est donc résolument hostile à tout ce qui pourrait alourdir les coûts de revient, dont à la retraite générale anticipée, à la réduction de la durée de travail, à la cinquième semaine de congés payés, etc. « *Nous sommes sur-développés et très en avance pour les avantages sociaux, mais plutôt sous-développés et en retard pour le développement industriel* », aime-t-il dire.

Mais autant le premier ministre est défavorable à une extension des avantages sociaux, autant il est partisan d'une réduction des inégalités et des avantages indus. C'est la raison pour laquelle il a imposé des mesures fiscales qui, dans leur application, ne le rendront pas populaire auprès des contribuables les plus fortunés. Ce faisant, le premier ministre se contente de mettre en œuvre — comme on le verra ci-contre — quelques-unes des recommandations déjà anciennes (elles remontent à 1972) du Conseil des impôts. Des recommandations que ses prédécesseurs ne s'étaient pas empressés de faire appliquer.

ALAIN VERNHOLES.

● *Le porte-parole de la centrale syndicale amériacaine, l'A.F.L.-C.I.O.,* M. Andrew Biemiller, vient de demander à la commission des finances du Sénat une réduction d'impôt de 21 milliards de dollars, supérieure à celle de 16 milliards votée par la Chambre des représentants (voir *le Monde* du ... août). M. Biemiller a demandé ... outre que les principaux bénéficiaires de ces réductions soient ... personnes gagnant moins de ...00 dollars par an alors que, ...n lui, le projet de la Chambre ...ntage les revenus les plus ...és. Les délégués du patronat ...ricain s'étaient, eux aussi, ...noncés pour des réductions ...ssant largement celles de la ...mbre. Ils ont surtout demandé ... traitement fiscal plus favo... aux bénéfices des entre...s, afin de stimuler les inves...nents. Le président de la ...ission, M. Russell Long, a ... indiqué à plusieurs reprises ...tait favorable à une réduc... de l'ordre de 20 milliards de ...

MONNAIES

BAISSE DU DOLLAR HAUSSE DE L'OR

La semaine a mal commencé pour le dollar, qui a fléchi sur tous les plans, excepté à Tokyo, où il s'est maintenu aux environs de 191 yens. A Francfort, en revanche, le cours de la monnaie américaine est revenu de 1,9850 DM à 1,9650 DM, tandis qu'à Zurich il retombait en dessous de 1,60 FS, s'établissant à 1,5875 FS environ.

A Paris, le dollar valait un peu plus de 4,30 F contre 4,3450 F vendredi. Cette baisse, qui fait suite à celle observée à New-York vendredi en fin d'après-midi, est imputée à la passivité des autorités américaines face à la dégradation de leur monnaie. Assez logiquement, le cours de l'once d'or s'est orienté à la hausse, passant de 208 dollars l'once à 212,50 dollars, à moins de 4 dollars de son maximum, atteint en août 1978.

AFFAIRES

Une réussite française dans la chimie

Comment vivre dans l'ombre des « grands »

Quand tout un secteur industriel, la chimie pour ne pas la nommer, est en proie aux tourments de la crise, une entreprise de dimension modeste peut-elle vivre confortablement à l'ombre des « majors » ? Cet exploit, la Compagnie française de produits industriels (C.F.P.I.) l'a réalisé.

Avec un chiffre d'affaires qui cette année avoisinera 300 millions de francs, un personnel de sept cent quatre-vingts employés, cette P.M.E. n'arrive pas à la cheville de ses grands rivaux, dont les montants de ventes se chiffrent par milliards — souvent dizaines de milliards — de francs, de deutschemarks, de florins, de livres ou de lires, et dont les effectifs atteignent ou dépassent plusieurs dizaines de milliers de personnes. Mais elle les surclasse dès lors que l'on parle performances.

Le 31 décembre prochain, à l'issue des dix années écoulées, son chiffre d'affaires aura été multiplié par 5 par rapport au début de la décennie et le montant de ses exportations presque par 10. Aucun « grand » de la chimie européenne ne peut aligner de tels résultats, encore moins se vanter d'avoir, comme elle, accru ses ventes de 20 % en 1977, ni même prétendre faire encore aussi bien durant le présent exercice. D'où cet artisan de la chimie, cinquantenaire cette année, qui affirme n'avoir pas de problèmes sociaux ou économiques graves, tire-t-il sa force ?

Sur mesure

La recette est simple. Elle consiste à faire de la chimie sur mesure et à fabriquer ce que les « grands » ne peuvent produire en petites quantités, sauf à abandonner le souci du profit. « *Autant de clients, autant de problèmes différents ; autant de solutions, autant de spécialités C.F.P.I.* », affirme M. Claude Hess, le directeur général, qui ajoute : « *L'entreprise cherche à vendre des résultats et pas seulement des produits. Ce souci d'adéquation constant au marché explique la croissance horizontale, le développement en rateau de la C.F.P.I.* »

La société s'est, de fait, engouffrée dans tous les « créneaux » laissés libres ou en partie inoccupés par ses concurrents. Tant et si bien qu'elle occupe aujourd'hui une place de leader dans bien des domaines. La C.F.P.I. est ainsi devenue une des premières sociétés au monde à fabriquer des antimottants pour engrais, mais aussi le « numéro un » en France pour le traitement des surfaces métalliques, la fabrication de produits pour la cryogénie, de désherbants pour les cultures céréalières, la vigne, les vergers et les zones non cultivées, de désinfectants, enfin, pour l'industrie alimentaire. Au total, 3 500 tonnes de produits divers sortent chaque mois de ses trois usines, dont 20 % sont exportés, l'objectif étant de parvenir à 30-35 %.

Sa seconde force, la C.F.P.I. la puise dans une gestion rigoureuse. L'endettement est, en particulier, surveillé avec soin et ne doit jamais — c'est une règle d'or — dépasser 30 % des fonds propres. Tout le problème pour la C.F.P.I. va être maintenant de ne pas trop grandir. Mais il est difficile d'empêcher de croître une entreprise prospère que la chimie fine tente de plus en plus. La technique utilisée par elle consiste à « filialiser » au maximum — et avec le minimum de capitaux — les activités nouvelles. Cela suffira-t-il ?

La recherche, sur laquelle la C.F.P.I. fonde son avenir, coûte cher (5 % du chiffre d'affaires) et risque un jour d'absorber entièrement les profits assez maigres de l'entreprise, dont la marge brute atteint tout juste 10 millions de francs. Actionnaire majoritaire avec 50 % du capital (25 % sont détenus par les collaborateurs de la société), la famille Hess sera peut-être contrainte, le moment venu, de frapper à la porte du géant Union Carbide, propriétaire des 25 % restants et présentement « partenaire dormant », pour lui demander les moyens de son développement.

ANDRÉ DESSOT.

● *La société Cibié (groupe S.E.V.) vient de signer avec le constructeur automobile japonais Honda* un accord portant sur la livraison annuelle de 200 000 phares à iodes destinés à équiper les voitures de la marque vendues en Europe.

C'est le troisième contrat de ce type conclu par Cibié au Japon. Avec les commandes de Mazda et de Toyota, reçues à la fin de 1977, la société exportera désormais chaque année 475 000 phares vers le pays du Soleil Levant.

● *M. Charles Haby,* député (R.P.R.) du Haut-Rhin, a lancé un « *appel solennel* » à M. Antoine Willot, afin que soit trouvée une solution permettant d'éviter le licenciement des cent soixante-dix-sept employés d'une usine appartenant au groupe Agache-Willot, les Filatures et tissages de Soultzmatt. Les représentants des salariés de F.T.S. demandent de leur côté « *l'arrêt de la procédure de licenciement* », et ne comprennent pas « *pourquoi Antoine Willot veut se défaire de F.T.S., sous prétexte que l'industrie textile est en crise, alors qu'au même moment son groupe rachète Boussac, dont la situation est tout aussi précaire* ».

Agriculture

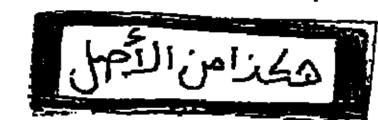
● *Deux manifestatitions d'agriculteurs* se sont déroulées le dimanche 3 septembre dans la Sarthe et dans le Rhône pour protester contre des expulsions de paysans. A Pezé-le-Robert (Sarthe), un millier d'agriculteurs avaient été réunis par le Comité de liaison contre les expulsions dans l'Ouest, dans la ferme d'une famille menacée d'expulsion au terme de son bail. A Yzeron (Rhône), plusieurs centaines de paysans étaient venus soutenir un fermier, M. Alain Lhopital, menacé lui aussi d'expulsion.

ÉNERGIE

LES RÉSERVES MEXICAINES DE PÉTROLE SERAIENT LES PLUS IMPORTANTES DU MONDE

Mexico. — S'adressant au Parlement mexicain (voir par ailleurs p. 4), le président Jose Lopez Portillo a affirmé que les réserves potentielles de pétrole et de gaz contenues dans le sol du Mexique atteignaient 200 milliards de barils (près de 30 milliards de tonnes), dépassant ainsi celles de l'Arabie Saoudite.

M. Lopez Portillo a précisé que les réserves « prouvées » s'élevaient à 26 milliards de barils, les réserves « probables » à 37 milliards, et les réserves « potentielles » à six fois ce dernier montant. Selon les milieux politiques mexicains, les évaluations de la PEMEX, le monopole d'Etat chargé de l'extraction du pétrole, sont trop prudentes : l'année dernière, elles portaient sur 17 milliards de barils de réserves prouvées, alors que les experts étrangers les portaient déjà à 100 milliards.



ÉTRANGER

EN ITALIE

La feuille d'impôt de M. Agnelli président du groupe Fiat est publiée par plusieurs journaux

De notre correspondant

Rome. — M. Giovanni Agnelli, président du groupe Fiat, n'est-il pas l'homme le plus riche de son pays, comme on le pensait généralement ? L'Italie se pose la question après la publication, par divers journaux, de sa déclaration de revenus pour l'année 1975, publication qui a amené M. Agnelli à s'expliquer lui-même dans un communiqué.

La publication de la feuille d'impôt du président de Fiat par plusieurs journaux italiens, dont *la Stampa*, qui appartient au groupe Agnelli, est légale. En Italie, le montant des impôts acquittés par les contribuables est même affiché dans les perceptions. Cette coutume a attiré, cette année, l'attention sur une « fortune moyenne » de Turin — la 144e de la ville, à en croire la déclaration, — celle de M. Giovanni Agnelli. Aussitôt, la nouvelle a été reprise à la une de *l'Unita*, le quotidien du parti communiste, annonçant : *« Giovanni Agnelli n'a déclaré en 1975 que 43,3 millions de lires de revenus (226 000 F environ), ce qui fait qu'il n'a payé que 10 à 12 millions d'impôts (60 000 F environ) »*. Une somme qui paraît dérisoire quand on connaît la puissance industrielle qu'incarne M. Agnelli à la tête de son « empire », qui emploie 200 000 personnes.

L'Unita pouvait ironiser : *« Agnelli gagne moins que son employé, le directeur du secteur auto de Fiat, moins que le footballeur Anastasi. »*

Le journal ne pouvait cependant que constater : *« On ne peut même pas crier au scandale, car Agnelli est un tricheur légal. C'est la loi fiscale qui lui donne la possibilité de telles évasions financières. »*

C'est d'ailleurs cet argument qu'avance l'industriel de Turin dans sa réponse à la presse : la réforme fiscale de 1974 autorise de telles déductions sur les dividendes d'actions. De plus, M. Agnelli précise dans un communiqué qu'il a, en fait, payé en 1975 quelque 235 millions de lires à son percepteur (1,2 million de francs) et 465 millions l'an passé (2,4 millions de francs) pour un revenu déclaré de 1,078 milliard de lires (soit 5,2 millions de francs), ce qui paraît encore peu aux Italiens, expliquant que les impôts sur les actions sont directement prélevés à la source.

A la perception de Turin, on explique qu'en 1974 (année de la réforme fiscale), les rentrées ont été multipliées par quatre. Mais on reconnaît : *« Cela est dû à une imposition plus rigoureuse sur les salariés. Les non-salariés conservent d'énormes possibilités légales d'évasion fiscale. »* Il n'y a donc pas de « scandale Agnelli », mais plutôt un scandale fiscal.

Les malheurs dans ce domaine de l'ex-président de la République, M. Giovanni Leone, ou l'inculpation du producteur Carlo Ponti et de sa femme Sophia Loren ne sont, semble-t-il, que la pointe de l'iceberg. Le ministère des finances donne des chiffres à ce sujet : 97 % des non-salariés italiens fraudent le fisc, pour un total de 52 milliards de francs environ, selon ses estimations. Un exemple saisissant : celui des hôteliers. D'après les rentrées de T.V.A., les hôteliers de la péninsule n'auraient, en moyenne, que trois clients par jour ! De quoi détruire le mythe d'une Italie pays du tourisme. Le gouvernement a décidé de lutter en priorité contre l'évasion fiscale, qui apparaît un peu comme un sport national. Une première mesure a été prise en 1977 pour tenter d'instituer un système plus efficace : chaque Italien a été doté d'un numéro de code fiscal désormais indispensable pour toute démarche administrative, y compris pour l'obtention d'une carte grise automobile. Mais avant que le système soit véritablement opérationnel, il faudra attendre plusieurs années, car les finances manquent de personnel. A Rome, la vérification comptable des déclarations des personnes morales (trente-quatre mille sociétés) ne repose que sur quatre fonctionnaires. Résultat : les chèques adressés au percepteur par certaines entreprises ne sont jamais décachetées, faute d'employés. Ainsi, en Italie, que l'on fasse preuve d'un grand civisme, ou que l'on ne bénéficie pas, contrairement à M. Agnelli, d'une législation avantageuse, il faut beaucoup de bonne volonté pour payer ses impôts.

(Intérim.)

THAILANDE

● *Toutes les compagnies étrangères bénéficiant de concessions minières en Thaïlande* devront se faire enregistrer en tant que sociétés thaïlandaises, a décidé récemment le gouvernement thaï. La part du capital étranger ne pourra y excéder 40 %. Cette nouvelle réglementation touche une dizaine de sociétés, en particulier britanniques et malaisiennes. — *(UPI.)*

U.R.S.S.

● *Le déficit commercial de l'Union soviétique* avec l'Occident, qui avait fortement diminué en 1977, a recommencé à croître cette année, indiquent des statistiques de Moscou. Il s'établit à 2 milliards de roubles (2,9 milliards de dollars) pour le premier semestre, contre 1,4 durant la même période l'an dernier. Les importations d'Occident ont atteint 5,9 milliards de roubles et les exportations 3,9 milliards.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U. ...	4,3090	4,3210	— 95	— 55	— 140	— 95	— 335	— 255
$ can.	3,7485	3,7525	— 95	— 45	— 135	— 85	— 330	— 245
Yen (100).	2,2580	2,2675	+ 65	+100,05	+ 140	+190	+ 490	+ 570
D.M.	2,1850	2,1940	+ 50	+ 60	+ 120	+ 160	+ 420	+ 480
Florin ...	1,9970	2,0055	+ 10	+ 40	+ 45	+ 80	+ 135	+ 190
F.B. (100)	13,8620	13,9140	—275	— 20	— 290	— 15	— 520	— 130
F.S.	2,6910	2,7080	+120	+155	+ 290	+ 335	+ 895	+ 975
L. (1 000).	5,1927	5,2142	—325	—240	— 630	— 490	— 770	—1440
£	8,3990	8,4290	—335	—240	— 640	— 530	—1710	—1540

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	3 1/4	3 5/8	3 1/4	3 5/8	3 1/4	3 5/8	3 1/2	3 7/8
$ E.-U. ...	8 3/8	8 3/4	9 3/16	9 9/16	8 11/16	9 1/16	9 1/16	9 7/16
Florin ...	5 1/4	5 3/4	4 5/8	5 3/8	5 1/8	5 5/8	5 7/8	6 3/8
F.B. (100)	4 3/4	6 1/4	7 1/4	8 1/4	7 1/4	8 1/4	8	8 3/4
F.S.	1/4	3/4	3/8	3/4	1/2	7/8	1 1/16	1 7/16
L. (1 000).	8 3/4	12 1/4	13 1/8	14	12 1/4	14 1/8	13 1/2	14 1/2
£	9 3/4	11 1/4	11	11 3/4	11 3/16	11 15/16	13 3/4	12 1/2
Fr. franç..	6 7/8	7 3/8	7 15/16	8 3/8	8 11/16	9 1/8	9 1/4	9 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

En Indonésie

LA COMPAGNIE AÉRIENNE GARUDA VICTIME D'UN MAUVAIS CLIMAT FINANCIER

L'*Asian Wall Street Journal* de Hongkong annonce que la banque américaine Wells Fargo s'est retirée d'un consortium constitué pour accorder un crédit de 11,5 millions de dollars à la compagnie aérienne indonésienne Garuda, qui doit prochainement acquérir sept Douglas DC-9 et deux DC-10. Cette décision peut paraître étonnante dans la mesure où Garuda a une réputation de saine gestion. L'exercice 1976 montre un bénéfice net de 26,7 millions de dollars.

La décision de Wells Fargo s'explique probablement par l'endettement croissant de l'Indonésie et par les tentatives récentes de la compagnie pétrolière nationale Pertamina d'obtenir des prêts sans garanties aux Etats-Unis. Il y a trois ans la situation financière de Pertamina était catastrophique et la compagnie nationale fut sauvée de justesse par la Banque d'Indonésie. Cela a créé un climat d'inquiétude dans les milieux financiers internationaux, inquiétude qui se ravive dès que Pertamina prend de nouvelles initiatives.

Pour sa part, la Chase Manhattan, l'une des principales banques du consortium, considère que le dossier Garuda est « acceptable » et poursuivra les opérations en cours avec seize autres banques.

ETATS-UNIS

● *La Deutsche Bank pourrait acheter le World Trade Center de New-York.* — Des pourparlers sont en cours, a précisé un porte-parole de la banque allemande, qui pourrait s'associer dans cette affaire avec trois établissements bancaires d'outre-Rhin : la Commerzbank, la Bayerische Hypothekenbank et l'Effektenbank. Construites il y a huit ans les deux tours du World Trade Center abritent des bureaux.

● *Canada : résidus radioactifs sous les autoroutes.* — Près de 800 000 tonnes de matériaux radioactifs provenant d'une mine de colombium ont été utilisés pour construire des remblais autoroutiers dans la banlieue ouest de Montréal a révélé, le ouest de Montréal, a révélé, le bécois *la Presse*. La radioactivité de ces résidus miniers dépasseraient 90 fois les normes acceptables. Selon les services québécois de protection de l'environnement, ces matériaux contiennent effectivement des substances radioactives, mais à un niveau trop faible pour être dangereux. — *(A.F.P.)*

● *La productivité américaine* a augmenté à un rythme annuel de 4,1 % durant le second trimestre, alors qu'elle avait diminué de 2,6 % au premier. Cette amélioration traduit le rythme soutenu de l'expansion économique pendant la période d'avril à juin, après les résultats décevants des premiers mois de 1978. La production en prix courants a augmenté à un taux annuel de 14,5 %, tandis que le nombre des heures de travail effectuées a progressé de 10,1 % — *(A.F.P.)*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉT[ÉS]

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Dans sa lettre aux actionnaires, le président Jean-Maxime Leveque déclare notamment que, pour le premier semestre 1978, le solde des recettes et des charges d'intérêts, complété du produit des commissions de services, a progressé de 9,2 % par rapport au premier semestre de 1977, tandis que les frais généraux se sont accrus de 14,7 %, augmentation due principalement à l'accroissement des effectifs, à la hausse des salaires et des tarifs postaux.

De ce fait et compte tenu des plus-values sur cession de titres, le bénéfice brut d'exploitation de la banque, avant amortissements, provisions et impôts, s'élève au 30 juin 1978 à 124,5 millions au lieu de 129 millions pour le premier semestre 1977.

Le bénéfice net prévisible s'annonçant légèrement inférieur à celui de l'année dernière, le montant du dividende restera, dans ces conditions, inchangé.

Ces résultats et ces prévisions s'entendent, après constitution des visions pour risques, faites comme toujours avec prudence.

CREDIT LYONNAIS
EUROPARTENAIRES :
Banco di Roma
Banco Hispano Americano
Commerzbank

SITUATION AU 1er AOUT 1978

La situation au 1er Août 1978 s'établit à 210 846 millions contre 208 757 millions au 30 juin 1978. Au passif, les comptes d'Instituts d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 9 343 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers à 44 902 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 112 214 millions de francs. A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 52 983 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 98 762 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 14 033 millions de francs.

CHRYSLER FRANCE S.A.

Avis aux actionnaires

Les actionnaires qui détiendraient encore leurs titres sous la forme au porteur sont invités à se mettre en rapport, sans délai, avec la Banque Rothschild, 21, rue Laffitte, Paris-9e, tél. 233-44-30 (postes 3443 ou 3154) qui assure le service des titres.

Cessation d'activité du CABINET JEAN MOREAU
3, rue du Louvre, 75001 PARIS

La Société générale, succursale « J », 16, rue du Pont-[...] 75001 Paris, informe le public que la garantie financière acc[ordée] au cabinet Jean Moreau, 3, rue du Louvre, 75001 Paris, dep[uis le] 4 janvier 1977, concernant l'activité de conseil juridique, a pri[s fin] par suite de cessation d'activité.

En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titr[e par] la Société générale cesse à l'expiration d'un délai de trois [jours] francs à dater de la présente publication.

Conformément aux dispositions en vigueur (décrets du 13 [juil]let 1972), cette garantie s'applique à toutes créances ayant pris [nais]sance pendant la période de garantie et restent couvertes p[ar la] banque à condition d'être produites par le créancier dans les [trois] mois de la présente publication.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL DE LA SOCIÉTÉ ZAPI-EST
DEUXIÈME RECTIFICATIF

La date limite de dépôt des offres est reportée du 25 août au **13 octobre 1978.** L'ouverture des plis se fera à Yaoundé à partir du 16 octobre 1978.

Publicité

RÉPUBLIQUE DU NIGER
MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Ministère des Postes et Télécommunications du Ni[ger] lance un appel d'offres international pour la fourniture [des] matériels suivants avec financement par l'Association In[ter]nationale de Développement (AID) :

— *Câbles et matériels annexes ;*
— *Matériels de génie civil ;*
— *Poteaux métalliques ;*
— *Appareils téléphoniques d'abonnés.*

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés :

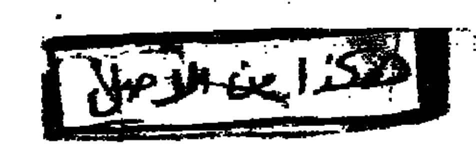
— Auprès de l'Office des Postes et Télécommunicati[ons] Niamey, République du Niger,

ou

— Auprès de l'Union Internationale des Télécommunicatio[ns] place des Nations, CH-1211 Genève 20,
agissant pour le compte du Gouvernement du Niger.

La clôture des offres est prévue pour le **VENDREDI 1er D[É]CEMBRE 1978 à 17 heures.**

(Note : le 15 novembre, date de clôture indiquée da[ns] l'annonce du 22 août 1978, est modifiée par la présente.)



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Forte activité en août à la Bourse de Paris

La Bourse de Paris a été très active en août, presque autant que les mois précédents, avec un volume de transactions de 5,8 milliards de francs contre 5,9 milliards en juillet et 6,2 milliards en juin. Par rapport aux années antérieures, c'est presque une performance, la moyenne des quatre années précédentes ayant été de 2,9 milliards. D'une année à l'autre, l'accroissement du volume global est de 100 % environ.

Pour les huit premiers mois de 1978, les échanges totalisent 49,5 milliards contre 29,1 milliards à fin août 1977, dont à terme, 19,6 milliards contre 8,8 milliards et, au comptant, 29,9 milliards contre 20,3 milliards. Les valeurs à revenu variable entrent dans le total pour 27,5 milliards contre 13,3 milliards, et les fixes pour 22 milliards contre 15,8 milliards.

ÉTATS-UNIS

Ralentissement des investissements à l'étranger

(Agefi). — Les avoirs étrangers aux États-Unis ont augmenté, en 1977, plus vite que les actifs américains à l'étranger, provoquant la première baisse en cinq ans de la position nette d'investisseur international des États-Unis.

Selon les statistiques publiées par le département du commerce, il apparaît en effet que le montant total des avoirs américains à l'étranger n'a augmenté que de 10,1 % à 381,3 milliards de dollars (+ 34,9 milliards) en 1977, alors que les actifs détenus aux États-Unis par les étrangers se sont accrus de 17,1 % pour atteindre 311,26 milliards de dollars (+ 45,6 milliards). La position nette des États-Unis, qui avait augmenté de 6,84 milliards de dollars en 1976, a ainsi diminué de 10,7 milliards pour s'établir à 70,04 milliards de dollars. Cette contraction résulte avant tout des achats de dollars effectués par les banques centrales étrangères pour soutenir la monnaie américaine sur les marchés des changes. Le département du commerce souligne, en outre, que la diminution des avoirs à l'étranger est due à la contraction des crédits octroyés à l'extérieur par les établissements bancaires américains.

LONDRES

Repli

Les incertitudes politiques et économiques continuent de peser lundi sur le marché et l'indice des industrielles perd 2,9 points à 495,1. Irrégularité des pétroles. Les fonds d'État s'effritent par endroits. Forte hausse, en revanche, des mines d'or, en liaison avec la montée du prix du métal précieux.

Or (ouverture) (dollars) 212 50 contre 208 ..

VALEURS	CLOTURE 1 9	COURS 4 9
Beecham	704 ...	700 ...
British Petroleum	878 ...	878 ...
Courtaulds	114 ...	113 ...
De Beers	432 ...	439 ...
Imperial Chemical	394 ...	388 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	232 ...	232 ...
Shell	582 ...	565 ...
Vickers	196 ...	196 ...
War Loan 3 1/2 %	31 3 8	31 1 4
*West Driefontein	34 ...	35
*Western Holdings	29 ...	29 1/2

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

C.C.F. — Le président, M. J.-M. Lévêque, prévoit que le bénéfice net de l'établissement, pour l'exercice 1978 en entier, sera légèrement inférieur à celui de 1977, et que le dividende, de ce fait, ne sera pas modifié (12 F global). Cette baisse des résultats est, selon M. Lévêque, en grande partie imputable à Isorel (groupe Nobel Bozel), société dont le redressement s'est révélé plus laborieux que prévu et pour laquelle il a fallu constituer une provision pour risques. L'autre facteur qui affectera ce résultat est la contribution exceptionnelle instaurée pour 1978 par la loi de finances du 30 décembre 1977.

Pour le premier semestre, le solde des recettes et des charges d'intérêt, complété du produit des commissions de services, a progressé de 9,2 %. Le bénéfice brut d'exploitation de la banque (avant amortissements, provisions et impôts) s'élève à 124,5 millions de francs contre 129 millions au 30 juin 1977.

DE BEERS. — Une nouvelle mine de diamants, dont la mise en route a coûté 30 millions de dollars, vient d'être inaugurée par M. Oppenheimer, président du groupe. Située sur la côte ouest d'Afrique du Sud, cette mine devrait produire quelque 500 000 carats par an.

B. A. L. O.

Le numéro du 4 septembre publie notamment les insertions suivantes :

Crédit foncier de France. — Émission au pair d'un emprunt de 1,5 milliard de francs divisé en 1 500 000 obligations foncières de 1 000 F rapportant un intérêt annuel de 10,40 %. Ces titres seront amortis en quinze ans.

Saint-Gobain - Pont-à-Mousson. — Augmentation de capital de 2 milliards 970 000 000 de francs à 3 milliards 465 000 000 de francs par émission à 120 F de 4 950 000 actions nouvelles de 100 F, jouissance du 1er janvier 1978.

Droit de souscription : à titre irréductible à raison d'une pour six du lundi 11 septembre au vendredi 13 octobre 1978 inclus.

Société de développement régional du Languedoc-Roussillon « Sodler ». — Émission au pair de 42 250 actions nouvelles de 100 F, jouissance du 1er juillet 1978 (Bourse de Marseille). Le capital se trouvera ainsi porté de 12 675 000 F à 16 900 000 F.

Unirente. — Insertion effectuée préalablement à l'offre au public des actions de cette Sicav.

Assurances du groupe de Paris « A.G.P.-Vie ». — Attribution gratuite de 61 240 actions nouvelles de 350 F chacune (1 pour 5), jouissance du 1er janvier 1978.

Prétabail - Sicomi. — Cotation éventuelle en Bourse de 357 142 actions créées en rémunération des apports d'Omnibail.

S.A. de télécommunications. — Attribution gratuite de 103 580 actions nouvelles de 100 F (1 pour 8), jouissance du 1er janvier 1978.

Le capital est ainsi porté de 82 864 700 F à 93 222 700 F.

Nabisco Inc. — Insertion faite en vue de l'admission à la Bourse de Paris des 18 712 564 actions ordinaires supplémentaires et du changement de la valeur nominale de 5 dollars à 2,50 dollars.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 30 déc. 1977.)

	31 août	1er sept.
Valeurs françaises	145	144,9
Valeurs étrangères	105,6	106,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	82,8	82,9

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	1 9	4 9
1 dollar (en yens)	191 30	190 70

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 1/4 %

BOURSE DE PARIS - 1er Septembre - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]											

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]											

HORS COTE

[illegible]		

SICAV

	Émission frais inclus	Rachat net
[illegible]		

*Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
[illegible]					

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPÉRATIONS FERMES SEULEMENT

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1 9	COURS DES BILLETS échangé de gré à gré entre banques
États-Unis ($ 1)	4 353	4 350	4 36
Allemagne (100 DM)	219 158	219 ...	219
Belgique (100 F)	13 907	13 907	13 475
Pays-Bas (100 fl.)	202	201 780	201 50
Danemark (100 krd)	79 35	79 060	79
Suède (100 krs)	98 170	98 110	98 25
Norvège (100 k.)	82 200	82 950	82 50
Grande-Bretagne (£ 1)	8 400	8 455	8 50
Italie (1 000 lires)	5 220	5 215	5 25
Suisse (100 fr.)	285 600	287 75	285 50
Autriche (100 sch.)	30 356	30 300	30 25
Espagne (100 pes.)	5 910	5 907	5 80
Portugal (100 esc.)	9 610	9 600	9 75
Canada ($ can. 1)	3 783	3 7/9	3 825
Japon (100 yens)	2 296	2 288	2 26

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1 9
Or fin (kilo en barre)	29150	29200
Or fin (en lingot)	29080	29086
Pièce française (20 fr.)	260	260 50
Pièce française (10 fr.)	205	204 ..
Pièce suisse (20 fr.)	261 50	266
Union latine (20 fr.)	233 50	237
Souverain	280	281
Pièce de 20 dollars	1270	1285
Pièce de 10 dollars	660	676
Pièce de 5 dollars	435	435
Pièce de 50 pesos	1140 50	1140 50
Pièce de 10 florins	238	240

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

SELON L'AMBASSADE D'ARGENTINE

M. Barre devrait s'entretenir avec le général Videla

Le général Videla, qui a assisté dimanche aux cérémonies du Vatican (page 13), avait été reçu dans la matinée par M. Giulio Andreotti, président du conseil italien. Il devrait, selon un porte-parole de l'ambassade d'Argentine à Rome, s'entretenir ce lundi avec M. Barre, qui dirigeait la délégation française. Il était impossible d'obtenir confirmation ou infirmation de cette nouvelle du côté français, ce lundi en fin de matinée.

● *Près de trois cents personnes ont été interpellées*, dimanche après-midi, à Rome, au cours de la messe d'investiture de Jean Paul Iᵉʳ, parce qu'elles manifestaient contre la présence du général Videla, chef de l'Etat argentin. Une trentaine d'entre elles étaient de nationalité argentine. Les manifestants ont distribué des tracts et scandé à plusieurs reprises « *Videla assassin* ».

● *Le Syndicat national des psychologues* proteste contre l'enlèvement par la police, le 8 août à Buenos-Aires, de Mme Beatriz Perossio, secrétaire générale de l'Association des psychologues de Buenos-Aires, et le jour suivant de soixante-dix psychologues réunis en assemblée au siège de l'Association, et exige leur libération immédiate. *« Il s'agit là d'un enlèvement massif, précédé d'une série de disparitions individuelles et qui aboutit à l'anéantissement d'une profession, anéantissement déjà préparé par le démantèlement des institutions publiques de soins psychologiques et psychiâtriques en Argentine »*, estime le S.N.P.

★ S.N.P., 13, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris.

Trois enfants arrêtés pour cambriolage à Vesoul

Rien à manger mais la télévision en couleur

De notre correspondant

Vesoul. — *Pascal, quinze ans, Patricia, dix-sept ans, et Sylvie, douze ans, se sont faits cambrioleurs parce qu'ils n'avaient rien à manger. Placés depuis plusieurs mois dans divers centres de Haute-Saône par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, ils avaient, à l'occasion des vacances, retrouvé leur famille à Vesoul, dans un petit logement locatif dans un quartier populaire.*

Le père, ancien chauffeur-livreur, sans travail depuis janvier dernier, s'adonne à la boisson. La mère ne travaille pas. Trois bouches adolescentes de plus à nourrir ! Le garde-manger se vidait rapidement. A tour de rôle, Pascal, Sylvie et Patricia s'en sont allés à leur manière, toujours la même, « faire les commissions », la nuit.

A quatre reprises au mois de juillet, et jeudi 31 août, armés d'un marteau dont ils avaient pris soin d'emmailloter la tête dans du tissu, ils brisaient la vitrine latérale du magasin. Ils faisaient alors main basse sur des denrées de premières nécessité : lait en poudre, café, pâtes, chocolat, fromage, mais aussi confiserie. Pour une valeur de 200 à 300 F à chaque fois...

Le manège découvert par les inspecteurs de la sûreté urbaine, les enfants ont été de nouveau confiés à la garde des services de protection de l'enfance. Le dossier va être transmis au parquet, qui décidera de l'opportunité des poursuites contre les parents.

La mère dira bien qu'elle grondait ses petits cambrioleurs... une fois que le garde-manger était plein. Le père, de son côté, vient d'être incarcéré à Vesoul pour une affaire d'amendes impayées. La famille s'était quand même acheté la télévision en couleur. Sans doute pour que les enfants passent de « bonnes vacances » à Vesoul. — A.M.

LE VOYAGE DE M. DE GUIRINGAUD EN ASIE DU SUD-EST

Les tensions qui sont réapparues sont « profondément préoccupantes »

déclare le ministre à Bangkok

M. de Guiringaud, arrivé dimanche 3 septembre à Bangkok pour une visite de trois jours, a été accueilli par son homologue thaïlandais, M. Upadit Pachariyangkun. Au cours d'un dîner offert en son honneur, dimanche soir, le ministre français des affaires étrangères a déclaré : *« Ma présence ici traduit le profond intérêt que mon pays porte à la Thaïlande et reflète la sympathie avec laquelle il suit l'action de votre gouvernement, dans une région qui cherche à gagner, non sans remous, un état de relative quiétude (...). La fin du conflit indochinois a certes marqué une étape décisive dans la longue quête des peuples de cette partie du monde pour maîtriser leur destin. Mais les tensions sont réapparues depuis lors, qui ne laissent pas d'être profondément préoccupantes. Il est clair, en effet, que les Etats d'Asie du Sud-Est ne pourront progresser sur la voie du développement économique et social que dans la mesure où les conflits leur seront épargnés et où ils pourront former et maintenir une zone d'indépendance, de stabilité et de neutralité. L'amélioration des rapports bilatéraux entre les membres de l'Association des nations du sud-est asiatique et leurs voisins nous laisse espérer que le temps viendra d'une concertation plus harmonieuse et que pourra s'édifier un ensemble régional tout entier voué à la paix et au progrès. »*

De son côté, M. Upadit, parlant en français, a rappelé que les relations diplomatiques franco-siamoises remontaient à 1622 et que la première mission officielle siamoise était venue en France en 1680. Il a ajouté que *« le gouvernement thaïlandais attache un intérêt spécial aux efforts faits en vue de normaliser, maintenir, améliorer ses relations avec tous les pays, quelles que soient les différences entre les systèmes sociaux, économiques et politiques »*.

M. de Guiringaud s'entretient lundi avec le premier ministre, le général Kriangsak Chamanand, et sera reçu mardi, dans le sud du pays, par le roi Bhumibol.

Le ministre français avait fait une visite de vingt-quatre heures aux Seychelles samedi 2 septembre, et avait été reçu par le président France-Albert René. Il avait déclaré que *« la France ne pourrait que se réjouir si les pays de l'océan Indien proposaient et se mettaient d'accord pour qu'une zone démilitarisée ou une zone de paix soit organisée avec l'accord de tous les pays de la région dans cette partie du monde »*. Interrogé par Radio-Seychelles au sujet de la présence d'une flotte française dans la région, il avait dit qu'elle *« était liée en partie à la tension qui existe dans la corne de l'Afrique, mais que la France n'a pas de visée impérialiste ou stratégique dans cette région du monde »*. Enfin, abordant la question des Comores, M. de Guiringaud avait déclaré : *« Dans la mesure où les autorités de Moroni pourront rassurer les Mahorais, je crois qu'il y a des chances pour que Mayotte puisse réintégrer l'ensemble comorien »*. — *(Reuter, A.F.P.)*

LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

La délégation officielle qui accompagne M. de Guiringaud à Bangkok, Hanoï et Djakarta comprend : MM. Chayet, directeur des conventions administratives au ministère des affaires étrangères ; Delamare, chef du service de presse et d'information ; Noiville, directeur d'Asie ; Pelletier, conseiller technique au cabinet de M. de Guiringaud ; Bry, chef du service de coopération technique à la direction des affaires culturelles ; Gory, sous-directeur d'Asie ; Martin, conseiller technique au cabinet du ministre.

M. de Guiringaud sera accompagné à Djakarta, par une mission d'hommes d'affaires français dont certains se rendent aussi à Bangkok. Conduite par M. Antoine Veil, président du comité Sud-Est asiatique du C.N.P.F. et directeur général d'U.T.A., elle comprend d'importants dirigeants des firmes suivantes : Aéroport de Paris, Aérospatiale, Alsthom-Atlantique, Berliet, Bouygues, CIT-Alcatel, Cogema, Creusot-Loire, Spie-Batignolles, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Technip, Thomson-Brandt, T.R.T. (Télécommunications Radio Téléphone, filiale française de Philips), U.T.A. et les représentants de cinq banques : B.N.P., Banque de l'Indochine et de Suez, Paribas, Crédit lyonnais et Société générale.

LE RACHAT DE CHRYSLER-EUROPE PEUT ÊTRE UN ATOUT IMPORTANT POUR PEUGEOT-CITROEN, déclare M. Agnelli

« L'opération de reprise de Chrysler-Europe par Peugeot-Citroën est très importante », a déclaré le 4 septembre à Paris M. Umberto Agnelli, directeur général du groupe Fiat, à l'occasion du lancement sur le marché français de la « Ritmo », voiture populaire moyenne qui sera produite au rythme de deux mille unités par jour. *« C'est la première fois qu'une industrie européenne aura des moyens de production hors de son pays d'origine ; jusqu'à présent, seules les firmes américaines ont fait en Europe une véritable politique européenne. Cette opération peut être un atout très imporant pour la firme française »*, a ajouté M. Agnelli, précisant que cette opération était la « conséquence du renforcement de l'industrie automobile française au cours des dernières années ».

Interrogé sur les intentions de Fiat aux Etats-Unis, M. Agnelli a déclaré que la firme italienne n'envisageait pas d'investissements autres que commerciaux et qu'elle pourrait, dès 1980, vendre environ cent mille voitures particulières par an sur le marché américain. Il a précisé que Fiat était cependant prête à signer des accords de coopération avec certains fabricants américains de composants automobiles.

DEUX ÉLECTIONS CANTO[NALES] DANS LES ARDENN[ES]

ARDENNES : can[ton de] Chaumont-Porcien (1ᵉʳ t[our]).
Inscr., 2 347 ; vot., 1 713 ; expr., 1 683. MM. Michel B[...] m. de Rocquigny, U.D.F. [...] voix ; André Deligny, P.S. [...] Jean Ducorniet, adj. au [...] Chaumont-Porcien, sans [...] 375 ; André Jadot, P.C., 10[...] *a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au [rempla]cement de Jean Malherbe [...] décédé, qui l'avait emporté [au pre]mier tour des élections can[tonales] de mars 1976 avec 1 345 voix [...] 290 à M. Faynot (P.S.) et [...] M. Saint-Germain (P.C.) [...] 2 393 inscrits, 1 743 votan[ts] 1 716 suffrages exprimés.

Au premier tour des él[ections] législatives de mars dernier, l[e can]didat R.P.R., M. Flandre, [était] arrivé en tête dans ce canto[n avec] 27,12 % des suffrages exp[rimés] devançant de deux voix M. [...] (U.D.F.). M. Mas (P.S.), arr[ivé en] troisième position, avait [...] 24,44 % des suffrages exprimé[s] à peine plus que M. Deligny, [à] cette élection partielle, en re[cueille] 24,06 %. En revanche, M. Léger [...] avait réalisé en mars un bien [meil]leur score que M. Jadot (14 [...] contre 6,29 %). Ce dernier fait [cepen]dant un peu mieux que le pré[cédent] représentant du P.C. dans ce [can]ton, M. Saint-Germain, avec 4,[...]

ARDENNES : canto[n de] Rumigny (1ᵉʳ tour).
Inscr., 3 420 ; vot., 2 253 ; expr., 2 212. MM. Maurice [...] sénateur, U.D.F.-C.D.S., 881 v[oix] ; Raymond Dervin, P.S., 866 ; [Mi]chel Patris, m. d'Aouste, [...] liste, 238 ; Raymond Vérita, [...] 237. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au rem[pla]cement de Camille Titeux (I[...] ancien député, ancien présiden[t du] conseil général, décédé, qui [avait] été élu le 29 septembre 197[4 au] second tour d'un élection par[tielle] organisée à la suite du décès [d'An]toine Pierua (rép. ind.). Les résu[ltats] du premier tour de cette éle[ction] partielle avaient été les suivar[ts :] inscr., 3 295 ; vot., 1 995 ; suffr. e[xpr.] 1 954. Camille Titeux, 787 v[oix] ; Pierre Chaize (Centre dém.), [...] Michel Patris (sans étiq.), 298 ; G[eor]ges Lebrun (P.C.), 169. Au se[cond] tour, Camille Titeux l'avait emp[orté] avec 1 090 voix contre 1 019 [à] M. Chaize et 134 à M. Patris [...] 3 295 inscrits, 2 284 votants [...] 2 243 suffrages exprimés.

En mars dernier, les électeurs [de] ce canton avaient placé en [tête] le candidat socialiste avec 27,07 [%]. Cette fois, M. Dervin obtient 39,1[...] des suffrages exprimés, soit à pe[u] moins que Camille Titeux, qui, [en] septembre 1974, en avait reçu 40,27 %. Le score réalisé par [le] représentant du P.C. à ce scru[tin] partiel (10,26 %) est supérieu[r à] celui de M. Lebrun en 1974 (8,64 [%]) mais inférieur à celui de M. L[...] en mars dernier (16,78 %).

La fédération départementale [du] R.P.R. avait fait savoir que, p[our] cette élection partielle, elle ne s[ou]tenait aucun candidat.]

SUD-RADIO : M. René Duval quitte la direction de l'information et des programmes.

M. René Duval, directeur de l'information et des programmes de Sud-Radio depuis septembre 1977, s'est démis de ses fonctions. Rappelons que M. Xavier Gouyou-Beauchamps, président de la Sofirad (qui contrôle Sud-Radio), a récemment nommé M. Alain Quintrie-Lamothe directeur général adjoint de la station andorrane (*le Monde* du 31 août).

Le poste qu'occupait M. Duval est supprimé. En revanche, M. Jean-Pierre Rémond, réalisateur à R.T.L. (« Les routiers sont sympas ») devient directeur des variétés à Sud-Radio à

● La première des émissions de la « Voix libre de la Corse » *(A Voce Libera di A Corsica)* devait avoir lieu mardi matin 5 septembre à 7 h. 30. C'est du moins ce qu'ont annoncé au cours d'une conférence de presse clandestine réunie dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 septembre, dans la région d'Ajaccio, trois hommes masqués se présentant comme des « nationalistes corses ».

Le numéro du « Monde » daté 3-4 septembre 1978 a été tiré à 511 827 exemplaires.

A B C D E F G